

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES PROCÉDÉS AMÉTALLIQUES
DE PAIEMENT
ET
LE CHÈQUE POSTAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1919

PAR

FÉLIX POUDOU

Président : M. TRUCHY, professeur

*Suffragants : MM. DESCHAMPS
RIST*

PARIS
LIBRAIRIE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
3 bis, RUE THÉNARD, 3 bis

1919

LES PROCÉDÉS AMÉTALLIQUES
DE PAIEMENT
ET
LE CHÈQUE POSTAL

COULOMMIERS

Imprimerie PAUL BRODARD.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES PROCÉDÉS AMÉTALLIQUES
DE PAIEMENT
ET
LE CHÈQUE POSTAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1919



PAR

FÉLIX POUDOU

Docteur en Droit.

Président : M. TRUCHY, professeur.

*Suffragants : M. DESCHAMPS.
M. RIST.*

PARIS
LIBRAIRIE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

3 bis, Rue Thénard, V°

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS : Nécessité d'une étude préalable des procédés amétalliques en général, pour mieux situer le chèque postal dans l'évolution économique et mieux en saisir la portée	1
--	---

PARTIE GÉNÉRALE

ÉVOLUTION PROGRESSIVE DES INSTRUMENTS D'ÉCHANGE : LES PROCÉDÉS AMÉTALLIQUES

CH. I. Aperçu succinct de l'évolution : les insuffisances de la monnaie métallique	5
CH. II. Le crédit au secours de la monnaie : les substituts.	18
A. Effets de commerce, warrants et valeurs mobilières	20
B. Billet de banque : son rôle économique et ses avantages	25
C. Le chèque	30
I. Nature juridique	30
II. Rôle économique	32
1° Il supplante effectivement le billet de banque : les faits (France, Angleterre, États-Unis, Allemagne); les causes (avantages pour le public, les banques, le pays)	32
2° Il est instrument d'échange	39
a) organe de dépôt en banque et de compte courant	40
b) instrument de paiement effectif	42
c) surtout instrument de clearing	43
α) la base du système est le compte courant	44
β) les hypothèses logiques de clearing	44
γ) comparaison du virement et de la compensation	54
δ) avantages du clearing	57
CH. III. Cette évolution est-elle un retour au troc : sa base reste le métal.	61
CH. IV. Le clearing dans les faits : Angleterre, États-Unis, Allemagne.	66

CH. V. Le clearing en France ; trois organes : Banque de France (virements). — Chambre de compensation. — Chèque postal. — Médiocres résultats; les causes; les remèdes; campagne de 1916 : circulaires de la Banque de France, — Décrets Ribot, — Chèque postal, — la presse, — loi sur la domiciliation du chèque bancaire. — Conclusion	75
---	----

PARTIE SPÉCIALE

LE CHÈQUE POSTAL

CH. I. Le fondement économique et administratif du chèque postal au confluent de deux évolutions.	103
A. Le chèque postal dans l'évolution économique	104
1° Quelle place y occupe-t-il?	104
2° Est-elle justifiée? Les critiques : Concurrence aux banques et au clearing bancaire, 106. — Étatisme, 115. — Accumulation dangereuse de capitaux, 115.	105
B. Le chèque postal dans l'évolution administrative : logique et nécessaire	125
CH. II. Histoire du chèque postal : Le chèque postal à l'étranger , 137. — Son invention accidentelle en Autriche, 137. — Son extension en Hongrie, 140; — en Suisse, 143; — au Japon, 149; — en Allemagne, 153; — au Luxembourg, 164; — en Belgique, 165; — en France, en Tunisie, 179; — en Hollande, 179; — en Italie, 183.	137
CH. III. Le chèque postal en France : historique.	191
A. <i>Phase préparatoire</i> : Projets et propositions de loi. — Rôle de M. Chastenet. — Les études et les missions. — Le retard, ses causes, les centres de résistances. — Action décisive de la guerre.	191
B. <i>Phase décisive</i> : Campagne de 1916. — Proposition Amiard. — Projet Clémentel-Ribot. — Rapports. — Proposition de la Batut. — Amendement et contre-projet Chastenet. — Vote de la loi. Le décret. — Les modifications de 1919	200
CH. IV. Économie et technique du système français	206
A. Les antécédents : 1) Loi de 1879. — 2) Compte courant du Receveur principal de la Seine à la Banque de France	206
B. Organisation administrative : autonomie et décentralisation.	208
C. Ouverture des comptes : demande, — agrément de l'administration, — justification d'identité, — dépôt de garantie	211
D. Opérations sur les comptes :	
I. de Crédit : réception des versements; — inscription du montant des autres titres; — virements	216
II. de Débit : le chèque postal : dispositions diverses. — Chèques de paiement. — Chèques de virement	221
III. Avis de Crédit et de Débit : avis obligatoire et gratuit. — Avis facultatifs avec redevances	234
IV. Taxes sur les opérations : observations	236
V. Formules à employer pour ces opérations : observations	239
E. Transfert ou clôture des comptes courants. — Décès du titulaire	242

F. Questions de responsabilité : saisie-arrêt et opposition. — Responsabilité des fonds. — Irresponsabilité des retards, des changements non notifiés. — Prescription extinctive des actions en réclamation. — Prescription acquisitive. — Compétence.	244
G. La solution française du placement des fonds, — de la constitution d'une réserve, — du service d'intérêt	252
H. Coopération du Service des chèques postaux au clearing bancaire	253
I. Extension au régime international	255
J. Utilisation du Service par les comptables publics (décret du 12 janvier 1919)	255
K. Notions sommaires sur le fonctionnement intérieur des bureaux de chèques : 1) Bureau d'ordre. — 2) Section d'ouverture. — 3) Section d'arrivée. — 4) Section des chèques. — 5) Section des comptes. — 6) Section de contrôle.	263
Appréciation.	274
Ch. V. Aperçu rétrospectif et synthétique du système général des chèques postaux. Statistiques	283
Ch. VI. Le chèque postal international : Position de la question. — Système banco-postal. — Système purement postal. — Statistiques. — Conclusion.	290
APPENDICE : Le comptabilisme social et le chèque postal.	308
CONCLUSION	316
ANNEXES	319
BIBLIOGRAPHIE.	333

AVANT-PROPOS

Cette étude est aussi une victime de la guerre. Entreprise dès 1914, elle n'a pu être reprise et parachevée qu'en 1919. Au pacifique *cedant arma togis* de Cicéron, la guerre avait opposé un impérieux *armis toga cedat*. Après cet intervalle de cinq années nous n'avons pu franchir le seuil de notre vieille École de Droit, sans reporter notre pieux souvenir à ceux qui comme nous, auditeurs des mêmes maîtres avaient suspendu leurs travaux et qui, hélas ! ne les reprendront plus jamais. Leur nom est inscrit au tableau d'honneur de l'École mais les générations futures d'étudiants ignoreront toujours la grande épreuve morale et intellectuelle tout autant que physique à laquelle furent soumis ceux de la guerre. Il nous était un devoir de les associer à notre travail comme nous avons été associés dans les cours et comme nous le fûmes dans la guerre.

Combien de changements dans les Institutions de Droit se sont opérés, en notre absence. La vie sociale a marché, bien plus elle s'est précipitée. Bien des réformes ont été facilitées, imposées même par les nécessités de la guerre. Celle qui fait l'objet principal de cette étude, est de celles-là. Le chèque postal tant discuté, tant combattu avant la guerre, a vu se réduire d'elle-même l'irréductibilité de ses adversaires. Nous l'avons laissé dans la Doctrine, nous le

retrouvons dans la réalité. Nos notes antérieures, couvertes de poussières, étaient de ce fait devenues caduques, mais en revanche nous avons retrouvé ample moisson d'idées et de documents dans les travaux législatifs et administratifs qui ont réalisé la Réforme. Caducs aussi sont devenus nos points de vue du temps jadis. Les vieilles conceptions financières, classiques ont été quelque peu bouleversées⁽¹⁾. Notre budget d'avant-guerre, qui par son volume de 6 milliards donnait tant de peine à nos ministres des Finances et ne s'équilibrait en fin d'exercice que par des artifices de Trésorerie, atteint subitement 20 milliards (exposé de M. Klotz, ministre des Finances, séances du 13 mars 1919)⁽²⁾. De même notre circulation fiduciaire de 5 milliards 912 millions le 23 juillet 1914, atteint le 27 mars 1919 le chiffre effrayant de 33 milliards 372 millions. Les procédés classiques semblent emportés par la tourmente : ils ne seraient que de vains artifices ; à un monde nouveau il faut des lois nouvelles, on ne met pas sans danger du vin nouveau dans de vieilles outres. Aussi avons-nous retrouvé bien vaines et pusillanimes nos ébauches d'avant-guerre et force nous a été de rééquilibrer nos jugements à la lumière des faits nouveaux.

(1) « Pourtant ne faut-il pas reconnaître qu'il y a eu de grands changements accomplis et que depuis trois ans l'Europe vit sous un régime économique tel qu'il dépasse en imprévu les visions de Fourier comme les « anticipations » de Wells ? La liberté du travail pour les ouvriers aussi bien que pour les patrons, suspendue par la mainmise de l'État sur presque toute l'industrie ; la liberté des échanges supprimée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur par les taxations, réquisitions, prohibition des importations et des exportations ; l'équilibre des marchés rompu par l'emprisonnement de l'or, ce grand niveleur des échanges ; la liberté de consommation réglementée par la mise en carte de tous les consommateurs et même une sorte de régime communiste institué par la mobilisation des civils, par l'invitation adressée à chacun de porter les chaussures nationales et le drap national, par la remise des dettes, le loyer gratuit, que sais-je encore ?

« Et dans ces conditions si contraires à celles que les économistes déclaraient indispensables à la vie économique, les nations ont vécu tant bien que mal, plutôt mal que bien, mais ont vécu tout de même. Toutes les prévisions — soit quant à la durée de la guerre, que l'un des économistes les plus éminents fixait à six mois, soit quant à l'interruption et l'inhibition de la vie économique devant résulter de la mobilisation de presque toute la population masculine, soit quant au montant des dépenses compatibles avec les ressources des pays belligérants ou à la quantité du papier-monnaie que la circulation pouvait tolérer — se sont trouvées infiniment dépassées. Qu'est-ce que cela prouve ? Simplement que les économistes avaient sous-évalué le degré de plasticité des sociétés modernes et les énergies latentes qu'elles recèlent, énergies formidables inutilisées ou gaspillées en temps de paix mais qui se trouvent déclanchées par l'explosion de la guerre. » Gide, Préface du *Cours d'économie politique*, édition 1919.

(2) Où est le budget du premier milliard que M. Thiers présentait en ces termes : « Messieurs, saluez le premier milliard, vous ne le retrouverez plus. »

L'objet principal de l'étude est le Chèque Postal. En voici le principe essentiel d'après M. Lequesne ⁽¹⁾.

« Le système des chèques et virements postaux repose essentiellement sur l'ouverture par l'administration des Postes et la tenue en un centre déterminé d'un compte courant, obtenue par toute personne qui en a fait la demande dans certaines conditions. L'actif de ce compte est alimenté par des versements opérés soit par le titulaire lui-même, soit à son profit par un tiers dans un bureau de poste quelconque. Le compte est débité de toutes les sommes retirées par le titulaire au moyen de chèques que l'administration lui délivre en carnets au moment de l'ouverture du compte et qui seront payables aux bénéficiaires dans tel bureau de poste qui leur plaira. » Le chèque postal est au confluent de deux évolutions : a) de l'évolution économique des instruments d'échange qui, après avoir écarté le troc primitif, délaisse progressivement la monnaie soit métallique, soit même fiduciaire. La Poste comme tous les grands manieurs de fonds et les intermédiaires de règlement, s'y trouve fatalement entraînée : elle doit au surplus, pour rester en harmonie avec les mouvements économiques des affaires dont elle n'est que la servante, contribuer à assurer la rapidité et la sécurité des paiements et rechercher la réduction de circulation monétaire; b) de l'évolution administrative qui oblige les administrations débordées par l'accroissement formidable des échanges, à renouveler et moderniser leurs procédés d'exécution.

Ainsi donc cette institution n'est point uniquement administrative, elle est un procédé bancaire et se rattache de ce fait à l'ensemble économique des instruments de règlement monétaire : la plupart des pays l'ont d'ailleurs soudée à des Institutions de crédit nationales ou Internationales, et la France elle-même l'a rattachée à la série des mesures bancaires prises en 1916 pour parer au danger de l'inflation menaçante. Aussi nous a-t-il paru essentiel de faire précéder son étude d'une analyse préalable des instruments de paiements bancaires. Cela présente la double utilité 1° de situer le chèque postal au sein de l'évolution économique dont il n'est qu'un

(1) Lequesne, *Chèques et virements postaux*.

aspect, 2° de mieux saisir sa portée, son utilité propre et de déterminer ainsi son fondement économique.

Faute de l'associer et de le comparer aux autres procédés de règlement, on risque — ou bien de lui dénier l'importance économique qu'il a acquise et l'opportunité à laquelle il répond — ou bien de lui accorder par ignorance des grands procédés bancaires, une portée et une influence exagérées.

Au surplus, cette étude générale apparaît indispensable pour apprécier les points de vue si intéressants de la doctrine comptabiliste et les espoirs que ses doctrinaires fondent sur l'évolution progressive des règlements amonétaires et surtout sur l'extension accentuée du compte courant postal avant-coureur du compte courant comptabiliste.

Notre étude comprendra donc une partie générale où [seront analysés les divers procédés de règlement amétallique et leur évolution progressive, une partie spéciale où sera étudié particulièrement le procédé récent du chèque postal.

LES
PROCÉDÉS AMÉTALLIQUES DE PAIEMENT
ET
LE CHÈQUE POSTAL

PARTIE GÉNÉRALE

ÉVOLUTION PROGRESSIVE DES INSTRUMENTS
D'ÉCHANGE :
LES PROCÉDÉS AMÉTALLIQUES

CHAPITRE I

APERÇU SUCCINCT DE L'ÉVOLUTION : LES INSUFFISANCES
DE LA MONNAIE MÉTALLIQUE

M. Bruno Hildebraud ⁽¹⁾ classe l'évolution économique en 3 périodes : 1° économie *naturelle* caractérisée par l'absence de l'échange (le producteur consommant lui-même ses produits et réglant ses productions sur sa consommation) ou tout au plus par l'échange en nature ou *troc* ; — 2° l'économie *argent* caractérisée par la vente et l'achat ; — 3° l'économie *crédit* caractérisée par le prêt ou la vente à terme et qui, arrivée à son apogée, semble devoir amener, un jour, l'élimination complète de la monnaie, au moins en tant qu'instrument d'échange.

(1) Cité par M. Gide, *Cours d'Économie Politique*, p. 393, éd. 1900.

Cette classification est loin d'être absolue : chacun des procédés précités n'est nullement exclusif des autres. Il est probable plutôt qu'à toutes les époques, le crédit caractérisé par le prêt a dû servir aux échanges de ceux qui pouvaient se connaître et s'accorder confiance ; on en trouve trace dans les époques les plus lointaines ; de même en dépit de l'emploi généralisé de la monnaie métallique, le troc a continué de servir, particulièrement dans les échanges ruraux. Cette classification est donc plutôt la représentation de l'évolution sociale qui, après avoir accordé la prédominance du procédé monétaire au procédé primitif du troc, substitue peu à peu aux métaux précieux le procédé amonétaire du crédit, cette fois scientifiquement organisé.

D'une façon générale on peut dire que le procédé dominant se trouve en fonction des deux faits sociaux suivants : la division du travail et la publicité sociale.

Aux époques où dans les cercles des relations humaines purement rurales et locales, a dominé le troc : là en effet la division du travail encore nulle ou du moins toute rudimentaire ne donnait lieu à des échanges qu'exceptionnellement et à peu de distance ; sans doute entre gens qui s'estimaient le prêt pouvait déjà servir à ajourner les règlements pour en attendre la compensation par un prêt réciproque, mais le procédé habituel pour ces rares échanges restait le troc.

Aux époques de relations humaines plus étendues et plus complexes, urbaines, régionales et même nationales, a dominé la monnaie de métaux précieux : une division du travail plus poussée et même peu à peu réglementée (corporations) donna lieu à des échanges sans cesse plus nombreux et plus lointains, pour lesquels le troc se montra aussitôt insuffisant et incommode. Sans doute par l'usage du prêt, le crédit servit aussi à quelques règlements grâce surtout à l'intermédiaire de banquiers connus, mais la publicité sociale, faute de moyens de communication, avait une base trop étroite pour que ce procédé fût scientifiquement étendu ⁽¹⁾. Le procédé dominant fut la monnaie de métal, tierce marchandise garantie par sa propre valeur.

Les admirables inventions du XIX^e siècle, Chemin de Fer, Télégraphe, Téléphone, élargissant pour ainsi dire à l'infini le champ

(1) L'exemple de Law en est la preuve.

des relations humaines, et suscitant, par une division de travail plus perfectionnée, le mouvement incessant des échanges, firent éclater le vieux cadre métallique incommode, insuffisant et onéreux : en même temps d'ailleurs, pour un quasi-pouvoir d'ubiquité, elles portaient en elles-mêmes les moyens de remédier aux insuffisances de la monnaie séculaire; par elles, la publicité sociale, étendue à tous les coins de l'univers et en quelque sorte rendue immédiate, put scientifiquement transformer le crédit et en faire un moyen perfectionné de règlement et de liquidation⁽¹⁾.

Le *troc* dut, de tout temps, apparaître un mode d'échange tout à fait incommode : il suppose deux personnes en possession chacune d'un objet dont les qualités et la quantité correspondent aux qualités et quantité des besoins ou désirs des autres. Coïncidence rare et difficile dont le récit suivant va nous donner une idée. Le lieutenant Cameron dans son voyage en Afrique (1884) nous raconte comment il dut s'y prendre pour se procurer une barque : « L'homme de Saïd voulait être payé en ivoire et je n'en avais pas. On vint me dire que Mohammed Ibn Sélib avait de l'ivoire et qu'il désirait de l'étoffe : malheureusement comme je n'avais pas plus de l'un que de l'autre, cela ne m'avancait pas beaucoup. Mais Ibn Quérib qui avait de l'étoffe manquait de fil métallique dont j'étais largement pourvu. Je donnai à Ibn Quérib le montant de la somme en fil de cuivre : il me paya en étoffe que je passai à Ibn Sélib : celui-ci en donna l'équivalent en ivoire à l'agent de Saïd et j'eus la barque⁽²⁾. » Cette extrême difficulté a fait croire à certains auteurs que le don précéda l'échange. En tout cas on dut, de tout temps, rechercher un instrument d'échange et de comparaison au moyen d'une tierce marchandise.

« Cette marchandise tierce, marchandise privilégiée, soumettant toutes les autres à son intermédiaire et en quelque sorte à son arbitrage, cette *monnaie*, langue des valeurs, véhicule de la richesse universelle se recrutera — après des stades divers où chaque société primitive a marqué successivement l'empreinte en quelque sorte symbolique de sa vie sociale — parmi les métaux précieux⁽³⁾. »

(1) Il convient en outre de marquer en ce domaine l'influence du régime d'État moderne : par sa police étendue et égale, l'État moderne assura la sécurité non seulement des transports mais des contrats commerciaux.

(2) Rapporté par Gide, *op. cit.*, p. 226, éd. 1909.

(3) Roche-Augussol, *Essai de Clearing*.

Il serait hors de sujet ici de rechercher les modifications progressives de cette marchandise tierce, instrument des échanges : elle se modela sur les changements sociaux eux-mêmes des groupes humains : la famille, la tribu, la nation, l'État, régime rural et agricole, régime urbain ou commercial et industriel, tous changements qui étendant le champ des échanges et accentuant la division du travail susciterent l'invention d'une monnaie sans cesse plus perfectionnée. Les silex taillés, le blé, le thé, le riz, le bétail *pecus* qui a laissé la trace de cette fonction monétaire dans le mot latin de monnaie *pecunia*, durent céder la place à une marchandise mieux adaptée à ce rôle difficile. Les métaux précieux, entre tous, eurent le privilège, en considération de leurs qualités de grande valeur sous un petit volume d'homogénéité, de divisibilité, de fixité, d'attirer le choix des hommes.

« La monnaie, dit M. Arnauné⁽¹⁾, fut inventée une seconde fois lorsque les métaux précieux commencèrent à être employés dans les échanges. » La rapidité des échanges exigea bientôt que les lingots bruts fussent pesés, titrés d'avance et enfin garantis par un poinçon officiel : il ne restait plus pour arriver à la monnaie actuelle qu'à leur donner la forme de disques revêtus d'empreintes en relief sur toute la surface, précautions ayant pour but d'éviter la rognure frauduleuse et l'altération du titre tout en assurant la commodité du maniement.

Encore de nos jours l'on peut trouver des vestiges ou plutôt des exemples de ces divers modes d'échange dans les groupes ruraux isolés et surtout parmi les peuplades sauvages d'Afrique ou d'Asie.

Les insuffisances de la monnaie. — La monnaie métallique n'eût pas elle-même à révéler dans l'accomplissement de sa fonction de graves insuffisances; encombrante, peu sûre, lente à circuler, stérile, coûteuse, insuffisante en quantité, injuste, trop peu stable dans sa valeur.

Encombrante et peu sûre : déjà dès la plus haute antiquité, cet inconvénient se manifesta pour les paiements éloignés. Cicéron, dans une de ses correspondances, nous parle d'une opération qualifiée « *permutatio* » dont le but était de faire passer des capitaux d'une partie de l'empire dans une autre, par l'intermédiaire d'un

(1) Arnauné, *La monnaie de crédit, le change*.

banquier. A ce sujet, dit M. Thaller⁽¹⁾ « les meilleurs écrivains se sont faits les propagateurs d'une légende en attribuant aux Juifs expulsés de France ou aux Lombards ou Guelfes, expulsés de Florence l'invention de la lettre de change, titre de recouvrement sur les recéleurs de leur caisse, pour échapper à la confiscation... La lettre de change s'est épanouie spontanément sous des influences de milieu. » Le moyen âge avec ses routes peu sûres et ses souverainetés multipliées était propre à l'acclimater et à la répandre; la Renaissance italienne en trouvait des modèles dans les vieilles Institutions Romaines.

Mais si cet encombrement gênait déjà les faibles échanges des vieilles sociétés, quelle entrave ne constitue-t-il pas aux formidables échanges modernes dont la masse et la rapidité, grâce aux progrès des inventions, ont crû hors de toute proportion et pour lesquels les métaux précieux, par suite précisément de l'accroissement annuel de leur stock (2 milliards pour l'or seul), perdent sans cesse de leur valeur d'achat.

M. Chevalier a calculé que pour porter en or la valeur du diamant « le Régent » il faudrait 40 hommes. M. Stanley Jevons⁽²⁾ signalait que les transactions journalières effectuées vers 1880 au clearing-house de Londres pour un montant de 20 millions £ auraient nécessité 157 tonnes de monnaie d'or si elles eussent dû se régler en numéraire et qu'il aurait fallu pour les transporter près de 80 chevaux.

Or si nous prenons les statistiques de 1918 pour ces opérations, nous trouvons un total annuel de 21 197 millions £, soit en moyenne journalière 60 millions £, ce qui pèserait en or 470 tonnes et nécessiterait 240 chevaux.

Si l'on s'amusait à faire ces calculs pour tous les clearing-house d'Angleterre, des États-Unis, de France, d'Allemagne et pour toute la circulation fiduciaire mondiale, on arriverait à des chiffres fantastiques et incroyables. Si le métal seul devait régler les échanges, le monde offrirait le spectacle étrange d'un va-et-vient effréné de l'or, encombrant les trains, suscitant les convoitises, conduisant aux attentats les plus invraisemblables et grevant les prix des frais élevés de transport, police et assurance; au surplus il faudrait supposer qu'il fût en quantité suffisante, ce qui est à cent lieues de

(1) *Traité élémentaire de Droit Commercial*, p. 635, 4^e éd.

(2) *La monnaie et le mécanisme de l'échange*, 2^e éd., Paris, 1877.

la réalité. Fort heureusement, depuis longtemps déjà, la forte masse des règlements échappe au procédé métallique.

Encombrant, le numéraire ⁽¹⁾ est aussi *peu sûr* : nous ne parlons pas ici de la sécurité intrinsèque d'utilisation, puisqu'il est, au contraire de tous les instruments de paiement le mieux garanti, étant le seul à posséder sa valeur intrinsèque ⁽²⁾. Peu sûr, disons-nous, parce qu'il est, plus que tout autre, sujet à la perte, à la convoitise, au vol. Le billet de banque et les valeurs mobilières au porteur, que nous allons retrouver dans le chapitre des substituts de la monnaie, sont également sujets au vol et à la perte, mais le numérotage de ceux-ci est un moyen de suivre le titre entre les mains des recéleurs. Les pièces de monnaie, au contraire, sont amorphes, rien ne les individualise.

Dans ses mémoires, le Dr Thomas Somerville raconte qu'en 1769, devant retourner de Londres à Edimbourg, M. Donaldson, libraire, lui demanda s'il voulait se charger d'une cassette, en ajoutant que tous ses frais seraient payés. Il y consentit, partit le 25 mai 1769 de

(1) « Improprement appelé numéraire, qui se nombre, puisque le papier-monnaie aussi se compte, se nombre. » J.-B. Say, *Cours d'Économie politique*, t. II, p. 559, éd. 1828.

(2) La monnaie n'est pas un simple signe représentatif. C'est une marchandise véritable ayant son cours dans les marchés et sa valeur propre intrinsèque. « Un objet de nulle valeur pourrait être un signe, une marque que le porteur du signe est possesseur de la valeur réelle absente, mais la monnaie n'est point une valeur absente, elle est en elle; et si l'on peut se servir de cette valeur pour en acquérir une autre, cet avantage lui est commun avec tout autre produit; tous les jours on truke un cabriolet contre un cheval, il ne s'ensuit pas que l'un soit le signe de l'autre; si le numéraire est employé de préférence, c'est à cause de ses qualités physiques et chimiques qui lui font dans ce but certains avantages. » J.-B. Say, *Cours d'Économie politique*.

✓ Ce n'est pas une mesure : c'est plutôt un simple appréciateur, on ne mesure pas plus la valeur par la monnaie qu'on ne pèse avec un mètre. La valeur n'est pas une qualité intrinsèque des choses, comme sont l'étendue, le poids, le volume; elle est une qualité qui se surajoute idéalement en vue de l'échange et essentiellement variable.

• Le poinçonnage officiel n'est pas seulement *déclaratif* de valeur, il est aussi *attributif*, car si la volonté du législateur (ratifiée sans doute par la volonté des hommes), a choisi l'or et l'argent comme monnaie elle a, par ce fait, fait acquérir à ces métaux la plus grande partie de leur valeur : ils en perdraient la moitié ou même davantage si cette loi ou cette adhésion venait à disparaître.

• Il ne faut pas tirer de ce fait que leur valeur est *purement conventionnelle*, car toute valeur de n'importe quelle marchandise tire aussi sa valeur de la volonté et du choix des hommes, mais si ce choix et cette valeur sont déterminés par des causes naturelles, la valeur est aussi naturelle. Le blé, lui-même, s'il était délaissé comme aliment essentiel perdrait de sa valeur.

• D'ailleurs démonétisés et dépréciés, ces métaux précieux garderaient quand même une certaine valeur pour usages industriels qui se multiplieraient en raison de leur baisse elle-même. » (Gide, *Cours d'Économie politique*.)

C'est ce qui fait dire à M. Alglave (cours 1912) que la monnaie n'est qu'une promesse de marchandise cautionnée.

Londres avec un colis qui contenait 8 à 10 000 guinées soit 210 à 260 000 francs, et qui pesait environ 80 kilogrammes avec l'emballage. On lui donna 2 pistolets, on fixa son itinéraire, le nombre de milles à faire par jour, les auberges où il s'arrêterait; on lui donna certaines indications de manière à le préserver des dangers qu'il pouvait courir. Et M. Y. Guyot qui rapporte ce fait raconte les appréhensions de danger et les craintes incessantes de ce gentleman.

Encombrante, la monnaie de métal est, par ce fait, *lente à circuler*. Si prise sous l'aspect de ses unités divisionnaires, elle circule facilement de la main à la main, sous un gros volume et pour les gros paiements elle devient une lourde masse, difficile à transporter⁽¹⁾.

La monnaie est encore *coûteuse et stérile* : frais de monnayage, usure, perte de l'intérêt du capital employé à la fabrication, selon St. Jelons, la valeur totale des métaux précieux employés pour la monnaie en Angleterre serait de 131 158 millions £, coûtant sous ce rapport 4 304 000 £ soit 4 262 000 pour la perte d'intérêt et 42 000 pour les frais de fabrication⁽²⁾, et — si on l'envisage sous l'aspect de son mode de paiement par rapport au mode de libération que permettent les chèques et comptes courants, gaspillage de temps, perte du travail fourni par les encaisseurs, perte des frais de recouvrement prélevés par les banques. M. Courcelle-Seneuil, dans le *Journal des économistes*, août 1864, p. 211, « du chèque et du service de circulation » se livrait à une analyse pénétrante de cette perte de temps et d'argent. « M. de Germiny, écrivait-il, parlait récemment de recouvrements de 100 millions effectués en un jour à Paris dans 40 000 domiciles et les chiffres ne tarderont pas à représenter la moyenne de recouvrements quotidiens de la Banque de France : prenons-les pour base de quelques réflexions. Les employés de la Banque vont aux recouvrements dès la première heure et rentrent à trois heures; il faut donc que le montant des effets soit prêt la veille ou le débiteur de l'effet s'expose à courir de trois à quatre heures

(1) Notons à ce sujet le progrès que fut le mandat-poste et surtout le mandat télégraphique qui permit d'économiser le transport matériel de la monnaie. Il multiplia la vitesse circulante du numéraire et par ce fait contribua à favoriser l'activité et la sécurité des échanges.

(2) « L'extraction des mines, la fonte, le transport, le monnayage, le change représentent le travail d'au moins 200 000 travailleurs, toute une armée. Supprimez la nécessité d'employer les métaux précieux et tous ces bras vont devenir disponibles pour une production nouvelle. » Gide, *Cours d'Économie politique*, ch. vi, partie 4.

« Les hommes ont mieux à faire que de creuser des mines, de traiter et de transporter le minerai, de frapper des pièces. » Thaller, *Traité élémentaire de Droit commercial*, 5^e partie, ch. ix.

après le garçon de recettes de la Banque. En général, on va chercher les fonds de la veille. Voilà donc 30 000 individus, commerçants laborieux pour la plupart, qui vont chez les banquiers recevoir les espèces, compter, transporter et garder 100 millions de francs. Les banquiers ont dû avoir cette somme le matin ou la veille et ils n'en pourront disposer que le lendemain à la Banque de France après que les recouvrements auront été faits; il faut même qu'ils aient chez eux une somme pour rembourser à la Banque de France ceux des effets fournis par eux qui n'auraient pas été payés exactement ou dont le domicile n'aurait pas été exactement indiqué. Il n'y a donc nulle exagération à compter que 100 millions restent inactifs un jour entier. Je crois même qu'on serait plus près de la vérité en calculant à deux jours l'inactivité de cette somme.

« 100 millions inactifs tous les jours n'entrent pas évidemment dans ce travail de la production. L'intérêt qu'ils pourraient produire est donc perdu, aussi bien que le temps de 40 000 personnes qui ont reçu, compté, transporté et payé les 100 millions. Évaluons ce temps à une heure et la journée de travail à douze heures, ce seront 3 333 jours de travail, qui, multipliés par 360 donnent 1 199 800 journées qu'on ne peut évaluer à moins de 5 francs par jour sans parler des frais de voiture. Le service des recouvrements de la Banque de France coûte au commerce une somme au moins égale, car il est payé par l'intérêt des 130 millions environ qui restent déposés gratuitement dans cet établissement. Les frais totaux du service de recouvrement ou de liquidation s'élèvent donc pour la place de Paris à 17 500 000 francs. Ainsi qu'il suit :

Intérêts de 100 millions nécessaires aux paiements	5 000 000 francs.
— des 130 — — — — — salaire de la Banque.	6 500 000 —
Journées de travail perdues par le commerce (5 599 400)	6 000 000 —
Total	17 500 000 francs.

« Avec les procédés anglais de comptabilité, conclut M. Courcelle-Seneuil, le service de liquidation ne coûterait pas plus de 1 million. » Aujourd'hui, ce n'est plus dans 40 000 domiciles par jour que recouvrent les garçons de la Banque de France mais dans 100 000.

En 1912 ils ont encaissé	8 081 500 effets pour	8 184 166 000 francs.
1915	4 033 000 —	4 914 490 000 —
1916	6 935 500 —	8 395 390 000 —
1917 (638 250 domiciles)	7 351 000 —	12 268 776 900 —
1918 (606 380 — — — — —)	8 227 300 —	18 034 356 000 —

On pourrait faire un calcul analogue pour le service des paiements et des recouvrements par l'intermédiaire de la poste, qui bien plus que les banques usent du paiement par espèce⁽¹⁾. Qu'on se fasse une idée des pertes de temps et d'intérêt en sachant qu'en 1910, dans le service postal français, il a été émis en chiffres ronds :

Chargements et valeurs déclarées	38	millions.
Mandats et bons de poste	63	—
Effets à encaissements	2	—
Chargements et valeurs déclarées pour l'étranger	1 1/2	—
Mandats pour l'étranger	2	—

Adam Smith a marqué d'une façon saisissante la stérilité de la monnaie métallique; « on peut justement comparer l'or et l'argent qui circulent dans un pays à un grand chemin qui sert à transporter et à voiturier au marché tout le fourrage et tout le blé qu'on y recueille, mais qui ne produit pas un seul brin de l'un ni un seul grain de l'autre. Une banque sage, en établissant, si j'ose me permettre une métaphore aussi hardie, une espèce de grand chemin par les airs, donne le moyen de convertir une bonne partie de ces grands chemins en pâturages et en terres à blé et d'augmenter par là considérablement le produit des terres et du travail. » *Richesse des nations*, I. II, ch. II. Cette comparaison, comme le fait remarquer M. Gide, est ingénieuse mais elle appelle une observation : que ferait-on de la monnaie économisée? Adam Smith a voulu dire qu'elle pourrait servir aux placements à l'étranger, mais si tous les pays à la fois usaient de ce procédé, ces placements seraient impossibles et dans ce cas il ne resterait que l'économie de la production et de la fabrication qui rendrait à l'industrie 200 000 travailleurs. La comparaison est donc boiteuse, car pour les routes terrestres pareil danger d'improductivité ne serait pas à craindre même si tous les pays usaient des routes aériennes.

La monnaie métallique est aussi insuffisante en quantité par rapport au volume des échanges : on estime la production des métaux précieux (or et argent) à 137 milliards de francs depuis la découverte de l'Amérique, auxquels il faut ajouter près de 1 milliard 850 millions de production antérieure à 1492. Au total, 138 milliards

(1) Cependant il faut tenir compte de ce fait que les facteurs qui font les paiements à domicile, les font dans leur tournée de distribution de lettres : la perte de temps est donc moindre. Mais il y a en revanche la perte de temps des attentes au guichet postal pour faire les versements ou venir toucher les mandats-poste ou bons de poste.

sur lesquels, d'après M. Leroy-Beaulieu, une soixantaine seulement ont été convertis en monnaie dont 42 ou 43 milliards pour l'or seul⁽¹⁾.

En face de ce stock monétaire auquel il faudrait ajouter la monnaie de billon qui fait fonction de monnaie d'appoint (jusqu'à 5 francs)⁽²⁾, nous voudrions mettre le chiffre moyen journalier des transactions mondiales, mais outre qu'il ne nous donnerait qu'un résultat approximatif de comparaison, étant donné qu'une même monnaie peut, dans la même journée, servir à plusieurs paiements et que par suite son utilité libératoire est proportionnée à sa vitesse de circulation⁽³⁾, il est très difficile d'obtenir ce chiffre puisqu'il faudrait pouvoir totaliser les opérations de Bourse après en avoir défalqué les opérations simplement fictives, les opérations de banque et de clearing, les opérations de poste, les opérations de douane et enfin les paiements de la main à la main qui, plus que tous autres, sont insaisissables. Mais par les chiffres des compensa-

(1) Tableau de la production mondiale de l'or,
d'après M. E. Payen (*Économiste français*, 29 mars 1919).

1913.	462 669 558 dollars.	1916.	454 176 500 dollars	
1914.	451 582 129 —	1917.	423 590 200 —	(2 milliards 220 francs).
1915.	473 124 590 —	1918.	377 300 000 —	(2 — — francs).

Au total depuis 1492, découverte de l'Amérique 89 milliards. M. Payen ajoute qu'on peut envisager que l'or soit un jour supplanté par un métal plus rare : le platine.

(2) L'argent aussi est devenu monnaie d'appoint jusqu'à 100 francs.

(3) « En empruntant le langage de la mécanique, on peut dire que l'utilité de la monnaie est fonction de sa quantité de mouvement » (des Essarts). « En effet, quand on parle de l'insuffisance de quantité de monnaie en rapport au volume des échanges, il faut tenir compte que la plus ou moins grande rapidité de circulation de la monnaie équivaut à une variation dans la quantité et par conséquent produit le même effet (Gide, *Cours d'Économie politique*). La vitesse de circulation dépend de la densité de la population et du degré de civilisation : Karl Max parle de l'ubiquité du capital. « Les progrès des moyens de transports ont pour cette raison augmenté artificiellement la quantité de monnaie en accélérant sa vitesse de circulation ; le titre fiduciaire, plus léger, plus aisément maniable et plus sûr, circule donc plus vite et fait fonction de quantité ; il y a, en effet, deux facteurs importants : le capital et le temps. Un wagon qui fait dix voyages ou dix wagons qui n'en font qu'un seul conduisent au même résultat. Time is money » (J.-B. Say, *Cours d'Économie politique*). Cependant M. le baron Mourre, dans la *Revue d'Écon. pol.*, avril 1919, rectifie ce point de vue classique. Étudiant les causes de la cherté de la vie, il écrit : « La vitesse de circulation de la monnaie n'équivaut pas à une augmentation de quantité de monnaie, car on ne peut augmenter la vitesse de la circulation sans augmenter en même temps dans la même proportion le nombre de marchandises ou de services échangés. La monnaie ne circule pas à vide, elle s'applique à des échanges. Donc les deux variations, vitesse de la monnaie et vitesse des échanges étant corrélatives, la vitesse de circulation est sans influence dans la variation des prix. »

tions et les opérations de poste⁽¹⁾ on peut conclure combien insuffisant serait le stock monétaire pour résoudre les transactions. Une objection s'offre à l'esprit, tirée de la théorie de Ricardo dite théorie quantitative : la monnaie, servant aux équations d'échange, ne saurait être insuffisante, si le volume des transactions s'accroît en dehors des proportions de l'accroissement de la monnaie, celle-ci acquiert un pouvoir d'achat plus grand, le prix des produits baisse. Chacun sait que cela constitue une crise : les U. S. A. en ont été le théâtre en 1907. Qui n'aperçoit les désastres d'un pareil état ? la production découragée par le bas prix des produits, les faillites, le chômage, les débiteurs écrasés sous le poids des dettes puisqu'elles s'accroissent de l'augmentation même de la valeur de la monnaie, les États, en général gros débiteurs, acculés à la banqueroute, les créanciers enrichis dans l'oisiveté. Quand le stock monétaire devient insuffisant, il est donc de toute urgence de l'augmenter soit par une production plus grande de métaux précieux, ce qui ne se peut pas toujours puisqu'ils sont précieux précisément parce qu'ils sont rares⁽²⁾, soit par la création de substituts ou de méthodes de paiement perfectionnées⁽³⁾. Il convient pour apprécier cette insuffisance, de tenir compte de la vitesse de circulation de la monnaie. (Voir ce qui a été dit note 3, page précédente.)

La monnaie est encore *injuste* : nous savons que la monnaie

(1) a) **Compensations 1918.** — LONDRES : 21 197 millions sterling ; moyenne par jour 1 milliard et demi de francs.

ÉTATS-UNIS : 272 milliards dollars (dix premiers mois) soit 4 milliards de francs par jour.

PARIS : Chambre de compensation et virements à la Banque de France : 266 927 millions, soit plus de 700 millions de francs par jour.

b) **Postes.** — France 1917 : 7 milliards de mandats (Conférence de M. Blin, École supérieure des postes, mai 1918).

Si on compare ce total de compensation pour ces trois pays seulement, 2 327 milliards, avec le stock monétaire, or mondial, 43 milliards, celui-ci ne représente que 1,8 p. 100 de ceux-là.

(2) L'augmentation subite du stock monétaire, outre qu'elle aggrave le vice que nous avons reconnu à la monnaie métallique d'être encombrante puisque, abaissant son pouvoir d'achat, elle devra être donnée en plus grande quantité, peut amener aussi aux crises sociales les plus graves par les ruptures d'équilibre qu'elle produit : insuffisance des salaires, cherté toujours croissante et difficilement enrayée de la vie. Ces résultats sont des faits sociaux très graves et cette première année de paix en a été le témoin alarmé.

(3) « C'est surtout par le chèque et les compensations, dit M. Gide, que le crédit se substitue à la monnaie. Sans cela celle-ci n'aurait pu suffire ; malgré les nouvelles mines d'or, à l'accroissement énorme des besoins du commerce et très probablement nous aurions vu un renchérissement énorme de la monnaie et une baisse consécutive des prix » (Gide, *Cours d'Économie politique*. L'échange).

métallique a été choisie pour son caractère d'inaltérabilité. Ce caractère lui crée la fonction redoutable d'emmagasinement des valeurs. Mais n'est-ce pas de cette vertu accumulatrice de l'argent qu'est née la thésaurisation et cet état social qu'on nomme le capitalisme. Étant de quantité limitée, elle n'est possédée que par quelques-uns ⁽¹⁾, et comme elle est, d'autre part, d'une nécessité absolue pour chacun, elle crée pour ceux qui en sont détenteurs un véritable droit féodal, le droit d'exiger les produits du travail des autres : le capital-argent dure indéfiniment et s'entasse toujours, le capital-travail s'affaiblit et meurt. Écrasante infériorité ! C'est pourquoi doivent être approuvées et recherchées toutes les mesures destinées à détrôner cette oligarchie injustifiée : multiplication des moyens d'échange pour les mettre à la portée de tous, extension progressive jusqu'à emprise totale des formes de crédit devenues par la pratique des modes de règlement, enfin, s'il se peut, au bout de ces efforts, élimination totale de la monnaie. La rareté des métaux précieux est l'arme à double tranchant : c'est la qualité qui leur a valu l'honneur de servir de commune mesure des valeurs, mais c'est elle aussi qui a empoisonné les sociétés du parasitisme et de la tyrannie de l'argent. M. Tarde ⁽²⁾ dans son livre de la *Psychologie économique* (t. I, p. 315) s'exprime en ces termes : « L'œuvre de la monnaie à la fois gigantesque et terrible, merveilleuse et désastreuse, consiste à rendre tout évaluable pour rendre tout vénal, à tout niveler sous sa règle pour tout soumettre à son joug. »

Détrôner cette tyrannie fut le rêve incessant des grands socialistes, Owen, Proudhon et d'une façon plus moderne, plus évolutive, des comptabilistes belges, les premiers par l'organisation du crédit gradué, les seconds par l'extension totale et légale du compte courant social.

On peut encore trouver à la monnaie une *stabilité trop relative* dans son rôle d'étalon des valeurs. Marchandise, elle est, comme telle, soumise à toutes les variations du marché ; comment donc pourra-t-elle servir de commune mesure si sa valeur ne reste fixe ? Sans doute au point de vue de l'échange, elle a, à l'instant de l'opération, une même valeur pour les marchandises trafiquées, mais si

(1) • Comme l'argent, disait Proudhon, est la marchandise la plus recherchée et par conséquent la plus productive et la plus sûre, son commerce s'est rapidement concentré aux mains de quelques monopoleurs • (*Idée générale de la Révolution*, 2^e étude).

(2) Tarde, *Psychologie économique*.

on se place à deux instants différents ou en des lieux différents du marché, nous constatons une variation, faible d'ordinaire sans doute, mais une variation dans la valeur de la monnaie. Cela a une grande importance pour la comparaison des prix qui guide la production, pour les crédi-rentiers, qui risquent de voir s'affaiblir automatiquement leurs créances, pour tous ceux, en général, qui sont liés par contrat à long terme, etc., on a proposé divers systèmes pour vérifier et rectifier cette variation des prix et constituer à la monnaie une fixité factice⁽¹⁾.

Toutes ces insuffisances apparurent de très bonne heure et c'est pourquoi à toutes les époques et surtout aux périodes de prospérité, nous voyons apparaître dans le champ d'action des règlements des transactions, les procédés bancaires du crédit : les trapézites grecs, les argentarii romains, les banquiers du moyen âge, les négociants des foires de Lyon et de Champagne en firent un usage étendu. Ces formes de liquidations se développaient avec l'activité économique. Mais c'est le XIX^e siècle, avec ses inventions, qui révolutionna ce domaine : d'une part, grâce à l'activité nouvelle et sans précédent que suscitèrent ces inventions, l'insuffisance de la monnaie devint pour ainsi dire prohibitive; mais, d'autre part, par la publicité sociale développée, se perfectionnèrent, s'organisèrent méthodiquement les institutions de crédit et de liquidation.

(1) Divers systèmes proposés : a) M. Loria : en faisant intervenir les différences du coût de production; — mais il ne tient pas compte de la demande plus ou moins forte de monnaie qui, de son côté, fait baisser ou augmenter sa valeur; — b) M. de Foville : en

faisant jouer la théorie quantitative $\frac{P}{p} = \frac{\frac{M}{C}}{\frac{m}{c}}$; — mais il ne tient compte ni de la vitesse

de circulation de la monnaie ni de la vitesse de circulation des marchandises, ni des succédanés de la monnaie, ni de la thésaurisation; — c) par comparaison de la variation des salaires nominaux aux diverses époques, variation qui serait sensiblement la même que celle de la valeur de l'argent; — mais le salaire n'est plus strictement limité à ce qui est nécessaire à l'entretien de la vie de l'ouvrier (loi d'airain des salaires de Lassalle); — d) par les index-numbers ou table générale et comparative des prix; — mais les variations des prix ont des causes multiples, celles qui agissent sur les uns n'agissent pas toujours sur les autres (D'après M. Aucuy, *Systèmes socialistes d'échange*).

CHAPITRE II

LE CRÉDIT AU SECOURS DE LA MONNAIE : LES SUBSTITUTS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

Le crédit a deux sens : un sens large et un sens étroit. Dans le sens large le crédit a pour seul élément la confiance « credere », avoir confiance. C'est en ce sens que M. Juglar dit « que même pour les opérations au comptant, le crédit intervient toutes les fois que la promesse de payer remplace le numéraire ». Or, le billet de banque, le chèque, la lettre de change, etc., n'étant que des promesses de numéraire sont en ce sens instrument de crédit. Dans un sens étroit, le crédit est constitué de deux éléments : la confiance et le temps. C'est le sens généralement entendu, c'est celui que nous emploierons dans notre étude. Nombreuses sont les définitions qu'on en a données : « Le crédit, dit M. Ch. Renault, est pour ainsi dire cette marchandise subtile et apparemment impondérable qui se trébuche pourtant mais avec des poids tout à fait spéciaux de l'observation et de l'estime, de la prévision et de la sagesse. » « Le crédit, d'après M. Gide, n'est qu'un élargissement de l'échange, un échange dans le temps au lieu d'être dans l'espace. » D'après St. Jevons « il est un simple délai de paiement ». D'après M. Y. Guyot « c'est le capital de l'avenir » ; d'après M. Block « le crédit est une affaire qui commence dans le présent et se termine dans l'avenir ».

Le crédit a de nombreux avantages économiques⁽¹⁾, mais nous ne

(1) Le crédit permet de mieux utiliser les capitaux et aussi les forces de travail : — les capitaux qui, souvent sans lui seraient inutilisés, capitaux de ceux qui en ont trop et ne peuvent ou ne se donnent pas la peine de les faire produire, capitaux de ceux qui n'en ont pas assez pour entreprendre une production utile, capitaux de ceux qui, à cause de l'âge, de la profession, ne peuvent les employer — les forces de travail

retiendrons ici que ceux qui résultent de son rôle particulier de mode de règlement des échanges : économie, sécurité, facilité des paiements. « Le crédit, dit M. Duverger⁽¹⁾, ne se borne pas au remplacement somme pour somme du numéraire qu'il préserve de l'usure et de la perte. Il s'ajoute à celui qui circule, supplée à ses insuffisances, fournit sans délai les moyens d'échange additionnels que réclament les opérations de plus en plus étendues dans l'espace et dans le temps. Il active la circulation, accroît son importance, décuple sa rapidité, par sa facilité d'extension et de déplacement. » Dans les relations internationales, les titres de crédit, lettres de change et, de plus en plus, les valeurs mobilières circulent comme de la monnaie. Dans les relations intérieures, c'est le billet de banque qui s'est imposé, mais son règne n'a été que temporaire, il tend à s'effacer et à céder la place à un autre titre, le chèque.

Les titres de crédit qui prêtent leur concours à la monnaie sont : le billet de banque, le chèque, la lettre de change, le billet à ordre, les warrants et les valeurs mobilières. Les deux premiers, le billet de banque et le chèque essentiellement instruments de paiement et indirectement modes de crédit sont une véritable monnaie, une monnaie « actuelle » ; les autres essentiellement modes de crédit ne sont qu'indirectement instruments de paiement. Il est d'ailleurs difficile de parler d'une supériorité ou d'une antériorité à propos de ces titres : chacun a acquis dans un champ d'activité spéciale, une supériorité propre, par exemple la lettre de change dans les échanges internationaux, le billet de banque dans les crises économiques et politiques (taux de l'escompte et cours forcé), le chèque dans le domaine ordinaire des grandes transactions pour opérer virement et compensation. De plus, toutes ces formes ont plus ou moins été pratiquées dans le cours de l'histoire économique ; ce n'est que la pratique moderne, grâce à la grande industrie et l'extension de la publicité, qui a pu les caractériser et méthodiquement les organiser dans un ensemble.

de ceux qui, à une grosse capacité, joignent hélas souvent une disette de capitaux. Le crédit fait passer les capitaux de l'état latent à l'état actif ; donc en résumé il permet une meilleure utilisation des capitaux, une meilleure utilisation des forces productrices en même temps qu'une économie de monnaie.

(1) *Rôle économique du chèque*, Duverger, Bordeaux, 1913.

A. — EFFETS DE COMMERCE, WARRANTS ET VALEURS MOBILIÈRES

Les effets de commerce sont principalement la lettre de change et le billet à ordre : nous devrions y joindre le chèque qui sans être, en principe, un effet de commerce le devient généralement par les transactions qu'il sert habituellement à liquider. Mais nous réserverons ce dernier pour une étude particulière et détaillée, puisqu'il constitue le meilleur procédé de liquidation et que son étude importe particulièrement à notre démonstration.

La *lettre de change* est un écrit par lequel un tireur délègue pour le paiement d'une certaine somme à une échéance déterminée un tiré (habitant ou non la même place)⁽¹⁾ à une troisième personne (preneur ou bénéficiaire) ou à l'ordre de celle-ci.

Montpellier, 1^{er} janvier 1919.

B. P. F. 1 000

« A quatre-vingt-dix jours de date, veuillez payer à Jacques (*bénéficiaire*) ou à son ordre, la somme de 1 000 francs, valeur reçue en marchandise. »

A M. Pierre (*tiré*), 12, rue de la Clef, Paris.

PAUL (*tireur*).

Et quand Jacques voudra la transférer, il écrira derrière :

« Payez à l'ordre de Guillaume. »

JACQUES

et ainsi de suite.

Le *billet à ordre* est un titre par lequel un souscripteur s'engage lui-même à payer à l'ordre d'un bénéficiaire ou preneur, une somme d'argent à une échéance déterminée.

(1) Depuis 1894, la lettre de change, en France, a été dispensée de la remise de place à place : cette réforme a étendu sa portée et son rôle économique. Ce titre fut créé pour éviter, en principe, les frais et risques de transport effectif de monnaie, rôle précieux aux époques où les communications étaient difficiles et peu sûres : elle servit dans la suite d'instrument de paiement. Mac Leod (*the theory of credit*) rapporte qu'au ix^e siècle la circulation dans le Lancashire consistait en lettres de change au porteur et pour laquelle la nécessité de remise de place à place n'était pas exigée. De nos jours elle garde encore ce rôle très important particulièrement dans la circulation internationale : la lettre de change sert à compenser jusqu'à due concurrence les engagements réciproques de deux pays. Dans les relations internes, elle est surtout instrument de crédit.

Paris, 1^{er} mars 1919.

B. P. F. 1 000

« Au 1^{er} juillet prochain, je paierai à M. Bernard ou à son ordre la somme de 1 000 francs, valeur reçue en marchandise. »

SIMON.

Le *warrant* n'est qu'une variété du billet à ordre. C'est un effet de commerce garanti par un gage sur une marchandise déposée en magasin général. Le premier endossement vaut création de billet à ordre.

Quelle est l'utilité de ces titres au point de vue des paiements?

1° A titre d'instruments de crédit (rôle essentiel), ils viennent grossir la masse des instruments d'échange et cela selon les besoins de transactions et sans risquer d'enfler démesurément la circulation, puisqu'ils s'anéantissent automatiquement à l'échéance. En effet, le tireur ou prêteur ou vendeur et puis les porteurs successifs vont pouvoir se servir de ces titres pour payer leurs propres dettes soit par endossement soit par réalisation de fonds au moyen de l'escompte. Le tiré ou souscripteur (acheteur ou emprunteur) pourra de son côté et dans le même temps réaliser la marchandise ou user du capital.

Cette double opération permet à un même capital de se trouver *en même temps* à la disposition de deux personnes différentes. Léon Say, dans sa préface à la théorie des changes de Goschen, s'exprime ainsi : « Cette représentation absolue de la propriété par le titre a fait disparaître toutes les difficultés qui entrayaient l'échange et la transmission des droits. On envoie aujourd'hui dans une lettre de France en Angleterre, d'Angleterre au Canada, de Hollande aux Indes et réciproquement, les usines, les fabriques, les chemins de fer, tout ce qui se possède, en un mot. La chose reste immobile, mais son image est sans cesse transportée d'un lieu à un autre. C'est comme un jeu de miroirs qui enverrait un reflet au bout du monde. Le miroir s'incline et le reflet va frapper plus haut, plus bas, à droite, à gauche. La chose est dans un lieu, mais on en jouit partout. Qui a le reflet la possède. »

2° A titre d'instruments de paiement :

a) Économie de transport effectif d'argent (risques et frais) : Nous savons que la lettre de change est la meilleure façon de réaliser le contrat de change, c'est-à-dire, le contrat par lequel une personne promettait à une autre moyennant valeur qui lui était remise, de lui

procurer une somme d'argent dans un lieu autre que celui où la promesse était contractée ; ainsi s'opère une transmission de valeur sans nécessité de faire voyager les fonds : les titres prennent la place de l'argent car ils ont une valeur égale. Il convient d'y ajouter l'utilité de conversion de monnaie d'un des États en une monnaie de l'autre. Ce bénéfice de change monétaire s'ajoute à l'économie de transport de fonds quand les effets de commerce sont négociés sur une place de régime monétaire différent de celui de la place du tireur.

b) Économie de monnaie : par endossements successifs, ils arrivent à liquider plusieurs dettes par le même titre et le même capital.

c) Élimination même de la monnaie : en différant le paiement par convention d'une échéance plus ou moins lointaine, il arrive souvent que le porteur et le tiré ou souscripteur, grâce à la complexité des rapports sociaux, se trouvent à la fois acheteur et vendeur, prêteur et emprunteur, tireur et tiré, souscripteur et bénéficiaire : ce double titre sur la même tête les met dans le cas de pouvoir se compenser entre eux ou de procéder à un virement de comptes. « Soit, dit M. Gide, dans le monde trois pays ou trois personnes que nous appellerons A, B, C. Supposons que A est créancier de B, lequel est créancier pour la même somme de C, lequel est à son tour créancier de A, la somme partant de A pour aboutir à A, il est évident qu'au lieu de faire faire un circuit complet à la somme d'argent dû respectivement par trois débiteurs à leurs créanciers, il est bien plus simple de tout régler sans dépenser un sou. » C'est là le rôle le plus important à signaler pour le point de vue qui nous occupe.

d) Défense de l'encaisse métallique du pays : par le rôle important que les effets de commerce jouent dans les libérations péuniaires internationales ⁽¹⁾.

Sans ces ingénieuses combinaisons, le commerce international serait impossible, car s'il fallait que la France, par exemple, soldât

(1) Le commerçant débiteur achète du change, c'est-à-dire une créance sur le pays où réside son créancier ou sur un autre pays, puis il envoie l'effet de commerce endossé, il transporte la créance qu'il vient d'acquérir à son propre créancier. Juridiquement, il n'y a pas compensation, mais plutôt dation en paiement ou novation ; seulement, comme tous les commerçants ont recouru au même procédé, on aboutit en fait à l'extinction de toutes les créances d'une place jusqu'à due concurrence du montant des créances de l'autre place, le solde seul devant donner lieu à un paiement en numéraire, on peut dire, sans trop d'inexactitude, qu'il y a eu compensation.

en numéraire chaque année 5 ou 6 milliards d'importations, où prendrait-elle cette énorme quantité de monnaie? Elle n'en possède guère davantage. En fait le numéraire qui voyage d'un pays à l'autre ne représente qu'une faible fraction, 1/10 tout au plus de la valeur des marchandises échangées.

Donc économie de monnaie.

Mais cela ne va pas sans quelques inconvénients :

a) Danger d'insolvabilité du tiré qui rend précaires toutes libérations procurées par les divers endossements. (C'est pourquoi la Banque de France est tenue de n'accepter les lettres de change qu'avec trois signatures et les warrants avec deux.) Plus il y a d'endosseurs, plus nombreuses sont les cautions solidaires pour le dernier porteur.

b) Ces titres n'ont pas de valeur ronde comme la monnaie métallique ou les billets de banque : ce qui complique les règlements et les compensations.

c) Étant à échéance plus ou moins lointaine, et souvent soumis à conversion monétaire, leur valeur est très variable, ce qui nécessite la tenue du cours de change.

d) Surtout utiles au monde des affaires et peu au gros public car ils sont une monnaie plutôt commerciale.

e). Réglementation de forme stricte et compliquée :

« Sa rédaction nerveuse, dit M. Thaller⁽¹⁾, où chaque mot porte, où l'oubli d'une mention rend le titre caduc, constitue une véritable frappe monétaire. La forme est à l'engagement ce que l'empreinte est à la monnaie, elle le précise, elle rend la certitude de la dette manifeste. L'effet de commerce a une inscription, un exergue, une effigie. »

f) La responsabilité solidaire de tous les signataires rend délicate leur circulation. Nous verrons que les titres au porteur sont à ce titre d'une circulation plus facile.

Mais qui ne voit que sans ces procédés, la monnaie serait gravement insuffisante, les échanges entravés, la production diminuée. En fait, leur usage est très répandu : M. Gide estime à une vingtaine de milliards la quantité de titres négociables en circulation en France.

Pour le règlement de l'indemnité de guerre de 1870 on s'en est

(1) *Op. cit.*

servi dans les proportions suivantes, d'après M. de Greef, *Le Crédit commercial et la Banque nationale de Belgique*.

Espèces	500 millions.
Billets de banque de France, de Prusse, de Belgique.	298 —
Compensation de l'indemnité due pour les chemins de fer de l'Est.	325 —
Lettres de change tirées sur débiteurs étrangers de la France.	4 177 —

Nous ne pouvons passer sous silence les *valeurs mobilières* qui, essentiellement instruments de crédit, deviennent indirectement instruments de paiement.

Il y a trois sortes de valeurs mobilières : 1° les actions des sociétés; 2° les obligations des sociétés, d'États, de départements, de villes, de chambres de commerce; 3° les rentes sur l'État.

Comme les titres précédents, ils viennent grossir la masse des instruments d'échange car ils permettent également au prêteur et à l'emprunteur d'user du même capital dans le même temps.

Mais elles sont aussi de véritables instruments de paiement et en particulier de paiements internationaux⁽¹⁾. Comme les précédents, ces titres employés aux paiements, font une économie de transport de numéraire; — servent à liquider des dettes multiples avec le même titre, d'autant plus qu'elles sont à long terme, ou même en perpétuel; — défendent l'encaisse métallique du pays, dans le cas où le change est défavorable; — mais ne semblent guère servir à la compensation, puisque la personnalité de l'emprunteur n'entre pas dans le jeu des paiements. A ce point de vue, ils ressemblent plutôt à une monnaie qui reste en circulation ou mieux en portefeuille.

Cependant ils ont aussi quelques inconvénients particuliers :

1° Valeur très variable car ils restent influencés par des causes multiples : ils sont cotés à la bourse des valeurs;

2° Pas de valeur ronde, car leur cours est très variable, et d'ordinaire grosse valeur de l'unité, ce qui leur interdit les petits paiements;

3° Rapportant intérêts, ils servent plutôt à placement qu'à paiement;

4° Leur circulation quand ils ont la forme nominative, est plus

(1) « Si vous avez un paiement à faire à Londres, le plus simple est sans doute de chercher du papier payable à Londres, mais vous pouvez vous servir également de coupons de la rente italienne, des obligations de chemins de fer Lombards, des actions de la Banque ottomane, des mines d'or du Transvaal, du Rio Tinto, etc., qui sont également payables à Londres. Ce sont de véritables monnaies internationales et employées continuellement à cet effet » (Gide, *Cours d'Économie politique*, p. 458).

compliquée que la formalité d'endossement des effets de commerce : ces titres nominatifs se transmettent au moyen de l'immatriculation par transfert sur les registres de l'établissement émetteur ou le Grand Livre de la Dette publique (rentes sur l'État).

B. — LE BILLET DE BANQUE

Le billet de banque est « une promesse faite par un banquier — ordinairement privilégié — de payer une somme déterminée au porteur et à vue » (Leroy-Beaulieu⁽¹⁾).

Ce titre ressemble le plus à la monnaie métallique : comme elle — il a une valeur ronde, 5 francs, 10 francs, 20 francs, etc. — ; il est transmis de la main à la main sans formalités et sans engager la responsabilité des porteurs ; — il est de valeur invariable car, étant payable à vue, il n'est soumis ni à escompte ni à intérêt ; — il est réglementé dans son émission par l'État qui garantit sa valeur par le « cours légal⁽²⁾ ».

Il en diffère cependant, en ce qu'il n'est pas de valeur intrinsèque mais seulement gagé par l'encaisse métallique ou même simplement par le crédit de la Banque ou de l'État. En effet, la contrepartie de l'émission consiste⁽³⁾ : — dans les dépôts de numéraire ou

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité d'Économie politique*, p. 479.

(2) Il y a quatre systèmes de réglementation d'émission :

a) Limiter le montant des billets en circulation au montant de l'encaisse (currency principle) : appliqué purement nulle part. Mais l'Angleterre s'en rapproche (acte de 1844, R. Peel) avec marge de découvert de 465 millions gagée sur vieille créance de l'État (275 millions) et sur le capital de la Banque. En cas de crise, l'insuffisance de cette marge amène la Banque à dépasser cette marge, c'est-à-dire à violer la loi, quitte après l'opération à faire intervenir un « bill d'indemnité » demandé par le gouvernement. — L'Allemagne a adopté le même principe, marge de découvert de 400 millions, mais avec plus d'élasticité que l'Angleterre : pour dépasser la marge, la Banque n'a pas besoin de violer la loi, elle doit seulement payer impôt de 5 p. 100 ce qui fait monter le taux d'escompte et ralentit l'activité. D'ailleurs, la circulation ne doit jamais dépasser le tiers de l'encaisse.

b) Fixer une proportion entre l'encaisse et la circulation : Hollande un tiers, Russie la moitié.

c) Fixer un maximum à l'émission (Banking principle) : France. La garantie est alors seulement dans la prudence de la Banque.

d) Garantir les billets par des valeurs sûres (États-Unis) où plus de 6 000 banques peuvent émettre des billets.

Tous les systèmes ne parent qu'à un danger sur deux, le danger des remboursements en masse ; mais il est un autre danger, celui du manque de monnaie : seule la Banque d'Allemagne a un système logique avec 5 p. 100 d'impôt pour le découvert.

(3) Primitivement le billet de banque semble n'avoir été que la contre-partie de l'escompte : la banque d'émission escomptait les effets avec ses billets et à l'échéance

encaisse ou circulation improductive (le rapport de l'encaisse à la circulation est essentiellement variable : en 1860, 88 p. 100; 1870, 66 p. 100; 1880, 83 p. 100; 1900, 80 p. 100; 1910, 84 p. 100; 1919, 15 p. 100 à peine) — dans les prêts à court terme sous forme d'escompte ou d'avances sur titres ou métaux précieux, — dans les avances sur l'État. Dans ce dernier cas, il déguise un emprunt forcé dont le porteur est tout le monde : quand ces avances sont considérables et de longue durée ou de durée indéterminée comme pendant une guerre, l'État ajoute à leur « cours légal » ordinaire, le « cours forcé » c'est-à-dire non seulement l'obligation pour les porteurs de les accepter comme monnaie, mais encore le pouvoir à la Banque de ne pas les rembourser : cette éventualité du cours forcé s'est produite trois fois dans le cours de l'histoire de la Banque de France : — en 1848, pendant la crise politique jusqu'à 1850; — en 1870, pendant la guerre franco-allemande jusqu'à 1875; — en 1914, pendant la grande guerre européenne et nul ne peut prévoir le retour au simple cours légal.

Les billets de banque qui ne sont gagés que sur les opérations commerciales, escompte ou avances constituent, ce qu'on appelle la *circulation productive*. La quantité de billets de banque qui dépasse l'encaisse métallique est le découvert ou circulation purement fiduciaire.

Le privilège du billet de banque de servir aux opérations de commerce non seulement sur la couverture d'encaisse mais sur le découvert lui crée une utilité nouvelle de la première importance : il devient le *Régulateur tutélaire du crédit*.

En effet, dans les périodes où l'esprit d'entreprise est stimulé, il se présente à l'escompte des banques plus d'effets à négocier que ne le comporte l'encaisse totale du pays en numéraire. Les banques particulières demanderont à la banque d'émission de réescompter ces effets pour se procurer du numéraire ou des billets de banque : celle-ci prend ainsi le rôle d'*Établissement de réescompte*. Que va faire la Banque d'émission? son rôle est infiniment délicat : émettre des billets pour satisfaire à toutes les demandes? elle risque d'accroître démesurément la circulation à découvert, ce qui peut la

recupérât le montant de son avance, en billets ou numéraire, ce qui rééquilibrerait sa caisse. Mais la pratique des dépôts dans les Banques a permis l'escompte au moyen de ces dépôts et a presque éliminé le billet de banque de ce rôle d'escompteur. Aussi, peut-on dire qu'il est devenu aujourd'hui principalement un moyen d'encaisse métallique.

conduire à une situation périlleuse dans le cas où trop de billets viendraient se faire convertir ensemble en numéraire; d'ailleurs son émission est réglementée par un maximum de découvert ou de circulation; — arrêter les avances et escomptes? c'est un moyen radical, trop radical même car il provoquerait une crise économique (faillites, arrêt de la production, etc.), — elle a un troisième moyen, élever le taux de crédit et de production inconsiderée⁽¹⁾.

Pareille situation peut se reproduire quand le chiffre des importations surpasse démesurément le chiffre des exportations : les paiements à l'étranger se faisant en or, la Banque de France se trouve amenée à défendre son encaisse or par les mêmes moyens.

Pour jouer ce rôle important, la Banque d'émission possède des éléments d'appréciation dans les courbes de son encaisse, de son portefeuille et de sa circulation; « c'est là le baromètre du commerce », dit M. Levasseur⁽²⁾.

Pour le public, le billet de banque est donc un commode instrument d'échange, un véritable instrument d'épargne et de capitalisation puisque, non soumis à échéance, il jouit d'une circulation indéfinie et enfin surtout un instrument de paiement. Pour la Banque émettrice, il est encore au surplus un instrument de crédit puisqu'il lui permet d'opérer une sorte d'emprunt (le découvert). « Dans les limites que commande la prudence, dit M. Arnauné⁽³⁾, l'émission des billets de banque produit des effets analogues à la mise en exploitation d'une mine d'or, elle permet d'accroître le fonds de roulement de la nation, partant d'étendre et de multiplier les opérations de son commerce et de son industrie. » Mais ce rôle de crédit lui est de plus en plus ravi par le chèque dont nous allons étudier le rôle et les effets. Ayant sa contre-partie dans une encaisse non appropriée comme celle des chèques, mais prise sur la circulation du pays tout entier, le billet de banque est par cela assi-

(1) Autre moyen : « La Banque de France a un moyen beaucoup plus simple de défendre son encaisse or : c'est tout simplement d'user du droit qui appartient à tout débiteur, sous le régime bi-métalliste, en payant en argent (en pièces de 5 francs, elle en a pour un milliard), c'est ce qu'elle n'a pas manqué de faire toutes les fois qu'elle l'a cru nécessaire et notamment lors de la crise de 1907. Aussi a-t-elle pu maintenir le taux de son escompte à 3 p. 100 et pendant peu de temps seulement à 4 p. 100, alors que les Banques d'Angleterre et d'Allemagne l'élevaient à 7 et 7 1/2 p. 100. On l'a beaucoup admirée pour cela : mais c'était un facile mérite de sa part, puisque les autres banques n'avaient pas la même faculté qu'elle de se refuser à payer en or. » Gide, *Cours d'Économie politique*.

(2) *Précis d'Économie politique*.

(3) *Op. cit.*

milé à la monnaie dont le seul but est de circuler et non de constituer un bénéfice à celui qui la garde. L'escompte est de plus en plus demandé aux dépôts.

Aussi voyons-nous de nos jours, aux époques normales, la proportion d'encaisse de la Banque de France croître bien plus que celle de circulation.

	1907	1908	1909
Encaisse	75 p. 100.	88 p. 100.	89 p. 100.
Circulation	25 —	12 —	11 —

Depuis 1910 la situation de la politique internationale est venue, par son trouble, jeter un élément nouveau dans la situation économique et nécessiter l'accroissement de circulation comme moyen d'encaisse.

En concluant, on peut dire que le billet de banque jouit d'une triple utilité : 1° remplacer la monnaie métallique sur laquelle il a l'avantage d'être plus commode, moins encombrant, moins coûteux (la frappe des billets étant bien moins dispendieuse que le monnayage des métaux et comportant de plus l'économie du frai, insignifiant pour le papier), plus sûr (car individualisé par un numéro, il est plus facile à identifier), plus rapide (parce que moins encombrant), moins stérile (parce qu'il peut servir à ce que nous avons appelé la circulation productive); 2° permettre à l'État de traverser les crises graves, révolutions ou guerres : mais n'oublions pas que c'est au risque de l'inflation dangereuse de la circulation monétaire; 3° régulariser le crédit et porter remède aux crises économiques.

Cependant, malgré ses éminents services, le billet de banque est loin d'être la monnaie idéale : — il est incapable à lui seul de suivre le mouvement des échanges, car il est limité étroitement par les règles légales et la loi de prudence en vue de maintenir sa valeur et d'éviter les paniques des remboursements en masse. Il partage, de ce fait, la limitation de la monnaie métallique; — restant dans la circulation par le défaut d'échéance, il contribue à l'inflation exagérée de la circulation monétaire qui produit les résultats sociaux périlleux que nous présente l'époque présente; — il participe à la stérilité de la monnaie de métal, puisqu'il nécessite l'immobilisation dans les caves de la Banque d'une somme considérable de métaux précieux, rendus ainsi improductifs; il est encore coûteux par les frais de garde et d'encaisse qu'il nécessite; il faut ajouter qu'à la moindre imprudence de la Banque d'émission, il peut

devenir la source des plus graves dangers : prime de l'or, hausse du change, fuite de la monnaie de métal (loi de Gresham), hausse des prix, dédoublement des prix. Aussi M. de Montalivet, parlant au nom de Napoléon, pouvait dire le 25^e octobre 1810 : « le papier-monnaie est le plus grand fléau des nations ; il est au moral ce que la peste est au physique ». Ces dangers, il faut en convenir, sont dus plutôt à l'imprudence des gouvernements qu'à la nature même du papier-monnaie.

C'est pourquoi les pays les plus riches et les plus industriels, délaissant de plus en plus non seulement la monnaie de métal mais encore le papier-monnaie, portent leurs préférences sur les méthodes de règlement éliminatoire de toute monnaie. M. Arnauné⁽¹⁾ le constate en ces termes : « Les mouvements de la circulation ont pris une bien moins grande amplitude depuis que s'est développé l'usage des comptes courants et des chèques. L'escompte ne donne plus lieu nécessairement à une émission de billets. Il a pour suite ordinaire une inscription au crédit d'un compte courant dont il sera disposé ultérieurement par un mandat de virement ou un chèque. Dans ces conditions, l'émission du billet de banque est plutôt la contre-partie des apports de numéraire du public. » Et M. Juglar, dans son remarquable ouvrage : *Des crises commerciales*, fait ressortir que le billet de banque ne constitue qu'une étape dans les progrès de la circulation : « La fonction d'une banque ou d'un banquier est d'acheter des dettes avec des promesses de payer. Jusqu'ici c'était en émettant des billets payables à vue et au porteur que cette opération se concluait. On changea complètement de méthode. Au lieu de créer ainsi un passif toujours exigible, on se borna dorénavant à inscrire au crédit du client une somme égale à la dette achetée, c'est-à-dire au papier de commerce escompté. De son côté, le client recevait un livret de reçus en blanc qui devaient être payés au porteur et à vue, pourvu qu'il y ait provision : ce sont les chèques. Dans l'ancien système, les Banques créaient des promesses de payer ; dans le nouveau, le passif se compose de billets payables à vue et au porteur que le public tire sur elles. Le chèque est devenu le substitut de la bank-note. »

(1) *Op. cit.*

C. — LE CHÈQUE

Nous avons vu que l'un des meilleurs avantages des effets de commerce, substituant la vente à terme à la vente au comptant, était de permettre la compensation qui, sans expulser la monnaie, dispense de s'en servir : avantage idéal puisqu'il est l'économie totale et la sécurité absolue. Or, telle est justement le but essentiel du chèque. « L'invention de ce petit instrument, dit M. Gide, n'est rien moins qu'une révolution dans l'ordre économique. »

Le chèque, à l'inverse des effets de commerce et des valeurs mobilières que nous venons d'analyser, n'est pas essentiellement un instrument de crédit dans le sens étroit du mot : il ne joue ce rôle qu'indirectement quand la provision préalable exigée par la loi consiste simplement en une ouverture de crédit. Il est essentiellement un instrument de paiement : il est une monnaie actuelle au même titre que le billet de banque avec lequel il a ceci de commun qu'ils supposent l'un et l'autre une encaisse monétaire « derrière la coulisse », selon l'expression de M. Gide.

I. — NATURE JURIDIQUE DU CHÈQUE

La loi du 14 juin 1865 qui a organisé le chèque en France l'a défini « un écrit qui sous la forme d'un mandat de paiement sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte et disponibles ». C'est donc un ordre de payer donné à une personne chez laquelle on a déposé une provision antérieure et disponible ⁽¹⁾. Cette personne — généralement un banquier — lorsqu'elle reçoit l'argent qu'on lui apporte, la provision qu'on lui confie, remet en échange un carnet

(1) Disponible : c'est-à-dire que le tireur doit avoir été autorisé par une convention expresse ou tacite, à disposer au moyen d'un chèque de la somme qui lui est due. Fonds exigibles ne suffisent pas. Il ne suffit pas que le prix soit échu, il faut qu'il soit reconnu exempt de tout caractère litigieux.

L'émission d'un chèque sans provision préalable et disponible est punie d'une amende de 6 p. 100 de la somme pour laquelle le chèque est tiré sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs et sans préjudice des peines correctionnelles s'il y a lieu. En effet, sans provision, le chèque dégénère en lettre de change puisqu'il devient un instrument de crédit, et comme la lettre de change est soumise au timbre proportionnel, il y a lieu à appliquer l'amende pour évasion de taxes fiscales. Il faut en dire de même pour les irrégularités de date, qui peuvent masquer l'intention secrète de faire servir le chèque au but de crédit. Le législateur a voulu empêcher qu'on se serve du chèque au lieu et place de la lettre de change dont la taxe est plus élevée.

de formules imprimées ou *chèques* qui contiennent essentiellement entre autres indications la mention :

« A vue, payez à (ou au porteur) la somme de
dont vous débiterez notre compte. »

A , le
(Signature)

« Le chèque peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée. Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc » (Article 1^{er}, paragraphe iv et v de la loi de 1865). Il n'est pas d'ailleurs nécessaire que le bénéficiaire du chèque soit un tiers : ce bénéficiaire peut être le tireur lui-même qui s'il a l'intention d'aller toucher le montant, peut insérer dans la formule d'indication « payable à moi-même ». Au porteur le chèque se négocie de la main à la main ; — nominatif, par convention suivie d'une acceptation du tiré ou d'une signification à lui faite, ce qui rend très peu transmissible ; — à ordre, par voie d'endossement (à remarquer que l'endossement peut être en blanc).

Au porteur ou à ordre, le chèque va circuler comme la monnaie ou le billet de banque, mais à cause de sa fragilité, la loi lui a donné une vie très courte : cinq jours s'il est tiré sur la même place, huit jours s'il est tiré sur une autre place (en Angleterre, il doit être négocié le jour qui suit la réception). En effet, dispensé de l'acceptation qui fait la garantie de la lettre de change, le chèque tire sa valeur et sa sécurité de la provision. Or, cette provision est susceptible de disparaître soit par la faillite du tiré, soit par la reprise du tireur qu'on ne saurait obliger d'autre part à maintenir sa provision immobilisée et infructueuse pendant un trop long délai de temps. La loi a voulu empêcher que les divers intéressés puissent se nuire : que le tireur souffre de la négligence du porteur ni le porteur de la disposition ultérieure de sa provision par le tireur. Ainsi payable à vue et à délai très court, le chèque ne peut donner lieu à intérêt et garde la valeur invariable de la somme.

Le chèque peut être : *ouvert*, c'est-à-dire payable à toute personne qui justifie de son bénéfice ; mauvais système qui rend le chèque peu compensable et peu sûr ; — *barré*, c'est-à-dire payable seulement à un banquier : cette forme favorise la compensation qui est la plus grande utilité du chèque ; — *certifié* : dont l'usage était répandu aux États-Unis avant 1869 et sur lequel le banquier certifie

qu'il est nanti de la provision nécessaire au paiement : critiqué par les économistes, car il devient ainsi un véritable billet de banque; — « *not négociable* », c'est-à-dire non qu'il n'est pas négociable, mais seulement que le cessionnaire n'a pas plus de droits que ceux transmis par le cédant : il est en usage en Angleterre. Cette mention renforce la sécurité du barrement.

Il convient d'ajouter qu'il est soumis à une faible taxe fixe : 0 fr. 10 pour les chèques sur la même place, 0 fr. 20 pour les chèques sur une autre place.

Il faut remarquer encore que le chèque n'est pas en soi un acte de commerce comme la lettre de change. Cette différence se traduit bien dans les mœurs anglaises où le règlement des factures par chèque est tenu par les gens de qualité comme un signe de bonne éducation, tandis que l'emploi d'une lettre de change dans ce même milieu serait plutôt une incorrection, une ingérence dans les affaires.

II. — RÔLE ÉCONOMIQUE DU CHÈQUE ⁽¹⁾

Le chèque est un instrument de paiement réel mais surtout un instrument de liquidation par virement et compensation. Avant d'analyser cette triple fonction et pour la mieux saisir, il nous semble utile de la faire précéder d'une comparaison du chèque avec le billet de banque qu'il supplante de plus en plus.

1° IL SUPPLANTE EFFECTIVEMENT LE BILLET DE BANQUE

LES FAITS :

a) Banque de France : mouvement de caisse (en millions).

	1875	1880	1890	1900
Espèces	2 717	3 098	3 350	4 804
Billets	28 957	36 437	43 449	54 926
Virements	59 638	86 661	102 447	245 842
	1910	1913	1916	1918
Espèces	4 893	5 158	2 374	7 081
Billets	63 608	66 748	101 862	156 405
Virements	270 990	309 788	263 745	428 562

Le mouvement de caisse de la Banque de France est tout à fait instructif. Cette Banque, unique par son rôle privilégié de Banque

(1) V. Duverger, *Rôle économiste du chèque*. Bordeaux, 1913.

d'émission autant que par sa faculté de réescompte et par là de sa qualité de Banque des banquiers, est le miroir fidèle de la vie économique et le thermomètre sensible des faits financiers du pays. La progression des virements par chèques est de beaucoup plus rapide que celle des libérations en espèces et billets. De 1875 à 1913, elle est passée :

de : Espèces.	2 747 millions à	5 138 c'est à-dire progression de 1			
Billets	28 957	—	66 748	—	2,3
Virements	59 638	—	309 788	—	5

Nous avons écarté les chiffres de 1916 de 1918 car, à ces dates, la guerre avait déséquilibré le mouvement économique : ils sont intéressants cependant pour les enseignements qu'ils dégagent, à savoir : 1° que la circulation espèces est très réduite pendant la guerre par suite des mesures prises par la Banque pour grossir son encaisse : l'or a été soustrait de la circulation et précieusement amassé dans les caves ;

2° Que les billets de banque ont eu une circulation particulièrement enflée par suite des emprunts de l'État déguisés sous l'émission en cours forcé ;

3° Que la proportion des virements par chèque a plutôt baissé pour faire place aux paiements au comptant, par suite de la crise du crédit et des moratoria.

Il est donc légitime, pour l'étude logique de la marche des faits économiques, d'écarter ce temps de guerre qui ne sera, espérons-le, qu'un arrêt momentané.

b) Opérations de la Place de Paris (en millions) ¹.

	1909	1910	1911
Espèces	4 484	4 311	4 253
Billets	48 748	49 302	21 387
Virements	240 204	241 499	264 900

En proportion :

	1909	1910	1911
Espèces	0,64	0,51	0,44
Billets	8,14	7,37	7,43
Virements	91,22	92,12	92,13

Pareille progression se déduit donc pour les opérations de la place de Paris.

(1) M. Arnauné, *Op. cit.*

Le mouvement de la province, d'après M. Arnauné, serait le suivant pour 1911 :

Espèces	3 549 millions, soit	6,8 p. 100.
Billets	42 221 —	81,5 —
Virements	6 090 —	11,7 —

Il semblerait par ces chiffres que la province ignore les virements par chèques, mais il faut faire ici quelques observations rectificatives : étant donné que la province est servie par les multiples succursales de nos grands établissements de crédit, la grande majorité des affaires vient se liquider à Paris; d'ailleurs ces succursales effectuent elles-mêmes des virements de compte par écritures dans leur région, virements dont les chiffres sus-indiqués ne portent pas trace.

c) Angleterre, U. S. A., Allemagne.

Les chiffres que nous venons d'indiquer montrent le progrès des virements dans le pays qui emploie le plus de monnaie : ces progrès sont autrement sensibles dans les pays anglo-saxons où la pratique des virements et compensations est devenue classique :

Angleterre : dans une enquête de 1861, sir John Lubbock trouva les proportions suivantes :

Espèces	0,60
Billets	2,80
Virements	96,60

Le Bankers magazine de juillet 1883, donne pour les opérations de Londres, les proportions de 97,23 p. 100 pour les virements et compensations.

U. S. A. : une enquête du comptroller of the currency en 1892 donna :

Espèces	1,29
Billets	8,10
Virements	90,61

Allemagne : Les chiffres de la Banque d'Allemagne (Reichsbank) qui, par son rôle central semblable à celui de notre Banque de France témoigne des mouvements économiques principaux du pays, sont pour les opérations par jeu d'écritures : 1886 : 71,8 p. 100; 1910 : 87,9 p. 100; 1912 : 97 p. 100.

Ces quelques chiffres font donc ressortir un fait incontestable, l'extension de plus en plus envahissante du chèque et des virements et compensations. Et comme le chèque est l'instrument de la Banque de dépôt tandis que le billet de Banque reste celui de la Banque d'émission, on peut dire que la Banque de dépôt réduit progressivement le rôle de la Banque d'émission.

« Jusqu'à présent, dit M. Bagehot⁽¹⁾, c'est la seule indication que l'histoire du passé nous fournit. L'émission des billets de banque est le prélude nécessaire à un système considérable de banques de dépôt. Aucune nation n'est encore arrivée à créer un système de dépôts sans passer d'abord par la phase préliminaire des billets de banque. » Nous savons du reste pourquoi : dans l'émission, le client joue le rôle passif, c'est la Banque qui émet le titre ; dans le dépôt, au contraire, il joue le rôle actif, car c'est lui qui émet le titre. On comprend comment l'un est l'initiateur de l'autre.

CAUSES. — Voilà les faits. Quelles sont les causes de cette suprématie marquée du billet de banque par le chèque ? C'est que le chèque est susceptible de jouer le même rôle que le billet de banque et, ce faisant, il présente même des avantages considérables.

Le chèque joue le même rôle que le billet de banque mais lui est supérieur :

1° *A l'égard du public* : les deux titres sont essentiellement instruments de paiement, de liquidation ; l'un suppose la provision préalable et disponible, l'autre, l'encaisse : ce n'est qu'indirectement qu'ils serviront au crédit ; le 1^{er} par l'ouverture de crédit, le 2^e par le découvert ; mais cette dernière opération est indépendante des titres eux-mêmes, car rien ne permet de distinguer les titres gagés sur découvert ou ouverture de crédit de ceux qui le sont sur des fonds effectifs.

Mais le chèque offre des *avantages* : *a*) la concentration du crédit par l'émission des billets de banque est favorable à l'emprunteur puisqu'elle lui permet de toucher une avance par escompte ; la concentration opérée par les dépôts est favorable non seulement à l'emprunteur qui y trouve des avances mais au prêteur qui perçoit un intérêt de ses dépôts ; — *b*) le chèque offre au public une plus grande sécurité, surtout le chèque barré et compensé, au point de vue du vol ou de la perte (nous le verrons dans la suite) tandis que

(1) Bagehot, *Lombard Street*.

le billet de banque, au porteur, partage les mêmes dangers que la monnaie de métal elle-même.

c) Le billet de banque, livré à une circulation indéfinie, devient un morceau de papier peu propre, véhicule dangereux de microbes, tandis que le chèque, à vie toute éphémère offre toujours un aspect, propre, agréable et sain.

2° *A l'égard de la Banque* : il est certain que son obligation est la même pour les deux titres. « Le billet de banque, dit M. Juglar⁽¹⁾, renferme une double obligation, celle de payer au client, créateur primitif et celle de payer au porteur ensuite; la pratique moderne des dépôts et des chèques sépare maintenant les deux opérations. Le crédit inscrit sur les livres des banques constate l'obligation de payer au client; la permission de tirer sur elles un billet payable à vue, appelé chèque, indique l'obligation de payer celui auquel la dette est transférée. Ainsi au lieu de mettre en circulation du papier remboursable à vue, on attend que le client puise lui-même à son crédit, selon ses besoins, par les chèques qu'il donne en paiement ».

De cette séparation des deux obligations dans le chèque, naît cette différence que le billet de banque, qui les renferme toutes les deux, libère par sa seule transmission, tandis que le chèque tient la libération suspendue jusqu'à son encaissement⁽²⁾. De même au point de vue du gage des titres : sans doute le billet de banque peut être et est d'ordinaire en partie émis sur découvert, tandis que le chèque exige dépôt de provision préalable et disponible. Mais la Banque de dépôt ne garde jamais intacts dans ses caisses les dépôts qu'on lui confie, elle les fait fructifier : donc ne regardant que la Banque, les dépôts comme l'émission sont en partie en découvert. Pour les uns comme pour l'autre, la Banque doit constamment surveiller ses disponibilités et son découvert.

« Les banques qui opèrent avec le capital d'autrui remboursable à vue, ont les mêmes devoirs en ce qui concerne la convertibilité de leur actif que les Banques d'émission » (Conant, *Monnaie et Banque*).

Mais le système des dépôts et chèques est plus avantageux à la Banque que le système de l'émission des billets de banque. En apparence, on pourrait croire que l'émission des billets de banque,

(1) Juglar, *Les Crises commerciales*.

(2) En Angleterre, cette différence n'existe pas, car la grande sécurité du chèque anglais fait que la simple remise libère le débiteur.

sorte d'emprunt forcé sans intérêt est moins coûteuse que le carnet de chèques basé sur des dépôts pour lesquels la banque paie un intérêt. Ce n'est qu'une illusion : le privilège de l'émission est grevé de charges très lourdes pour la Banque :

a) N'escompter que sur trois signatures et fixer un même taux pour tout le monde : c'est peut-être là la charge la plus onéreuse, celle qui empêche de faire des bénéfices.

En effet, les autres Banques font la discrimination des clients selon leur solvabilité et l'importance de leurs effets; la Banque de France ne le peut pas et dès lors voit se déverser sur elle toute la multitude des petites traites (en 1907, 21 millions de traites) qui occasionnent mêmes frais de recouvrements pour un bénéfice bien moindre;

b) Ne pas servir d'intérêt à ses dépôts, d'où moins de dépôts que les autres banques, et moins de facilité pour faire des opérations productives avec eux;

c) Ne doit jamais rester en découvert dans ses comptes courants avec ses clients, c'est-à-dire faire des ouvertures de crédit sauf pour l'État auquel elle doit même faire certaines avances gratuites (200 millions de francs);

d) Faire participer l'État à ses bénéfices sur la circulation productive.

D'après les tableaux de M. Théry⁽¹⁾, la circulation à découvert coûtait à la Banque, en 1905, 2,37 p. 100, aussi concluait-il : « le billet de banque est une vignette coûteuse, l'entretien d'un milliard en billets arrive à être plus onéreux pour la Banque que l'entretien d'un milliard de pièces de 20 francs ». Or, les sociétés, elles, ne servent guère plus de 0,50 à 1 p. 100 à leurs dépôts. De plus, tandis que l'émission est limitée soit par la loi, soit par la règle de prudence, les dépôts ne sont limités que par la capacité des déposants qui, surtout dans les grandes puissances modernes, apparaît illimitée. Dès lors la marge des bénéfices est plus grande par cette dernière opération.

3° *A l'égard du pays* : le chèque offre au pays une monnaie fiduciaire parfaitement élastique et totalement adaptée aux mouvements des affaires. Dans la vie économique, il y a un mouvement alternatif d'expansion et de contraction souvent très régulier, c'est une

(1) *Economiste européen*.

sorte de phénomène de respiration, indice d'un bon fonctionnement et d'une vie normale.

Au cas d'expansion, le billet de banque par sa possibilité d'être émis sur le découvert est sans doute susceptible de venir en aide aux affaires mais sa limitation légale lui est une gêne et peut l'empêcher de suivre assez vite le mouvement des besoins. Il y a plus : il risque même de créer imprudemment une circulation supérieure aux besoins, une surémission.

Sans doute, en l'absence de cours forcé, l'équilibre ne peut manquer de se rétablir, car on portera les billets à la banque ou on exportera de l'or, suivant l'état des changes, mais dans l'intervalle, l'exagération de la circulation peut causer des crises graves de cherté et de spéculation et même faire jouer la loi de Gresham. En temps de cours forcé, les emprunts d'État, déguisés sous la forme d'émission de billets de banque, maintiennent une circulation toujours supérieure aux besoins : ceci est sans doute un secours pour l'État aux prises avec des dangers de force majeure, mais il n'en reste pas moins qu'au point de vue économique cela crée une situation artificielle très dangereuse.

Pour le chèque, rien de pareil : il s'adapte adéquatement et instantanément aux besoins : né de l'opération économique d'échange elle-même il s'éteint avec elle. Émis par le tireur lui-même et sur une provision préalable et disponible, sa surémission ne se conçoit pas.

Prenons maintenant la période de contraction, c'est-à-dire de ralentissement et de stagnation des affaires : ce mouvement peut être prompt. Certes, les billets de banque inutiles disparaîtront à la longue, mais le feront-ils assez vite : n'oublions pas qu'ils sont sans échéance et d'une circulation indéfinie. Il peut donc se passer des jours et des semaines avant que le surcroît inutile soit épuré et cela peut entraîner la dépréciation de la monnaie, faire jouer la loi de Gresham et entraîner des crises de cherté.

Au contraire, le chèque ne saurait saturer la circulation de titres inutiles, puisque, de durée éphémère, il disparaît et meurt aussitôt que l'opération pour laquelle il est né se trouve accomplie.

Il convient d'ajouter que le chèque, organe de dépôt en banque et organe de clearing devient ainsi instrument de centralisation des capitaux, de centralisation des dettes et, par l'effet du barrement, organe de centralisation des créances, toutes conditions produisant

les bienfaisants effets économiques suivants : emploi productif de tous les capitaux tirés de leur inertie pour être sans cesse refoulés dans les affaires et, d'autre part, économie parfaite de monnaie par les méthodes progressives de libération par virement et compensation. Nous retrouverons prochainement ces avantages.

Cependant il ne faut pas conclure que le chèque doive, du moins dans l'état actuel du régime économique, complètement éliminer le billet de banque. S'il lui ravit ses antiques fonctions monétaires, il ne saurait lui dénier la fonction qu'on peut dénommer fonction quasi publique d'initiateur et de régulateur du crédit, de défenseur de l'or national et de soutien de l'État en péril. Quand les capitaux sont rares, comme dans les pays neufs ou à économie nationale retardataire, les dépôts sont inexistantes et c'est alors le billet de banque qui permettra de fournir le capital nécessaire à l'expansion économique ; de même dans les pays ruraux où les capitaux sont rares et disséminés, le billet de banque reste, selon l'expression de M. Léon Say, « le compte courant des simples particuliers et des petits commerçants ». Débat au Sénat, 1884.

De même dans les crises économiques, quand la confiance décroît, que l'or se cache, le billet de banque, par la solide assise du crédit de la Banque privilégiée et de l'État, peut venir en aide aux affaires, créer de la monnaie et permettre de traverser les passages difficiles. Nous savons que faute de billets de banque solides les États-Unis d'Amérique ont traversé difficilement la crise de 1907.

Enfin en temps de guerre ou de Révolution, il permet à l'État de trouver immédiatement les fonds nécessaires à ses dépenses ; rôle de toute première importance, comme l'a démontré la grande guerre européenne, car mis en état de péril extrême, de vie ou de mort, l'État ne peut ni attendre ni tergiverser, ni discuter avec des créanciers.

2° LE CHÈQUE INSTRUMENT D'ÉCHANGE

Nous venons de comparer le chèque au billet de banque et, ce faisant, nous lui avons trouvé une supériorité marquée et des avantages économiques appréciables. Il nous reste maintenant à analyser sa fonction spéciale d'instrument d'échange : à ce titre, il peut servir soit au paiement réel soit au virement soit à la compensation.

Quel est son mécanisme ? Nous allons le résumer en quelques

mots : je suis commerçant ou industriel ou même à titre de simple particulier, et j'ai fait chez un banquier un dépôt de fonds que j'alimente en y envoyant, par exemple, mes effets de commerce à encaisser et mon fonds de caisse. En échange, le banquier me remet un carnet de chèques ou chéquier : à l'aide de ces chèques, je vais pouvoir disposer de mes fonds pour acquitter mes achats ou dettes. J'achète par exemple pour 1 500 francs de vin; je prends mon chéquier et remplis un chèque au bénéfice de mon vendeur pour la somme de 1 500 francs puis je le détache et le remets au marchand après avoir inscrit sur le talon les mentions en abrégé écrites sur le chèque. Avec ce titre, mon vendeur pourra aller se faire payer à la banque sur qui j'ai tiré le chèque (*paiement réel*), ou s'il a lui-même un compte, se faire créditer des 1 500 francs dont mon compte sera débité (*virement*), mais si mon vendeur a son compte dans une autre banque que la mienne, il lui enverra le chèque à encaisser et c'est entre les banques que pourra intervenir la *compensation*.

Une première remarque s'impose : c'est que le chèque, qu'il aboutisse au paiement réel, au virement suivi ou non de compensation, suppose toujours un dépôt préalable : il est par là tout d'abord *organe de dépôt en banque*. Cette fonction étant commune au triple rôle qu'il est appelé à jouer et, par ailleurs, produisant des effets économiques de la plus haute importance, il nous semble nécessaire de l'analyser préalablement.

a) Le chèque est organe de dépôt en banque et de compte courant : tout d'abord disons qu'il s'agit ici du dépôt irrégulier, c'est-à-dire qui oblige le dépositaire non pas à conserver intacte la chose prêtée et à la rendre dans son identité même comme il est requis dans le dépôt régulier, mais seulement à tenir à disposition des choses de même espèce, en même quantité, *non idem sed tantumdem*. Donc le dépositaire peut disposer du dépôt pourvu qu'il rende l'équivalent : de là lui vient son importance économique de servir au dépositaire sans cesser d'être utile au déposant. « Le chèque, dit M. Duverger⁽¹⁾, réalise ce problème fameux de rendre le numéraire productif sans cesser d'être disponible. »

D'ailleurs le dépôt en banque, réalisé par le système de chèque,

(1) *Op. cit.*

entraîne logiquement sur ce dépôt même la création du compte courant : en effet, ce dépôt par l'usage qu'en dispose le tirage des chèques est en perpétuel mouvement, il faut l'alimenter au fur et à mesure qu'il s'épuise, c'est donc une première comptabilité à tenir, mais comment l'alimenter de meilleure façon qu'en y déversant les effets actifs ou créances que le banquier, par son rôle, est à même de mieux faire acquitter que quiconque. C'est alors le compte courant complet avec son passif et son actif. Ainsi le dépôt se trouve logiquement doublé du régime du compte courant. Complété de la sorte il offre des avantages considérables.

— Pour le déposant : il l'exonère du service de garde des espèces, l'affranchit des risques de manipulation (pertes, vol, incendie), l'exonère du service de caisse et du service particulièrement onéreux (voir p. 41) des recouvrements ; bien plus, au lieu de frais, il lui procure du gain par l'intérêt que le banquier (0 fr. 50 ou 1 p. 100) lui servira d'ordinaire pour ses fonds :

— Pour la banque et le pays : il procure la centralisation des capitaux jusqu'alors improductifs et inertes, disséminés de tous côtés : le banquier y aura son gain puisqu'il va les faire fructifier par l'escompte ou les avances auxquelles il les fera servir, le pays tout entier en profitera car la production y trouvera son aliment essentiel, indispensable. La centralisation des capitaux est le plus grand élément de puissance de la production moderne : sans elle nulle grande entreprise ne peut naître ni subsister. C'est ce que faisait ressortir avec tant de clarté M. le conseiller Blanche dans son discours d'ouverture à la Cour de Cassation le 4 novembre 1861 : « Le but du chèque est de faire sortir de leur inertie les capitaux inertes pour les besoins à venir, de les mettre dans la circulation, de les rendre productifs pour leurs propriétaires qui les déposent chez un banquier, pour le banquier qui les prête à l'industrie, pour l'industrie qui les emploie et les féconde, pour l'ouvrier à qui l'industrie procure du travail et dont le bien-être s'accroît de la prospérité de la nation. »

M. Levasseur compare les banques de dépôt à des pompes aspirantes et foulantes qui attirent et concentrent les capitaux pour les distribuer à la production générale. Elles sont comme le cœur de l'organisme économique.

Mais le bien général est encore servi d'une autre façon : la centralisation des effets, dettes et créances (celles-ci par le moyen du bar-

rement du chèque, nous le verrons) va permettre la liquidation par le système du clearing, virement et compensation, dont l'avantage le plus sensible est l'économie parfaite de monnaie et la sécurité des paiements.

b) Le chèque peut n'être qu'un instrument de paiement effectif : il offre alors le minimum d'avantages et même une infériorité sensible : en effet, il participe encore sans doute aux avantages que nous avons reconnus au dépôt en banque, il peut même comme la lettre de change, être utilisé, à ce titre, pour réaliser le contrat de change, la remise de place en place et produire une économie de transport d'argent, mais il a l'inconvénient d'imposer au créancier porteur du titre une course supplémentaire pour le faire acquitter par le banquier tiré, c'est là une perte de temps et une déperdition de forces. De plus, il n'offre, au point de vue de la libération, qu'une médiocre sécurité par les dangers et l'incertitude dont il reste grevé : — l'absence ou l'insuffisance de provision préalable et disponible, car rien ne prouve à son inspection que la provision existe ou qu'elle n'a pas été déjà usée. C'est dans le but de remédier à ce péril que la loi du 2 août 1917 a décidé que « si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de la dite provision. Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de l'amende de 6 p. 100 du montant du chèque. Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque. Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui a retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur. L'article 463 du Code pénal est applicable au présent délit. » — Insolvabilité du tiré : aussi la loi a-t-elle donné au chèque une échéance très courte. — Vol ou falsification du titre : l'encaissement à vue facilite ces détournements. C'est pour se garantir de ce risque, qui, pendant longtemps a discrédité en France l'usage du chèque et empêché les banquiers de s'en faire les propagateurs, autant que pour amener la centralisation des créances indispensables au clearing, que la loi du 30 décembre 1911 institua, à l'imitation de l'Angleterre, le chèque

barré. Deux traits de plume parallèles séparent le chèque par son milieu. Alors, nul autre qu'un banquier — et si le barrement est spécial, c'est-à-dire si le nom d'un banquier est inscrit dans le barrement, nul autre que ce banquier désigné — ne peut toucher le chèque. Le porteur devra donc le confier à un établissement de crédit pour le faire présenter. Il est probable que le voleur ne trouvera pas un banquier disposé à encaisser le chèque pour lui. Nous verrons d'ailleurs que la pratique a démontré que la garantie n'était là que partielle, c'est-à-dire ne garantissait que le tireur et laissait le tiré dans l'incertitude du risque. En effet, ce dernier, par l'effet du barrement, ne devant payer qu'à un banquier, ignorera souvent si le présentateur exerce réellement cette profession. La meilleure garantie, celle qui est totale, est, comme l'a prouvé M. Picot, président de la Chambre de compensation de Paris, la compensation. La compensation, outre qu'elle permet de reconnaître l'identité du banquier présentateur, puisqu'il doit être affilié à la Chambre de compensation ou tout au moins à une banque en faisant partie et qu'elle assure ainsi la sécurité du banquier payeur (tiré), rend illusoire toute fraude ou vol : le chèque, en effet, ne pouvant servir à personne autre qu'au banquier dont il porte le nom et son règlement n'étant jamais effectué en espèces mais confondu dans la masse du compte courant général de la banque elle-même, le bénéficiaire n'en sera définitivement crédité à son compte particulier que s'il n'y a aucune contestation. Or, justement, le chèque barré est susceptible de favoriser la compensation en clearing-house, puisque tous les chèques, aboutissant ainsi chez les banquiers, pourront venir en application les uns des autres à la Chambre générale de compensation. Aucun emploi de numéraire ne sera fait.

c) Le chèque, instrument de clearing. — Nous arrivons ici au mode le plus intéressant des paiements, puisqu'il réalise la complète élimination de la monnaie.

Le chèque est surtout un instrument de liquidation par virement et compensation ⁽¹⁾. Mais avant d'étudier ce double rôle, il est néces-

(1) Il faut noter que la distinction faite du point de vue économique entre le virement et la compensation est purement artificielle : le virement d'écritures aboutit en effet à la compensation qui n'est qu'un mode juridique d'extinction des créances et des dettes. Mais cette distinction permet d'étudier deux méthodes de paiement : a) par virements d'écriture dans un compte courant ; b) par compensation de fait aux clearing-house. Au surplus, on peut dire que le virement implique une compensation plus ou

saire de définir le compte courant qui est le cadre indispensable où jouera son fonctionnement; d'ailleurs, il est nécessaire de noter que le virement ne nécessite pas obligatoirement le chèque tandis que le compte courant lui est indispensable, et nous verrons que l'institution du chèque postal qui n'est pas à proprement parler un chèque, repose sur le simple fondement du compte courant.

a) « Il y a *compte courant*, dit M. Thaller, lorsque deux correspondants conviennent de faire masse de toutes celles de leurs opérations qui porteront sur des valeurs ou sur de l'argent, de les rendre connexes et de les bloquer dans un tout qui se soldera à une époque déterminée.

« Le compte courant est composé d'articles de débit et de crédit qui ont leur provenance : a) soit dans un versement ou dans un paiement d'argent; reçu ou fait par l'un des opérateurs pour le compte de l'autre; b) soit dans un envoi d'effets de commerce de l'un à l'autre avec ordre de les recouvrer; c) soit dans une livraison de marchandises du prix desquelles l'acheteur crédite son vendeur. »

Supposons, pour exemple, deux personnes en relations suivies d'affaires, jouant réciproquement le rôle de vendeur et d'acheteur. Au lieu de payer chaque fois le prix dû à titre d'acheteur pour le reprendre à titre de vendeur, elles peuvent convenir de conserver la libre disposition de ce qu'elles sont débitrices, à charge de porter au débit et au crédit l'une de l'autre la dette résultant de chaque transaction. Elles fondent ainsi toutes leurs dettes en une seule qui a pour objet la balance de toutes les dettes exigibles aux époques convenues.

β) Le compte courant ainsi défini, nous allons pour la clarté de l'exposition du système de clearing, retracer l'évolution progressive et logique de son développement, nous imaginerons des hypothèses idéales dont le développement nous conduira aux situations de fait réellement existantes.

En voici le schéma en deux ondes parallèles :

Extension avec une seule banque.

1^{er} degré. — Deux particuliers ayant entre eux des relations d'affaires; c'est

Extension avec banques multiples.

1^{er} degré. — Deux banques dans une même ville ou région chacune avec son

moins médiate qui, à périodes déterminées, arrêtera le compte des inscriptions au compte courant; la compensation au clearing-house est au contraire la compensation immédiate, l'application journalière des dettes aux créances.

l'exemple donné plus haut pour la démonstration du compte courant.

2^e degré. — Tous les clients d'une même ville ayant compte courant dans une même banque : tout se résoudra par un virement d'écritures sur les livres du banquier.

3^e degré. — Tous les clients d'un pays ayant compte courant dans une même banque : même solution que dans le cas précédent. La Banque de France, par son universalité de clientèle, en est une approximation lointaine, car elle est loin d'avoir pour clients toute la population et surtout de régler toutes les liquidations.

Il faut en dire autant de la poste avec l'Institution du chèque postal : il est utile de marquer que c'est à ce degré de l'évolution que se place cette institution nouvelle.

4^e degré. — L'hypothèse de tous des clients du monde affiliés à une unique banque est tellement irréalisable que nous ne faisons que la marquer pour la correspondance avec le même degré de l'onde parallèle.

groupe de clients : il y aura superposition des compte courants des deux banquiers aux compte courants de leurs clients et virement entre eux deux seulement.

2^e et 3^e degré. — Toutes les banques d'une même ville ou d'un même pays : — ou bien affiliées à une banque centrale, banque des banques qui opérera par virement des parties, c'est le cas de la Banque de France qui, depuis longtemps, joue ce rôle de Banque, des banques et le cas de l'institution du chèque postal où tous les banquiers ne manqueront pas d'adhérer; — ou bien affiliées à un ou plusieurs degrés à la chambre de compensation, clearing-house, qui, tous les jours, appliquera par compensation actuelle les dettes aux créances.

4^e degré. — Toutes les banques du monde ou toutes les chambres de compensation nationales affiliées à une chambre internationale ou clearing international.

Proposition Luzzatti.

Chèque postal international.

Nous allons analyser brièvement cette double série d'hypothèses. pour y retrouver le jeu du virement d'écritures ou de la compensation de fait quotidienne au clearing-house :

PREMIÈRE ONDE. — *1^{er} degré.* — Deux particuliers, en relations d'affaires, ont convenu entre eux la tenue d'un compte courant. L'explication a été donnée, elle n'appelle point d'observations.

2^e degré. — Le cercle s'élargit. Le compte courant peut fonctionner non plus entre deux personnes, mais entre les multiples clients d'une même banque ou d'une même caisse. Ces clients ayant un compte courant chez le banquier dépositaire de leurs fonds, vont domicilier chez lui le paiement de leurs dettes et le règlement de leurs créances. Le client A débiteur de B client de la même banque, n'a pas besoin de retirer d'argent à la banque pour le donner à B,

il n'a qu'à donner à la banque ordre de porter la somme à son débit et au crédit de B. S'il use de chèque, l'opération est équivalente : il détache du carnet de chèques délivré par le banquier en échange de son dépôt de fonds, une formule ou chèque où il inscrira l'ordre au banquier de payer son créancier B : il la remet à ce créancier qui la transmettra au banquier en le priant de porter la somme à son crédit. Le paiement se trouvera ainsi effectué par une double mention : au débit de A et au crédit de B. M. Marc Aucuy⁽¹⁾, analysant l'opération, écrit : « La banque devient ainsi une caisse commune; en elle s'accumulent les capitaux de roulement de tous les commerçants. Elle pourrait en quelque sorte individualiser ces capitaux et si l'on imagine que les fonds de chacun soient déposés dans un tiroir particulier, on verra, d'une façon claire, qu'une créance de A sur B peut se liquider par le transport de 100 francs du tiroir de B dans celui de A; qu'une dette de A peut se traduire par un retranchement et qu'ainsi, en fin de compte, il se sera fait une répartition particulière et nouvelle des sommes primitives, mais l'argent n'a pas besoin d'être individualisé : au lieu de ces modifications constantes du niveau des caisses individuelles, on conçoit qu'il soit aussi simple de ne pas distinguer matériellement dans la masse ce qui est la part de chacun et de tenir seulement par écrit le compte des opérations actives ou passives propres à chaque client. Au virement de fonds, il est plus simple de substituer le virement d'écritures. » Ainsi donc, une certaine quantité d'espèces monétaires demeurant en dépôt dans une banque, que celle-ci d'ailleurs s'arrange à faire fructifier par des opérations à court terme, peut suffire à toutes les transactions des clients de cette banque. La monnaie ne sert plus que de support et de mesure, elle est éliminée de l'opération des paiements.

3^e degré. — Mais on peut concevoir un cercle plus élargi encore : « Supposons, dit M. Gide, que tous les Français, sans exception, aient un compte ouvert dans une même maison de banque qui sera chargé d'encaisser, pour chacun de ses clients, toutes leurs recettes qu'elle porte à leur crédit et régler pour eux toutes leurs dépenses qu'elle porte à leur débit. Dans une semblable organisation, on pourrait supprimer la monnaie jusqu'au dernier centime. » Le compte courant deviendrait alors le reflet de la vie économique

(1) *Op. cit.*

nationale, « la page émouvante de toute notre vie, la nomenclature évaluée de tous nos actes ». La Banque de France par son universalité de clientèle est de ce degré une approximation lointaine : lointaine, disons-nous, car elle est loin d'avoir tous les sujets dans sa clientèle et surtout de régler la totalité des transactions. La poste elle-même, grâce à l'institution des chèques postaux, en est, dans la plupart des pays d'Europe et au Japon, une image approchante. Elle peut plus ou moins se réclamer d'une universalité relative de clientèle, mais ne saurait prétendre régler la grosse masse des affaires : établissement unique, pénétrant déjà avec ses nombreuses succursales (15 000 bureaux et 26 000 facteurs parcourant journellement les campagnes) jusque dans le coin le plus reculé du pays, « plongeant, selon l'expression de M. H. Denis, par celles-ci dans le torrent accéléré des échanges », la poste semble le cadre tout préparé à l'institution nationale de virement.

C'est donc à ce stade de l'évolution qu'il convient de situer le service postal des chèques et virements : il était utile de le marquer pour donner toute sa portée à l'institution. Mais, en fait, l'hypothèse d'une banque unique, caissière de tous les habitants d'un pays pour toutes leurs affaires, est encore loin de la réalité des faits et semble devoir ne se réaliser qu'avec peine. Si la poste s'en approche en tant qu'elle a pour clients habituels l'ensemble des habitants de son territoire, elle ne saurait nullement prétendre liquider la grosse masse des affaires : créé pour réorganiser et simplifier le régime des articles d'argent, propager l'usage des virements, recueillir surtout la foule des petites affaires dans les mains de ceux qui n'ont pas un commerce assez volumineux ou assez actif pour avoir un compte courant en banque, le service du chèque postal semble devoir laisser longtemps encore leur supériorité aux maisons de banque, outillées pour les multiples, complexes et solidaires opérations du commerce de l'argent (effets de commerce, valeurs mobilières, change, etc.). De même la Banque de France avec ses 143 succursales, 75 bureaux auxiliaires et 365 villes rattachées, paraît devoir admettre longtemps l'efficace concurrence des autres établissements de crédit. Même au point de vue que nous allons retrouver dans la deuxième série d'hypothèses, au titre de Banque des banques, liquidant les comptes courants superposés des autres banques, elle semble ne jamais être assez puissamment outillée pour absorber la masse écrasante de toutes les affaires.

Pour l'une comme pour l'autre institution, le volume des liquidations paraît rester l'obstacle prohibitif ⁽¹⁾.

Aussi sommes-nous amenés à envisager la deuxième onde d'hypothèses, à savoir l'évolution logique de la compensation dans la multiplicité des banques. Nous y allons trouver une nouvelle méthode de compensation, la compensation immédiate et quotidienne par l'application actuelle des dettes aux créances : méthode non supérieure aux virements, mais plus appropriée à la complexité des faits financiers.

DEUXIÈME ONDE. — Dans la même caisse, la liquidation, nous l'avons vue, a lieu par virements des parties, mais que va-t-il advenir quand, par la multiplicité des rapports sociaux, les clients faisant réciproquement des affaires, ont chacun un compte courant différent dans une caisse différente.

1^{er} degré. — Deux banques dans une même ville ou région, chacune avec son groupe respectif de clients. — Il faudrait, semble-t-il, que l'argent du compte courant de la caisse bancaire débitrice fût prélevé effectivement pour être versé au compte courant de la caisse créditrice.

Pas n'est besoin et voici comment : grâce au chèque, son intervention, qui avec le régime de la banque unique était simplement commode, mais facultative, puisqu'un simple mandat suffisait pour effectuer virement des parties, devient obligatoire pour aboutir à compensation. Grâce à ce petit papier endossable, débiteur et créancier, tireur et tiré vont domicilier leur dette et créance chacun chez leur banquier, c'est-à-dire en définitive superposer à leur propre compte courant le compte courant de leur banquier. Le banquier du débiteur et celui du créancier, devenus les délégués de leurs clients respectifs, vont pouvoir convenir de se faire mutuellement compte courant, virement d'écriture, et à époque fixée compensation par règlement de comptes. Il suffit pour tout liquider, que le banquier débiteur trouve finalement en ses mains un volume de créances équivalent au volume de ses dettes, sur le banquier créancier. Sans doute, pour les affaires conclues entre gens de la même ville ou région, cette situation facilement se réalisera, mais avec la multi-

(1) Ce sont pourtant les prévisions de l'école comptabiliste belge avec le service comptabiliste national, où le compte courant deviendra comme le casier d'état civil économique du titulaire.

plicité et l'extension des rapports sociaux, par delà les limites régionales, nombre d'effets resteront non applicables entre eux, tirés qu'ils seront dans le rayon d'un cercle plus étendu. Cela nous amène au 2^e degré de la marche logique et hypothétique de notre construction.

2^e et 3^e degrés. — *Multiplés banques dans la même ville, région ou pays.* — Cette situation nous ramène de l'hypothèse dans la réalité, car elle est en fait la physionomie actuelle des marchés. Les rapports des clients avec leur propre banque sont simples : cette liquidation au 1^{er} degré se fait dans le compte courant tenu par la banque au moyen des virements des parties. Mais cette première liquidation en nécessite une deuxième, celle des banquiers entre eux. Par l'effet des chèques tirés sur eux ou domiciliés chez eux, il se produit comme une superposition de la personnalité (active et passive) des banques à celle des clients. Il y a, constatons-le, une analogie frappante entre cette situation et la situation correspondante de l'onde parallèle précédente : là, ce sont tous les clients qui doivent liquider leurs comptes et qui y parviennent en adhérant tous à une banque unique, faisant application de leurs dettes et créances d'abord et de leur solde débiteurs et créditeurs ensuite ; ici, ce sont tous les banquiers dont les comptes sont à liquider et il vient immédiatement à l'esprit qu'ils y parviendront efficacement en usant du même procédé que ci-dessus, à savoir en adhérant à une institution unique qui fera application par couple de toutes les dettes et créances et successivement des soldes ou résidus. Sans doute, ils pourraient se faire eux-mêmes cette application réciproquement par couple en tenant chacun compte courant avec chacun des autres banquiers : mais qui n'aperçoit les difficultés inouïes et la complexité peut-être même prohibitive de cette façon de procéder. Les banquiers restant isolés chacun dans leur banque, le rapprochement des effets pour vérification d'abord, compensation ensuite, exigerait des courses nombreuses et longues (chaque banquier devant envoyer un représentant dans chacune des autres maisons correspondantes), des explications difficiles qui souvent nécessiteraient des courses supplémentaires et de plus comme la première application des dettes et créances aboutit ordinairement à des soldes ou débiteurs ou créditeurs, la même opération serait à répéter une, deux, plusieurs fois pour liquider ces résidus. Cette complication serait cause d'une lenteur grave, car en cette affaire, comme dit M. Picot, rapidité est tout,

puisqu'il s'agit de fonds qui ne travaillent et ne rapportent qu'autant qu'ils sont disponibles. Aussi est-ce toujours vers une institution unique où se réunissent à la fois tous les comptes bancaires à fin de comparaison et application, qu'en fait s'est dirigée l'évolution des liquidations. Nous allons en analyser le mécanisme, mais auparavant il convient de faire remarquer combien l'élargissement du cercle de comparaison favorise la liquidation : plus le cercle s'étendra, plus il y aura chance de trouver une créance à appliquer à chaque dette. Un tiré ou débiteur peut n'avoir aucune créance sur son propre créancier, mais en étendant la filière, il peut trouver parmi ses propres débiteurs quelqu'un qui soit en même temps créancier de son créancier, ou créancier du créancier de son créancier, etc....

A doit à B	} ainsi le cercle se ferme par simple compensation de la dette A sur B avec la créance A sur E.
B doit à C	
C doit à D	
D doit à E	
E doit à A	

Plus le travail de compensation s'étendra, plus facilement se rencontreront les éléments de liquidation, étant donné que chacun ne vend que pour acheter et n'achète que pour vendre et que, dans le cercle économique complet, toute créance a sa contre-partie dans la dette. On peut donc conclure que plus s'établira la pratique des dépôts et comptes courants en banque et l'usage des paiements par chèques barrés, plus complète sera la compensation : une société où chacun userait de ce procédé verrait se fermer le cercle des échanges sans aucun maniement d'espèces.

Nous disions que l'institution unique était le procédé le plus propre à opérer compensation entre les banquiers : elle se présente sous deux formes : — la banque unique tenant compte courant pour toutes les banques et opérant par virement des parties. — la chambre de compensation ou réunion effective des banquiers pour opérer journellement compensation réelle de leurs effets.

La première forme : la *Banque unique* se superposant au 3^e degré à la personnalité active et passive des banquiers, eux-mêmes superposés à la personnalité de leurs clients. Cette banque accomplit les mandats des banquiers par simple jeu d'écritures sur leurs comptes courants, c'est-à-dire par virement des parties. C'est le rôle en France de la Banque de France qui arrive, avec ses mandats rouges ou mandats de revirement, à compenser 267 milliards par an (1918),

(en 1912 : 319 milliards) ; en Allemagne, la Reich Bank joue le même rôle. La pratique du virement est donc générale : nous l'avons vu pratiquée dans tous les degrés de la première onde et chaque fois, en un mot, qu'il y a caissier commun et unique, ou même état habituel de crédit mutuel entre deux particuliers ou négociants (Compagnies de chemins de fer, agents de change, etc.). D'ailleurs cette pratique n'est pas moderne : les trapézites d'Athènes et les argentarii de Rome et même avant eux, les vieilles civilisations, en Égypte, Phénicie, Assyrie, nous dit M. Just Hariston, la pratiquaient. Les banques du Moyen Age et de la Renaissance usèrent du virement surtout dans le but d'améliorer la qualité de la monnaie, si souvent altérée et défectueuse à ces époques incertaines.

Law, le grand précurseur des banques modernes, dont il avait trouvé toutes les fonctions, avait introduit cette pratique dans sa banque générale de 1714 : quand il eut succombé, non à son système de génie, mais à la folle et stupide panique de ses contemporains, ce procédé fut abandonné pour n'être repris qu'en 1776 par la Caisse d'Escompte et en 1824 par la Banque de France.

La deuxième forme est la *chambre de compensation* : mais l'énorme masse des affaires et surtout leur complexité toujours plus grande semble un poids trop lourd pour une seule banque, chargée d'autre part du service de l'Émission, du Réescompte et au surplus de tous les services variés de banque.

Il semble meilleur d'organiser un *service spécial* de compensation actuelle où les opérations viendront se fondre avec rapidité — chose essentielle pour éviter l'immobilisation inutile des fonds — et avec sécurité. C'est ce que les Anglo-Saxons ont compris les premiers en créant le service de Clearing-House, ou chambres de compensation ⁽¹⁾.

(1) Cependant il convient de dire que si les Anglo-Saxons ont été les premiers à organiser le Clearing-House moderne, ils n'ont pas créé le système : les premières chambres de compensation furent organisées dans notre ancienne France à l'occasion des célèbres foires de Champagne et surtout de Lyon. Les foires de Lyon, fondées en 1443 par Charles VII, favorisées à bon escient par les rois de France, devinrent le centre le plus important du commerce international. Après la foire se faisaient les paiements : il y en avait quatre par an, d'où « les quatre paiements de Lyon ». Durant les premiers six jours on procédait aux acceptations, on fixait les prix des changes de la place avec l'étranger, puis on faisait les opérations de compensation : « Vous me delvez d'un costé et je vous dois de l'autre, rabattons ; et un tel vous doit et je lui dois et vous me delvez, rabattons et compensons l'un à l'autre » (Chamberland, *Le commerce d'exportation en France au milieu du xvi^e siècle*. *Revue de Géographie*, t. XXXIII, p. 157). « C'est chose admirable, dit Savary, dans son livre célèbre du *Parfait négociant* (t. I, l. III, ch. XII), que de voir la manière avec laquelle les banquiers et négociants de Lyon font des acceptations et des paiements les uns aux autres, des lettres de change qui se tirent et se

Ce sont des associations de banquiers dans le but de comparer les uns aux autres leurs comptes réciproques. Chacun des banquiers compris dans cette entente transfère journallement à l'association constituée entre eux tous, les résultats actifs et passifs des chèques et effets à échéance ressortant à son crédit ou à son débit. La chambre de compensation joue le rôle actif et le rôle passif tout à la fois : a) elle recouvre tous ces effets pour le compte des intéressés; b) elle se substitue à tous les tirés pour payer à leur place. Les chèques s'amortissent par suite d'une confusion juridique.

Voici le fonctionnement pratique : chaque banque associée possède à la chambre un représentant qui tient les comptes (l'inclearer) et un employé qui répartit (le runner) entre les diverses autres banques les créances que possède sur elles sa maison, -après que celle-ci en a dressé l'état⁽¹⁾. Chaque représentant reçoit donc l'état des dettes de sa maison vis-à-vis des autres banques; il les inscrit article par article, les fait vérifier par sa maison qui s'assure notamment de l'existence d'une provision et puis établit son bilan en additionnant d'une part les créances de sa maison, d'autre part les dettes. La différence entre les deux chiffres donne un résultat actif ou passif qui est annoncé à la chambre de compensation. Celle-ci, lorsque tous les résultats définitifs ont été annoncés par les représentants des banques associées, se constitue créancière des membres débiteurs, pour le montant de l'excédent de leurs dettes sur les créances, et débitrice des membres créanciers pour le mon-

remettent de toutes les places de l'Europe payables dans les paiements, car il se paiera quelquefois en deux ou trois heures de temps, un million de livres sans déboursier un sol. Cela est assez surprenant à ceux qui ne savent pas comment se font ces paiements. » Les foires d'Espagne, les foires génoises, imitées de celles de Lyon, furent aussi très célèbres. Mais au xix^e siècle tout avait disparu de ces institutions. Sur les foires de Lyon et de Champagne, voir l'ouvrage remarquablement documenté de M. Bourquelot : *Etudes sur les foires de Champagne, sur la nature et les règles de commerce qui s'y faisaient au XIII^e et XVI^e siècles*. — Voir aussi l'ouvrage de M. Just Hariston, *Virements en banque et chambres de compensation*, Paris, 1906.

(1) Il faut signaler au passage l'intérêt primordial qu'il y a à cause de cet ajustement deux à deux des comptes, à n'avoir qu'un nombre restreint de membres au clearing. « Plus il y a de membres, écrit M. Picot, plus les opérations sont compliquées et moins vite on compense, or simplification signifie rapidité et rapidité ici est tout. L'ajustement des comptes devant se faire deux à deux, avec 12 membres, il y a 66 appels pour débits et 66 pour crédits, au total 132 appels; avec 24 membres, c'est-à-dire le double, il y a au total 552 appels plus du quadruple. Ce sera prohibitif et le clearing ne rend plus aucun service. » Il y a donc intérêt à ce que des banques se spécialisent à cette fonction de compensation et se fassent les représentants des autres banques; cette interposition d'un nouveau compte courant est la condition du succès. Londres qu'on peut appeler le pays classique des clearing-house, n'a à sa chambre que 17 membres.

tant de l'excédent de leurs créances sur leurs dettes. La chambre applique les soldes débiteurs à chaque solde créditeur respectivement, car il est de toute évidence que les créances des uns sont exactement balancées par les créances des autres. Il n'est même pas besoin de régler ces soldes en argent. Le banquier débiteur émet un bon de virement à l'ordre du banquier créancier sur une banque centrale (Banque de France), auprès de laquelle ils ont un compte ouvert l'un et l'autre⁽¹⁾.

La chambre de compensation ne possède ainsi qu'une personnalité à actif ou passif momentané. « Banquier supposé de tous les banquiers associés, la chambre de compensation chargée de récupérer leurs créances, de payer leurs dettes, doit, dans l'ensemble des opérations qui lui sont soumises, voir se dessiner un cercle complètement fermé; elle doit avoir exactement autant d'argent à recevoir des banquiers affiliés qu'elle en aura à leur donner. Banque des banquiers, la chambre de compensation n'a qu'une existence éphémère; son existence supposée n'étant, en somme, qu'un moyen de rendre rapides et clairs les comptes mutuels des banquiers, elle ne leur survit pas. La chambre de compensation est en état d'immédiate liquidation. De même que sa feuille de liquidation lui fait un bilan en état de parfait équilibre, de même son compte à la banque dernière des banquiers affiliés se soldera chaque jour par deux courants complètement neutralisés de créances et de dettes envers la banque. Ce compte n'aura pas d'existence distincte. Quelques chiffres déplacés aux comptes des banquiers associés et le cycle des opérations si rapides, si chargées de la chambre de compensation est résolu⁽²⁾.

Extension du système de la compensation. — Le procédé de compensation est si économique, si remarquable, qu'on le retrouve dans presque tous les règlements commerciaux⁽³⁾. Voici d'après l'ouvrage

(1) Voici, d'après M. Roche Augustol, *Le mécanisme des clearing-house*, Montpellier, 1901 : « Chaque banque a un représentant sédentaire qui tient les comptes (l'inclearer), un autre distribue les traites aux débiteurs (le runner). Chaque client du clearing reçoit, par les runners successifs des autres clients, l'état des dettes de sa maison. Après vérification, il en constitue son inclearing qui est de nouveau vérifié à la banque même, où l'on s'assure notamment de l'existence d'une provision. Les « returs » ou refus de traite sont notifiés à l'inclearer par écrit. A l'inclearing définitif (état des dettes) s'oppose l'outclearing (état des créances). De leur comparaison naît la balance définitive abstraite et purement énonciatrice d'une somme à verser au clearing actif ou passif.

(2) Just Hariston, *Virements en banque et chambre de compensation*.

(3) Just Hariston, *Op. cit.*

de M. Just Hariston, quelques exemples de compensation extérieurs aux rapports bancaires :

- 1^o London Railway Clearing-House : pour la liquidation des rapports pécuniaires des C^{ies} de chemin de fer anglaises.
- 2^o Stock Exchange Clearing-House à Londres et à New-York : pour la liquidation des opérations de Bourse, entre agents de change.
- 3^o Pour la liquidation des marchandises :
 - Clearing-House de la Cotton association de Liverpool : pour le coton.
 - London Produce Clearing-House à Londres : pour les produits coloniaux.
 - Clearing-House of the Board of Trade à Chicago : pour les affaires commerciales en général.
 - Waarey Liquidation Casse à Hambourg : pour les affaires en général.
 - Abrechnungscasse für Kammguggeschäfte à Leipzig : laines et peignés.
 - Zucker Liquidation Casse à Magdebourg : sucre.
 - Börse für Landwirtschaftliche producte à Vienne : commerce en général.
 - Caisse de Liquidations françaises : Bourse de commerce de Paris.
 - Caisse de Liquidation du Havre, Roubaix (opérations à terme).
 - Caisse de Liquidation des affaires en marchandises à Bruxelles.
 - Amsterdamsche liquidatiekas.
 - Rotterdamsche likwiedatiekas, etc.

Comparaison du virement et de la compensation. — Au point de vue purement juridique, il y a une distinction à établir entre ces deux procédés. Pour qu'un virement soit effectué, il suffit d'une seule obligation : A doit à B, il suffit de porter la somme due, au débit de A et au crédit de B. Au contraire, la compensation éteint deux obligations, A doit à B, B doit à C, C doit à A : A va compenser sa dette à B par sa créance sur C : ces deux obligations s'éteignent par compensation, il ne restera que la dette de B à C qui sera éteinte par confusion par la créance nouvelle de C sur B. Mais si le virement n'est pas une compensation, il y aboutit logiquement, car il est évident qu'il faudra de temps en temps arrêter le compte courant et compenser le débit par le crédit. On peut même creuser plus avant l'opération et dire que créanciers et débiteurs (clients ou banquiers) ayant délégué leurs titres à une caisse centrale, leurs dettes et créances deviennent les dettes et créances de cette dernière qui alors les éteint par confusion sur la même tête : c'est ainsi qu'on peut définir le rôle de la banque des banques. Mais en est-il de même dans le clearing-house ou chambre de compensation : peut-on accorder une personnalité distincte à cette institution. D'aucuns l'ont prétendu, mais il resté certain qu'il y a une différence entre une banque unique dont l'entité est réelle et permanente et le clearing-

house, simple réunion de fait en vue de liquidation. M. Mac Leod dans son livre *Theory of credit*, prétend même qu'il y a ni confusion ni compensation, mais novation, attendu que la compensation qui intervient dans les rapports des banques entre elles ou la confusion qui intervient sur la tête de la banque centrale n'est pas l'opération totale, mais laisse hors de la liquidation les rapports du client avec sa banque : par compensation ou confusion, cette banque peut avoir été dispensée de payer ou d'encaisser en espèces l'effet de son client, mais il n'en reste pas moins qu'à l'égard de ce dernier l'obligation de débit ou crédit subsiste; seulement c'est sa banque qui l'endosse : donc novation.

Quoi qu'il en soit du point de vue juridique, on peut dire que l'apparition des clearing-houses marque un progrès sur le procédé de virement à la banque unique. Il est le résultat du développement de la division du travail : organisation savante, il a besoin pour fonctionner d'un système de banques au-dessous et au-dessus de lui, au-dessous pour opérer la concentration générale de l'actif et du passif mobilier, au-dessus pour lui déverser les soldes non compensés.

La banque de virement, au contraire, est un vieil organisme apte seulement à satisfaire les besoins d'une vie économique peu développée, mais ne cadrant plus avec les multiples et complexes nécessités modernes. Elle a tenté de suivre l'évolution en rajeunissant son procédé et en n'opérant qu'au 2^e ou 3^e degré, mais le cadre est vieilli, exclusif de tout progrès indéfini, son mécanisme est trop lourd, trop lent pour ce travail de liquidation dont la première qualité doit être la souplesse et la rapidité. En effet, plus la liquidation est rapide, plus aussi on évite l'immobilité des capitaux, plus ils deviennent productifs, plus également la vérification des titres est facile et leur sécurité garantie. C'est ce résultat qu'atteint l'organisation du clearing-house qui arrive à Londres à liquider plus d'un milliard par jour. A la banque de virement les compensations sont individualisées, tandis qu'au clearing-house elles se font *in rem*, c'est un échange actuel de titres : « Aussi arrive-t-on, dit M. Picot, à liquider à Londres, entre 16 et 18 heures, un million de pièces et 3 milliards 275 millions. » Ces heures indiquent que c'est le jour même de leur réception que les titres sont compensés au clearing : résultat impossible à obtenir à la banque de virement. Celle-ci doit plutôt s'orienter à servir les clearing-houses plutôt qu'à les remplacer.

Nous arrivons au summum de l'utilité, puisque nous réalisons enfin l'économie à peu près complète de la monnaie dans les rapports nationaux d'échange. N'est-il pas possible de porter plus loin le champ d'action du clearing et d'imaginer un *clearing international* par une chambre internationale de compensation? Quelques auteurs ⁽¹⁾ l'ont soutenu et tout récemment, un économiste italien, ancien ministre du Trésor, M. Luzatti, proposait à la conférence inter-parlementaire du commerce réunie à Paris les 27, 28, 29 avril 1916, la création d'une chambre internationale de compensation ⁽²⁾. Qui sait d'ailleurs si le projet de la Ligue des Nations n'engendrera pas une organisation de cette nature.

Notons en passant une tentative d'internationalisation de clearing entre les trois banques de l'Union Scandinave : Suède, Norvège et Danemark, liées entre elles par un système de clearing.

Les principales objections à une telle organisation sont moins un manque de logique que les innombrables difficultés pratiques de la

(1) Tovett, auteur russe : *Osiat Parnes internationales*, Papiergeld, 1897; Ellis H. Robert, trésorier des U S A : Discours du 16 septembre 1904 paru dans le *Bankers Magazine*.

(2) « Nous demandons d'introduire dans les banques d'émission de la Quadruple-Alliance, les mêmes services internationaux que les Gouvernements ont créés entre les administrations des postes. Il s'agit ici d'un véritable « clearing-house international ». Il s'agit de créer entre les quatre banques d'émission de l'Angleterre, de la France, de la Russie et de l'Italie, une grande chambre de compensation, dans le but de diminuer les voyages de l'or, grâce à l'action d'un chèque international, d'opposer, pour la défense des gouvernements et des commerces libres, un frein aux spéculations sur la prime de l'or, comme l'on a fait pour les denrées.

« Nous devons absolument, dans les limites de la possibilité, nous entraider à améliorer les changes; tous les grands efforts faits pendant presque deux ans de guerre n'ont pas complètement réussi : ni les emprunts de la France et de l'Italie aux Etats-Unis, ni les emprunts de la France et de l'Italie à l'Angleterre. Les sommes ont été colossales, mais les effets sur les changes très minces. Seul, l'accord des trésoreries et des banques d'émission, grâce aux instruments flexibles et puissants qu'elles manient, est à même d'atteindre la spéculation sur les changes.

« Les trois grandes difficultés économiques de l'heure présente se résument particulièrement dans les variations et la tension des changes, le haut prix du fret maritime et la hausse du charbon. Trois maux qu'il faut envisager résolument et combattre.

« Que les Gouvernements de la Quadruple-Entente se hâtent non de faire disparaître par un coup de baguette magique la tension des changes, ce qui est impossible, mais de l'atténuer graduellement; prenons garde de ne pas contrecarrer les bons effets des accords entre banques, par la surabondance des émissions de papier-monnaie, le moins averti, mais le plus insidieux des impôts.

« L'Angleterre, conclut Luzatti, aidera ses alliés, non par des emprunts gagés sur leur or, comme pourrait faire le mont-de-piété, mais en collaborant à cette grande institution nouvelle qui, née dans les horreurs de la guerre et survivant et se fortifiant dans la paix, aura rendu un nouveau service à la cause de l'Humanité. Et tandis que nos adversaires font la guerre de destruction et de ravages, nous autres, nous préparons à une Europe purifiée par le malheur, l'hospitalité des institutions réparatrices. » (Discours de M. Luzatti.)

réaliser; différences dans les habitudes des peuples, dans l'emploi du crédit, dans les organisations monétaires : difficultés que le temps et la compénétration progressive des peuples tendront d'ailleurs de plus en plus à réduire.

Aussi bien la pratique du change remédie à l'absence de cette institution : la théorie des changes tend à rendre nationales les dettes internationales. Celui qui a à payer sur une place étrangère, recherche à la Bourse du papier payable sur cette place : par l'envoi de ce papier, sa dette étrangère est éteinte, mais convertie en une dette nationale qui peut se liquider dans le clearing national. « Un clearing-house international, écrit M. Roche Augussol⁽¹⁾, est inutile, car il existe déjà par le change. Le change extérieur est le domaine le plus sûr et le plus ancien de la compensation. Plus complet que le clearing-house national qui se borne à constater les résultats des transactions résolues, mortes, le mécanisme du change porte en lui un principe actif capable de susciter, contre les balances défavorables, cet ensemble de réactions que l'on peut considérer comme exprimées dans la formule de la loi des débouchés. Par lui toute dette tend à se transfigurer, à devenir nationale, tandis que par le clearing-house, les dettes d'une nation tendent ensuite à se simplifier, à effacer de plus en plus leur contour. »

Il semble plutôt que si une solution doit intervenir au point de vue qui nous occupe, elle interviendra dans le domaine postal où elle a déjà reçu un commencement d'exécution : la convention du 18 janvier 1910 entre l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique et le Luxembourg en vue d'organiser entre ces pays les virements postaux; les nombreuses ententes que les administrations postales d'Autriche-Hongrie et de Suisse ont conclues avec des banques étrangères en vue de souder leurs comptes courants postaux aux comptes courants bancaires étrangers. Nous étudierons tout cela dans la partie spéciale, chapitre du chèque postal international.

d) Avantages du clearing. — Arrivé au terme de cette évolution progressive des modes de paiement, il nous semble inutile d'en démontrer les bénéfices, tant ils ressortent de l'analyse des institutions étudiées. Nous nous contenterons de les résumer.

On pourrait dire que ce mode de libération par virement et com-

(1) *Op. cit.*

pensation rassemble à lui seul tous les avantages reconnus aux divers substituts de la monnaie, sans en partager les risques et inconvénients; bien plus, il les dépasse, puisqu'il rend les uns (billets de banque) inutiles et communique aux autres (effets de commerce) le moyen de mieux se liquider. Le chèque, instrument de clearing, remplace comme le billet de banque, la monnaie métallique insuffisante, encombrante, coûteuse et stérile, lente et injuste, mais mieux que lui, il s'adapte aux mouvements et aux nécessités de l'échange, puisqu'il n'est pas enfermé dans le cercle étroit de la réglementation d'émission et que, disparaissant aussitôt service rendu, il évite les risques de l'inflation monétaire et le gros danger de l'émission des billets de banque; il est de plus moins stérile puisque la moindre encaisse qu'il nécessite pour ses provisions, est toujours productive (opérations à court terme). Comme les effets de commerce, il suit le mouvement des échanges et économise le transport effectif d'espèces, mais mieux que ceux-là, il économise la monnaie, en ce qu'il constitue le moyen de les liquider eux-mêmes sans paiement en espèces au jour de leur échéance : il ne subit, en outre, aucune variation de valeur et offre meilleure sécurité (provision et barrement).

Donc : économie de temps : En 1881, M. Morgan, devant l'Institut des banquiers de Londres, put faire l'expérience d'une liquidation de 280 transactions s'élevant à 6 millions de livres sterling en 32 minutes. A Londres, journellement, arrivent à se liquider, d'après M. Ch.-G. Picot, un million de pièces pour plus de 3 milliards de francs. Comparé à ces méthodes, notre système de recouvrements semble le char des rois fainéants auprès des puissantes locomotives modernes.

Économie de monnaie : Nous avons vu que le système de clearing permet de décupler la monnaie sans recourir à son usage : d'où économie de tous les frais d'extraction, de transport, de monnayage, d'usure et surtout des frais formidables et de l'inutile immobilisation des fonds dans le système archaïque des recouvrements (voir p. 11).

Sécurité des paiements : Plus de risques de perte ou de vol. Le chèque, s'il joue logiquement son rôle, est fait pour n'être jamais payé, mais compensé et porté en compte : dès lors tout vol ou faux devient illusoire, puisque la libération n'est définitive qu'en l'absence de tout litige. Songeons par contre aux risques incessants de notre système de recouvrements, avec ces milliers de garçons de recettes circulant tous les jours, à travers les rues de la ville et quelquefois à

travers la campagne, portant des sommes formidables en sacoche, aux attentats dont la chronique des journaux si fréquemment s'illustre, aux cambriolages, entôlages, véritable plaie des villes riches : nous saisirons alors l'éminente sécurité du simple carnet de chèques. Tout le monde connaît l'histoire du cambrioleur américain qui, chez un richissime milliardaire, n'eut à découvrir que quelques chèques.

Il faut ajouter la sécurité de caisse : les erreurs y sont facilement découvertes, tandis que la monnaie ne laisse aucune trace de son passage.

Avec le système de paiements en espèces, aux échéances du terme, les concierges, vrais savetiers de la fable, vivent les transes cruelles des gardiens de trésors.

Réduction de la circulation monétaire qui permet d'employer à d'autres tâches les capitaux rendus disponibles et d'éloigner les crises sociales de la hausse des prix.

Économie de travail : Cette juste division des tâches enlève au commerçant toute préoccupation relative au service de caisse ; le fabricant n'a plus à s'occuper que de produire, le marchand de vendre, le banquier de drainer l'argent et de le distribuer à la production.

Par ces économies, le clearing évite une déperdition de forces et, l'effet devenant cause à son tour, ces forces se décuplent d'elles-mêmes : l'activité économique s'accroît sans cesse.

En outre, les clearing-house sont de précieux baromètres économiques enregistreurs, ils permettent la connaissance de la situation du marché et témoignent des menaces de crises.

En temps de guerre : Ils procurent de très appréciables services puisqu'ils permettent de mettre à la disposition du Gouvernement les ressources monétaires du pays. Ce qui fait dire à M. Ch. Berteaux : « C'est au clearing-house que l'Angleterre, au début du XIX^e siècle, dut de pouvoir contracter les énormes emprunts que nécessitèrent ses longues guerres contre la France, c'est lui, c'est le crédit qui lui donna la force de supporter des années le formidable blocus continental, c'est lui enfin qui lui assura, après vingt ans de luttes et de désastres presque ininterrompus, le triomphe final. Pitt aurait-il pu soulager l'Europe entière et fomenter les coalitions sous lesquelles succomba la France, seule contre toute l'Europe, s'il n'avait disposé de tout l'or de l'Angleterre et de ses colonies. Qui peut dire ce qui

serait advenu si, au lieu des inépuisables trésors au moyen desquels il précipita l'Europe contre la France, le ministre anglais n'avait eu à opposer à la grande armée que ses régiments d'habits rouges, à Napoléon que Wellington » (Berteaux, *Étude sur la chambre de compensation*):

CHAPITRE III

CETTE ÉVOLUTION EST-ELLE UN RETOUR AU TROC? SA BASE RESTE ENCORE LE MÉTAL

Ces procédés de virements et compensations ne nous ramènent-ils pas au troc primitif que nous avons trouvé au début de notre étude, au point de départ de l'histoire des paiements? La suppression progressive du métal comme instrument des échanges ne tend-elle pas à nous ramener à l'échange direct des marchandises contre marchandises?

« C'est bien, dit M. Gide⁽¹⁾, à une sorte de troc que l'on arriverait dans l'hypothèse que nous avons supposée, celle où tous les habitants d'un pays seraient clients d'une même banque; ce régime social où nul n'aurait plus besoin de monnaie ne pourrait s'expliquer que parce que chacun paierait les produits ou les services qu'il consommerait avec ses propres produits ou ses propres services.... C'est bien une sorte de troc qui est réalisé dans cette merveilleuse institution du clearing-house, car ces liasses monstrueuses de chèques, lettres de change, effets de commerce qui sont échangées et compensées tous les jours, ne sont que les signes représentatifs des monceaux de caisses, de ballots, de barriques qui ont été échangées en nature. Il est vrai, ajoute le même auteur, que si les métaux précieux perdent leur fonction d'instrument d'échange, ils conservent toutefois leur autre fonction de mesure des valeurs, car il est clair que la valeur de tous ces papiers, billets de banque, etc., repose en fin de compte sur la monnaie métallique. Seulement cette

(1) *Op. cit.*

base devient chaque jour plus étroite, relativement à l'énorme édifice que l'on bâtit sur elle. »

C'est comme, a dit Claudio Janet⁽¹⁾, une pyramide grandissante qui repose sur le sommet ou, selon l'image de Mac Leod⁽²⁾, une toupie tournant avec une rapidité vertigineuse sur une pointe d'or. Combien, dans ces conditions, l'équilibre paraît instable. Dès que la toupie cesse de tourner, elle tombe.

Mais peut-on aller plus loin et penser qu'un jour viendra où la monnaie, absolument oubliée comme instrument d'échange, perdra aussi son antique privilège d'étalon ou mesure des valeurs.

C'était le rêve d'Owen comme celui de Proudhon qui, l'un dans son *Équitable Labour Exchange*, l'autre dans sa *Banque du Peuple*, devenue plus tard sa *Banque d'échange*, voulant réduire l'injustice de la propriété de l'argent, basait la valeur de leurs « bons d'échange » sur la valeur elle-même des produits donnés en échange de ces bons : la généralisation du système des magasins généraux.

C'est aussi l'aboutissement naturel et méthodique du *Comptabilisme social*, de M. Solvay, qui se présente comme la systématisation des procédés modernes de virement et de compensation : la provision du compte courant comptabiliste est constituée par une hypothèque générale sur les meubles, immeubles et capacités : c'est la monétisation de tout l'avoir social de chacun à son profit.

Sans doute ces méthodes modernes de liquidation par virement et compensation nous donnent l'illusion d'un retour au troc, mais à un troc nouveau, perfectionné, « qui diffère, comme dit M. Tarde⁽³⁾, autant du troc primitif, du troc d'un gibier contre un fruit, d'un vase d'airain contre une captive, que les propositions verbales d'un métaphysicien diffèrent des jugements de localisation, instantanément formés par un animal ou un homme qui perçoit un arbre ou un rocher. Peu importe, en effet, que ce progrès du commerce nous conduise à remuer d'immenses sommes en déplaçant quelques pièces d'or. Ce n'est pas moins de la monnaie toujours, qu'il s'agit dans ces chèques et ces billets troqués les uns contre les autres. » Peut-on même affirmer que ce soit un troc ? Le troc, c'est l'échange de deux objets sans l'intervention d'un instrument d'échange, constitué normalement par une tierce marchandise. Est-ce bien ici le

(1) Claudio Janet, *La circulation fiduciaire, ses avantages et ses inconvénients*.

(2) *Op. cit.*

(3) Tarde, *Psychologie économique*, Paris, 1902.

cas? Il faut en vérité répondre : non. Il intervient effectivement ici un instrument d'échange, qui pour n'être pas en soi une tierce marchandise, pour n'être qu'un chiffon de papier, n'en est pas moins la représentation et la promesse de cette tierce marchandise. Le chèque ou le billet de banque représentent non pas les ballots de marchandises achetés, c'est là l'illusion, mais bien les espèces déposées dans les caisses bancaires : le chèque, la provision préalable et disponible, le billet de banque, l'encaisse. Ce n'est pas pour leur valeur propre qu'ils sont acceptés, mais bien pour les pièces d'or ou d'argent qu'ils représentent et en lesquelles ils sont légalement et immédiatement convertibles. Si les progrès de caisse ou de banque et de liquidation ont, en pratique, rendu inutile cette conversion, il n'en reste pas moins qu'elle est possible et que de ce fait elle constitue la vraie et solide base du papier. Sans doute ces progrès, enflant la circulation de tout le volume du crédit, ont rendu complexe, fragile et délicate la base de l'édifice de la circulation. Mais tout progrès exige une rançon.

« Dans l'évolution historique des êtres animés, dit M. Duverger ⁽¹⁾, l'organisme vivant des êtres primitifs simples, avec une ou quelques fonctions, est-il comparable à ce merveilleux tout si complexe de notre corps humain? Celui-ci est très délicat, la division intense du travail qui s'y opère le rend sujet à bien des dangers, à bien des arrêts et nécessite des soins et une surveillance plus réguliers. De même ces merveilleuses cathédrales gothiques, chefs-d'œuvre d'architecture, aux clochetons minutieusement sculptés, aux ogives audacieuses, aux dentelures fines, délicates autant qu'innombrables, ne sont belles qu'au prix de leur fragilité. Il faut, pour leur conserver cette grande mission de créer des émotions d'art, les surveiller, les consolider, les réparer même. De même notre grand édifice du crédit moderne : sa base est fragile pour l'immense circulation sur lui édiflée, mais si fragile qu'elle soit, elle reste la base d'où elle tire toute valeur. » Reprenant la comparaison de Claudio Janet, on peut dire qu'il est une pyramide renversée sur le sommet, dont la pointe d'or aux reflets lumineux porte clarté et confiance à toute la masse du volume. Vienne cette pointe d'or à manquer, toute la masse s'éteint et tombe dans les ténèbres de la méfiance. Le métal précieux, s'il abandonne peu à peu, grâce aux

(1) *Op. cit.*

progrès des méthodes de liquidation, sa fonction de médium effectif des échanges, n'en garde pas moins sa fonction de garantie des titres qui le représentent, comme il garde en même temps le rôle précieux d'étalon des valeurs. Monnaie princesse, du mystérieux palais des caves de la Banque, c'est lui qui communique l'ordre et la valeur à ses sujets issus de sa grandeur et de son insuffisance.

Mais, objectera-t-on, le titre fiduciaire de papier pourrait tirer sa garantie non plus de l'encaisse métallique, mais de la marchandise promise en échange : le titre serait alors une promesse de marchandise. Mais dans ce cas, qu'est-ce qui cautionnerait la promesse ? Les produits du signataire de la promesse versés dans la mutualité, répond Proudhon ; l'avoir mobilier, immobilier et les capacités du même signataire, disent les comptabilistes. Sans entrer dans les détails qu'il serait hors de propos de traiter ici et pour lesquels nous renvoyons à l'étude remarquable de M. Marc Aucuy : *Systèmes socialistes d'échange*, nous pouvons dire qu'à un pareil régime s'opposent deux séries de difficultés : la première, c'est que cette caution, outre qu'elle serait difficilement réalisable, pourrait porter sur des objets dont le porteur du billet n'a nul besoin et ne constituerait pas un progrès sur la caution actuelle, la monnaie, facilement réalisable et convertible en toute espèce d'objets, donc en celui que le porteur désirera ; la deuxième, c'est que le régime nécessiterait à chaque échange une évaluation contractuelle comparative de trois sortes de marchandises : — a) de la marchandise livrée par le bénéficiaire du livret ; — b) de la marchandise cautionnant le billet ; — c) et de la marchandise susceptible d'être acquise par le porteur ; chaque titre fiduciaire serait donc une table d' « index numbers ». C'est la supériorité de la monnaie métal de servir à la fois de caution et d'étalon des valeurs acquises ou à acquérir, livrées ou désirées.

Nous pouvons donc conclure que l'évolution progressive des paiements, si elle rend inutile le maniement d'espèces, garde essentiellement pour base de garantie et de mesure, ces espèces elles-mêmes. Les crises corroborent par le fait cette vérité économique : les crises sont des maladies de l'organisation économique inévitables comme celles de l'organisme humain, à tel point que Stanley Jevons a voulu leur découvrir une périodicité : or, quand elles éclatent, il se produit une réduction soudaine de confiance ; les porteurs de billets fiduciaires ont recours à la caution, métal-

encaisse; seule, la solidité de cette base empêche l'effondrement. Sans doute on peut prévoir que, par suite de l'abondance toujours croissante de l'or et de sa dépréciation, ce métal soit un jour abandonné comme gage du crédit et mesure des valeurs : sa disparition n'entraînerait aucune grande perturbation dans le monde : l'or, ne pouvant plus jouer ce rôle, on le remplacera. La toupie continuera de tourner, mais ce ne sera plus sur une pointe d'or. Quel sera alors le gage du crédit et la mesure des valeurs? « Autant dire la bonne aventure », comme dit M. Tournière⁽¹⁾. Ce sera peut-être un autre métal. On ne compte pas moins de 19 métaux plus précieux que l'or, depuis le platine 7 francs le gramme (deux fois plus que l'or) jusqu'au radium (400 000 francs le gramme). Mais qu'importe, le roi est mort, vive le roi⁽²⁾.

(1) Dans l'enquête de la *Revue* sur la question de l'or.

(2) Consulter à ce sujet : l'intéressante communication à l'*Académie des sciences morales et politiques* de M. R.-G. Lévy, janvier 1908 : L'avenir de la monnaie et la monnaie de l'avenir. — Bourguin : *La mesure de la valeur et la monnaie*. — Les études suggestives qui, sous le nom de comptabilisme social, furent publiées par MM. Solvay, H. Denis et de Greef dans *Les Annales de l'Institut des sciences sociales de Bruxelles*, 1897. — La savante thèse de M. Marc Aucuy : *Systèmes socialistes d'échange*. Paris, 1907, ch. iv.

CHAPITRE IV

LE CLEARING DANS LES FAITS

Pour mieux saisir la portée de cette évolution et en mesurer l'importance, il nous reste, après avoir analysé son utilité théorique, à lui apporter le témoignage des faits et la démonstration du succès.

ANGLETERRE. — L'Angleterre est la première, semble-t-il, à avoir compris et pratiqué ce mode perfectionné de libération. S'il faut en croire Stanley Jevons, l'origine du clearing-house se trouve dans l'initiative que prirent vers 1773 ou 1775 quelques-uns des banquiers de la cité de se réunir périodiquement pour échanger des effets et des billets et régler leurs dettes mutuelles. Depuis cette date, l'institution s'est développée, adaptée et a pris une importance toujours plus grande : les chiffres suivants mieux que toute dissertation en sont la preuve :

Le chiffre total des traites et chèques compensés au clearing de Londres est passé

de 1 milliard	£ en 1839 (25 milliards francs),
à 10 —	£ en 1902 (250 —),
à 21 —	£ en 1918 (525 —).

La progression est surtout rapide, comme on le voit, à partir du xx^e siècle⁽¹⁾.

(1) D'après *Le Bulletin de statistique et législation comparée*, voici les chiffres des dernières années :

1902	10 milliards 028 £	1912. 15 milliards 961 £
1903	10 — 119 £	1913. 16 — 436 £
1904	10 — 504 £	1914. 14 — 665 £
1905	12 — 187 £	1915. 13 — 407 £
1906	12 — 711 £	1916. 15 — 752 £
1907	12 — 730 £	1917. 19 —
1908	12 — 420 £	1918. 21 —
1909	13 — 525 £	Pour 1917 et 1918, chiffres tirés de l' <i>Éco-</i> <i>nomiste français.</i>
1910	14 — 638 £	
1911	14 — 613 £	

Les avantages de cette institution se sont révélés si manifestes que plusieurs autres chambres de compensation ont été organisées sur le modèle de celles de Londres; à Manchester, Birmingham, Bristol, Leeds, Leicester, Liverpool, Nottingham, Sheffield, Edimbourg, Glasgow, Dundee, Aberdeen, Perth, Dublin.

Ainsi s'explique le faible stock monétaire métallique et fiduciaire qui suffit à l'Angleterre :

23 juillet 1914.	{ Encaisse or de la Banque d'Angleterre.	1 004 millions
	{ Circulation fiduciaire.	733 —
20 mars 1919.	{ Encaisse or de la Banque d'Angleterre.	2 085 —
	{ Circulation fiduciaire.	1 805 —

tandis que la Banque de France avait à ces mêmes dates :

23 juillet 1914.	{ Encaisse or	4 104 millions + 640 en argent.
	{ Circulation fiduciaire.	5 912 —
27 mars 1919.	{ Encaisse or	5 543 — + 313 en argent.
	{ Circulation fiduciaire.	33 372 —

D'après les calculs faits en mai 1916 par M. Ch.-G. Picot, le Français exigeait pour ses besoins d'échange 390 francs pendant que l'Anglais n'usait que de 93 fr. 20 soit 4,18 fois moins, tandis que, sans être contredit, on peut affirmer que le mouvement d'affaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur est bien plus considérable en Angleterre qu'en France, environ trois fois⁽¹⁾.

A quoi cela tient-il? C'est que l'Angleterre s'est trouvée le terrain éminemment favorable aux procédés de compensation. Nous avons vu que cette compensation exigeait deux conditions essentielles : centralisation des fonds (dépôts) et centralisation des dettes et créances (chèques barrés). Ces conditions se sont trouvées réunies spontanément en Angleterre : il existe en ce pays des banques de dépôts Joint stock Banks et private Banks, spécialisées⁽²⁾ dans une

(1) En 1907 le commerce extérieur était :

Pour la France.	Importations 6 milliards; exportations 5 milliards.
— l'Angleterre.	16 — — — 10 —
En 1913 :	
— la France.	8 — — — 6 —
— l'Angleterre.	19 — — — 16 —

(2) Ce qui caractérise le système bancaire anglais, c'est la division du travail et la spécialisation des banques à une fonction déterminée : les bankers (banquiers de dépôt), les bills brokers (négociants en lettres de change), les stocks brokers (courtiers en valeurs de bourse), les merchants (mi-commerçants et mi-banquiers de crédit commercial), les foreign bankers (crédit international), au-dessus la Banque d'Angleterre, banque d'émission, banque de dépôt des banques de dépôt, banque de crédit des banques de crédit. Hors de Londres, il y a les country banks dont quelques-unes sont banques d'émission et qui font fonction de banques de dépôt et de crédit.

besogne purement mécanique de caissier ou coffre-fort des clients ; — de plus, l'usage du chèque y est très répandu dans toutes les classes autant chez les non-commerçants que chez les commerçants : avoir un compte courant en banque est le signe le plus certain de la respectability. « Un homme, dit Esquiros, dans ces curieuses études de la vie anglaise, est celui qui paie argent comptant, un gentleman est celui qui paie en chèque à toucher chez son banquier. »

Cette habitude précieuse du public anglais et ces établissements de dépôts systématiquement hostiles à toute spéculation, bases solides de la fortune de l'Angleterre, ont contribué dans la plus large mesure au développement du commerce et de l'industrie de ce pays.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Le mouvement de circulation des chèques, le nombre des dépôts et comptes courants, les liquidations aux clearing-houses n'ont nulle part autant qu'aux États-Unis, connu un aussi prodigieux essor. Si les Américains n'ont pas la perfection des moyens, atteinte en Angleterre, ils sont, quant à l'importance des résultats obtenus, au tout premier rang de l'évolution qui nous occupe.

Le premier clearing-house créé aux États-Unis fut celui de New-York le 11 octobre 1853 qui, le premier jour, atteignit le chiffre de 22 648 109 dollars d'opérations. L'amour-propre national en a fait le modèle du genre, merveille d'architecture de la Renaissance italienne. Depuis cette date nombre de villes ont imité New-York : en 1866 il en existait 10 ; en 1873, 20 ; en 1882, 30 ; en 1887, 42 ; en 1888, 46 ; en 1890, 58 ; en 1899, 84 ; en 1903, 107 ; en 1911, 153.

Il y a deux sortes de clearing-houses aux États-Unis : ceux qui s'occupent de la compensation des chèques, traites, etc..., comme en Europe et ceux qui joignent à ces opérations d'autres plus nombreuses et d'un caractère tout différent, par exemple, extension des prêts au gouvernement, mutuelle assistance des membres, fixation uniforme d'un taux d'échange et de frais d'encaissement, émission de clearing-houses loan certificates (certificats de prêts de clearing), fonctions qui se rapprochent de celles d'une grande banque européenne, réglementant des questions d'ordre et d'intérêts généraux.

Une autre différence avec les clearing-houses européens vient du règlement des soldes : les États-Unis manquent de grande Banque régulatrice et centralisatrice, Banque des banques, comme

la Banque d'Angleterre ou la Banque de France sur qui, à Londres et à Paris, sont virés les soldes journaliers. Aussi ont-ils dû adopter deux modes différents de règlement : — soit en monnaie numéraire ou papier; M. Hareston évaluait à 70 p. 100 la proportion de ces règlements, mais M. Cannon cité par Conant⁽¹⁾ les évalue à 25 p. 100 — soit sans monnaie et alors c'est le clearing-house lui-même qui tire sur les banques débitrices un chèque qui sera compensé le lendemain ou qui leur prête effectivement le montant de leur solde. L'absence de Banque centrale a amené une autre différence des clearing-houses américains, c'est que devant faire fonction de centralisateurs des soldes, ils ne sont plus une institution éphémère qui ne dure que quelques heures par jour mais un véritable organe avec patrimoine propre. Chaque clearing-banker dépose une somme qui varie avec le montant de son capital social : cette encaisse sert à gager le papier que les banquiers tirent sur le clearing pour régler leurs soldes. Le papier qui circule en représentation de cette encaisse est « le clearing-house gold certificates ». Ils donnent le droit au porteur d'obtenir l'or qu'il désire. Il ne faut pas confondre ces certificats avec les « clearing-houses loan certificates » émis contre dépôts de titres et autres garanties et négociables seulement entre membres de l'association à titre de prêts en temps de panique.

Voici quelques chiffres qui donneront une idée du volume colossal de compensations effectuées aux États-Unis.

1902	418 579 624 000	dollars.
1906	160 003 265 000	—
1907 (Époque de crise d'où)	145 175 730 000	—
1908 (diminution.)	132 408 849 000	—
1909	165 838 191 000	—
1912	174 864 280 000	—
1913	169 993 000 000	—
1914	155 240 000 000	—
1915	187 757 000 000	—
1917	253 177 147 000	—
1918	272 200 797 000	(40 premiers mois seulement) soit 1 409 milliards.

Notons que le clearing-house de New-York à lui seul rentre dans ces chiffres pour une moyenne de 6/10°.

Cet énorme mouvement de chèques explique la faible proportion

(1) *Op. cit.*

de monnaie et de billets de banque : en 1899, les recettes des nationaux banks étaient composées de 98,7 p. 100 de chèques et traites et de 1,3 p. 100 de monnaie d'argent et de papier à New-York. Dans les autres villes 94,3 p. 100 et 5,7 p. 100 et dans les villes privées de clearing-houses 81,7 p. 100 et 18,3 p. 100.

Cependant il ne faudrait pas croire que le régime de la circulation aux États-Unis est exempt de toute critique. S'ils obtiennent des résultats dignes d'admiration par la circulation du chèque et la compensation des clearings-houses, la base de cet édifice est fragile car la circulation fiduciaire au sens restreint de circulation des billets de banque y est mauvaise; nous avons déjà dit que les billets de banque américains étaient gagés non sur l'encaisse métallique d'une Banque d'émission mais sur des titres et qu'ainsi les billets ne peuvent pas s'accroître en proportion des besoins de la circulation mais seulement en raison de l'émission de nouveaux « united states bonds »; c'est ainsi que, lors de la crise de 1907, le gouvernement dut émettre de la rente fédérale pour permettre de créer des billets de banque.

De même, la circulation métallique est cadencée dans l'encaisse des banques qui, par suite de la décentralisation, sont obligées chacune de conserver une forte encaisse métallique. Il faut ajouter que les banques de dépôts, condition d'existence du chèque, n'ont pas un actif assez liquide car elles n'ont pas à leur disposition le merveilleux mode de placement qu'est l'escompte des lettres de change, car ces lettres de change ne sont pas usitées aux États-Unis par suite du défaut de législation unitaire. Aussi font-elles fructifier leurs dépôts dans les opérations de bourses, report et déport, ce qui leur fait partager l'extrême sensibilité des Bourses de valeur.

ALLEMAGNE. — L'Allemagne est un pays à extension économique rapide : avant 1850 « le pays était pauvre, sans ressources et presque sans capitaux »⁽¹⁾. « Avant la formation de l'unité allemande, les divers États de l'Allemagne étaient surtout agricoles. La culture ne suffisait pas à faire vivre la population qui émigrerait en grand nombre en Amérique⁽²⁾. » Depuis 1896 l'essor a été considérable, l'audace et souvent même la témérité ont fait place à la timidité. On pouvait évaluer, en 1912⁽³⁾, à 30 milliards le pouvoir bancaire de

(1) Trobert, *Orientation actuelle des banques de dépôt*.

(2) A. Métin, *Cours d'histoire*.

(3) *Revue de Paris*, Politique et finances allemandes, 15 mai 1912.

l'Allemagne⁽¹⁾. Elle aurait donc pu, pour le point de vue qui nous occupe ici, suivre l'évolution anglaise et américaine dans l'usage du clearing. Certaines conditions ont fait défaut : notamment les banques de dépôts qui sont à la fois des banques d'affaires : d'où le défaut de liquidité des dépôts bancaires immobilisés pour une bonne part dans des engagements à long terme, commandites et entreprises industrielles ou commerciales, avances sur fonds d'exploitation, etc..., à tel point que les exiguïtés restent constamment supérieures à leurs disponibilités : en 1910 celles-ci représentaient le 69,6 p. 100 de celles-là; en 1911, 68,7 p. 100 (d'après l'*Économiste français* de 1913). Aussi a-t-on pu dire que « si les Allemands s'enrichissent rapidement, ils se laissent griser par contre de leur succès et demandent à leur organisation financière des rendements exagérés⁽²⁾ » — l'usage peu fréquent du chèque (la loi sur les chèques ne date que du 11 mars 1908) qui n'est employé en Allemagne que dans le haut commerce et dans la grande industrie. Aussi malgré ses nombreux milliards et sa rapide prospérité, l'Allemagne n'avait pas assez de capitaux circulants. Aussi depuis longtemps a-t-elle cherché à améliorer son régime de circulation. Le clearing-système s'y présente sous trois formes que nous retrouverons également en France et dans la plupart des autres pays d'Europe : — 1° le virement à la Grande Banque; 2° la compensation aux chambres de compensation (abrechnungstellen); 3° et enfin les virements par les comptes et chèques postaux.

1° Le virement à la Grande Banque : la Reichsbank joue le même rôle que notre Banque de France, organe centralisateur et régulateur.

Par la généralité de sa clientèle et surtout sa position de banque des banques, elle a pu organiser un service très important de virements; ce mécanisme est simple : les girokunden (clients de virements) liés par un girovertrag (contrat de virement) doivent toujours garder un solde créditeur à leur gironkonto (compte de

(1) Les comptes courants et dépôts, d'après M. Raffalovitch, sont pour la Reichsbank :

	Berlin.	Province.
1914	5 421 millions de marks.	1 316
1915	6 836 —	1 660
1916	9 396 —	2 095

L'*Information* du vendredi 6 juin, article de M. Pierre Audibert, estimait à 45 milliards le montant des dépôts bancaires allemands.

(2) *Réforme sociale*, 16 janvier 1913.

virement). Les retraits en espèces se font par des weise checks (chèques blancs) et les virements par des rothe checks (chèques rouges) qui sont plutôt de simples mandats que des chèques, car ils sont envoyés directement à la Banque sans être remis aux bénéficiaires. Le cadre d'une seule Banque est trop étroit pour la liquidation des transactions formidables de ce pays en plein essor économique. Aussi a-t-on cherché à l'alléger par un système de clearing-houses et à le compléter par l'institution du chèque postal; en 1905 existaient à la Reichsbank 22 425 girokonto, en 1911, 24 974, en 1912, 25 637.

Le volume des virements à la Reichsbank se chiffrait :

en 1912	371 000 millions de marks	} (à dédoubler, car les virements sont inscrits au débit et au crédit)
1913	831 979 — — — — —	
1914	1 065 462 — — — — —	

d'après M. Raffalovicht (*Économiste français*) en 1910, le pourcentage des virements était de 87,9 p. 100 des paiements.

2° Les clearing-houses (abrechnungstellen) : La première chambre de compensation créée le fut sur l'initiative de la Reichsbank en 1883, à Berlin. Elle en a organisé depuis dans la plupart des grandes villes : celle de Hambourg est la plus importante. La Reichsbank y joue le rôle de banque centrale pour la liquidation des soldes journaliers.

Montant des compensations effectuées au Abrechnungstellen de Berlin.

en 1895.	21	milliards de marks.	
1909.	59	— — — — —	
1910.	54	— — — — —	
1911.	63	— — — — —	43 471 476 effets compensés (chèques ou traites).
1912.	72,5	— — — — —	44 942 884 — — — — —
1913.	73	— — — — —	
1914.	66	— — — — —	
1915.	58	— — — — —	
1916.	67	— — — — —	
1917.	93	— — — — —	

Ces chiffres sont à dédoubler car les mêmes opérations sont comptées au débit et au crédit.

3° Mais ni les virements en Banque centrale, ni les compensations des abrechnungstellen n'atteignent la grosse masse des petites gens, celle précisément qui par sa multitude et sa façon habituelle de payer au comptant emploie le plus le numéraire.

C'est ce que M. de Podbielski, secrétaire d'État des Postes impériales, faisait ressortir en 1900 dans son projet de budget de son département : après avoir montré que le développement continu du service des mandats exigeait, dans les caisses de l'administration, un fond de roulement de plus en plus considérable (18 millions de marks pour 1900 contre 510 000 marks en 1869), il concluait : « Il y aurait avantage pour les particuliers aussi bien que pour la masse en général, à ce que le règlement des obligations de paiements eût lieu au moyen de chèques, c'est-à-dire sans emploi de numéraire même parmi les classes les plus nombreuses de la population, c'est-à-dire chez les petits commerçants, industriels et propriétaires fonciers.... Le régime des chèques ne pourra certainement obtenir un développement plus étendu que si la Poste intervient avec ses 13 000 bureaux accessibles à tous. »

C'est à partir du 1^{er} janvier 1909 que le service des chèques postaux fonctionna en Allemagne sur autorisation législative insérée dans la loi des finances de 1908.

Le succès prodigieux de cette institution, plus que toute dialectique, démontre sa nécessité économique. Pour avoir si bien réussi, il devait correspondre à un besoin urgent : à la fin de la première année 1909, il groupait 36 427 comptes dont l'avoir se montait à 63 649 076 marks et sur lesquels s'étaient opérées 5 641 314 transactions se montant à 9 820 801 468 marks, à la fin de la première année :

	1909.	1917
Nombre de comptes	36 427	489 432
Avoir	63 649 076 marks.	726 millions.
Nombre d'opérations effectuées.	5 641 314	—
Montant total des transactions .	9 820 801 468	97 milliards 159
Dont en virements	4 783 940 766	72 — 334

Nous étudierons plus loin les mesures ingénieuses prises pendant la guerre pour développer le service des chèques postaux en Allemagne : il fut, comme nous disait un fonctionnaire de l'Administration centrale de Paris, entre les mains de l'Empire « une arme de guerre redoutable ». On lui doit pour une bonne part, le succès des emprunts de guerre à qui il réserva les disponibilités du pays.

Notons un point important que le service des chèques postaux allemands participe dans chaque ville où se trouve un Bureau de

chèques au service de clearing-house bancaire où il compte comme adhérent.

Ce système à trois directions, que nous allons retrouver en France, est certes inférieur au système anglais et américain, plus simple, plus clair, plus rapide; mais dans les pays à évolution tardive ou lente où doit se faire une progressive éducation bancaire des masses, ce système est susceptible de donner d'utiles et féconds résultats.

CHAPITRE V

LE CLEARING EN FRANCE

Les faits. — Depuis l'institution du chèque postal (7 janvier 1918) la France se trouve sous un régime de clearing à peu près identique à celui de l'Allemagne, c'est-à-dire de clearing par trois moyens distincts : les virements en Banque de France, la chambre de compensation, les virements et chèques postaux.

1° Les virements à la Banque de France. — Pénétrant par ses 584 places bancables dans tous les milieux économiques de quelque importance et surtout par sa fonction quasi publique de banque des banques, la Banque de France a pu organiser un service important de virements. Depuis 1824, elle autorisa ses titulaires de comptes courants à se faire des paiements d'un compte à l'autre, au moyen de mandats de virements, dits mandats rouges à cause de leur couleur.

Voici un aperçu du mouvement de ces virements en fonction aux paiements en espèces et billets (en millions de francs :

	1875	1880	1890
Espèces . . .	2 747	5 323	3 098
Billets . . .	28 957	32 095	36 437
Virements . . .	59 638 : 65 p. 100.	65 426 : 64 p. 100.	86 661 : 69 p. 100.
	1900	1910	1911
Espèces . . .	3 350	4 804	4 893
Billets . . .	43 449	54 926	63 608
Virements . . .	102 447 : 69 p. 100.	245 842 : 80 p. 100.	270 990 : 80 p. 100.
	1912	1913	1914
Espèces . . .	5 194	5 158	8 900
Billets . . .	67 666	66 748	75 710
Virements . . .	349 724 : 82 p. 100.	309 788 : 81 p. 100.	329 990 : 79 p. 100.

	1915	1916
Espèces	2 582	2 374
Billets	69 130	101 862
Virements	142 513 : 66 p. 100.	263 745 : 72 p. 100.
	1917	1918
Espèces	4 872	7 081
Billets	104 697	156 405
Virements	336 540 : 75 p. 100.	478 562 : 72 p. 100.

Les chiffres de 1915, 1916, 1917, 1918 portent la marque de la guerre : peu de paiements en espèces, car la Banque de France a emprisonné l'or dans ses caves — beaucoup de billets de banque, car forte émission de billets pour les emprunts d'État — diminution des virements car les moratoria ont suspendu les règlements.

Ces chiffres marquent une progression qui, pour ne pas atteindre les résultats formidables des clearings anglo-saxons, n'en est pas moins à la louange de la Banque de France : malgré l'énorme difficulté d'un service aussi complexe, nous l'avons signalé quand nous avons comparé le virement à la compensation, cet établissement s'est employé avec persévérance à réduire la circulation monétaire.

Il s'y est surtout employé durant les terribles années de guerre que nous venons de passer et nous verrons comment l'action de la banque a fait partie du plan de campagne général dressé en 1916 pour combattre l'inflation monétaire menaçante.

Il est d'ailleurs juste, pour comprendre la portée du mouvement, d'ajouter que la proportion des virements de la province compris dans les chiffres ci-dessus a un sens très différent : ainsi pour 1911, tandis que dans les 270 milliards de virements, la province n'y compte que pour 6 millions, dans les paiements en billets de banque elle y compte pour 42 milliards et demi, les paiements en espèces pour 3 1/2 milliards, ce qui donne la proportion

Espèces	3 1/2	6,8 p. 100.
Billets	42	81,5 —
Virements	6	11,7 —

Ce chiffre tend à s'améliorer; M. le gouverneur Pallain le déclarait monté de 6 milliards en 1911, à 12 en 1916 (circulaire du 4 avril 1916). Il est même monté à 17,5 milliards en 1916 et à 22,1 milliards en 1917.

Il faudrait de plus, pour être complet, fournir les chiffres des virements opérés dans les comptes courants de nos grands établissements de crédit, qui, par leur réseau important de succession atteignent l'ensemble du territoire, mais ces chiffres manquent.

2° La France possède, en outre, le système de clearing par Chambre de compensation. Une seule Chambre de compensation, celle de Paris, donne ses statistiques; d'ailleurs les autres sont de fondation récente : c'est là un signe de faiblesse économique. Dans le compte rendu annuel des opérations de la Banque de France paru en mars 1918 nous trouvons l'affirmation suivante : « Depuis 1911 la Banque de France a créé des Chambres de compensation dans de nombreuses villes : Amiens, Angers, Avignon, Besançon, Bordeaux, Dijon, Grenoble, le Havre, Limoges, Lyon, le Mans, Marseille, Nancy, Nantes, Nîmes, Orléans, Rouen, Saint-Étienne, Toulouse; en 1918, elle a étendu ces institutions et a créé des Chambres de compensation à Annonay, Béziers, Carcassonne, Clermont-Ferrand, Mâcon, Montélimar, Montpellier, Nice, Romans, Rennes, Valence, Vienne, Villefranche-sur-Saône.

Mais ces institutions n'ayant pas encore donné leurs résultats statistiques, nous ne pouvons guère les apprécier.

La Chambre de Paris fut créée en 1872 : elle liquide ses soldes par virements sur la Banque de France ; elle est présidée par un économiste éminent, M. Ch.-G. Picot, qui mène une campagne inlassable autant que judicieuse pour doter notre pays d'une institution de clearing vraiment moderne et bienfaisant.

Ses écrits sont nombreux et nous recommandons surtout le rapport lumineux qu'il fit sur le chèque français à l'Académie des Sciences morales et politiques (séance du 20 mai 1916).

Les chiffres, que nous allons donner en milliards, montrent à l'évidence que l'Institution joue mal et ne progresse pas.

1872	1,603	1910	34,0
1875	2,21	1911	34,7
1880	4,08	1912	37,8
1885	3,9	1913	36,7
1890	6	1914 7 mois	23,6
1895	7,4	1916 6 mois	4,3
1900	10,7	1917	27,4
1905	29,7	1918	38,5

Ces chiffres ont été puisés dans *Le Bulletin de statistique et législations comparées*. Ils sont à dédoubler car chaque effet est porté au crédit en même temps qu'au débit.

Le 2 août 1914, c'est-à-dire à la déclaration de guerre, par l'effet du moratorium, elle cessa de fonctionner et ne reprit qu'en 1916⁽¹⁾.

Des chiffres donnés sur le résultat de l'une et l'autre institution, il ressort que les Français n'ont usé du chèque qu'avec une coupable timidité : aussi, au 18 mai 1916, M. Picot pouvait-il calculer que, tandis qu'un Anglais pour ses transactions usait seulement de 93 fr. 20 de monnaie en espèces ou billets, l'Allemand de 153 fr. 15, le Français exigeait 390 francs⁽²⁾. Sans doute, faut-il tenir compte de la thésaurisation, stupide manie, qui a surtout flori et prospéré pendant la guerre et a porté autant sur la monnaie de papier que sur la monnaie de billon et d'argent et d'or : « antidote par bonheur, dit *Le Journal des Débats*, à l'exagération de l'émission fiduciaire ». Aussi M. Ribot, ministre des Finances, dans l'exposé des motifs du projet de loi portant ouverture des crédits provisoires pour le 3^e trimestre 1916 pouvait-il affirmer « que malgré le chiffre élevé des émissions, le montant des billets ne dépassait pas les besoins

(1) Depuis 1917, la Chambre de compensation a changé sa méthode et augmenté le nombre de ses membres. Jusque-là, elle ne comptait que 11 membres ; mais, un groupe de banquiers s'étant formé sous le nom de « Caisse de compensation » pour appliquer la méthode américaine qui, au lieu de l'ajustement des comptes 2 à 2, permet d'admettre un nombre important de membres, la Chambre de compensation adopta cette dernière méthode pour permettre à la « caisse » de fusionner avec elle. Depuis lors, la Chambre de compensation comprend 34 membres, voir page 97.

Depuis le 15 janvier 1918, elle a pris la décision d'organiser, à l'imitation du « country clearing » de Londres, la compensation des chèques tirés sur la France entière : auparavant n'étaient compensés que les chèques tirés sur le siège des banques, membres de la chambre, à l'exclusion même de leurs succursales. Voir page 79.

(2) Tableau des stocks monétaires avant la guerre (1913) d'après M. Landry, rapporteur du projet de loi sur le chèque barré, 22 juin 1916 (en millions) :

	Or.	Argent.	Papier non couvert.	Total.	Par tête
Allemagne.	4 739	331	1 419	6 490	99,92
Angleterre.	4 299	652	600	5 552	122,35
Etats-Unis.	9 862	3 869	4 159	57 890	182,23
France.	6 216	2 130	1 683	10 028	251,90

Tableau de la circulation fiduciaire en mars 1919 (*Économiste Européen*, 28 mars 1919).

Allemagne (7 mars).	30 310 millions.
Angleterre (20 mars)	1 805 —
Etats-Unis (15 février)	12 422 —
France (27 mars)	33 372 (a) —

(a) Le 26 avril, le ministre des Finances a demandé à la Commission des finances de porter le maximum à 40 milliards.

de la circulation et que les prix n'avaient pas plus augmenté chez nous que dans les pays où les émissions avaient été beaucoup moins considérables ». Étrange utilité, en vérité ! et coûteuse !

3° Quelles sont les causes de cet état de choses ? Nous allons les rechercher, mais auparavant il convient, pour la symétrie de l'exposé, de dire que la France comme l'Allemagne, pour essayer de remédier à la pauvreté de nos moyens de compensations et en compléter l'économie, a institué le 7 janvier 1918 le chèque postal. Cette institution fait partie de la série de mesures prises en 1916 à la suite d'une campagne d'ensemble menée par toutes les compétences techniques pour apporter remède à l'inflation menaçante de la circulation monétaire. Elle avait pour but d'initier le gros public aux méthodes perfectionnées de paiement amétallique et de porter l'économie monétaire dans la classe des petits industriels, commerçants et agriculteurs non accessibles à la méthode bancaire.

Instituée par la loi du 7 janvier 1918, elle a commencé de fonctionner, malgré la guerre, à partir du 1^{er} août 1918 ; au 31 décembre de la même année elle comptait :

Titulaires de comptes	9 012	
Ayant un avoir de	187 644 095 fr.	
Moyenne par compte	20 821	— 58
Total des transactions	1 736 807 593	— 67
Au crédit	505 473 chèques pour	962 383 346 —
Au débit	158 219 —	774 524 247 —

Si l'on tient compte des difficultés exceptionnelles de temps et de lieu, résultant de l'état de guerre et de l'envahissement d'une partie du territoire, ce résultat constitue un succès. Toutefois, il appelle une remarque : la forte moyenne de l'avoir par compte semble indiquer qu'il n'a servi pour l'heure qu'à la classe déjà bancable et n'a point pénétré dans la classe précisément par laquelle il eût été préférable de le voir adopter. Il faut souhaiter qu'une propagande judicieuse, à l'imitation de ce qui s'est passé en Allemagne, et surtout la bonne organisation, faite d'exactitude et de rapidité, arriveront à lui créer un domaine non pas concurrent du clearing-house bancaire mais complémentaire.

Les causes. — Ceci dit, recherchons les causes de faiblesse de notre clearing. Il faut franchement le constater, notre clearing végète pitoyablement depuis plus de quarante ans, comme un organisme paresseux ou craintif. Pourtant tous les organes nécessaires ont

été créés pour son fonctionnement : systèmes de banques centralisatrices à la base, des dépôts, des dettes et créances, et au sommet, la banque des banques qui solde ses comptes. Ce qui lui manque, à la vérité, c'est la matière compensable, le chèque, le vrai chèque. « Cela fait penser, dit M. Duverger⁽¹⁾, à un réseau parfaitement ramifié de voies ferrées où il ne manquerait qu'une chose : les trains » ; or, pourquoi les chèques nous font-ils défaut tandis que la loi de 1865 s'est occupée de leur donner une constitution légale ?

C'est d'abord que les dépôts en banque sont en France trop faibles et trop peu répandus : tandis que les États-Unis ont fait à leurs banques un pouvoir bancaire de 60 milliards, l'Angleterre et l'Allemagne de 30 milliards, la France, malgré son admirable édifice bancaire, ne leur a donné qu'un pouvoir d'une dizaine de milliards⁽²⁾.

La même conclusion se tire de l'examen de la situation hebdomadaire des banques d'émission, comptes courants et dépôts des particuliers (en million de francs)⁽³⁾.

France (27 mars 1919)	3 013
Angleterre (20 mars 1919)	3 013 ⁽⁴⁾
États-Unis (15 février 1919)	27 724
Allemagne (7 mars 1919)	13 624

D'où vient cette détresse des dépôts en banque dans notre pays ? On pourrait y trouver de multiples causes ; nous nous contenterons de dire que cela tient surtout — à l'abondance des capitaux due à notre grande capacité d'épargne qui fait de notre France une convoitise internationale et le lieu classique des emprunts internationaux : cette abondance de capitaux et la facilité de s'en procurer qui en découle, ont dispensé les banques de s'ingénier à trouver des combinaisons capables de les attirer en leurs caisses : ici comme en physiologie le besoin crée souvent l'organe. — Cela tient encore au tempérament soupçonneux et pusillanime du capitaliste français ; le désastre de Law et la banqueroute des deux tiers ont laissé dans le fond de notre caractère national une méfiance indéracinable vis-à-vis de cette combinaison financière.

(1) *Le rôle économique du chèque.* — Duverger.

(2) Voir discussion à la Société d'économie politique de Paris. *Les Sociétés de Crédit et la Concentration des Capitaux*, Naymarck, 5 octobre 1909.

(3) *Economiste Européen*, 28 mars 1919.

(4) Il faut tenir compte qu'en Angleterre ce sont des Banques spécialisées (bankers) qui reçoivent les comptes courants.

Mais si le chèque manque, disons-nous, ce n'est pas tant le chèque ordinaire tel que l'a créé ou au moins légalement reconnu la loi de 1865, que nous avons en vue, mais le chèque compensable. Or, le chèque de la loi de 1865, le chèque ouvert, c'est-à-dire tiré et payable sur quiconque, est, de sa nature même, réfractaire à la compensation. Il doit, pour cette fonction, prendre sa source dans une banque et y avoir son aboutissement : nous l'avons vu et c'est d'ailleurs la seule façon de lui assurer la sécurité nécessaire à son plein développement.

Il faut donc à ces sources de faiblesse trouver des *remèdes* appropriés.

Les remèdes. — Ces remèdes sont : développer l'éducation financière et économique de la masse et surtout donner pleine sécurité au chèque. Ils ont été mis en lumière dans ce que nous avons dénommé la *campagne de 1916 contre l'inflation monétaire*, et c'est dans ce paragraphe que nous les allons retrouver. Cette campagne, par ailleurs, a aplani le terrain pour l'adoption du chèque postal et emporté de vive main les irréductibles résistances qui lui faisaient échec depuis quinze années.

Campagne de 1916, contre l'inflation monétaire et recherches des remèdes à l'insuffisance des compensations.

Nous avons vu que l'insuffisance du clearing français avait pour conséquence d'exiger un stock monétaire métallique et fiduciaire bien supérieur à celui des autres pays du monde : environ deux fois plus que l'Allemagne et l'Angleterre en 1913 avant la grande guerre, malgré l'infériorité du chiffre de population. Mais la guerre avec ses nécessités financières a accéléré à tel point ce mouvement ascendant de notre circulation que ce qui pouvait autrefois n'être tenu que pour une simple infériorité⁽¹⁾ est devenu un grave péril et une réelle menace. En 1916, M. Picot constatait que chaque Français usait de 4,18 fois plus de monnaie qu'un Anglais. C'est que la guerre a fait intervenir une foule de causes aggravantes : la désorganisation partielle causée par la mobilisation générale a produit la raréfaction du crédit et la nécessité des moratoria, d'où substitution, sur une large échelle, du paiement au comptant, en mon-

(1) Infériorité, d'ailleurs sous un certain angle, avantageuse comme l'a fait remarqué M. Ribot à la séance du 26 mai 1916 de l'Académie des Sciences morales et politiques, puisqu'elle a contribué à maintenir dans notre pays une base métallique solide.

naie, aux modes de règlement imités du crédit; — la thésaurisation par suite de la menace extérieure et de la peur des crises économiques, ordinaire tribut des guerres et aussi du cours forcé, s'est portée non seulement sur le métal mais sur les billets eux-mêmes; — enfin et surtout les emprunts déguisés de l'État sous la forme d'émissions de billets de banque au cours forcé par l'intermédiaire de la Banque de France, emprunts sans cesse grossis par les exigences formidables d'une guerre de durée interminable et de caractère plutôt industriel que militaire. Notons que l'armistice avec les exigences de liquidation n'a pas arrêté cet appel de l'État à ces emprunts forcés : le ministre des Finances, le 26 avril, a demandé à la Commission du Budget de porter le maximum de l'émission à 40 milliards⁽¹⁾.

Nous connaissons les dangers de l'inflation monétaire : cherté de vie et ses crises sociales, hausse du change, prime de l'or, etc. Sans doute, comme le fait remarquer M. Landry dans son rapport sur le chèque barré (séance du 22 juin 1916), la hausse des prix est moins due, pour le temps de guerre, à l'accroissement de la circulation monétaire qu'à la diminution de la production et aux difficultés de transport; mais vienne la liquidation et le retour à la liberté des échanges, au cours légal du billet de banque et cette inflation rompra les digues de la réglementation légale, amenant par surcroît le danger du dédoublement des prix et de la fuite de l'or, selon l'implacable fatalité de la loi de Gresham.

C'est pourquoi les pouvoirs publics et toutes les compétences financières du pays se sont préoccupés, dès 1916, de cette situation périlleuse. Outre que le gouvernement avait le devoir de se préoccuper pour le temps de guerre et surtout pour l'après-guerre, de cette répercussion économique de la circulation monétaire sur les prix, il devait en outre, en propageant les méthodes économiques de

(1) Dans la séance du 5 mai 1916 à la Société d'Économie politique de Paris, M. Maroni fit observer que la campagne faite pour réduire la circulation par la vulgarisation du chèque lui laissait quelques doutes. Ce n'est pas le public qui va réclamer les billets de banque à la Banque. La cause de l'augmentation de cette circulation réside uniquement dans les emprunts déguisés de l'État à la Banque. Tant que l'État ne remboursera pas sa dette à la Banque, cette dette aura forcément comme contrepartie des billets ou des soldes créditeurs en compte courant. Le seul moyen efficace est de faire rentrer les billets dans les caisses du Trésor pour que celui-ci puisse les rembourser à la Banque. Mais si on réussissait seulement à diminuer les besoins de la circulation, sans que les billets devenus ainsi sans emploi fassent retour au Trésor, on n'obtiendrait aucun résultat utile.

paiement, faire surgir des disponibilités pour le placement de ses emprunts de guerre.

De là sortit la campagne de 1916 que nous allons brièvement analyser et qui, par ailleurs, nous permettra de situer l'institution du chèque postal. Cette campagne, comme nous l'avons dit, chercha à remédier aux deux causes principales de faiblesse de notre système de clearing : 1° secouer la torpeur du public; 2° donner la sécurité au titre compensable, le chèque.

1° Elle chercha d'abord à développer l'éducation économique et financière du public français pour le faire sortir de sa torpeur : y participèrent la Banque de France par ses circulaires, — le ministre des Finances, l'administration des Postes par le chèque postal, — la Presse. Les cadres de cette étude nous contraignent à être brefs et nous ne ferons que marquer l'action de ces divers propagateurs.

a) La *Banque de France*, en raison du rôle considérable qu'elle joue par le privilège de l'émission des billets de banque d'abord, par le service général de ses virements, par sa situation de Banque des banques, régulatrice du crédit et aussi par ses relations avec le Trésor dont elle est un peu la caissière, ne pouvait manquer de se joindre à la propagande. Elle répandit à profusion une petite brochure coquette, attrayante par son format et lumineuse par la clarté de son exposition : « Servez-vous des chèques, des virements, des lettres de crédit ». « Quelques milliers, quelques centaines de francs seulement conservés sans nécessité pour chacun de nous représentent pour l'ensemble du pays un nombre respectable de milliards... ils constituent un capital dormant... et au cours de la guerre sans merci qui nous est faite, nul n'a le droit de négliger un élément capable de vivifier la production nationale et de fortifier notre crédit. » Elle révélait au public la commodité, la sécurité et l'économie individuelle autant que collective de ces instruments de paiement.

M. Pallain, gouverneur de la Banque de France, le 21 janvier 1916 adressait aux directeurs des succursales une pressante circulaire dont nous extrayons le passage suivant : « La Banque vient d'adopter d'importantes décisions que je vous prie de porter sans retard à la connaissance de votre Conseil d'administration, de votre Chambre de commerce et de vos clients. Elle a décidé d'étendre à tous les titulaires de comptes de dépôts de fonds la *gratuité* de chèques et virements déplacés jusqu'ici réservés aux comptes courants et

d'exonérer en outre de toute commission, l'encaissement, pour compte de nos clients, des chèques payables dans l'un quelconque de nos comptoirs.

« La gratuité complète de transport de fonds ainsi assurée à tous nos titulaires de comptes est de nature à provoquer un nouveau développement des règlements par chèques et par virements qui contribuera à réduire l'accroissement de notre circulation fiduciaire. Je compte sur votre initiative personnelle pour rendre aussi efficace que possible une décision dont les conséquences ne peuvent manquer d'être favorables aux intérêts généraux du pays. »

A partir du mois d'avril 1916, la Banque de France délivra *gratuitement* à toute personne, à ses guichets, des chèques *circulaires* barrés à ordre, payables indifféremment sur l'un quelconque de ses comptoirs.

6) Le *ministre des Finances*, M. Ribot, de son côté ne resta pas inactif. Le Trésor, par la grosse masse de sa clientèle (contribuables, débiteurs, fournisseurs des marchés publics et fonctionnaires (1 000 000) créanciers), autant que par l'énorme volume de son mouvement de caisse, était en effet susceptible d'atteindre les plus sensibles résultats d'économie : d'ailleurs il était normal qu'il prêche d'exemple.

a) *Pour règlement des créances de l'Etat*. — Un arrêté du 5 mai 1916 décida que les contribuables pourraient acquitter par chèques barrés, leurs contributions directes, taxes assimilées et autres taxes dont le recouvrement est confié aux percepteurs. Jusque-là les contribuables pouvaient également se libérer par chèques, mais les comptables étaient tenus d'encaisser matériellement les fonds, ce qui limitait l'emploi des chèques à ceux des banques de la localité ou des localités voisines, obligeait les percepteurs à des démarches multiples et faisait disparaître le principal avantage du chèque, la réduction de la circulation monétaire. Grâce au chèque barré sur la Banque de France, l'emploi en est généralisé puisque tous les banquiers (les tirés) sont affiliés à la Banque de France, et le paiement se fait sans mouvements de fonds. La circulaire du 6 mai 1916 vint apporter les précisions d'exécution de l'arrêté ci-dessus ⁽¹⁾. Désormais, la Banque de France allait centraliser les mandats de paiements et les exécuter en débitant de leur montant le compte des banquiers tirés et en créditant le compte du Trésor,

(1) Arrêté du 5 mai 1916 et circulaire du 6 mai 1916 (voir annexe).

tenus l'un et l'autre par elle, de même montant. Tout se liquiderait par jeux d'écritures ou virements.

Depuis, la plupart des grandes administrations de l'État ont étendu cette réforme à leur service :

Arrêté autorisant le paiement par chèques des produits encaissés par l'administration de l'enregistrement des domaines et du timbre (28 juillet 1916, modifié par arrêté du 4 mai 1917).

Arrêté autorisant le paiement par chèques des droits et taxes perçues par administration des Douanes (28 juillet 1916).

Arrêté autorisant le paiement par chèques des contributions indirectes et du prix d'achat des produits des monopoles (28 juillet 1916).

Arrêté autorisant le paiement par chèques barrés des sommes à encaisser par les services des postes et télégraphes (11 septembre 1916).

b) Pour règlement des dépenses de l'État. — Une circulaire du 10 février 1916 du Directeur du mouvement général des fonds a informé les trésoriers-payeurs généraux que la Banque de France mettrait à leur disposition des carnets de chèques barrés et leur a recommandé, lorsqu'un paiement leur serait demandé, d'offrir à l'intéressé un chèque sur la Banque de France en appelant son attention sur les avantages de ce mode de paiement. Une circulaire du 9 mai 1916 a prescrit que tous les paiements aux fournisseurs de l'État ou des départements, de sommes égales ou supérieures à 1 000 francs, seraient effectués au moyen de virements ou chèques barrés sur la Banque de France à l'exclusion de toute remise de numéraire : les créanciers des sommes moindres n'étaient pas obligés d'accepter le mode de libération, mais les trésoriers-payeurs généraux étaient invités à leur présenter des chèques barrés en leur expliquant les avantages de ce mode de libération. Ces mesures eurent des résultats très satisfaisants à Paris où les paiements en numéraire tombèrent à la proportion de 3 1/2 p. 100, mais il en fut autrement dans les départements, surtout de la région de l'ouest, qui montrèrent une certaine méfiance des banques.

Pour aplanir ces difficultés et surtout mettre en harmonie de ces nouveaux modes de paiement les règles de la comptabilité publique sans en ébranler les bases constitutives, il fallut modifier le décret de 1862 sur la comptabilité publique. C'est dans ce but que le ministre des Finances institua en date du 14 mai une commission

chargée de mettre les règles de la comptabilité publique en harmonie avec les nouveaux modes de paiement par chèques et virements; elle eut pour résultat le décret du 20 juin 1916, suivi de l'arrêté du 23 juin 1916. D'après les principes généraux de la comptabilité publique, l'opération de paiement des dépenses publiques se trouve caractérisée par le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables : l'ordonnateur constate la dette, c'est-à-dire si le service a été rendu et si aucune déchéance ne subsiste, la liquide, c'est-à-dire en fixe le quantum d'après les pièces justificatives, l'ordonnance, c'est-à-dire impute la dépense à un crédit budgétaire et donne ordre à un caissier public de payer; le comptable ou payeur vérifie l'identité du preneur, sa capacité de donner quittance, contrôle la validité de l'ordonnancement et paie. Donc le créancier doit d'abord présenter ses titres à l'ordonnateur pour en recevoir mandat de paiement; muni de ce mandat il doit ensuite le présenter au comptable qui s'assure l'identité et vérifie le titre avant de payer.

Le décret du 20 juin 1916 supprime toute opération intermédiaire et toute démarche pour le créancier sans affaiblir tout de même les garanties de contrôle et de vérification; le paiement se fait par simple virement comportant inscription de la somme due au crédit du compte ouvert au bénéficiaire. L'ordonnateur adresse la lettre d'ordonnance ou le mandat portant indication du compte à créditer et accompagné des pièces justificatives au comptable qui porte lui-même ou fait porter la somme due au crédit du bénéficiaire après vérification de l'identité du titulaire et de la régularité du mandat. Si le compte de dépôt de fonds est ouvert à la caisse centrale du Trésor ou à une trésorerie générale, le comptable porte ou fait porter au crédit de ce compte le montant du mandat; si le compte est ouvert à la Banque de France ou à une autre banque ayant un compte courant à la Banque de France (c'est le cas pour la généralité), le comptable remet le titre de paiement à la succursale de la Banque de France de sa résidence qui lui en accuse réception; dans le premier cas, la Banque de France crédite du montant le compte désigné; dans le deuxième cas, elle crédite la banque détentrice du compte et lui transmet le titre pour que celle-ci crédite enfin le bénéficiaire. Le titre par la même voie est renvoyé au comptable avec mention des opérations effectuées : la Banque de France est couverte par un bon de prélèvement sur le compte du Trésor.

Le créancier est avisé par le comptable au moyen d'un avis transmis par l'intermédiaire de l'ordonnateur. Ainsi le virement est ou simple (caisse du Trésor) ou double (Banque de France) ou triple (autres banques). Ainsi sont sauvegardées les règles fondamentales de contrôle et de sécurité de la comptabilité publique sans avoir besoin de recourir au maniement d'espèces et d'obliger le créancier à se déplacer.

Le décret ne reproduit pas le caractère obligatoire que la circulaire du 9 mai avait donné à ces mesures : par celui-là, les créanciers ne sont obligés d'accepter ce mode de paiement que s'il a été prévu « par une clause formelle des marchés », sinon le créancier doit en faire la demande sur la facture ou le mémoire ou même par simple lettre.

Enfin la démarcation entre créanciers importants et créanciers minimes est fixée non à 1 000 francs comme dans la circulaire du 9 mai, mais à 500 francs ; il est vrai que cette démarcation n'a plus le même sens que dans la circulaire où elle déterminait le champ de l'obligation ; ici aucune obligation ni pour les uns ni pour les autres : cette démarcation n'est que pour permettre aux créanciers de toucher les sommes minimales inférieures à 500 francs sans se déplacer, par mandats cartes postaux.

Enfin pour compléter la mesure ci-dessus et lui créer le cadre promis, un arrêté du 23 juin 1916 créa à la caisse centrale du Trésor, au profit des créanciers du Trésor, un service de comptes de dépôts avec attribution d'un intérêt de 2 p. 100.

On a fait à ce service de comptes de dépôts au Trésor plusieurs reproches et notamment celui qu'on ne manque jamais de faire chaque fois que l'État veut améliorer ses services de caisse par les procédés modernes usités en banque, celui de faire concurrence aux banques : en effet, dit-on, le Trésor offrant un intérêt de 2 p. 100 à ses dépôts risque d'enlever la clientèle aux banques qui n'offrent guère plus de 0 fr. 50 p. 100 et prennent au surplus un droit de 0 fr. 25 p. 100 sur les chèques déplacés pour couvrir les frais d'envoi et de recouvrement, tandis que ce service est gratuit au Trésor comme d'ailleurs à la Banque de France (mais celle-ci ne sert pas d'intérêt). Outre qu'il doit être permis à l'État de profiter des progrès de comptabilité et de rajeunir ses services (combien n'accable-t-on pas par ailleurs la routine de l'État), il est difficile de voir dans le service en question une dangereuse concurrence : ces

comptes au Trésor sont emprisonnés dans de si étroites limites qu'il faut plutôt craindre qu'ils n'atteignent point le résultat proposé. En effet, ils ne peuvent être alimentés que par des créances sur l'État ou les départements, jamais par des versements directs ni par d'autres créances déléguées : infériorité radicale qui en interdit l'usage dans le règlement habituel des affaires et oblige le bénéficiaire à avoir un second compte courant en banque pour le service de ses paiements et de ses encaissements; de plus, les bénéficiaires des comptes du Trésor ne peuvent comme ceux des comptes de banque se servir de leurs fonds en compte pour donner des ordres de bourses ou de commerce. Leurs fonds ne peuvent être virés mais seulement déplacés par chèques visés par le comptable public; enfin la caisse centrale n'offre aucune des commodités de mise à jour fréquente du carnet de dépôt, de rapidité d'inscription, qu'offrent les services bancaires ⁽¹⁾.

C'est pourquoi, si ces demi-mesures reflètent la crainte d'une concurrence aux banques, elles semblent manquer au but proposé : elles apparaissent plutôt des moyens pour le Trésor de se procurer et de garder des fonds (compléments aux bons de la Défense) que des procédés destinés à réduire la circulation monétaire : elles présentent trop de restrictions.

Du moins cette mesure aurait-elle dû s'appliquer à réduire la grande circulation d'espèces qu'occasionne le paiement mensuel des fonctionnaires; le compte courant au Trésor semblait devoir dans ce domaine atteindre des résultats importants. Or, rien n'a été prévu en ce sens : aucune facilité ni aucune propagande. Les caissiers payeurs se gardent bien de proposer ce mode de paiement des traitements qui nécessite un surcroît d'écritures, à savoir la confection de mandats individuels au lieu du mandat collectif où chaque fonctionnaire vient émarger : il faudrait que les fonctionnaires aient l'assurance de pouvoir, par chèque, disposer des fonds, à la date du dernier jour ouvrable du mois comme il en est dans les paiements en espèces. Il y a d'ailleurs à notre avis un obstacle presque prohibitif : la crainte plus ou moins fondée de voir ces comptes de fonctionnaires au Trésor donner lieu et motif aux campagnes de réductions budgétaires : sur ce dernier point, les syndicats seront probablement irréductibles.

(1) M. Bellom, dans *l'Économiste français*, 1916.

Donc mesure de réduction de circulation monétaire mais maladroïtement restrictive.

Se référant à ce décret fondamental, les diverses administrations ont appliqué la mesure à leurs services respectifs.

Décret relatif au paiement des dépenses des régies et des administrations financières au moyen de virements de banques et des mandats-cartes postaux (16 novembre 1916).

Décret relatif au paiement par virements de banque et par mandats-cartes postaux des dépenses budgétaires du service des postes et de la Caisse nationale d'épargne (18 novembre 1916):

Décret relatif au paiement des dépenses des chemins de fer de l'État par virements de compte et par mandats-cartes postaux (25 novembre 1916).

Décret relatif au paiement des dépenses de l'Imprimerie nationale et de l'Administration des monnaies et médailles au moyen de virements de banque et de mandats-cartes postaux (30 décembre 1916).

Pour achever la série des mesures, nous signalons le décret relatif au paiement des dépenses des communes et établissements publics au moyen de mandats-cartes postaux (21 avril 1917). Ce dernier décret garde le silence sur les paiements de banque car les communes et établissements publics ont rarement compte en banque, mais après la loi du chèque postal, il pourra obtenir un résultat analogue par les virements postaux.

γ) Enfin le *Chèque postal* (loi du 7 janvier 1918). L'administration des postes avec son énorme trafic du service des « articles d'argent » ne pouvait manquer de participer à la campagne. Après avoir fait participer ses services à la double mesure prise par le ministre des Finances pour l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses, elle remit à l'ordre du jour la réforme plus vaste, plus efficace aussi du « Chèque postal ». Cette réforme, mise en échec depuis quinze ans pour des causes multiples dont la plus notoire est la résistance des milieux financiers français, trouvait enfin un milieu plus favorable, une atmosphère purifiée des petites rivalités, par le grand vent des nécessités de la guerre : les résistances jadis irréductibles semblaient se réduire d'elles-mêmes, la campagne était ouverte, l'administration y fit comprendre sa propre réforme, si urgente d'ailleurs tant au point de vue administratif qu'au point de vue économique. Le profit déjà signalé qu'en tiraient nos ennemis pour la réduction de leur circulation monétaire et le succès

de leurs emprunts semblait l'argument décisif. On venait de prendre toutes les mesures pour améliorer le chèque bancaire, en faire l'outil commode, sûr, économique des liquidations; le chèque postal, avec ses restrictions administratives, ne pouvait lui porter ombrage. Aussi cette institution fût-elle établie par la loi du 7 janvier 1918 et mise en mouvement dès le mois de juillet de la même année. Ainsi la poste « banque de ceux qui n'en ont pas », selon la lumineuse expression de M. Ribot, allait-elle contribuer pour sa part à la grande évolution économique des paiements. Nous devons étudier cette réforme dans une partie spéciale, nous nous bornons donc ici à la situer. Cependant il convient, d'ores et déjà, de montrer que par l'application qui en est faite aux comptables publics (décret du 6 décembre 1918, publié le 14 janvier 1919), le service des chèques postaux constitue comme le couronnement de l'édifice des paiements administratifs amétalliques, établi par la campagne de 1916. Il se trouve ainsi compléter, coordonner, simplifier la série des réformes prises à la suite de cette campagne. Grâce aux comptes courants postaux où tous les comptables publics de l'État, des départements et des communes sont invités à adhérer, toutes les opérations de dépenses ou de recettes pourront être effectuées par virement, à la condition que la contre-partie soit titulaire également d'un compte-courant postal; sinon, ils useront des mandats-cartes postaux. Ce décret marque un double progrès : d'abord il fait participer les communes au service des virements que les décrets antérieurs prévoyaient seulement pour l'État et les départements; il coordonne et simplifie les services comptables publics en ce sens qu'il met à leur disposition au lieu d'une complexité de personnalités intermédiaires (caisse centrale et trésoreries, Banque de France et ses succursales, autres banques et leurs succursales), parfois difficiles à atteindre et en tout cas nécessitant un va-et-vient de transmissions du titre de paiement, une seule Institution faisant fonction de banque unique à la portée de tous grâce à son dépôt minime et à ses 15 000 guichets, desservant jusqu'à la moindre commune. Par elle et en elle, l'opération de virement sera simple, claire et aisée, elle se fera directement du compte courant public au compte courant du bénéficiaire qui peut être non seulement celui du créancier lui-même, mais celui de sa banque s'il en a exprimé la demande. L'opération de virement, si économique et utile, sera donc facilitée par sa simplicité et sa clarté, et ainsi faci-

lité deviendra plus fréquente et plus habituelle, en vertu de ce retour des choses où les effets deviennent à leur tour des causes.

Ainsi le chèque postal nous semble parfaire et conclure, vis-à-vis des comptes publics, la campagne menée pendant la guerre pour réduire la circulation monétaire.

Mais il est d'une autre portée pour le point de vue qui nous occupe, c'est que la Poste par l'universalité de sa clientèle était capable mieux que toute autre institution de faire pénétrer dans la masse l'habitude des paiements amétalliques. Le chèque postal a donc également un rôle éducateur.

δ) Il nous reste à envisager le rôle de la Presse : il fut considérable. Nul n'est mieux placé, en effet, pour faire œuvre de propagande et de vulgarisation. Il était indispensable, après avoir créé les outils et les cadres d'apprendre au public à s'en servir : il fallait surtout faire sortir de sa torpeur un public attaché à ce que M. Novicow⁽¹⁾ appelle l'illusion crysotédonique, le culte de l'or et réfractaire aux procédés modernes de liquidation. La presse y contribua : elle y contribua non seulement par les comptes rendus des diverses institutions que successivement l'on créait mais par les critiques, quelquefois injustes et mal inspirées, qui en furent faites : dans l'ensemble pourtant domine le fait capital d'une unanimité à approuver tout procédé capable de mettre un terme à l'inflation fiduciaire.

Nous ne pouvons faire une énumération complète de tous les journaux et revues qui prirent part à la campagne. Signalons toutefois quelques articles intéressants retrouvés au hasard après notre retour de la guerre :

Sur les opérations de recettes et de dépenses du Trésor par virements de compte (décrets Ribot) : les articles du *Temps* du 11 mai commentant l'arrêté du 5 mai au sujet du paiement par chèques des contributions directes et taxes assimilées, du 18 mai commentant l'amélioration projetée pour le paiement des dépenses publiques par chèques et virements ; les articles de MM. Bellom parus dans l'*Economiste français*, 1916 (2^e semestre) ; 1917 (2^e semestre).

— Sur les mesures prises par la Banque de France : l'article du *Temps* du 3 mai 1916.

— Sur le chèque postal : toute la presse commenta pour le

(1) Novicow, *Le Gaspillage des sociétés modernes*.

public cette nouvelle institution populaire ; nous en reparlerons à propos de l'étude historique que nous en ferons.

— Enfin il convient de signaler l'action de la Presse pour aider à l'amélioration du chèque bancaire dont nous allons parler ; il faut placer au tout premier rang les articles de M. Charles-Georges Picot, président de la Chambre de compensation de Paris, l'apôtre infatigable du chèque de compensation : sa lettre au *Temps* du 6 mai 1916, son rapport lumineux du 20 mai 1916 à l'Académie des sciences morales et politiques, publié par le *Journal Officiel* du 24 mai et paru sous forme d'article dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 juin 1916. Ce rapport capital résume toute sa campagne antérieure dont nous retrouvons trace dans une brochure publiée par *Finances Univers* : « Pourquoi le chèque n'est-il pas plus répandu en France ? » L'article de M. Maurice Bellom, dans l'*Information* du 30 avril 1914, pour la généralisation du chèque.

2° Le deuxième acte de la campagne fut d'améliorer le chèque bancaire en lui assurant le maximum de sécurité par la facilité de compensation :

Nous avons vu que seule la compensation constituait l'utilité en même temps que la sécurité effective du chèque. En dehors d'elle, le chèque devient un instrument d'échange dangereux, incertain, puisqu'il est frappé de l'incertitude de la solvabilité du tiré et de l'existence de la provision, et manque en outre à sa véritable fonction qui est d'économiser le numéraire.

Comment se faisait-il donc que notre chèque français, tel qu'il était régi par la loi de 1865 et celle de 1911 fût si réfractaire à la compensation. La loi de 1865 avait créé un instrument boiteux, le chèque ouvert, c'est-à-dire tiré sur n'importe qui et payable à n'importe qui : un pareil titre était inapte à opérer la centralisation des dettes et créances nécessaires à la compensation et offrait des dangers frappants. Un chèque perdu même à ordre pouvait être encaissé par le premier venu sans que le payeur soit tenu de s'assurer de l'identité du porteur. Quand le tireur s'apercevait de l'erreur, il était généralement trop tard et n'ayant aucun recours contre son banquier, il devait payer une deuxième fois. « Quand on pense, dit M. Picot, à cette insécurité, on ne peut qu'admirer le développement pris en France par un mode de paiement aussi peu sûr, avec 100 millions de chèques émis annuellement. Ému de cette

situation, signalée par la Chambre de compensation de Londres et la Chambre de commerce de Paris, le sénateur Ratier déposa en 1906 une loi sur le barrement du chèque. On y fit obstacle pendant cinq ans; puis elle fut votée par les deux Chambres en quelques jours, sans se demander si on faisait naître le chèque barré dans un milieu où il pourrait vivre et rendre des services. »

Cette loi décidait que les chèques barrés ne pourraient être tirés que sur un banquier et payés qu'à un banquier, banquier désigné si le barrement était spécial, banquier quelconque si le barrement était général. On pensait ainsi que les chèques barrés devant obligatoirement être payés par des banquiers à des banquiers, la sécurité contre le vol ou la perte se trouvait assurée et qu'en outre les créances représentées par ces chèques se régleraient, ainsi concentrées en banque, sous forme de virements ou de compensations. Sur ces deux points, on s'était mépris.

« Le chèque barré, dit M. Picot, donne au tireur une sécurité complète. Alors qu'un chèque ordinaire volé peut être encaissé par le voleur sans que la responsabilité du banquier payeur soit engagée, le chèque barré doit être encaissé par un banquier, qui est supposé cautionner l'identité de son client, et dont la responsabilité pourrait être engagée en cas de détournement. Un voleur aurait quelque peine à trouver un banquier qui encaissât son chèque. Le banquier auquel il s'adresserait lui demanderait vraisemblablement des justifications qu'il ne pourrait fournir. Aussi a-t-on raison de dire qu'un chèque barré peut être envoyé sans danger par la poste sous pli ordinaire.

« Mais si la sécurité est complète pour le tireur, il n'en est pas de même pour le tiré, dans un pays où les paiements ont lieu obligatoirement en numéraire.

« Du moment qu'un chèque est barré, le tiré n'a régulièrement payé que s'il a payé à un banquier. Mais comment savoir qu'on a affaire à un banquier? Nombre de banquiers notoires ne payent même pas la patente de banquiers, ou sont imposés à la patente sous une autre rubrique.

« D'ailleurs, la liste des banquiers fût-elle établie, que le risque resterait très grand pour le banquier payant en numéraire un chèque barré. Quand un chèque est présenté à l'encaissement pour le compte d'un banquier, il l'est, en général, par un encaisseur en civil, que rien ne distingue d'un passant; seuls les garçons de

recette titulaires des grandes sociétés sont en uniforme; mais les garçons auxiliaires de ces sociétés et les garçons des banques privées sont, en général, en civil. Comment savoir, alors, si c'est bien à un banquier qu'on fait le paiement? L'examen du chèque lui-même ne saurait fournir une réponse satisfaisante. On voit bien que l'acquit porte la griffe d'un banquier : mais tous les guichets ne peuvent tenir à jour la liste des signatures de tous les fondés de pouvoirs, de tous les banquiers de la place, et les eussent-ils, que la vérification des signatures pour chaque chèque entraînerait des retards prohibitifs. Si l'on paye à cet encaisseur qui, par sa sacoche, par les autres effets dont il est porteur, paraît bien être l'employé officiel de la banque qui a acquitté le chèque, que pourra-t-on répondre quand huit jours, quinze jours, un mois après, votre client, tireur du chèque, constatant que celui-ci a été volé, vous demandera des renseignements.

« Les souvenirs du payeur sur la figure du présentateur seront bien vagues, il en voit tant passer en huit jours : le paiement n'aura laissé de traces certaines que sur le chèque lui-même; on l'examinera, il porte le nom de la banque qui est supposée avoir donné l'acquit. On s'adressera à cette banque, qui constatera qu'elle n'a aucune trace de ce chèque dans ses écritures. Le chèque barré aura été encaissé ou par une personne qui s'est fait passer pour garçon de banque, ou par un garçon de banque plus ou moins complice agissant pour un tiers. Mais finalement, le banquier qui aura payé ne sera pas libéré, puisqu'il n'aura pas payé à un banquier. Il devra payer une seconde fois la même somme, en la rétablissant au crédit de son client.

« Voilà le danger du paiement des chèques barrés en numéraire. Si ces chèques sont réglés par compensation, au contraire, le banquier payeur ne peut être débité qu'autant que le banquier dont l'acquit figure au dos du chèque est crédité; personne ne peut venir s'interposer pour détourner les fonds, toutes les écritures sont conformes aux endos successifs qui se trouvent sur le chèque. La sécurité du chèque barré pour le banquier tiré est donc inséparable de la compensation. »

Or la généralisation de la compensation était entravée en France par les prétentions du fise.

Voici comment l'explique M. Picot : « Une chambre de compensation ne peut comprendre qu'un très petit nombre de banquiers,

parce que la nature même de ses opérations exige une grande concentration et une grande célérité. Or plus il y a de membres, plus les opérations sont compliquées et moins vite on compense. Or simplification égale rapidité et rapidité ici est tout. Pour que des opérations de 3 milliards 275 £ et 1 million de pièces comme à Londres, dans une seule journée puissent se régler de 16 heures à 18 heures, il faut peu de membres au Clearing-House. L'ajustement des comptes doit se faire 2 à 2 : 12 membres exigent 66 appels débits et 66 appels crédits, au total 132 appels. Pour le double c'est-à-dire 24 membres, le nombre d'appel fait plus que quadrupler : 352 ; ce sera prohibitif et le clearing ne pourra plus rendre des services. La célérité seule, en effet, par la réduction du délai d'encaissement et la certitude de l'inscription au crédit dans un délai certain, permet de réduire le fonds de roulement et assure la réduction de la circulation fiduciaire. »

Il y a peu de jours, on voyait des banques et non des moindres, donner crédit de chèques barrés sur place 7 jours après remise, alors qu'à Londres un chèque remis le matin est compensé le soir et son produit est disponible le lendemain. Si pareille chose arrivait à Londres où les encaissements se montent à 1 milliard 338, 7 jours représenteraient 9 milliards : donc la méthode française appliquée en Angleterre obligerait les Anglais à augmenter de 9 milliards leur fonds de roulement.

Mais d'autre part, il faut que tous les banquiers du pays puissent avoir accès au clearing : ils le peuvent en s'affiliant, comme cela se fait dans tous les pays où la compensation a pris un grand essor, aux quelques banquiers spécialisés et membres de la Chambre de compensation.

Chacun des 17 banquiers du Clearing-House de Londres est une tête de colonne, à laquelle aboutissent des centaines de banques pour lesquelles il fait chaque jour, avec crédit et débit, le jour même de la remise ou de la présentation, la totalité de leurs encaissements et de leurs paiements.

Il faut donc que le banquier encaisseur et le banquier tiré puissent l'un et l'autre se substituer leur banquier compensateur l'un par un endos, l'autre par la domiciliation de paiement. Or en France, si l'endos apposé sur un chèque par un bénéficiaire est encouragé par la loi et exempt de tout droit de timbre, il n'en est pas de même de la domiciliation de paiement. L'apposition de la

formule de domiciliation soit à une banque de compensation : « Accepté payable à la banque A », soit à la Banque de France : « Accepté payable à la banque de France », qui pourrait au moins opérer virement entre banques, constitue un nouvel acte et l'article 23 de la loi du 13 brumaire an VII porte : « Il ne pourra être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire. » Donc la formule de domiciliation donnerait ouverture à un nouveau droit de timbre. Autre objection : le chèque bénéficie d'un régime de faveur ; or, toute exception est de droit étroit. Si donc vous ajoutez à un chèque une formule qui ne rentre pas dans la définition limitative que la loi donne du chèque, vous créez un effet qui n'a plus le droit de bénéficier des faveurs accordées au chèque par la loi, et qui tombera alors sous le coup du timbre proportionnel de 0 fr. 50 p. 1 000 du montant de l'effet. De pareilles menaces fiscales rendent impossible en France toute domiciliation de paiement du chèque. La compensation des chèques entre la majorité des banquiers est rendue impossible, et tous les banquiers — sauf la douzaine qui appartenaient à la Chambre de compensation et ceux-ci pour les tirages faits sur leurs sièges seulement — sont obligés de payer en numéraire les chèques qui leur sont présentés.

C'est pour faire disparaître cet obstacle d'ordre fiscal et afin de favoriser la création des chèques barrés et leur encaissement par voie de compensation, que le ministre des Finances déposa un projet de loi « tendant à autoriser et à exempter de tout droit de timbre la mention que le tiré pourra inscrire lors de la présentation d'un chèque barré à l'encaissement, pour indiquer que l'effet sera payable au débit de son compte, soit à la Banque de France, soit dans une chambre de compensation ».

Le projet fut rapporté à la Chambre d'une façon très intéressante par M. Landry et au Sénat par M. Chastenet, qui profita de l'occasion pour appeler à nouveau l'attention sur le chèque postal dont il était depuis 1903 le plus ardent protagoniste et dont l'urgence s'était accrue du fait de la guerre.

Ce projet devint la loi du 26 janvier 1917 :

« Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement soit à la Banque de France, soit dans une autre banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre. Cette

domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur à moins que le chèque ne soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France, sur la même place. »

Cette réforme semble fermer le cercle des améliorations possibles du chèque bancaire : l'outil semble définitivement à point, le cadre existe avec la Chambre de compensation et la Banque de France pour les virements des soldes, il ne reste plus qu'à mettre l'outil en main. « Ce doit être, ajoute M. Picot, l'œuvre des banquiers à qui il appartiendra de faire porter ses fruits à la législation nouvelle, en expliquant ses avantages au public et surtout en s'organisant pour activer les opérations d'encaissement et procurer aux porteurs d'instruments de crédit, la certitude que l'instrument reçu dans la journée sera porté le jour même au crédit du créancier. »

Depuis 1917, en outre, la Chambre de compensation de Paris a substitué à la méthode anglaise de l'ajustement des comptes 2 à 2, la méthode américaine qui permet d'admettre un nombre important de membres. Elle y fut amenée par la création, en concurrence d'elle-même, d'une « Caisse de compensation » qui réunissait les banquiers dissidents, résolus à participer à la compensation journalière non pas par l'intermédiaire d'autres banques (comme en Angleterre), mais par eux-mêmes. Cette réforme a fait perdre à la loi du 26 janvier 1917 une partie de son efficacité. Depuis cette date, au lieu de 11 membres, la Chambre de compensation comprend 34 membres :

- | | |
|---|---|
| 1. American express Company. | 17. Société générale du crédit industriel et commercial. |
| 2. Banque d'Alsace-Lorraine. | 18. Crédit lyonnais. |
| 3. — anglo-sud-américaine. | 19. — du Nord. |
| 4. — française pour le commerce et l'industrie. | 20. Equitable Ernst Cy. |
| 5. — de Mulhouse. | 21. Farmers Loay et Ernst Cy. |
| 6. — nationale de crédit. | 22. Lehideux et C ^{ie} . |
| 7. — de Paris et des Pays-Bas. | 23. Lloyds Bank (France). |
| 8. — privée. | 24. London COUNTRY et Westminster Bank C ^o . |
| 9. — de l'Union parisienne. | 25. Offroy, Guiard et C ^{ie} . |
| 10. Claude, Lafontaine et C ^{ie} . | 26. Société générale des banques de province. |
| 11. Comptoir national d'escompte. | 27. Société générale pour favoriser le commerce et l'industrie. |
| 12. MM. Cox et C ^{ie} . | 28. Société marseillaise de C. I. C. et D. |
| 13. Crédit commercial de France. | 29. Guaranty Ernst. |
| 14. — foncier d'Algérie et Tunisie. | |
| 15. — — de France. | |
| 16. — français. | |

- | | |
|---------------------------------------|--|
| 30. Banque des Pays du Nord. | 33. Banque Française et Italienne pour |
| 31. Compagnie Algérienne. | l'Amérique du Sud. |
| 32. Banque Internationale du commerce | 34. Banque Transatlantique. |
| de Petrograd. | |

A partir du 15 janvier 1918, la Chambre de compensation a pris la décision d'organiser, à l'imitation du Country Clearing de Londres, la compensation des chèques tirés sur la France entière. Auparavant n'étaient admis à compensation que les chèques tirés sur le siège des banques membres de la Chambre, à l'exclusion même de leurs succursales.

Aussi M. Picot, dans sa lettre à l'*Économiste français* du 21 décembre 1917, pour protester contre certaines allégations émises au Sénat au moment du vote de la loi sur le chèque postal, le 12 décembre 1917, pouvait-il dire qu'après cette triple réforme, « Paris n'attendra plus cent quarante-cinq ans pour avoir un total de compensation qui supportera la comparaison avec celui de Londres » (qui est le résultat de cent quarante-cinq années de pratique complète).

Il convient de rattacher aux mesures prises à la suite de la campagne du chèque de 1916, la loi du 2 août 1917 qui eut pour but d'affermir la garantie de la provision préalable et disponible. Il nous suffira d'en donner la teneur : « Si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de ladite provision.

« Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible, est passible de l'amende de 6 p. 100 de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs. Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque.

« Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans ou d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur.

« L'article 463 du Code Pénal est applicable au présent délit. »

Nous avons ainsi passé en revue les différentes mesures prises à la suite de cette fructueuse campagne de 1916 : les facilités accor-

dées par la Banque de France, les exemples de l'État pour le règlement de ses dettes et créances, la vulgarisation des paiements amétalliques à l'aide du chèque démocratique postal, le rôle éducatif et vulgarisateur de la presse, la mise au point en vue de la compensation du chèque bancaire. Toutes ces mesures, déjà utiles et bienfaisantes dès le temps de guerre, porteront tous leurs fruits et donneront leur entier rendement dans les années qui vont suivre : elles aideront à l'immense liquidation de la terrible aventure en laissant à l'État une forte disponibilité de fonds, elles constitueront ensuite un outillage moderne et économique dont le commerce et l'industrie retireront tous les bienfaits.

Réduire la circulation monétaire quand elle est exagérée est un devoir, la réduire même quand elle semble normale est un bienfait.

Avant de clore ce chapitre, il convient de citer une série de mesures qui furent prises pour compléter l'œuvre de réduction de la circulation monétaire : il ne suffit pas en effet de rendre l'emploi de la monnaie inutile, il faut encore donner une destination à cette monnaie.

On ne pouvait songer pendant la guerre à récupérer les milliards de billets de banque émis à titre d'emprunts de l'État : loin de pouvoir les rembourser pour les envoyer au pilon, l'État, par les formidables exigences d'une guerre sans merci, se trouvait dans la nécessité d'en accroître sans cesse le montant. Nous sommes au 40^e milliard.

Il était donc de toute nécessité de leur trouver un emploi, un placement.

Nous signalons : — les grands emprunts de l'État ; — les placements en bons de la Défense nationale qui, comme le faisait remarquer l'*Économiste européen* du mois d'avril 1914, constitue un éclatant succès ; la faculté donnée à leurs porteurs par la Banque de France de les faire escompter quand ils ne sont pas à plus de trois mois d'échéance, a contribué à diminuer bien des encaisses ; il faut en dire de même de la sécurité contre le vol et la perte que la loi du 18 mars 1919 leur a accordé par le barrement de domiciliation de paiement : nul ne peut payer que le comptable inscrit dans le barrement ; — les comptes de dépôt à la Caisse centrale du Trésor avec intérêt de 2 p. 100 ; — les dépôts aux Caisses d'épargne ont eu leur maximum porté de 2 500 francs à 3 000 francs ; — les comptes de

dépôt aux Trésoreries générales auxquels l'État donne sa garantie et dont l'intérêt a été porté à 2,25 p. 100.

Dans cet ordre d'idées, il convient de signaler un projet original qui fut émis par l'*Information* du 18 avril 1916, mais n'a pas paru jusqu'à ce jour devoir être réalisé : ce serait la création temporaire dans le service des chèques postaux, d'un double compte courant : le compte courant des virements non susceptible d'intérêt, dont le montant se réduirait aux sommes pratiquement reconnues nécessaires aux opérations de paiement, et qui serait alimenté automatiquement par des prélèvements immédiats sur le compte courant du Trésor; — en deuxième lieu le compte courant de placement au Trésor, portant intérêt, permettrait de mobiliser au profit du Trésor et d'une manière étendue, les énormes disponibilités flottantes, tandis que le premier compte courant de virement aurait pour mission de réduire au minimum les besoins d'instruments de circulation. Le compte courant au Trésor disparaîtrait d'ailleurs du jour où l'État, ayant liquidé la situation obérée de la guerre, n'aurait plus à faire appel aux ressources du pays sous forme d'emprunts à plus ou moins long terme.

Pour porter un jugement d'appréciation sur les mesures prises à la suite de la propagande de 1916, il faut attendre le rééquilibre économique qui suivra peu à peu le retour de la paix, mais on peut, d'ores et déjà, affirmer qu'elles ont aidé à soulager l'État du poids financier de la dernière année de guerre. D'ailleurs si pour apprécier les mesures prises et les institutions créées, l'on doit attendre le recul du temps, on peut dès maintenant louer les efforts déployés pour doter la France d'un outillage de liquidations vraiment moderne et lui permettre de lutter efficacement et à armes égales dans le combat économique à venir.

CONCLUSION

L'étude peut-être attardée — son intérêt en est cause — de l'évolution progressive et générale des instruments de paiement amétallique, nous a paru indispensable pour apprécier, en toute connaissance de cause, la portée des différentes mesures que la France a été amenée à prendre dans le courant de la guerre et surtout de l'institution du chèque postal, qui va faire l'objet d'une étude spéciale.

Si nous jetons un coup d'œil rapide d'ensemble sur cette évolution, elle nous apparaît dominée par un fait universel et constant, à savoir que l'instrument des échanges se développe selon le degré de publicité qu'acquiert la vie sociale elle-même : la monnaie-marchandise, qui semble n'opérer qu'un troc en deux actes, a été la monnaie des époques de publicité étroite et limitée : les hommes ne disposant ni de moyens de transport rapides ni de moyens de prompt communication de pensée, durent se contenter d'un rayon d'action limitée et d'une monnaie portant en elle-même sa garantie ; sans doute de tout temps, ils cherchèrent à améliorer cette monnaie, grevée au fur et à mesure du développement économique de nombreuses insuffisances et de graves périls. Mais toutes les tentatives furent condamnées ou bien à rester limitées (monnaies des banques du moyen âge destinées seulement à garantir la qualité des monnaies de métal trop souvent falsifiées ; — billets de banque en représentation des dépôts en caisse pour faciliter le transport des fonds), ou bien condamnées à la faillite pour vouloir étendre à la monnaie le régime d'un crédit insuffisamment assis sur la publicité ⁽¹⁾.

Ce n'est qu'avec la publicité résultée des inventions du xix^e siècle, chemins de fer, télégraphe, téléphone, etc., que nous voyons surgir d'abord, puis s'étendre et dominer le crédit à caractère universel : sans doute les sociétés, par la pratique tant de fois séculaire de la monnaie métallique, se sont montrées plus ou moins empressées à modifier leurs instruments d'échange, certaines à cause des catastrophes financières subies furent mêmes timides et retardataires (la France qui semble porter le poids de la catastrophe de Law et des assignats).

Le crédit, c'est la confiance, or pour se donner confiance il faut se connaître : les merveilleuses inventions de la première moitié du xix^e siècle en multipliant les rapports humains, en supprimant les distances, permirent aux hommes de se connaître, de s'estimer, de se faire crédit.

Ce crédit par son extension même devint non seulement le moyen d'ajourner le dénouement des transactions, mais surtout le moyen actuel de les dénouer. « Il arrête, dit M. Roche Augussol ⁽²⁾, la migration du métal qui sans lui devrait suivre à travers le monde le sillage des échanges. » Le crédit non seulement a permis de

(1) Law, qui eut le tort de précéder son époque : Alglave, son cours, 1912.

(2) *Op. cit.*

suppléer à l'insuffisance de la monnaie métallique devant le volume sans cesse grandissant des échanges, mais encore, ce faisant, a contribué à développer ces échanges eux mêmes.

Il nous suffit d'avoir indiqué cette relation du crédit, instrument d'échange, avec le degré de publicité sociale. Les comptabilistes ont mis en lumière ce caractère fondamental de la monnaie de l'avenir, la publicité, qui rentre dans leur système de garanties de leur unité comptabiliste. Un second fait domine cette évolution, c'est l'extension formidable depuis le début du xx^e siècle des procédés de liquidation par clearing : nous ne croyons pas être loin de la vérité en affirmant que les quatre cinquièmes des opérations mondiales se liquident ainsi.

Certaines nations privilégiées ont constitué un milieu extrêmement favorable à son libre développement : l'Angleterre et les États-Unis. Les autres ont dû faire appel à l'intervention de l'État, pour vaincre l'inertie et aider à ce développement : toutes les nations continentales européennes et le Japon, qui ont eu recours à la banque d'État ou privilégiée et enfin au chèque postal.

Ce dernier procédé, quoique le dernier venu, semble appelé à un avenir considérable : l'exemple de l'Allemagne en est un éclatant témoignage. Il était légitime de ne pas laisser notre pays, seul des pays continentaux, dépourvu de cette institution qui prend place de fait dans le mouvement amonétaire du xx^e siècle.

Le chèque postal ainsi situé dans l'ensemble économique, nous allons en faire l'analyse spéciale.

PARTIE SPÉCIALE

LE CHÈQUE POSTAL

CHAPITRE I

LE FONDEMENT ÉCONOMIQUE ET ADMINISTRATIF DU CHÈQUE POSTAL

L'étude générale des instruments de paiement nous a fait assister à l'évolution progressive et de plus en plus accentuée qui place peu à peu le domaine des échanges sous le régime des liquidations amonétaires empruntées au crédit : l'échange social prend, comme dit M. Cl. Janet, l'aspect d'une gigantesque pyramide sans cesse grandissante qui, renversée sur sa frêle lame d'or, s'élève et s'étend idéalement du côté de sa base.

C'est au sein de ce mouvement économique et aussi sous son influence qu'est née l'institution récente du chèque postal; légitime ou usurpée, en sa qualité d'instrument de libération, le chèque postal y a sa place logique.

Il convient donc, avant de nous livrer à l'étude détaillée de son procédé et pour apprécier sa valeur économique, de rechercher quelle est parmi les institutions similaires la place réelle qu'il occupe et si vraiment cette place est justifiée.

C'est à l'étude générale précédente que nous demanderons notre base d'appréciation et nos éléments de jugement.

Au surplus, cette institution se trouve encadrée en même temps

dans une évolution d'un autre ordre, dans une évolution administrative. La poste, chargée depuis un siècle du service de transmission de fonds, était entraînée dans tous les pays d'Europe par suite du développement excessif de ce service, à opérer d'urgence la réforme de ses méthodes. Tel apparaît le fondement administratif du chèque postal.

C'est ainsi, disions-nous au début de notre étude, que le chèque postal se place au confluent de deux évolutions modernes : l'évolution *économique* des instruments de paiement dans l'engrenage de laquelle, de gré ou de force, la poste, en sa qualité d'intermédiaire du commerce et de grande manieuse d'argent, se trouve finalement entraînée; — l'évolution *administrative*, qui pousse les administrations postales à mettre leurs procédés disproportionnés et archaïques en harmonie avec le développement formidable des affaires.

Ce fondement économique et ce fondement administratif, c'est ce que nous allons successivement rechercher.

A. — LE CHÈQUE POSTAL DANS L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS DE PAIEMENT : FONDEMENT ÉCONOMIQUE

1° La place qu'il occupe dans cette évolution. — Le chèque postal, bien que médiocre contrefaçon du chèque ordinaire, se trouve placé comme ce dernier parmi les instruments de paiement amétallique et dans cette catégorie spéciale des procédés modernes qui aboutissent au clearing. Grâce au compte courant qui est sa base technique, il devient en dernière analyse instrument de virement; sans doute il servira souvent encore, et surtout à ses débuts, d'instrument de paiement effectif, mais sa principale raison d'être, comme nous le verrons, est le virement d'écritures.

Grâce à lui, les relations d'affaires des titulaires de comptes courants postaux se liquideront par simples inscriptions au débit ou au crédit. Il est ainsi le parent du mandat de virement ou mandat rouge de la Banque de France et du roth check de la Reichsbank. Il faut ajouter qu'il est fort peu apte à la compensation de fait des clearing-houses anglo-saxons. L'Autriche, l'Allemagne et la Belgique pourtant l'y utilisent, mais d'une façon plutôt indirecte.

On peut donc, en définitive, admettre qu'il est simplement un instrument de virement pour les comptes qui aboutissent à la caisse

commune postale, comme le mandat rouge est instrument de virement pour les comptes tenus par la Banque de France. A ce titre, en nous référant à ce que nous avons observé dans notre étude générale, il reste bien inférieur au chèque bancaire qui est par-dessus tout instrument de compensation au Clearing-House. Le virement, en effet, tout au moins en l'état actuel de l'organisation économique, avec la nécessité de banque unique, ne saurait, comme la compensation, prétendre liquider la grosse masse des affaires : au-dessus d'une certaine limite, la complexité risquerait de le rendre inopérant. Seule l'organisation du système des comptabilités comprenant dans son monopole des effets nationaux, l'universalité et l'intégralité des comptes de tous les citoyens, ferait du virement le procédé complet de liquidation. La Poste, avec sa généralité de clientèle, apparaît le cadre évolutif de cette organisation et c'est pourquoi les comptabilistes belges se sont montrés les constants propagateurs du chèque postal (H. Denis).

2° Cette place est-elle justifiée? — Le chèque postal une fois situé en fait dans la série des instruments de libération, il nous reste à rechercher si son emploi est légitime et sa place justifiée par une nécessité ou tout au moins une utilité de fait.

L'étude générale des instruments de paiement nous a conduit à cette conclusion que tout ce qui contribue à réduire dans les échanges l'emploi effectif des espèces, constitue un progrès et se traduit par un accroissement des forces productives (emploi productif des capitaux devenus disponibles et centralisés — sécurité, rapidité et économie des paiements).

Or, dans son domaine limité, c'est-à-dire pour la clientèle qui confie à la poste le soin de transmettre ses fonds, le chèque postal est susceptible de produire ce résultat et de ce fait son emploi nous apparaît pleinement justifié.

La généralisation de ce procédé adopté peu à peu par la plupart des pays continentaux d'Europe (Autriche, Suisse, Allemagne, Belgique, Luxembourg, France, Italie, Hollande) et par le Japon lui-même, et au surplus, le succès immédiat et universel qu'il obtient dès son adoption (consulter les statistiques, ch. v et vi), constituent un argument d'expérience de la plus haute valeur : cette institution est fondée, peut-on dire, puisqu'elle acquiert un pareil développement et de si éclatants résultats.

Mais une institution utile en elle-même peut, étant donné l'harmonie sociale et les répercussions économiques, porter atteinte aux institutions légitimes déjà existantes, et compromettre la marche du progrès général.

C'est précisément ce que l'on a reproché avec une rare âpreté, à l'institution du chèque postal. Car, il faut bien l'avouer, ce projet fut combattu en France durant quinze années d'une façon quasi-unanime par toute la presse et la généralité des milieux économistes et financiers. A tel point qu'on peut se demander, avec juste raison, ce qu'il en serait advenu encore à l'heure actuelle si la guerre n'était venue imposer l'urgente nécessité de rechercher tous les moyens possibles de réduire la circulation menaçante et de faire pour ainsi dire flèche de tout bois. C'est dire que l'opposition vaut qu'on s'y arrête. Elle était d'ailleurs conduite par des adversaires aussi irréductibles qu'autorisés : les Chambres de commerce, le *Temps*, les revues d'économie politique.

Les critiques étaient nombreuses mais elles se résumaient en une principale : *L'État, par le chèque postal, va faire concurrence aux banques et par là nuire au développement du clearing bancaire.*

Cette objection se basait sur un argument de fait autour duquel se groupaient les diverses oppositions : l'exemple de l'Angleterre et des U. S. A.

Dans ces deux pays les plus riches et les plus actifs du monde, chefs de file du progrès économique, où 95 p. 100 des transactions se liquident par compensation, point n'a été besoin de recourir au chèque postal : le clearing bancaire y a produit des résultats si étendus qu'ils sont hors de proportion de ceux qu'ont obtenus les virements postaux des autres pays. Le vrai clearing, le clearing total est là, c'est dans ces pays ancêtres du clearing moderne qu'il faut venir prendre modèle. C'est leur système que l'on doit s'efforcer d'instaurer en France et non le chèque postal qui, à son origine simple moyen de secours à la défaillante caisse d'épargne autrichienne, ne doit sa faveur qu'à une fausse conception économique de l'État.

Au surplus, non seulement c'est uniquement vers le système anglo-saxon que doivent tendre nos efforts pour atteindre le clearing total, mais encore il faut se garder de recourir au système du chèque postal qui, ravissant une partie de la matière compensable, risquerait de nuire au développement normal du clearing bancaire et de

faire néfaste concurrence aux banques qui en sont le logique support.

Tel est, en condensé, l'argument principal qui a mis en échec pendant tant d'années cette institution postale. Il est solide, nous devons le reconnaître et garde encore aujourd'hui une grande part de valeur.

L'objection de concurrence aux banques n'est pas nouvelle : elle fut formulée chaque fois qu'on chargea l'administration d'un service nouveau de transmission de fonds : en 1879 pour la création du recouvrement des effets de commerce, en 1892 pour celle des envois contre remboursement. Cela n'a pas empêché ces créations de rendre d'énormes services, même aux maisons de banque : par exemple les recouvrements passent de 6 millions en 1880 à 4 milliards en 1915. Quand fut déposé le premier projet du gouvernement sur le chèque postal, M. Ferneuil dans la *Revue Politique et Parlementaire*, 10 mars 1910, p. 525, le critique comme « aspirant à priver le commerce national de banque d'une initiative financière et d'une branche importante d'affaires qui rentrent directement dans sa compétence et à tarir par suite une source légitime de ses bénéfices pour en enrichir à ses dépens l'État, lequel, ajoutait le même auteur, n'est manifestement pas fait pour ajouter une nouvelle attribution aux services, déjà trop considérables, qu'il a tant de peine à gérer ».

Cette objection prend une portée différente selon l'angle sous lequel on envisage le chèque postal ou, si l'on veut, selon l'organisation qu'on lui donne.

Organisé de façon à attirer les gros capitaux et la forte clientèle, comme par exemple par le service d'un gros intérêt, l'adjonction des différentes opérations de banque, escompte des effets de commerce, achat et garde de titres, prêts sur titres, encaissement des arrérages comme fait la Poste autrichienne ou même participation aux émissions de valeurs commerciales ou industrielles, le chèque et le compte courant postaux deviendraient assurément une dangereuse et une illégitime concurrence aux banques actuelles ; — mais organisé limitativement avec toutes restrictions logiques et nécessaires, le chèque postal peut aussi n'être que la simplification et le perfectionnement du service déjà existant de la transmission postale des fonds. Sans doute la transmission des fonds est en elle-même une opération de banque et c'est pourquoi tout procédé qu'on y applique devient

également un procédé bancaire⁽¹⁾. Or personne aujourd'hui ne conteste plus l'utilité de ce service postal, les banques moins que personne, puisqu'elles y recourent dans la plus large mesure pour atteindre leur clientèle isolée des campagnes. Vouloir maintenir ce service et prohiber tout perfectionnement, c'est, nous le verrons, absolument contradictoire et injuste.

Au fond le chèque postal n'est logiquement qu'un procédé nouveau et supérieur du mandat-poste. Sans doute ce procédé par ses qualités éminentes, est susceptible d'étendre son action et d'empiéter sur le domaine habituel des banques : il suffit, pour l'empêcher de nuire, de le limiter strictement dans des règles étroites, de façon à n'être que le substitut du mandat-poste actuel. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait avec plus ou moins de rigueur et de logique la plupart des États qui l'ont adopté. Plusieurs systèmes de limitations se présentent.

a) Le plus connu et aussi le plus en faveur, c'est le *refus d'intérêt* aux fonds du compte courant postal : il est évident que ce défaut d'intérêt doit inciter les affiliés au service des chèques à ne pas maintenir improductifs dans leur compte courant postal des fonds considérables ; ils n'y laisseront que les fonds indispensables pour leurs opérations journalières et feront virer le surplus de leurs recettes au compte postal de leur banquier, qui leur fournira intérêt : par là, au lieu d'être nuisible aux banques, le chèque postal leur est plutôt favorable, puisqu'il devient un canal d'adduction de fonds.

Ce système a été adopté par l'Allemagne, la Belgique avec une variante que nous allons retrouver, et la France. Il est évident qu'il constitue une excellente barrière à l'emprise postale et cependant il ne va pas à notre avis sans inconvénients : d'abord il ne jouera pas vis-à-vis de la Banque de France qui, parallèlement, ne sert pas d'intérêt à ses dépôts⁽²⁾ ; — il éloignera la petite clien-

(1) Il faut en dire autant de tous les « articles d'argent » postaux, de l'émission des bons du Trésor, de l'acceptation en paiement par les comptables des finances de traites souscrites par les redevables des Douanes, des Contributions indirectes, des Forêts, etc., de même de toutes les relations du Trésor avec la Banque de France. Voudrait-on raisonnablement empêcher ces services de s'améliorer ? Les finances ont précédé la Poste par les décrets déjà énumérés page 57 et suivantes. La poste par le chèque postal ne fait qu'imiter l'exemple du Trésor.

(2) En Allemagne, pareille situation s'offre vis-à-vis de la Reichsbank qui ne sert pas d'intérêt à ses déposants. Or la pratique a démontré que le service postal ne lui était nullement concurrent : le service postal, avec ses 65 900 adhérents et ses 25 milliards d'affaires (1941), avait un tout autre caractère que le service des comptes courants de la

tèle⁽¹⁾, petits artisans et commerçants, paysans, fonctionnaires, qui pour le faible nombre d'opérations annuelles qu'ils ont à effectuer, hésiteront à laisser improductifs les fonds indispensables à ces opérations. Or c'était précisément cette clientèle-là que l'on avait en vue de favoriser par le chèque postal, c'était celle qu'on voulait faire participer aux méthodes éducatrices de paiement et à la grande œuvre nationale de réduction de circulation monétaire. Ce système risque de ne servir qu'à la clientèle active du commerce et de l'industrie, grande et moyenne, qui fort peu soucieuse d'un minime intérêt qu'elle récupérera amplement par la réduction des frais de caisse et d'envoi (les taxes ayant toujours tendance à se réduire), ne verra dans le nouveau procédé postal qu'un moyen commode de transmission d'argent. S'il assure aux banques la majorité des fonds de placement, il risque de leur enlever de nombreuses opérations de paiement.

C'est pourquoi les premiers États qui ont organisé le chèque postal l'ont rattaché aux services de la Caisse d'épargne postale, voulant ainsi en faire surtout l'instrument de la petite épargne, de la petite clientèle et constituer vraiment la Poste « la banque de ceux qui n'en ont pas ». L'Autriche, la Hongrie, la Suisse, le Japon ont adopté ce régime.

Mais comme il retombe dans l'inconvénient de soustraire de nom-

Reichsbank qui, pour 24 000 comptes seulement, accuse un chiffre d'affaires de 260 milliards avec un solde moyen de 22 000 marks par compte. D'ailleurs la progression de son service de comptes courants n'est nullement ralentie depuis la création du chèque postal.

1909.	225 105 millions.	1911.	269 983 millions.	1915.	831 979 millions.
1910.	239 278 —	1913.	371 — milliards.	1916.	1 065 462 —

(a)

(a) *Économiste français*, Raïfalovitch, 1917, 1918.

(1) C'est ce que remarqua M. Leclerc, en mission d'études en Allemagne, en 1912, dans le remarquable rapport qu'il fit sur la question : le solde moyen de chaque compte tendait à se fixer à 2 000 marks : ce n'est point là le fonds de roulement d'une petite clientèle. — En Suisse aussi l'avoir moyen de chaque compte se stabilise entre 2 000 et 3 000 francs, en Autriche entre 3 000 et 4 000 couronnes : mais dans ces deux pays, grâce à l'intérêt servi, 1,8 p. 100 et 2 p. 100, le compte courant prend en partie l'aspect d'un placement. — L'administration luxembourgeoise le faisait remarquer également en 1911 lors de la création du service : « Cette mesure (servir un intérêt) est incontestablement dans l'intérêt de l'extension du service dans le petit commerce et la petite industrie ; en effet, bon nombre de titulaires de comptes de cette catégorie n'ont pas toujours des remboursements à ordonner, en sorte que leur avoir en compte reste intact durant des périodes plus ou moins longues : faute d'intérêts, le service des chèques et virements postaux les constituerait en perte. D'un autre côté, le taux modique de 1,5 p. 100 ainsi que la restriction qui n'accorde d'intérêts que pour les pleines quinzaines du 1^{er} au 15 et du 16 au dernier inclus, empêchent les capitaux de s'accumuler outre mesure dans les caisses de l'État. »

breux capitaux aux banques et aussi parce qu'il complique, alourdit le service des chèques postaux et exige les charges d'un personnel nombreux de calculateurs, nous lui préférons le système belge qui, à notre avis, offre le moins d'inconvénients et le plus d'avantages. Il consiste à ne servir d'intérêt (3 p. 100) qu'au dépôt de garantie : c'est le lien de rattachement à la clientèle de la Caisse d'épargne. Cette clientèle des petits épargnants n'hésitera plus à se faire ouvrir un compte courant postal à laquelle elle ne laissera, pour ne perdre aucun intérêt, qu'un minime excédent au dépôt de garantie. Au fur et à mesure des besoins, elle fera virer du compte courant à la Caisse d'épargne ou de la Caisse d'épargne au compte courant les sommes encaissées ou les sommes à payer. Les banques n'en sauraient prendre ombrage, puisque, étant donné le maximum peu élevé des dépôts permis en Caisse d'épargne, aucun des fonds bancables ne leur échappera : les gros clients ne sauraient se satisfaire d'un placement à maximum de 2 ou 3 000 francs et continueraient de faire virer l'excédent sur leurs banques respectives. Nous regrettons vivement que ce système n'ait pas été adopté en France où il aurait particulièrement trouvé une multitude de clients : petits artisans, paysans et la masse sans cesse grandissante des petits fonctionnaires⁽¹⁾.

b) A côté de la limite ci-dessus indiquée, il en existe toute une série d'autres qui sont pour ainsi dire inhérentes au régime administratif du chèque postal et qui forment autant d'entraves économiques. Le chèque postal, instrument du compte courant postal, est de beaucoup inférieur au chèque des lois de 1865, 1874, 1911, 1916, 1917, instrument du compte courant bancaire : le chèque postal n'est jamais tiré à ordre ni transmissible par voie d'endossement, ce qui est la qualité essentielle du chèque bancaire; en France même on lui refusa jusqu'à la loi du 28 juillet 1919 la commodité d'être « au porteur ». Non transmissible, le chèque postal ne peut opérer qu'une seule libération, tandis que le chèque bancaire transmissible est susceptible d'opérer plusieurs libérations avant de s'éteindre dans le virement ou la compensation : de là moins de commodité pour le bénéficiaire et moins d'utilité du point de vue de la réduction de circulation.

(1) A noter que l'Allemagne échappe de plus en plus à la critique que nous venons de faire au refus d'intérêt, par la réduction sans cesse croissante du fonds immobilisé du dépôt de garantie : établi à 100 marks, il a été réduit à 50 marks en 1914 et enfin à 25 marks en 1917.

De plus, le chèque bancaire est toujours payable à vue, tandis que le chèque postal nécessite une présentation préalable pour être transformé par l'administration elle-même en mandat-carte de paiement ou en ordre de virement. — De plus, le compte courant postal lui-même diffère essentiellement du compte courant bancaire : le compte courant bancaire s'accompagne généralement soit de dépôt de titres, soit de l'escompte ou de l'encaissement des effets de commerce. En tout cas, son activité n'est pas limitée à cette seule ouverture de compte, il est souvent la condition d'ordres de bourse, de souscriptions éventuelles à des émissions, de commandes dans les entreprises industrielles et commerciales. Le compte courant postal, au contraire, simple comptabilité d'une provision qui ne peut être accrue ou diminuée que par des opérations « d'articles d'argent », des virements consécutifs à ces opérations ou des dépôts d'espèces par le titulaire est étroitement limité dans son but et dans ses moyens⁽¹⁾ : aussi ne dispense-t-il pas son bénéficiaire de conserver son compte en banque, seul capable de lui permettre de faire travailler son capital.

Ainsi limité, le chèque postal ne saurait constituer une concurrence dangereuse aux banques : il reste simplement le procédé perfectionné du service déjà existant de la transmission postale des fonds, le simple succédané des mandats-poste. Bien plus, loin de concurrencer les banques, il leur offre des facilités nouvelles et la possibilité d'étendre leur rayon d'action ; on l'a si bien compris en Belgique et en Allemagne, qu'après une vive résistance au début, les banques elle-mêmes ont recommandé à leurs correspondants l'affiliation au service des chèques postaux. En Allemagne, 1 732 banques se sont fait ouvrir des comptes la première année de fonctionnement du service postal 1909 ; à la fin de 1915 ce nombre passait à 2 864, augmentant de 70 p. 100 en six années.

« La vérité, dit le sénateur Dupont⁽²⁾, est que le service postal

(1) Il convient de noter que le service autrichien des chèques postaux est chargé d'attributions multiples qui, grâce à l'intérêt fourni aux dépôts, en font une véritable banque d'État (achat et garde des valeurs d'État, encaissement et escompte des coupons des lettres de change, de chèques, de lettres de crédit, change de monnaies étrangères et de billets de banques étrangers, prêts sur titre, etc). Ce compte courant postal autrichien présentant pour le titulaire des avantages analogues au compte de banque constitue une réelle concurrence à ce dernier. (Renseignements tirés de l'article de M. Lewinski, 6^e livraison de 1907 de la *Zeitschrift für Volkswirtschaft social politik und Verwaltung*, trouvés dans le rapport de M. Chauny, 1908.)

(2) Rapport au Sénat, 25 janvier 1917.

permet aux banques d'atteindre une clientèle qui leur échappe actuellement. Si développé que l'on suppose notre réseau bancaire, il ne pénètre pas comme la poste dans les plus petites localités; la preuve en est dans le succès croissant du service postal des recouvrements de valeurs. Des effets de montant élevé sont confiés à ce service, bien que les frais d'encaissement y soient supérieurs à ceux des banques; depuis la guerre, il a même été nécessaire d'élever de 2 000 à 5 000 francs le montant maximum des effets recouvrables par la poste (décret du 8 avril 1915).

Faute de relations faciles et économiques avec les banques, toute une catégorie de personnes habitant les petites localités et qui, par la nature de leurs occupations, reçoivent fréquemment des mandats-poste ou des lettres chargées, conservent ces fonds jusqu'au moment où elles trouvent l'emploi d'une somme importante. Le service des comptes-courants les déchargera économiquement du souci d'encaisser les mandats et de garder des fonds à leur domicile. Mais il n'est pas douteux que la facilité des virements les incitera à ne pas laisser s'accumuler au bureau de chèques des sommes improductives et à se faire ouvrir un compte dans une banque en relation avec le service postal. Et remarquons que ce n'est pas seulement pour accroître leur clientèle que les banques s'affilieront à ce service. Ce sera aussi pour la simplification de leurs opérations. De nombreux envois de papier-monnaie circulent journellement entre les établissements de crédit et leurs succursales. Ces mouvements de fonds effectifs entraînent des frais et des risques que supprime le virement.

La Reichsbank, par exemple, a ouvert des comptes pour son siège central et pour toutes ses succursales situées dans le ressort d'un bureau de chèques postaux. Elle a même ouvert deux comptes au bureau de Berlin, les comptes n° 98 pour la caisse centrale et n° 99 pour les valeurs; ainsi elle assure le trafic des transferts et des chèques postaux avec toutes ses agences, non seulement pour les affaires intéressant directement ses établissements, mais aussi pour tout trafic de fonds avec sa clientèle, qu'il s'agisse ou non de comptes de chèques postaux.

Les banques auront donc tout avantage à se faire ouvrir des comptes courants postaux. Elles ne peuvent que gagner à l'institution du service; on ne voit pas ce qu'elles pourraient perdre. Pas un de leurs clients ne les abandonnera.

On a encore objecté que le chèque postal pouvait peut-être être utile à certains pays voisins, mais ne correspondait en France à aucune nécessité de fait, notre système bancaire avec son réseau étendu et complet de succursales suffisant largement aux transmissions des fonds.

La réponse est le chiffre sans cesse croissant des mandats et articles d'argent postaux : ce chiffre, qui dépasse 7 milliards 1/2 de francs, et en y ajoutant les lettres avec valeur déclarée, approche de 20 milliards, est pourtant l'indice d'un besoin satisfait. Quelle que soit l'organisation des banques en France, elle n'a pas eu pour but de restreindre le développement des services postaux de transmission de fonds, bien au contraire, les banques rentrent parmi les clients les plus assidus de l'administration. Le chèque postal n'est que le perfectionnement de ces services par trop encombrés, mais éminemment utiles.

Il nous reste à examiner l'objection que le chèque postal, accaparant une partie de la matière compensable et habituant le public à un clearing administratif, risque de nuire au développement, pourtant si économiquement nécessaire du clearing des Chambres de compensations : cette objection est, selon nous, la plus sérieuse qui soit faite. Il est d'abord hors de doute que les pays qui ont le bonheur de posséder un système de clearing complet, comme l'Angleterre et les États-Unis, n'ont guère à recourir au système du chèque postal qui n'obtient qu'un clearing inférieur. Cependant, même en ce cas, ne pourrait-il pas servir de complément au clearing bancaire en étendant le système des compensations dans sa classe sociale non bancable (les non-gentlemen, selon M. Esquiros, déjà cité) et produire le perfectionnement du régime des mandats-poste.

Le moment, peut-être, viendra où ces deux pays seront dans l'obligation d'adopter le chèque postal pour pouvoir participer au régime du chèque postal international.

D'ailleurs, chaque pays a son économie nationale propre : il en est, où, malgré tous les efforts les plus louables, le clearing anglo-saxon n'a pu produire d'appréciables résultats (exemple la France, qui, après quarante-cinq ans d'expérience, n'a pu obtenir à sa Chambre de compensation de Paris qu'une trentaine de milliards de compensation) tandis que le clearing postal allemand de 1917 obtient 73 milliards de marks). Ne devient-il pas, dès lors, légitime de tenter une autre voie. Cet insuccès, d'ailleurs, du clearing bancaire que la France partage avec la plupart des nations du con-

minent, ne tiendrait-il pas, en définitive, à la différence sociale des classes. Les États-Unis et l'Angleterre sont les pays classiques du capitalisme : pays des grosses fortunes (milliardaires américains), à côté de la multitude des salariés; pays de grosse concentration capitaliste (effet du régime du capitalisme); l'intermédiaire des banques s'y comprend fort bien et s'y développe de façon extensive; par là devient facile et total le clearing bancaire. Au contraire, en France et sur le continent, en dépit des régimes politiques, le capitalisme y est moins étendu, la fortune y est plus dispersée, la classe moyenne plus nombreuse; n'est-ce point une partie de l'explication de la moindre concentration bancaire et de l'incapacité de notre Chambre de compensation. Dès lors, ces pays ne sont-ils pas fondés de chercher des résultats dans une institution plus démocratique, dans un clearing plus populaire comme l'est le clearing postal qui, malgré ses entraves, est plus particulièrement apte à susciter les petits capitaux et à atteindre les fonds ruraux dispersés sur tout le territoire?

Quant à l'objection de ravir au clearing bancaire une part de sa matière compensable qui fera défaut aux applications de dettes, on peut répondre que cette part sera réduite du fait même qu'ils n'opèrent pas dans le même domaine et d'ailleurs il faut en dire autant du clearing de la Banque de France. Au surplus, il existe un moyen d'y remédier, la Belgique et l'Allemagne, après l'Autriche et le Japon, l'ont adopté; c'est de faire participer les bureaux de chèques aux opérations des Chambres de compensation : dans toutes les villes allemandes sièges d'un bureau de chèques (en 1917 encore Dantzig et Königsberg ont fait l'objet de pareille mesure) un membre de ce bureau devient membre du clearing bancaire; même procédé à Bruxelles; nous regrettons que la France n'ait pas adopté ce système, mais nous avons confiance que la pratique du chèque postal en démontrera bientôt l'utilité.

On peut donc conclure que le chèque postal vaut par son organisation : strictement réglementé, loin de faire concurrence aux banques, il est apte à leur faciliter les opérations d'envoi de fonds et à accroître leur clientèle.

Il est encore toute une série d'objections qu'on a faites contre cette Institution : elles sont de moindre importance, nous les signalerons brièvement.

Le chèque postal accroît les attributions de l'État et constitue

un gain de la doctrine étatiste : « Ce serait, disait *Le Temps* du 5 avril 1909, le droit au compte courant en attendant le droit au crédit » ; le *Journal des Débats*, du 22 octobre 1909 : « Le moment est-il bien choisi pour assurer au socialisme d'État une nouvelle conquête ? » Sans prendre parti dans ces discussions politiques, on peut simplement répondre qu'il ne s'agit ici nullement d'un service nouveau, mais du perfectionnement selon un procédé moderne, d'un service déjà ancien. Au lieu d'exiger un versement en numéraire à chaque émission de formule postale, on autorise les particuliers à constituer une provision préalable sur laquelle sera imputé le coût des valeurs postales dont l'émission sera successivement demandée : c'est là uniquement une simplification. Le Parlement avait d'ailleurs bien pressenti le parti qu'on pouvait tirer de cette conception lorsque, par la loi du 5 avril 1879, autorisant l'administration des Postes à se charger du recouvrement des effets de commerce, il prévoyait l'ouverture des comptes courants au nom des déposants d'effets à recouvrer ; à tel point que le rapporteur du Sénat, M. E. Dupont, pouvait dire que l'administration aurait pu, sans en référer au Parlement, réaliser partiellement un service de comptes courants.

Une autre objection a été faite : « *Le solde actif des comptes accumulera dans les caisses de l'État une somme considérable : les capitaux seront prélevés ainsi sur les disponibilités commerciales du pays et en outre leur accumulation exposera l'État à des risques graves au cas où une crise économique ou financière provoquerait une demande générale de remboursements* ».

« On veut faire endosser par l'État la responsabilité de gros dépôts, immobiliser une partie des ressources disponibles de la France dans les portefeuilles de titres au lieu de les consacrer au développement du commerce et de l'industrie du pays » (M. Just Hariston, *Revue politique et parlementaire*, 10 février 1909).

Le Temps allait jusqu'à dire (12 avril 1909) : « On peut se demander si, par l'institution des chèques postaux, l'État ne chercherait pas à soutenir sa rente. »

Le *Journal des Débats* du 22 octobre 1909 : « Les fonds disponibles du service des comptes courants postaux iront donc rejoindre à la Caisse des dépôts et consignations, l'effroyable amas des titres de rente représentant l'actif des Caisses d'épargne. »

Pour répondre à cette objection, il convient de faire une discri-

mination préalable : le service des chèques postaux n'est nullement une institution de dépôt comme les Caisses d'épargne mais une institution de transmission de fonds ; à condition d'être organisée, comme nous l'avons dit, de façon à ne rester que simple transmission de fonds, elle ne saurait ni attirer ni retenir les capitaux. Sans l'appât d'un intérêt, personne ne s'avisera de maintenir à son actif une somme dépassant le minimum indispensable. Les plus petits clients feront transporter l'excédent sur les livrets de caisse d'épargne, les autres s'adresseront aux banques. Le service, au contraire, n'a aucun profit à voir se produire une accumulation de capitaux : les opérations étant taxées, le service réaliserait le maximum de recette si tous les comptes se soldaient chaque jour.

Il ne s'agit donc, à la vérité, que du solde constitué par le fonds de garantie et le fonds de roulement indispensable aux paiements : ce fonds de roulement, il convient de le remarquer, reste aux mains du service pendant l'intervalle de temps matériellement nécessaire aux opérations de crédit et de débit ; une somme versée ou prélevée pour paiement ne se trouve à disposition du créancier qu'après une série d'ordres ou d'opérations d'écritures qui peuvent durer un ou plusieurs jours. Or, comme les opérations se renouvellent tous les jours, le solde moyen apparaît permanent et tend à se stabiliser à un certain chiffre.

Ce solde moyen qu'on appelle également « l'avoir des titulaires » est un solde inévitable puisqu'il est le fonds de roulement indispensable aux opérations ; on ne peut donc faire grief de son existence à la poste, les banques le possèdent aussi.

La seule différence et elle est d'importance sérieuse, c'est que les banques en disposent activement, c'est-à-dire le font fructifier dans les opérations de commerce ou d'industrie, escompte, prêts à court terme, etc..., tandis que la poste, par l'effet de son incapacité administrative, se voit interdit un pareil usage : c'est le point capital de la critique.

Aux mains des banques, le solde moyen de ce service est productif dans le sens national ; aux mains de l'administration, il ne peut l'être.

On a essayé dans tous les pays à remédier dans la mesure du possible à cette infériorité et à cette immobilisation de fonds ; on l'a fait en dégageant totalement ou en partie l'administration de son incapacité à commercer. L'Autriche semble avoir appliqué le remède total, en autorisant le service des chèques postaux à faire la plupart

des opérations productives de banques; voir note, page 111. En Suisse, les fonds disponibles donnant le service des chèques et virements postaux, déduction faite d'un fonds d'exploitation suffisant à tenir en réserve dans les caisses des arrondissements et des offices de poste, sont placés à intérêt par la direction générale des postes avec le concours du département fédéral des finances et des douanes. Le tiers environ des fonds destinés à être placés à intérêt est employé en titres indigènes (confédération, chemins de fer fédéraux, cantons, communes), les deux autres tiers sont placés en dépôt dans les banques (banques cantonales et autres banques d'émission). On voit par là que le service suisse par l'intermédiaire des banques et le service autrichien par lui-même, aboutissent à un placement productif du solde au point de vue commercial.

L'Allemagne a été moins loin dans cette voie : l'ordonnance de 1908 prévoyait à ce sujet que la réglementation, réservée en principe au chancelier de l'Empire, devrait s'inspirer d'une double considération : 1° Étant donné le caractère d'exigibilité immédiate des fonds, une partie importante de ceux-ci devrait être convertie en valeurs très facilement réalisables ou encore en traites de premier ordre tirées sur l'étranger et remboursables en or;

2° Une partie des mêmes capitaux devrait être affectée aux besoins en matière de crédit des catégories de la population dans laquelle se recrutent les titulaires de comptes de chèques.

La réglementation dont il vient d'être question est intervenue au cours de l'année 1910. Elle dispose qu'après prélèvement des sommes nécessaires pour le service de caisse des bureaux de chèques et des bureaux de poste, l'excédent doit être placé :

1° A raison de 50 p. 100 en titres de la dette de l'Empire ou d'un État confédéré ou en prêts à des sociétés, associations ou autres institutions destinées à favoriser l'industrie, le commerce et l'agriculture, contre engagement de valeurs choisies dans la catégorie de celles qui sont admises pour le placement des fonds des mineurs;

2° 50 p. 100 en lettres de change ou fonds du Trésor ou d'un État confédéré, ou par virement à la caisse centrale de l'Empire, moyennant un intérêt de 3 p. 100 par an.

Telle est la théorie, mais la pratique sensiblement déplace le pourcentage; la situation du mois de décembre 1911 donne les chiffres suivants : pour un solde moyen global de 128 980 391 marks titres de rente 3 1/2 p. 100 de la Dette.

	Marks.
Impériale allemande	26 708 040
— 3 p. 100	4 449 492
3 1/2 Dette consolidée de l'État prussien	9 864 978
3 p. 100 Rentes saxonnes	399 774
4 p. 100 — hessoises	249 075
3 p. 100 — hambourgeoises	326 015
3 p. 100 — de l'État de Brême	2 767 325
3 p. 100 — de l'État de Lubeck	1 595 000
3 1/2 p. 100 Obligations des chemins de fer badois	1 915 528
Prêts à des associations	3 500 000
Valeurs de change	10 000 000
A la caisse centrale de l'Empire à 3 p. 100	55 419 355
Numéraire	11 785 806
Total	128 980 391

Et le compte rendu officiel de 1916 paru dans *Le Bulletin de l'Union postale universelle de Berne* s'exprime : l'avoir des titulaires est converti essentiellement en titres d'emprunts à intérêt fixe de l'empire et États confédérés; une faible partie est consacrée à des prêts à corporations et achats de lettres de change et bons du Trésor à court terme, par entremise de la Banque impériale; une bonne partie (163 millions de marks sur 463 millions d'avoir total en 1916) déposée à la Banque impériale principale moyennant paiement d'un intérêt de 3 p. 100; le reste est employé à fonds de roulement des bureaux de poste et à la réserve des bureaux de chèques postaux. Le total du placement en 1916 est de 440 millions.

En *Belgique*, la Banque nationale est le caissier du Trésor. Elle connaît quotidiennement l'avoir du compte courant du Trésor et suivant les indications du ministre des Finances, elle affecte les disponibilités du compte courant du Trésor à l'achat d'effets de commerce sur l'étranger, remboursables à vue et en or. A la fin de chaque mois le service des chèques notifie au ministre des Finances l'avoir moyen des déposants dans le mois et le Trésor conserve en portefeuille des effets pour la valeur de cet avoir moyen. Il bonifie au service des chèques l'intérêt de cet avoir moyen d'après le revenu moyen des valeurs qu'il a en portefeuille.

Cette rémunération trouve sa justification dans l'économie qui résulte pour le Trésor de la diminution de la circulation monétaire. Elle peut, avec le développement du service des chèques, constituer la source principale des recettes et permettre la réduction des taxes.

Ces différents systèmes permettent plus ou moins de réduire ce qu'on peut appeler l'improductivité commerciale du solde moyen :

les systèmes belge et suisse sont à signaler particulièrement, car, sans faire concurrence aux banques privées comme le système autrichien, ils parviennent, par l'intermédiaire même de ces banques, à mettre ces fonds à la disposition de la production nationale.

La France n'a pas cru finalement devoir suivre ni l'un ni l'autre système. La loi du 7 janvier 1918 ne prévoit aucun placement ni en titres d'État ni en valeurs commerciales. A notre avis, il faut en rechercher la cause dans les circonstances de temps où l'institution a été établie : la guerre.

En effet, ce bouleversement général avait produit une perturbation profonde et dans les valeurs d'État et dans les opérations de crédit : on ne voulut point soumettre aux risques des paniques politiques ou économiques ce fonds de roulement dont le remboursement pouvait être demandé en masse et à toute heure. C'est ce que fait ressortir l'exposé des motifs du projet du gouvernement :

« Dans un projet antérieur, qui remonte à 1909, l'administration avait envisagé une organisation comportant le placement des fonds en dépôt et l'attribution d'un intérêt aux titulaires de comptes.

« Après examen de la question, en 1912, par le comité consultatif des postes et des télégraphes, dans lequel étaient représentées toutes les branches de l'activité nationale : commerce, industrie, banques, agents de change, etc., et d'accord avec le ministère des Finances, il a paru que la conversion en valeur d'État ou garanties par l'État de fonds dont le remboursement peut être réclamé à vue, présentait des inconvénients que les événements en cours mettent particulièrement en lumière.

« Comme conséquence du non-emploi des capitaux, un budget annexe particulier à la nouvelle institution est devenu inutile, les recettes devant être incorporées dans le budget général et les dépenses dans la section du budget concernant l'administration des postes et des télégraphes. Il n'y a pas lieu, non plus, de constituer un fonds de réserve. »

Et M. E. Dupont, rapporteur au Sénat :

« Le nouveau service n'étant qu'une amélioration de l'organisation actuelle, les sommes en compte doivent aussitôt que possible recevoir une affectation : émission d'articles d'argent ou virements. L'État ne cherche pas à accroître d'une manière indirecte les ressources de trésorerie. Il ne veut pas traiter les provisions destinées aux mouvements de fonds postaux plus favorablement

que les mandats non présentés au paiement. Sa comptabilité en sera simplifiée et, ne servant pas d'intérêts, il ne transformera pas en valeurs de portefeuille la fraction de solde qui, en temps normal, pourra être considérée comme fixe. »

Il en résulte que les fonds du solde du service des chèques postaux en France se confondront avec les fonds habituels du Trésor et constitueront en définitive des ressources de trésorerie : c'est là leur unique productivité; elle avait son importance en temps de guerre où l'affaire capitale était par tous les moyens de secourir le Trésor d'État et consolider le nerf de la guerre, mais en période normale toute légitimité de ce système disparaît, il ne servirait qu'à masquer la progression de la dette flottante. Aussi avons-nous espoir, quand la paix aura rétabli l'équilibre budgétaire, de voir réformer cette mesure dans le sens d'une évolution plus commerciale.

Au surplus, il est juste de faire remarquer que, quel que soit le mode d'emploi du solde moyen permanent de ce service, il reste inférieur au solde analogue résultant du système des mandats-poste. En 1913, en France, pour une émission totale de près de 4 milliards de francs de mandats, le solde, c'est-à-dire les titres en instance de paiement, représentait 40 millions, soit 1 p. 100. Or, si nous recherchons dans les pays où fonctionne le service des chèques postaux, quelle est la proportion de son solde moyen, nous le trouvons se stabilisant autour de 1/2 p. 100 du chiffre d'affaires (voir tableau ci-joint⁽¹⁾).

(1)	Solde moyen global.	Solde moyen par compte.	Chiffres d'affaires.	Proportion.
ALLEMAGNE.				
1909	63 649 076 marks.	1 747	9 820 801 468 francs.	0,6
1910	94 030 285 —	1 887	18 451 530 915 —	0,5
1911	139 744 472 —	2 237	25 117 267 997 —	0,5
1912	154 400 000 —	2 053	30 447 000 000 —	0,5
1913	170 500 000 —	1 973	35 966 000 000 —	0,4
1914	241 500 000 —	2 343	38 009 000 000 —	0,6
1915	273 800 000 —	2 449	47 806 000 000 —	0,5
1916	465 100 000 —	3 123	63 482 000 000 —	0,7
1917	726 000 000 —	3 832	97 159 000 000 —	0,7

Suisse. — Bien que servant un intérêt de placement, la Suisse ne dépasse guère la même proportion.

1909	17 205 334 francs.	2 359	2 400 000 francs.	
1910	21 847 640 —	2 297	3 297 000 —	
1911	28 045 395 —	2 430	4 090 715 507 —	0,6
1912	32 223 219 —	2 832	4 939 812 300 —	0,6
1913	34 285 213 —	2 168	5 396 538 069 —	0,6
1914	44 486 574 —	2 561	5 455 434 608 —	0,7
1915	49 322 660 —	2 655	6 135 560 537 —	0,7
1916	65 905 300 —	3 163	8 126 062 919 —	0,7
1917	93 069 310 —	3 881	11 162 639 434 —	0,8

Il résulte de ces résultats que, par rapport au chiffre d'affaires, le solde global est relativement peu important et en tous cas bien inférieur à celui que nécessiterait le service des mandats atteignant le même chiffre d'affaires. C'est donc, par rapport au service des mandats, une économie de numéraire et un gain de productivité.

Il reste les difficultés que susciterait à l'État en cas de crise une demande générale de remboursement : c'est là un nouvel aspect de la question. Sans doute, comme nous l'avons remarqué, le solde moyen reste minime par rapport au chiffre des transactions et tend même à se stabiliser autour de 0,5 p. 100, mais, malgré la mininité et la fixité de la proportion, ce solde moyen est susceptible d'atteindre avec le développement rapide du service un quantum considérable⁽¹⁾ : en Allemagne, après neuf années d'existence, il approche du milliard (726 millions). Il en résulte une grave menace pour l'État. Que les fonds de ce solde aient été placés en valeurs d'État ou commerciales ou bien employés aux besoins de la Trésorerie générale, la difficulté subsiste toujours avec plus ou moins de gravité : les valeurs commerciales à court terme, en général, permettent une réalisation meilleure ; les valeurs d'État risquent, au contraire, de subir la panique des crises et l'effondrement subit des cours, l'emploi dans le mouvement de la Trésorerie comporterait, semble-t-il, autant de difficultés puisque l'État se trouverait soudain amené à trouver la disponibilité de fortes sommes. Il n'apparaît qu'un remède : la clause de sauvegarde qui joue pour les caisses d'épargne et dont le moratorium ne fut qu'une imitation.

On a objecté également l'éventualité des grèves des fonctionnaires des postes : il suffit de répondre que pareille éventualité menace également le service des mandats et articles d'argent postaux dont le service du chèque postal n'est que le remplaçant. D'ailleurs, cette éventualité n'est pas spéciale à la poste, elle menace aussi les banques privées et, précisément à l'heure où ces lignes sont écrites, le personnel des banques de Paris vient de décréter la grève.

L'examen des critiques formulées contre le chèque postal nous a aidé à en justifier l'institution du point de vue économique. Il répondait à une utilité de fait incontestable et générale. Il avait au surplus un rôle de circonstance : participer, dès la guerre, à l'œuvre

(1) Il convient de le réduire de la portion, destinée, sur ce montant, à assurer les opérations quotidiennes et par conséquent indisponibles dans les caisses des recettes postales.

de réduction de l'inflation périlleuse de la circulation fiduciaire et procurer du même coup à l'État des ressources disponibles au placement de ses emprunts. C'est pourquoi nous l'avons rattaché à la campagne amonétaire de 1916.

L'exposé des motifs du projet de loi du gouvernement français de 1916 résume ainsi les heureux avantages du chèque postal :

« Les grands magasins de nouveautés, les établissements qui vendent des marchandises payables par semaine, par quinzaine ou par mois, ainsi que tous les établissements qui reçoivent un très grand nombre de mandats ou de lettres chargées ou recommandées, pourront également demander l'ouverture d'un compte courant postal et adresser à leurs clients des mandats-cartes préalablement complétés par l'indication du numéro de leur compte et de la somme à payer,

« Les débiteurs se libéreront en présentant simplement leur mandat au guichet d'un bureau de poste et en versant le montant de leur dette. Un récépissé leur sera remis, et l'opération sera terminée, en ce qui les concerne, sans qu'ils aient à se charger d'envoyer quoi que ce soit par lettre, à leur vendeur. Si leur domicile est éloigné d'un bureau de poste, ils pourront solder leur dette entre les mains d'un facteur à qui ils remettront les fonds et le mandat.

« Cette pièce, adressée en fin de journée, par le bureau de poste, au service détenteur du compte courant, permettra de créditer le compte intéressé du montant du dépôt effectué. Le coupon détaché du dit mandat sera envoyé aussitôt par le bureau de comptes courants au titulaire du compte, qui saura ainsi que son débiteur s'étant libéré, il peut disposer de la somme versée à son profit, mais il n'aura pas eu l'embarras d'en opérer l'encaissement dans un bureau de poste comme il est tenu de le faire actuellement, notamment avec les mandats ordinaires dont l'emploi est le plus fréquent.

« Le titulaire ou son employé aura donc réalisé une économie de temps correspondant au déplacement vers un bureau de poste, à l'attente plus ou moins prolongée devant un guichet souvent encombré et il n'aura couru aucun des risques d'erreur, de perte ou de vols inhérents à tout maniement de deniers.

« Si le titulaire de compte reçoit actuellement plusieurs centaines ou plusieurs milliers de mandats par quinzaine ou par mois, on aperçoit, de suite, les avantages qu'il retirera du nouveau service.

« Mais, comme il n'a pas intérêt à laisser improductifs les fonds

ainsi portés à son compte, il pourra, s'il est titulaire d'un compte courant en banque et si la banque est elle-même affiliée au service (ce qu'il ne tardera pas à exiger), faire virer de son compte courant au compte courant postal de la banque les sommes qu'il désire faire porter à l'actif de son compte courant en banque. Son banquier fera ensuite emploi de ces capitaux dans les conditions habituelles. »

Si le titulaire ou industriel, par exemple, a son établissement loin de tout guichet de banque, il pourra aisément, pas l'intermédiaire du service, faire centraliser dans son compte courant postal toutes les sommes qui lui sont dues par ses correspondants, alimenter son compte courant de banque au moyen du virement de ces sommes et faire domicilier⁽¹⁾ les effets de commerce dans ladite banque, ce qui lui évitera d'avoir à conserver à son domicile les valeurs nécessaires au règlement de ses échéances.

« Le petit commerçant, qu'il soit de la ville ou de la campagne, pourra procéder de la même manière.

« Les sociétés de secours mutuels (pour lesquelles nous souhaitons, dans l'avenir, un tarif spécial très réduit) pourront faire centraliser dans leur compte courant postal toutes les cotisations de leurs membres dispersés et affecter leur avoir en compte au paiement des indemnités pour maladie, aux honoraires des médecins ou aux fournitures de médicaments faites par les pharmaciens, le tout sans déplacement ni maniement de numéraire.

« Les syndicats trouveront dans le service postal un collecteur des cotisations, à portée de tous leurs membres.

« Les journaux utiliseront avec avantage le compte courant postal pour le groupement du montant de leurs abonnements.

« Les percepteurs qui seront affiliés au service — et ils le seront tous à bref délai, nous n'en doutons pas — mettront à la portée des contribuables un moyen simple et pratique de se libérer de leurs impôts.

« Les avocats, les médecins feront verser leurs honoraires à leur compte courant postal par leurs clients.

(1) Enfin le chèque sera une simplification dans la domiciliation des effets de commerce. Tout le monde a encore présents à la mémoire les attentats contre les garçons de recette qui ont ému l'opinion publique dans les dernières années d'avant la guerre affaire de la rue Meslay, de la rue Dauphine, du faubourg Saint-Antoine..., etc.

Toute la presse était unanime, à cette époque, à souhaiter que tous les effets de commerce dont le recouvrement est fait en nombre considérable à domicile, soient remplacés par des effets domiciliés, c'est-à-dire payables en banque.

« Les libraires, les éditeurs de journaux joindront à leurs envois des mandats de versement tout préparés, etc. »

On peut donc conclure que cette institution, adoptée avec plein succès par la plupart des pays d'Europe, du moins ceux qui, comme la France, ont une économie capitaliste diffuse, fournira à notre pays un outil économique qui, pour n'être pas le meilleur ni le plus économique n'en est pas moins un outil de progrès. Elle coordonnera, simplifiera et facilitera les opérations de recettes et de dépenses des caisses publiques en unifiant (décret du 6 décembre 1918) les procédés amétalliques de virements que les décrets Ribot de 1918 avaient déjà autorisés. — Elle fera pénétrer ces procédés progressifs dans la couche sociale des petits dont les affaires sont trop peu actives ou trop peu volumineuses pour recourir au chèque de banque, elle les fera pénétrer également dans la classe des paysans, bas de laine de la France, que la banque lointaine n'atteignait qu'avec peine. — Complément du système bancaire, elle sera encore un précieux auxiliaire aux établissements de crédit par la facilité nouvelle qu'elle offre dans la transmission des fonds, par la possibilité pour ces établissements d'acquérir une nouvelle clientèle, celle des campagnes qui leur échappe actuellement faute de trait d'union, enfin par l'apport qu'il ne manquera pas de leur faire en déversant dans leur caisse en vue de placement les excédents de ses propres comptes courants. Enfin, il devenait nécessaire de mettre notre service postal en harmonie avec les services similaires des pays voisins pour lui permettre de procurer à sa clientèle une arme économique égale et surtout de bénéficier en temps opportun de l'imminente création (déjà en voie de réalisation) du chèque postal international.

Tel est le fondement économique du chèque postal.

M. Walras, professeur à l'Université de Lausanne, répondant à M. Hector Denis, signalait enfin le caractère de haute moralité sociale que pouvait acquérir le service des comptes courants postaux. « Cette banque (la poste) aurait, en outre, un avantage moral que MM. Solvay et Denis ont signalé à juste titre, et qui se résume tout entier dans la substitution, au pur salarié du régime actuel, touchant son traitement ou sa paie en argent, le dépensant à l'avance ou le buvant au cabaret, du travailleur capitaliste, ayant à tenir un carnet et des comptes, crédité de son salaire et de ses intérêts, débité de son loyer, du prix des produits, qu'il consomme, du montant de ses cotisations d'association et d'assurance, acquérant l'expérience

-de la vie et des affaires, fondant une famille, à cent lieues de l'aumône et de la charité, sinon pour la faire à de plus faibles, à de moins heureux que lui, en tous cas pour la recevoir, bref l'horizon économique et moral de la société future. »

B. — LE CHÈQUE POSTAL DANS L'ÉVOLUTION ADMINISTRATIVE
DES « ARTICLES D'ARGENT » : FONDEMENT ADMINISTRATIF

Amené par une évolution économique, le chèque postal se trouvait au surplus réclamé par une urgente nécessité administrative. Sur le terrain économique, on aurait pu au besoin se contenter du chèque de banque et essayer de lui faire produire les mêmes résultats qu'en Angleterre ou aux États-Unis, mais au point de vue administratif, il était de toute urgence de porter remède à l'engorgement tant de fois signalé de tous les côtés, des services et guichets postaux, et surtout de dégager la comptabilité postale de l'inextricable complexité qui exigeait un contrôle laborieux et archaïque.

On peut dire qu'au point de vue administratif, l'institution du chèque postal est l'aboutissant d'une évolution logique et nécessaire des « articles d'argent » postaux.

Elle répond à une évolution logique :

En effet, depuis que la poste a été chargée du service de transmission de fonds, elle a cherché à perfectionner ce service et à mettre à profit les procédés perfectionnés que l'expérience moderne révélait.

Certes, elle a rarement découvert des procédés nouveaux, bien plutôt elle s'est montrée timide et tardive à appliquer les perfectionnements reconnus par la pratique. Mais peut-on lui en faire grief?

C'est qu'elle est l'Administration et de ce fait frappée d'incapacités notoires : elle ne peut rien innover sans mettre en mouvement un appareil compliqué dont les rouages ne se mettent en marche qu'avec une sage lenteur : conseils, rapports, ententes interministérielles, décisions soit administratives soit même parfois parlementaires; bien plus, par la rigidité, à notre avis souvent néfaste comme c'est le cas pour tous les services économiques, de la règle de la non-spécialisation du budget, elle ne jouit point d'un budget autonome et ne peut par conséquent apporter d'elle-même les améliorations nécessitées par l'accroissement rapide des affaires : toutes les

plus-values résultant de cet accroissement au lieu d'être appliquées, selon la bonne logique, au perfectionnement du service, s'engouffrent dans le trou toujours béant du budget général. Toute modification amenant fatalement un déséquilibre budgétaire, il devient nécessaire de prendre autorisation du Parlement ou tout au moins d'obtenir l'assentiment du ministre des Finances, gardien jaloux, aveugle et souvent soucieux d'un trésor sans cesse déficitaire. Aussi attend-on, pour opérer la plus simple réforme, qu'elle devienne d'extrême urgence et menace d'un effondrement. Incapacités inhérentes au régime administratif, qui, pour en constituer la tutelle et la sauvegarde, n'en sont pas moins l'obstacle le plus sérieux aux évolutions du progrès. Ceux qui vivent dans ces maisons laborieuses mais étroites que sont les administrations, savent quelle ingéniosité il faut déployer pour arriver à trouver des solutions amorphes qui, pour ne point toucher aux recettes, restent trop souvent boiteuses et inefficaces. Cette servitude, avec bien d'autres causes sans doute qui semblent d'ailleurs en être la conséquence, telles que l'irresponsabilité et le refus ou le manque d'initiative, afflige l'administration d'une infériorité irréductible vis-à-vis des entreprises privées ⁽¹⁾. L'évolution économique de l'État qui, en dépit de toutes discussions, est un fait indiscutable et que la guerre a poussé à une allure inconnue jusqu'ici, fait progressivement ressortir cette tare : d'aucuns en prennent argument contre elle, mieux vaudrait peut-être, puisqu'elle semble fatale, chercher à lui fournir un cadre moderne, progressif, façonné dans la responsabilité et l'initiative seules génératrices de progrès.

De plus quand l'administration veut perfectionner ses services par des procédés modernes, on lui crie aussitôt concurrence : il y a du vrai, il faut en convenir, mais cela ne vient-il pas du régime bâtard qui lui est imposé. Les services publics industriels ou commerciaux sont des anomalies dans l'État politique tel que notre droit public classique l'a construit.

Toute industrie, tout commerce doit être libre ou monopolisé. Si on repousse le monopole, il faut accorder la liberté de la concu-

(1) M. Lebureau qu'un journalisme facile accable de toutes les négligences et de toutes les lenteurs d'un rouage vieilli, n'est dans l'organisme administratif français, qu'une machine irresponsable aux mains d'une volonté lointaine, anonyme, insaisissable. Mais M. Lebureau a bon dos ! Mieux que les détracteurs, il aperçoit les vices du mécanisme puisqu'il en souffre, mais impuissant à y remédier, il prend l'accoutumance de l'inertie et du silence qu'on lui impose.

rence. Vouloir refuser l'un et l'autre, c'est vouloir figer le service dans une archaïque infériorité. La transmission des fonds, en langage administratif « le service des articles d'argent » est une opération de banque : ce service existe depuis un siècle, il répond à une utilité reconnue et je ne crois pas qu'il y ait quelqu'un, même parmi les adversaires du monopole, qui conteste sérieusement sa commodité ; même les banques et peut-être surtout elles, en font un usage incessant. Songeons, en raisonnant par l'absurde, au désarroi que causerait la cessation subite de ce service public. Point n'est besoin d'insister : ce service d'ailleurs existe dans tous les pays du monde. Or, cette institution n'a pas été monopolisée comme, par exemple, le transport des lettres, et il ne saurait l'être au moins dans l'état actuel de l'économie sociale, car le commerce de l'argent, contre-partie du commerce des choses doit suivre les mouvements de celui-ci. Même dans les pays comme l'Autriche, où la poste est admise à faire toutes les opérations de banque, escompte, réescompte, placements de valeurs mobilières, opérations d'ordres de bourses, on n'a jamais songé à en faire un monopole. Il faut donc la laisser se déployer avec une certaine liberté pour qu'elle se mette en harmonie avec les affaires dont elle est le précieux auxiliaire. Mais ce service, qui est un service de banque, à qui peut-il vraisemblablement emprunter ses procédés, sinon aux pratiques bancaires ? Lui en faire grief, c'est déraisonnablement le condamner à ne rendre que des demi-services, le condamner à l'incommodité. Lui en faire grief et l'accabler ensuite de critiques pour son mauvais fonctionnement, c'est contradictoire et au surplus souverainement injuste. « Il ne faut pas constamment, disait M. Blin à la conférence de mai 1918 donnée dans l'amphithéâtre de l'école professionnelle supérieure des postes, reprocher aux services d'État d'être exploités contrairement aux procédés commerciaux, contrairement aux besoins et aux désirs du public, et le jour où l'on cherche à réaliser un perfectionnement, une simplification, leur reprocher aussitôt d'empiéter sur le domaine réservé aux initiatives privées et invoquer l'étatisme. »

Nous verrons combien cette phobie de la concurrence a nui à notre institution et de quel titre bâtard elle a amené la création : ni mandat-poste, ni chèque, son rendement en sera d'autant affaibli. Cette crainte de faire concurrence est comme une nouvelle incapacité administrative.

Il faut donc convenir qu'il est parfaitement logique que la poste perfectionne son service de transmission de fonds par les procédés perfectionnés de banque.

Cette évolution logique peut se résumer en peu de mots.

Ce service fut confié à la poste, d'une façon officielle, par l'ordonnance du 16 octobre 1627. Mais, cette ordonnance ne faisait que consacrer une pratique déjà ancienne, ce qui est un argument contre ceux qui y voient une emprise de l'État sur le domaine des banques. L'ordonnance s'exprime ainsi : « Ordonnons à nos commis de tenir entre eux correspondance de remises et de recevoir les deniers qui leur sont présentés à découvert dont ils chargeront leurs registres pourvu qu'ils n'excèdent pas la somme de 100 livres pour chaque particulier et de se contenter d'un prix raisonnable pour le port d'iceux à proportion de la distance des lieux ».

C'était par là prêter l'autorité et la sauvegarde de l'administration et de la force publique à ce service particulièrement dangereux du transport d'espèces à travers les routes de France.

Un décret d'août 1794 porte le maximum à 3 000 livres en assignats et 1 200 livres en numéraire. De nos jours le montant est illimité.

De 1808 à 1816 les directeurs des postes (receveurs) tiraient sur le payeur aux armées, au bureau d'arrivée, un mandat payable à vue (admis seulement pour les militaires).

En 1817 l'usage de ce mandat fut étendu aux civils : en renonçant ainsi aux envois de groupes de numéraire, l'administration *s'inspirait du mandat de banque* en usage en Hollande et en Angleterre depuis le XVIII^e siècle. Ces mandats étaient composés de quatre parties : le talon, la reconnaissance (mandat), le récépissé, l'avis d'émission.

Le mandat connu sous le n^o 1404, encore en usage dans certains pays n'était payable que dans le bureau indiqué.

En 1832 on supprima les avis d'émission pour les mandats au-dessous de 100 francs ; en 1850 la même suppression eut lieu pour les mandats inférieurs à 200 francs, et en 1867 pour ceux au-dessous de 300 francs. À partir de cette époque, des avis d'émission furent seulement établis pour les mandats supérieurs à 300 francs.

En 1838 on plaça entre la souche et le mandat une série de chiffre latéraux servant de contrôle. En 1870 fut créé le mandat télégraphique.

En 1881 on créa le mandat-carte. Au début il n'avait pas, comme aujourd'hui, de coupons pouvant servir à la correspondance.

Le mandat-carte et le mandat-lettre qui est de même espèce mais fut créé plus tard, comportent une amélioration au service postal de transmission de fonds : ils évitent la perte du temps du destinataire à qui on porte les fonds à domicile et évitent les risques de vol ou de perte, puisque seule l'administration les garde en mains jusqu'à acquittement.

En 1882, on voulut apporter une amélioration nouvelle en créant le « bon de poste » qui est un titre simple et commode, au porteur et dispensé de formalités : ce fut au détriment de la sécurité. Dans le même ordre d'idées, on créa en Angleterre les « Postal orders », en Italie les « Tittolo di Credito », en Suisse les « livres d'identité ».

Enfin en 1892 on adjoignit à ce service de transmission de fonds, le service d'envoi contre remboursement, véritable garantie pour le vendeur. Il convient d'ajouter qu'en 1879 on chargea la Poste du recouvrement des effets de commerce en l'autorisant pour ce service à employer le système des comptes courants : cette autorisation, dont l'administration a toujours négligé de se servir, est remarquable puisqu'elle constitue la première idée du chèque postal : si l'administration française avait usé de cette autorisation, elle eût été la première à créer les comptes courants postaux et la loi de 1918 aurait probablement été inutile.

Les droits des mandats ont souvent varié. En 1708, ils étaient de 3 p. 100; en 1846, ils tombent à 2 p. 100 pour être réduits à 1 p. 100 en 1862. Les mandats de recouvrements établis en 1879 eurent un moment le tarif de 1/2 p. 100; actuellement ce tarif est encore plus réduit.

L'influence des tarifs sur la circulation des mandats est incontestable; d'une façon générale, plus ils sont réduits, plus les recettes augmentent, c'est donc que la réduction multiplie leur usage.

Dès l'apparition des mandats-poste, le trafic des articles d'argent prit une extension considérable.

D'abord introduit en Angleterre (mome orders), le service des mandats-poste fit ensuite son apparition en Allemagne (Postauweisingen), puis en d'autres pays dont la France.

L'apparition du mandat-poste constitua naturellement un énorme progrès par rapport à l'expédition, pleine de complications et de dangers, de l'argent en espèces.

Cependant l'usage des mandats présente de nombreux inconvénients tels que l'immobilisation dans les caisses postales d'un fonds de roulement considérable, une perte de temps pour aller toucher ou verser les espèces aux guichets, un personnel nombreux pour l'émission et le paiement, des risques de vols ou de pertes et de faux paiements, un contrôle infiniment lent et compliqué, etc., tous inconvénients qui avec l'accroissement formidable des « articles d'argent » postaux, étaient devenus un véritable péril. Il était donc logique que l'Administration songeât à remédier à cette situation et à introduire dans ses services des procédés plus perfectionnés : elle les trouvait dans la pratique des banques, il était légitime qu'elle les imitât. M. Chastenet écrivait en 1910 dans la *Revue politique et parlementaire* : « L'administration postale a charge des transports d'argent : or ces remises peuvent être faites de façon plus large, plus économique, plus rationnelle par exemple par les virements et les compensations d'un compte à l'autre. Ce sont là des procédés dont usent les banques, et on ne voit pas pourquoi la Poste n'en userait pas pour ses propres services. »

Non seulement cette adoption du chèque postal était logique, mais elle devenait absolument *nécessaire* : les rouages postaux se trouvaient à ce point engorgés qu'ils menaçaient effondrement et arrêt : le gâchis postal comme l'on aimait à l'appeler dans la presse.

Par suite du développement continu dont le tableau ci-contre donne une exacte idée, le service des mandats entraînait de toute urgence une modification.

M. Steeg, rapporteur du budget des Postes, disait déjà en 1907 : « Le service des articles d'argent tel qu'il a été organisé en 1828 pour quelques centaines de mille francs, continue à fonctionner en 1906 dans les mêmes conditions, bien qu'il porte sur 4 milliards. On continue à ouvrir un compte pour chacun des 45 millions de mandats émis et à apurer ce compte lorsque le mandat est payé. Rien n'est changé en théorie, mais en pratique les guichets sont plus encombrés, les faux paiements plus nombreux et les encaissements en numéraire des receveurs s'enflent démesurément à certaines échéances. »

Or en 1916 le nombre de titres émis dépassait 70 millions pour un montant de près de 7 milliards et demi de francs.

Devant un tel accroissement, le service postal avec ses procédés

archaïques et coûteux, se trouvait littéralement débordé⁽¹⁾, les « articles d'argent » devenaient moins des opérations postales que des opérations de banque : aussi les inconvénients du système se révélaient-ils avec une intensité chaque jour plus menaçante :

DATES	MANDATS ORDINAIRES	MANDATS INTERNATIONAUX	BONS DE POSTE 1882	VALEURS À RECOURRER 1879
1870	167 891 392	5 605 705		
1875	167 827 503	6 952 460		
1880	435 961 880	30 704 756		6 708 960
1885	617 817 917	39 614 927	6 821 296	140 686 093
1890	732 706 465	40 690 467	11 814 991	200 264 349
1895	802 438 013	39 683 319	23 766 312	231 955 918
1900	1 422 735 905	56 210 299	40 687 558	270 691 004
1901	1 565 846 643	60 210 978	42 190 368	272 297 663
1902	1 710 367 486	66 162 805	43 939 101	282 979 807
1903	1 640 411 189	63 438 974	42 250 000	303 292 714
1904	1 745 225 008	67 739 154	49 554 097	313 730 549
1905	1 834 360 025	73 228 538	54 581 981	317 173 502
1906	1 978 087 996	78 943 616	61 293 008	337 397 503
1907	2 138 732 922	84 712 863	58 966 620	367 602 493
1908	2 283 994 000	92 326 000	62 740 000	381 749 000
1909	2 416 284 000	97 186 000	64 593 000	402 880 000
1910	2 637 135 000	106 414 000	70 228 000	438 305 000
1911	2 494 650 000	104 077 000	75 148 000	456 525 000
1912	2 729 379 000	110 520 000	78 217 000	491 335 000
1913	2 880 152 000	138 027 000	87 688 000	536 430 000
1914	3 174 435 368	100 201 973	63 065 645	646 111 586
1915	5 947 704 047	87 408 213	25 928 832	1 109 107 017

Statistique tirée de l'Annuaire de Statistique du Ministère du Travail.

1) La nécessité d'employer de l'argent comptant tant pour l'encaissement que pour le paiement des mandats, immobilise en caisse une quantité considérable de capitaux dont l'emploi sur le marché financier rendrait de grands services. « Le numéraire contenu dans les caisses des receveurs des postes, dit M. E. Dupont, sénateur, dans son rapport, s'élevait au 31 décembre 1913 à 47 379 786 fr. 75.

(1) En Allemagne, M. de Podbielski en 1900 montrait également, dans un mémoire justificatif accompagnant le projet de loi sur les chèques postaux, que le développement continu du service des mandats entraînait la nécessité pour l'administration des Postes, d'avoir un fonds de roulement de plus en plus considérable (18 millions de marks en 1900 contre 510 000 marks en 1869) et que cet inconvénient était à peine atténué par la faculté pour toute personne titulaire d'un compte à la Reichbank, d'y faire porter directement par les soins de la poste, le montant des mandats-poste émis à son profit.

Sur cette somme, plus de 40 millions provenaient de l'émission de mandats et de bons du service métropolitain et étaient réservés pour le paiement à vue des titres de même nature. En effet, le solde du compte des mandats du régime intérieur était à la même époque de 42 millions de francs. Ce total comprend en plus du montant des titres en circulation et qui seront présentés au paiement à brève échéance, celui des mandats qui pour une cause quelconque ne seront ni payés ni remboursés et dont le Trésor bénéficiera à l'expiration du délai de prescription. Mais ces titres sont relativement peu nombreux, et en disant que le numéraire immobilisé en permanence dans les caisses publiques par le service des articles d'argent français atteint 40 millions, on n'est certainement pas au-dessus de la vérité.

2) Pour chaque opération d'émission et pour chaque opération de paiement, il y a un mouvement distinct de numéraire : aussi surgissent souvent de grosses difficultés de trésorerie. Les petits bureaux à encaisse réduite peuvent avoir soudain à effectuer de gros paiements.

M. Le Quesne⁽¹⁾ cite deux sociétés ayant des intérêts en Algérie qui envoyaient en 1907 des mandats dont la moyenne était 154 000 francs et allaient jusqu'à 567 000 francs.

En 1906, la moyenne de mandats émis à Paris était de 80 000 francs. Les encaisses n'étant pas sur tous les points du territoire en rapport avec les paiements à effectuer, des « groups » de numéraire représentant des sommes très élevées circulent incessamment de bureau à bureau.

« On pouvait trouver, disait un rapport administratif de 1917, des bureaux d'un département voisin de Paris dans lesquels des fonds de subvention, se montant à des sommes relativement considérables, sont demandés chaque semaine au chef-lieu d'arrondissement pour payer de gros mandats, soit à des commerçants, soit à des fermiers, qui régulièrement chaque semaine reportent ces fonds à la succursale de la Banque de France la plus rapprochée, ou dans un grand établissement financier, en compte avec la Banque de France.

« Ces transports de numéraire sont tout à fait inutiles ; ils obligent nos comptables à effectuer des écritures multiples : carnets 1114,

(1) *Chèques et virements postaux.*

1114 *ter*, registres 1101, 1102, 510, etc., et à compter un grand nombre de billets de 5, 10 et 20 francs, la plupart des paiements se faisant maintenant avec cette monnaie. La suppression de ces transports de numéraire constituerait à la fois une simplification du travail, une diminution de la responsabilité ainsi que des chances d'erreurs ou de pertes pour les receveurs.

A Paris seulement, en 1915, les mouvements effectifs de fonds entre la Recette principale et les bureaux de quartier ou d'arrondissement ont atteint près d'un milliard (959 426 000 fr.). La Recette principale a dû, malgré les émissions de la Défense nationale, demander au Trésor 380 millions de francs dont 160 en espèces : et cependant le Receveur principal a été autorisé depuis quelques années à payer les mandats-poste dont les bénéficiaires ont un compte courant à la Banque de France, au moyen de virements de son compte courant sur le leur.

C'est ainsi qu'en 1908, d'après le rapport de M. Millerand, ministre des Postes (19 octobre 1909), 92 047 500 francs ont été payés au moyen de 936 virements.

Il faut ajouter que, la durée de validité étant de deux mois, les mandats sont souvent accumulés par certaines maisons pour être payés en bloc : si leur nombre est supérieur à 10, ils doivent être présentés accompagnés d'un bordereau pour faciliter le travail des guichets. Il est évident que cette pratique, pour être bonne en elle-même, n'en comporte pas moins le risque d'obliger les bureaux à des paiements considérables, souvent même sans avis préalable d'émission.

Donc grosses difficultés de trésorerie.

3) Le système des mandats-poste occasionne une perte de temps considérable pour le public et un encombrement intolérable des guichets postaux. Qu'il s'agisse d'expédition de mandats, l'on doit personnellement ou par mandataire se rendre à un bureau de poste quelquefois éloigné de son domicile, prendre tour devant le ou les guichets d'émission, rédiger ou faire rédiger les indications utiles à la confection du titre, attendre cette confection, verser en numéraire le montant de l'envoi et des taxes, contre remise du titre (si mandat ordinaire ou bon de poste) ou simplement du reçu (dans le cas des mandats-cartes ou mandats-lettres). Qu'il s'agisse d'encaissement, ce sont à peu près les mêmes formalités et la même attente, l'on doit occuper un guichet postal, présenter le titre acquitté et

accompagné de pièces d'identité postale⁽¹⁾, recevoir et compter le numéraire. Dans l'un et l'autre cas, il y a les risques d'erreur, de perte ou de vol inhérents à la manipulation et au transport effectif des espèces. Il convient de signaler la fréquence des faux paiements résultant du vol de titres.

« Aussi est-il fréquent, disait M. Blin⁽²⁾, qu'un guichet de poste soit pris par une personne ayant 5, 8, 10 mandats et plus à expédier ou à recevoir, et pendant que l'employé exécute les opérations de cette unique personne, le nombre des arrivants s'accroît, l'attente se prolonge, et les récriminations du public qui s'impatiente se font nombreuses toujours, violentes quelquefois; et cela au détriment de la bonne tenue de nos bureaux de poste et de la sûreté de travail des agents, qui placés derrière leurs guichets n'en peuvent mais, cependant qu'une séance de travail qui dure plusieurs heures dans de pareilles conditions les fatigue toujours et les énerve parfois. »

Qu'on imagine maintenant ce que représente de perte de temps et d'encombrement, la masse énorme et sans cesse croissante de 70 millions de titres émis annuellement pour un montant de 7 milliards et demi de francs, en sachant que ce nombre et ce montant doivent être doublés puisqu'ils sont l'objet de la double manipulation : émission et paiement⁽³⁾.

4) Enfin il convient d'ajouter que le contrôle des articles d'argent, facile et utile avec un nombre normal de titres, devenait extraordinairement complexe et laborieux depuis l'accroissement formidable

(1) Nous disons postale, car chaque administration a des exigences spéciales.

(2) *Op. cit.*

(3) Sans doute l'administration, pour remédier à ces inconvénients, a-t-elle essayé de trouver des améliorations de détail : confection préalable par les titulaires des bulletins indicatifs de versement de façon à faciliter le travail du guichet et à réduire l'attente, d'autre part création sans cesse accrue de bureaux nouveaux (tableau suivant). Mais ce n'était là que des palliatifs transitoires que l'accroissement incessant rendait aussitôt insuffisants.

ANNÉE 1913	ÉTATS- UNIS	ALLE- MAGNE	ANGLE- TERRE	FRANCE	ITALIE	JAPON	SUISSE	BEL- GIQUE
Nombre de bureaux (en milliers).	59,9	51,6	24,6	15,4	11,4	8,0	4,4	1,7
Personnel (en milliers).	277,5	248,2	249,6	110,5	50,3	72,8	18,8	11,4
Recette (en millions).	1 381,4	1 182,5	604,9	395,9	127,0	151,6	66,4	43,6

du début du xx^e siècle (voir tableau, p. 131). Le mandat une fois émis reste entre les mains du public; l'administration ignore où et quand le paiement en sera requis et pourtant ce paiement doit avoir lieu à vue. L'administration n'a pas de rapports suivis avec l'expéditeur ou avec le destinataire; chaque formule émise a son existence propre. Pour suivre les opérations de ce service, on est obligé d'ouvrir un *compte spécial* à chaque formule, compte qui n'est apuré que lorsque la formule, acquittée par le bénéficiaire, a été rapprochée de la mention d'émission : cela faisait 70 millions de comptes ouverts tous les ans.

Il devenait donc absolument *nécessaire*, sous peine de voir se produire un craquement ou de mettre un frein à l'émission, ce que l'administration ne pouvait ni ne devait sans nuire aux affaires, — ou réformer ou simplifier le système de transmissions postales des fonds. Comme disait M. Steeg, la Poste ne pouvait plus grandir sans se transformer.

L'institution du chèque postal, qui, dans la plupart des pays voisins avait conjuré pareille crise, se trouvait naturellement le remède adéquat à cette situation : l'administration française avait le devoir de l'adopter.

Ce procédé, déjà si utile au point de vue économique général, était seul capable de réduire les inconvénients administratifs du système de mandats : le compte courant, qui est la clef du système, va permettre le clearing (virement et compensation) d'abord entre les expéditions et les réceptions de fonds par une même personne, ensuite entre les transactions postales réciproques des divers titulaires : nombreuses seront les opérations qui se liquideront ainsi par simple jeu d'écritures, d'autant plus nombreuses d'ailleurs que s'étendra le service puisque tout nouveau titulaire fournit également un nouvel élément de contre-partie. L'exemple des pays voisins en est la preuve la meilleure : en Allemagne, pour 1917, sur 97 milliards 159 millions de marks de transactions totales, on compte 72 milliards 334 millions de marks liquidés par clearing, soit 74,45 p. 100 du total des opérations; en Suisse, pour la même année, sur un total de 11 milliards de francs d'opérations, on compte 7 milliards 905 millions de virements, soit 70,82 p. 100. Ces quelques chiffres montrent à l'évidence l'économie de monnaie qui résulte du système. On obtient donc par ce système une réduction notable du fonds de roulement des caisses postales qui, pour le service des

mandats se montait en France en 1913 à 40 millions; du même coup se trouve singulièrement réduit le transport de fonds de bureau à bureau.

De plus le compte courant dispense les titulaires de toute présence et attente aux guichets postaux : leurs opérations d'expédition, grâce au carnet de chèques, et leurs opérations d'encaissement de tous titres sont remplacées par de simples relations écrites entre les intéressés, qui n'ont plus à quitter leur domicile, et un bureau spécial qui reçoit leurs ordres, les effectue et les groupe dans le compte courant. Ainsi plus de perte de temps pour le public et par suite désencombrement des guichets postaux.

Enfin le compte courant permet un contrôle logique et rapide; toutes les opérations de débit ou de crédit d'un même titulaire, qui jusqu'ici nécessitaient chacun l'ouverture d'un compte spécial, sont rassemblées sur le même compte courant de ce titulaire : ainsi la multitude des faits comptables sont groupés dans un petit nombre de comptes courants nominatifs. L'apurement se fait au sein de la compensation.

Le seul point de vue administratif suffisait donc amplement à justifier cette réforme. Aussi M. Blin⁽¹⁾ pouvait-il dire :

« Lorsqu'on feint de croire que le but poursuivi en proposant au Parlement la création d'un service de chèques postaux, c'est de développer en France les méthodes de compensation en marge des banques, on méconnaît donc complètement la position de la question. Ainsi que l'indique très nettement l'exposé des motifs de la proposition de loi à laquelle s'est rallié le Gouvernement, les raisons qui ont dicté sa décision sont essentiellement d'ordre postal. Si l'institution nouvelle entraîne par ailleurs des avantages d'ordre général, on ne peut que s'en féliciter et il n'y a là rien de surprenant; les divers services de l'administration des Postes sont liés en effet de très près au développement économique et commercial du pays et toute simplification notable dans leur exploitation doit avoir à cet égard une répercussion favorable. »

(1) *Op. cit.*

CHAPITRE II

HISTOIRE DU CHÈQUE POSTAL : LE CHÈQUE POSTAL A L'ÉTRANGER

A. — HISTOIRE GÉNÉRALE

AUTRICHE. — L'*Autriche* est le berceau du chèque postal. Ce nouveau service n'a pas été créé en un jour de toutes pièces par l'administration autrichienne. Il est sorti progressivement et tout accidentellement d'une série de mesures destinées à améliorer le service de la Caisse d'épargne. Il a été établi d'abord par voie d'ordonnances administratives avant de recevoir une consécration légale définitive. M. Denis, dans son intéressante étude sur la question, note que le Gouvernement autrichien, en accomplissant la réforme ne faisait qu'obéir à la préoccupation immédiate de l'intérêt financier de la Caisse d'épargne postale (à laquelle fut annexé le service) et n'avait nullement en vue une réforme de la circulation. Mais le développement qu'il prit dans le pays où il naquit et dans les États où il fut successivement introduit, le fit vite considérer comme un véritable et appréciable moyen de faciliter les échanges.

La loi du 28 mai 1882 qui avait créé la Caisse d'épargne postale était parvenue, il est vrai, à attirer à celle-ci un nombre assez considérable de dépôts, mais l'exiguïté des versements était telle et d'autre part si élevées étaient les dépenses générales d'administration, que l'intérêt du placement des fonds déposés demeurait gravement insuffisant. On eut alors l'idée, pour attirer la clientèle du petit commerce et de la petite industrie, d'accorder aux titulaires d'un livret de Caisse d'épargne d'un montant au moins de 100 florins, un

nouvel avantage : le droit de disposer des fonds inscrits à leur livret au moyen d'un chèque tiré sur le bureau central de Vienne (ordonnances des 29 octobre et 1^{er} décembre 1883). Le chèque postal était créé.

L'innovation produisit des résultats particulièrement heureux : les dépôts qui avant la réforme en 1883 s'élevaient à 8 176 889 florins, atteignirent l'année suivante, en 1884, 56 586 461 florins, dont 42 223 539 engagés dans le service des chèques; l'ensemble des versements dépassa près de neuf fois le chiffre de 1883 et le montant moyen de chaque dépôt avait presque quintuplé⁽¹⁾.

Au fur et à mesure que le service se développait, de nouveaux besoins étaient à satisfaire. C'est ainsi que les ordonnances du 1^{er} mai, 1^{er} septembre, 6 novembre 1884 autorisèrent les titulaires des livrets à effectuer leurs versements par l'intermédiaire des facteurs, à faire porter directement au crédit de leur compte les mandats-poste émis à leur profit, à faire encaisser par la poste les effets de commerce dont ils étaient créanciers et payer par elles ceux dont ils étaient débiteurs; l'ordonnance du 1^{er} septembre complétait cette organisation en créant le service des *virements postaux*, qui permit aux titulaires de comptes d'étendre par voie de virement leurs créances et dettes réciproques, en émettant des chèques postaux revêtus simplement de la mention « à porter du crédit du compte A au crédit du compte B ».

La poste autrichienne devenait ainsi une sorte de banque. Le succès était tel que la loi du 19 novembre 1887 vint sanctionner légalement cette institution : elle réunit et coordonna les dispositions administratives précédentes : c'est elle qui régit encore aujourd'hui ce service important.

En voici les principales dispositions :

Le service des chèques et virements assuré par la Caisse d'épargne postale de Vienne, demeure séparé du service de l'épargne en ce qui concerne la gestion et la comptabilité (§ 3, 1^{re} partie).

La participation au service des chèques avec ou sans adhésion au service des liquidations (clearing) est autorisée par la Caisse d'épargne postale sous certaines conditions et notamment contre versement d'une provision (§ 3, II^e partie) : primitivement 200 couronnes, réduite à 100 en 1901.

(1) Gariel, *Revue économique internationale*, 1907, n° 15.

Il est servi un intérêt aux versements dans le service des chèques et virements, au maximum de 2 p. 100 (§ 6).

L'administration des Postes garde dans ses caisses les sommes suffisantes aux besoins quotidiens du service et place le reste des fonds en divers emplois autorisés par la loi (§ 7, voir p. 111).

La poste, pour l'utilisation du service des chèques et virements perçoit des taxes spéciales (§ 9). Pour le service des chèques et virements, il est formé un fonds de réserve spécial destiné en premier lieu à compenser les pertes résultant éventuellement de ce service. Sur ces comptes peuvent être effectuées deux catégories d'opérations :

a) *Des versements*, au crédit du titulaire, acceptés dans tous les bureaux de poste au moyen : 1° de feuilles de versement.

Ces feuilles portent obligatoirement le numéro et la dénomination du compte : les titulaires doivent donc en munir leurs débiteurs et même les bureaux de poste s'ils donnent ordre à ces derniers de faire inscrire à leur crédit le montant des mandats, recouvrements, remboursements arrivant à leur profit. Elles sont fournies aux titulaires moyennant 2 heller pièce.

1° De mandats-poste.

2° Inscriptions, au crédit d'un compte, du montant d'opérations effectuées par la Caisse d'épargne sur l'ordre du titulaire (recouvrements de lettre de change, chèques, lettres de crédit, factures, recouvrements d'obligations, cédules hypothécaires, coupons d'intérêts ou dividendes).

3° De transport par virements du crédit d'un compte au crédit d'un autre compte.

b) *Des paiements* par chèques postaux au porteur ou nominatifs, soit en espèces, soit par virements.

Les chèques au porteur sont payés au comptant au bureau de chèques de Vienne, — ou par mandats-poste ou lettre de valeur que celui-ci expédie au titulaire en exécution de l'ordre transmis avec le chèque, — ou portés sur ordre du bénéficiaire, au crédit d'un compte courant (virement). Les chèques nominatifs sont payés soit par mandat de paiement soit par transfert au crédit d'un compte (virement). Toutes les opérations sont centralisées à la Caisse d'épargne postale de Vienne, dont les bureaux de poste de l'empire ne sont ainsi que les correspondants.

Les taxes sont les suivantes :

Versements. — 4 heller (taxe de manipulation); 2 heller, prix du bulletin de versement.

Retraits. — Le chèque postal est soumis au droit de timbre des chèques : 2 kreutzers. Le carnet de chèques coûte 3 kreutzers, en plus : taxe fixe 4 heller (taxe de manipulation); taxe proportionnelle : $1/4$ p. 1 000 sur les inscriptions au débit jusqu'à 6 000 couronnes, $1/8$ p. 1 000 sur les sommes supérieures.

Virements. — 4 heller (taxe de manipulation).

Ce régime se complète par l'exonération de la taxe d'affranchissement pour les correspondances du service des chèques postaux. Enfin l'administration a le droit de clore d'office le compte d'un titulaire qui abuse de ses droits, par exemple qui émet des chèques dont le montant dépasse la provision.

Il convient de signaler le développement considérable de ce service dont les tableaux des chapitres v et vi donnent quelques idées : à remarquer spécialement la progression du nombre de comptes (de 176 en 1883 à 139 099 en 1916), du chiffre de transaction (et surtout de celles liquidées par clearing de 3 millions en 1884 à 43 milliards en 1916).

Les avantages manifestes que l'Autriche retirait de l'organisation des chèques et virements postaux et le succès obtenu dès les premières années, poussèrent la Hongrie à instituer un service analogue. Il fut également rattaché à la Caisse d'épargne postale que la loi IX de 1885 venait de créer. Le service hongrois établi par la loi XXXIV de 1889 est analogue de tous points à celui de l'Autriche. Budapest en est le centre comme Vienne est celui du service autrichien.

C'est encore en Autriche-Hongrie qu'il faut chercher l'origine de deux institutions connexes du chèque postal qui ont aidé et aideront à son extension progressive : a) l'affiliation aux virements bancaires et aux Chambres de compensation; b) l'extension du régime international des chèques et virements, soit par entente avec les banques étrangères, soit par convention avec administrations postales étrangères.

a) Affiliation de la Caisse postale aux virements bancaires et aux Chambres de compensation. — En Autriche cette organisation, par de nombreux arrangements conclus entre les établissements financiers les plus importants du pays et la Caisse d'épargne postale, a

entouré l'empire d'un cercle très étendu d'institutions de virements. La première convention de ce genre est celle du 25 février 1889 avec la Banque austro-hongroise. Cet arrangement permit à chaque titulaire de compte de la Caisse d'épargne de virer des sommes de son crédit sur celui d'un titulaire quelconque de la Banque austro-hongroise et inversement. Cette combinaison présentait un double avantage : — de permettre d'une part à la Caisse d'épargne autrichienne d'étendre par le moyen de la Banque austro-hongroise, son service de virement sur l'autre partie de l'empire, — la Hongrie — et d'autre part de développer le virement postal par le virement bancaire et réciproquement; en fait le virement postal en profita bien plus que le virement bancaire. (En 1913 les virements de la Caisse postale sur la Banque austro-hongroise étaient de 50 053 pour un montant de 509 millions.)

Cette institution, nous le verrons, fut imitée par la Suisse, l'Allemagne et la Belgique qui, avant l'établissement du service du chèque postal, en fit l'usage le plus étendu.

Enfin, en 1898, la Caisse d'épargne postale autrichienne compléta l'œuvre des virements par son adhésion au Saldierungsverein de Vienne ou Chambre de compensation. La Caisse d'épargne postale hongroise devint à son tour membre du Saldierungsverein de Budapest en 1902. Cet exemple sera suivi, nous le verrons, au fur et à mesure que les autres États adoptent le chèque postal : nous avons déjà cité le Japon, l'Allemagne et la Belgique.

Il convient également de signaler à cette place l'extension du service des comptes courants et virements postaux autrichiens et hongrois, aux rapports financiers des administrations publiques entre elles, d'une part, et, de l'autre, à leurs rapports avec les particuliers : notons l'ordonnance portant adhésion des Domaines et de la Direction générale des chemins de fer qui donnèrent l'exemple; l'ordonnance du 20 mars 1896 pour le paiement des impôts et taxes, celle de 1897 portant adhésion de l'administration de la Justice, celle de 1901 portant adhésion de l'Imprimerie nationale, celle de 1903 concernant le paiement des fonctionnaires, celle de 1905 portant adhésion de la Caisse des salaires et de la Régie du tabac. En Hongrie, il faut noter l'ordonnance de 1900 pour les chemins de fer et celle de 1901 pour les opérations financières de l'administration de la Guerre.

Tous les États qui ont adopté le régime du chèque postal en ont

fait le même usage pour faciliter, simplifier et coordonner les règlements des comptes publics.

b) Extension du système au régime international soit indirectement par l'intermédiaire des banques étrangères, soit directement par convention entre administrations des postes. — Nous avons vu que la convention du 25 février 1889 entre la Caisse d'épargne postale autrichienne et la Banque austro-hongroise avait notamment pour but d'étendre le service des virements au royaume de Hongrie, en attendant l'entente entre les administrations postales des deux pays. Des conventions analogues furent conclues pour permettre aux clients de la Caisse d'épargne viennoise d'effectuer leurs paiements ou recouvrer leurs créances sur les pays étrangers : en 1906 avec la « Deutsche Bank de Berlin ; — en 1907 avec la « Schweizerische Kreditanstalt » de Zurich ; — avec la « Banca commerciale italiana » de Milan ; — avec la Filiale de Londres de la « K. K. priv. Oesterreichische Länderbank » ; — en 1908 avec la « Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie » de Paris ; — en 1909 avec la « Société générale » de Bruxelles.

La Hongrie entra dans la même voie : la Caisse d'épargne de Budapest entra en correspondance en 1909 avec la « Nationalbank für Deutschland » de Berlin ; en 1910 avec la « Schweizerischer Bankverein » de Bâle ; avec la « Banque nationale » de Bruxelles ; avec la « Société générale » de Paris ; avec la « Banca commerciale Italiana » de Milan ; avec la « Direction der Discontogesellschaft » de Londres.

Enfin le premier essai de *service international* de chèques postaux est encore à l'honneur de l'Autriche-Hongrie : en vertu d'une convention signée le 1^{er} août 1896 entre les deux Caisses d'épargne de Vienne et de Budapest, tout titulaire de compte adhérent au service de clearing hongrois, peut faire porter des sommes quelconques sur le compte d'un adhérent au service de clearing autrichien et réciproquement. A cet effet, chacun des deux établissements possède dans l'autre un compte collectif ; les sommes transférées par une caisse pour ses propres adhérents sont consignées sur un bordereau et portées au compte de l'autre caisse, qui les reporte aux comptes particuliers de ceux de ses adhérents qui sont désignés dans le bordereau. Les deux comptes collectifs sont réglés lorsqu'ils se

soldent par des sommes à peu près égales; ils le sont par des chèques de compensation jusqu'à concurrence de la plus faible et le solde est porté au compte courant que la caisse intéressée possède à la Banque d'Autriche-Hongrie. Ce nouveau service prit très vite un développement considérable : en 1907 le nombre des transferts entre les deux Caisses d'épargne atteignait déjà 412 063 pour un montant de 204 552 335 couronnes. C'est, avons-nous dit, le premier essai de service international des virements postaux, car bien que ces deux pays soient unis politiquement, ils ont chacun une administration autonome; en tout cas c'était la mise en pratique d'une idée qui fut reprise en 1906 par les Mitteleuropäische Wirtschaftsvereine (Unions économiques de l'Europe centrale) et aboutit à l'accord du 27 octobre 1909 relatif à l'introduction du service international postal des chèques et virements entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Suisse.

Cet accord devint la convention du 18 janvier 1910, à laquelle adhèrent en outre la Belgique et le Luxembourg; l'administration belge, en attendant l'institution interne du chèque postal, y adhéra par l'intermédiaire de la Banque nationale avec laquelle elle avait déjà organisé un système de comptes courants internes. Depuis l'organisation d'une institution autonome de chèques postaux, le service international se pratique directement par l'intermédiaire de cette institution.

Ces deux systèmes d'extension internationale, indirecte par les Banques, directe par les institutions postales elles-mêmes, ont été adoptés l'un et l'autre par les différents pays. Ajoutons qu'en 1914, le directeur de la Caisse d'épargne postale de Hongrie, M. Alexandre de Halart, présenta à la section hongroise de l'Association d'économie politique de l'Europe centrale, un projet de chèque postal international (voir chap. du Chèque International).

Il était intéressant, au point de vue historique, de noter le rôle précurseur de l'Autriche, dans tous les domaines de chèques et virements postaux.

SUISSE. — La Suisse suivit la Hongrie à la distance de quelques années. Le service des chèques et virements fut institué en Suisse par la loi du 16 juin 1905, à la suite d'une campagne active, menée par un certain nombre de personnes, au premier rang desquelles se trouvait M. Kœchlin, conseiller national de Bâle, auteur de la motion qui fut présentée au Conseil national.

Cette motion qui constitue un réquisitoire sévère contre la circulation monétaire et fiduciaire de ce pays demande en outre un remède efficace capable d'améliorer cette situation lamentable, l'organisation d'un service de chèques et virements postaux depuis longtemps usité en Autriche et en Hongrie.

Voici la teneur de cette motion :

« Le Conseil national : 1° Attendu qu'en l'absence d'un système perfectionné de chèques et virements, l'extension prise par le commerce et les échanges fait constamment grandir les besoins en billets de banque et en numéraire, et que, par suite, l'exécution des paiements devient de ce chef de plus en plus difficile dans le pays, et attendu que ces circonstances favorisent, tout au moins indirectement, le drainage du numéraire et l'altération du change;

« 2° Attendu que l'état de choses actuel exige impérieusement l'emploi de tous les expédients et remèdes pratiques;

« 3° Attendu que d'une part, le centre de liquidation que veulent instituer les banques d'émission ne servira qu'à ces seules banques, et attendu que, d'autre part, le système de virements d'une banque centrale, ainsi que l'a montré l'expérience, ne profitera, en somme, qu'au gros commerce, sans que le petit commerce en retire quelque bénéfice;

« Décide ce qui suit :

« Le Conseil fédéral est invité à engager une enquête ainsi qu'à soumettre un rapport et une proposition sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de suivre l'exemple de l'étranger et de créer un service de chèques et de virements dont l'exécution serait confiée à la poste. Cette innovation, si elle est réalisée, ne retardera en aucune manière la solution de la question des banques.

« Signataires : MM. Kœchlin, Hirter, Frey, Wild, Caleam-Colin, Iselin. »

« La régularisation de notre marché monétaire, déclarait-il dans les conclusions du rapport qu'il présentait à l'appui de sa proposition, exige une réduction définitive dans nos émissions de billets. Or, cette réduction n'est possible que si nous la remplaçons par d'autres moyens de circulation, par exemple par la frappe d'écus de 5 francs et de pièces d'or; mais la frappe d'écus d'argent est aujourd'hui interdite et, d'autre part, nous ne pouvons retenir l'or dans le pays. Il faut donc créer quelque autre chose, et cette autre chose ne peut être que le chèque et le virement. »

« Sans doute le virement et le clearing bancaire, fait-il remarquer encore, parviennent à liquider bon nombre de transactions sans intervention de monnaie, mais il ne croit pas qu'une banque centrale, aussi bien organisée soit-elle, soit capable d'attirer dans le filet de son service de virement la clientèle des classes populaires, celle des « Kleinen mannes », d'ailleurs elle ne peut atteindre partout, étant donné le nombre restreint de succursales. » Aussi pour combler cette lacune, selon l'exemple de l'Autriche et de la Hongrie, il propose la création du service des chèques et virements postaux. « Pour assurer ces avantages, ajoute-t-il, nous aurons d'une part une banque centrale et ses succursales dans les grandes localités, lesquelles représenteront le tronc et les grandes branches de l'organisme et d'autre part, nous aurons la poste qui étend son action dans tout le pays et dont les bureaux constitueront les branches et petites ramifications du même organisme, sorte de « cheque und giro-Detail-bank ». Il faut que chaque Suisse, riche ou pauvre, ait la possibilité de disposer, sur le territoire helvétique, de son avoir en argent et cela conformément à son caprice et à ses besoins; il faut que par tout le pays, il puisse sans grands frais et, en outre, facilement et sûrement, y effectuer et recevoir des paiements et cela sans retirer du numéraire de la circulation. »

Adoptée par le Conseil national, la proposition Koechlin fut transmise au Conseil fédéral qui, à l'unanimité, la prit en considération. Les départements des Postes et des Finances envoyèrent chacun un fonctionnaire en Autriche et en Hongrie avec mission d'étudier la question à fond, et au mois d'août 1902, le département des Postes convoqua à Berne les représentants les plus autorisés des milieux financiers, industriels, commerciaux et agricoles afin de discuter la réforme. Un projet de loi portant création du nouveau service fut porté devant l'Assemblée fédérale le 5 avril 1904 et devint la loi du 16 juin 1905 : elle établissait les lignes fondamentales de l'Institution. Cette loi ne compte que quatre articles dont le premier décrète l'établissement de l'organisation nouvelle; l'article second crée à la Direction générale des Postes une nouvelle division chargée du service; l'article troisième charge le Conseil fédéral de pourvoir par voie d'ordonnance aux détails d'exécution du service. La loi se borne à ce point de vue à porter le principe suivant : les taxes à percevoir et l'intérêt à servir aux déposants devront être calculés de manière à couvrir les frais et risques sans qu'il puisse en résulter de bénéfice à son profit.

En exécution de son mandat, le Pouvoir exécutif rendit le 3 novembre 1905 une ordonnance sur les détails d'application du système, ordonnance complétée et commentée par une instruction de l'administration (8 novembre).

Le service entra en vigueur le 1^{er} janvier 1906. En 1910, le 5 avril, la loi fédérale sur les postes suisses apporta quelques changements au service.

La procédure des opérations comptables, — procédure qui constitue le fond essentiel du système, — se trouve dans le système suisse, à peu près analogue à la procédure du système autrichien; au contraire, l'organisation administrative s'inspire d'un principe adverse : tandis que l'Autriche a basé son système sur la centralisation administrative à Vienne, la Suisse l'a établi sur le principe d'une décentralisation étendue.

Au lieu d'un bureau de chèques central, elle a préféré la création de plusieurs bureaux constituant, au point de vue des opérations et du contrôle, des centres complètement autonomes, indépendants les uns des autres. Ils sont en contact avec le public par l'intermédiaire des offices de poste et soumis à la surveillance de la Direction générale, par « l'inspectorat du service des chèques et virements postaux ».

Un bureau de chèques est donc ouvert auprès de chacune des onze Directions d'arrondissement postales, auxquelles s'ajoutent plusieurs bureaux supplémentaires dans les localités qui, bien que point chefs-lieux d'arrondissement, sont des centres d'un mouvement d'affaires important ⁽¹⁾.

Les formalités d'ouverture de compte sont à peu près identiques dans tous les systèmes : demande d'adhésion, examen et décision sur cette demande par la Direction postale de l'arrondissement dont

(1)	Bureau de chèques.	Arrondissement postal.	Bureau de chèques.	Arrondissement postal.
I.	Genève.	Genève.	V. a) Soleure.	Bâle.
II.	Lausanne	Lausanne.	b) Olten	—
a)	Fribourg	—	VI. Aarau	Aarau.
b)	Vevey	—	VII. Lucerne	Lucerne.
III.	Berne	Berne.	VIII. Zurich.	Zurich.
a)	Lagenthal.	—	a) Schaffouse	—
b)	Berthoud	—	b) Winterthour	—
IV.	Neuchâtel.	Neuchâtel.	c) Frauenfeld	—
a)	Bienne	—	IX. Saint-Gall	Saint-Gall.
b)	La Chaux-de-Fonds.	—	X. Caïre	Caïre.
V.	Bâle.	Bâle.	XI. Bellizona	Bellizo

dépend le demandeur, avec recours en cas de rejet à la Direction générale, dépôt d'un fonds de garantie (100 francs).

Deux catégories d'opérations sont également possibles sur les comptes :

a) Les *versements* par le titulaire à son profit ou par des tiers :

Soit en *espèces* : 1° Par bulletins de versement remis gratuitement à moins que le titulaire y demande l'impression du numéro et dénomination de son compte, auquel cas on lui fait payer les frais d'impression. D'ailleurs, on peut user d'imprimés fournis par le commerce à condition qu'ils soient conformes;

2° Par inscription au crédit d'un compte du montant des mandats-poste émis au profit du titulaire (inscription gratuite) ou du montant des sommes encaissées pour lui par recouvrements ou remboursements (inscription au moyen d'un bulletin de versement);

3° Par inscription au crédit du compte du montant des mandats-poste, recouvrements ou remboursements que l'administration doit payer à un tiers à condition que ce tiers ait prescrit le report sur le compte du titulaire et que celui-ci y consente (banques).

Soit par *virements* opérés de compte à compte.

b) Les *paiements*, par *chèques postaux* que la Suisse n'admet que sous la forme « au porteur » :

Le paiement peut en être effectué : — soit au comptant au bureau sur lequel le chèque est tiré; — soit par assignation du montant du chèque sur un office postal, à fin pour cet office d'établir un ou plusieurs mandats de paiement au profit de ou des personnes désignées (dans ce dernier cas le chèque semble constituer pratiquement la forme nominative, mais en théorie c'est uniquement les mandats établis qui sont nominativement payables); — soit par virements d'écritures du compte débiteur au compte créditeur.

Il convient de signaler ici une innovation intéressante du système suisse : le barrement des chèques postaux à fin de « virement » ou « d'assignation » qui constitue une efficace précaution et empêche le paiement en espèces ou au moins le paiement au comptant.

Un intérêt est servi aux titulaires pour les sommes déposées y compris le fonds de garantie : il est de 1,8 p. 100, et on le calcule annuellement du 1^{er} au 16 de chaque mois; pour l'excédent de 100 000 francs il n'est pas servi d'intérêt.

Les taxes sont, d'après la prescription de la loi fédérale elle-même, aussi réduites que possible et destinées seulement à couvrir les frais

et risques; sans qu'il puisse en résulter des bénéfices pour l'administration. C'est dans ce sens que le tarif suisse fut deux fois remanié.

Voici le tarif de 1910 :

	MONTANT	TAXES DU SERVICE DES MANDATS- POSTE	TAXES DANS LE SERVICE DES CHÈQUES (VERSEMENTS)	TAXES DANS LE SERVICE DES CHÈQUES (VIREMENTS)	TAXES POUR LES PAIEMENTS COMPTANTS	LETTRES DE VALEURS DÉCLARÉES
Ancien tarif.			0 fr. 05 pour 100 fr. ou fraction de 100 fr.	0 fr. 10 pour 1 000 fr. ou fraction de 1 000 fr.	0 fr. 05 par 1 000 fr. ou fraction.	
Nouveau tarif.	100	0,20	0,05	Gratuit.	0,05	0,20
	200	0,30	0,10		»	0,25
	300	0,40	0,15		»	0,25
	400	0,50	0,20		»	0,30
	500	0,60	0,25		»	0,30
	1 000	1,10	0,50		»	0,47
	5 000	5,50	2,50		0,25	2,85
	10 000	11	5		0,50	5,85

La question des taxes liée à celle de l'intérêt est très controversée : on est allé jusqu'à demander la suppression de toute taxe moyennant la suppression de tout intérêt, car de cette manière, déclare Kirschberg ⁽¹⁾, « le service serait beaucoup plus simplifié, plus commode. Cela épargnerait d'ailleurs beaucoup de peines et d'argent car le plus souvent les intérêts ne font que compenser les taxes ».

Les fonds, déduction faite du fonds de roulement d'exploitation, sont placés par la direction générale avec le concours du département des finances, un tiers en titres publics suisses et les deux autres tiers sont confiés aux banques accréditées.

L'administration suisse se réserve le droit de clore le compte d'un titulaire qui en ferait un emploi abusif comme l'émission de chèques sans provision suffisante.

Le succès de l'Institution fut assuré dès les premières années et s'est accentué avec les années (voir le tableau des statistiques, ch. v et vi). De 3 190 comptes courants et 451 millions de transactions dont 91 par clearing en 1906, elle passe en 1917 à 23 980 comptes et 11 milliards de transactions dont 7,9 en clearing. Il faut apprécier ces chiffres d'après la population du pays, 3 millions et demi d'habi-

(1) *Der Postcheck*, Leipzig, 1906.

tants. En 1907, M. Gariel, dans la *Revue économique internationale*, commentait ainsi les premiers résultats : « D'abord leur accroissement est continu et ne semble pas se ralentir. Ensuite leur comparaison avec les chiffres correspondants empruntés à l'expérience autrichienne est très rassurante; à la fin du premier exercice, le service des chèques postaux autrichiens ne comptait que 2 520 adhérents pour une population de 27 millions d'habitants; c'est-à-dire 690 de moins que le service fédéral à la fin du premier exercice également pour une population de 3 millions et demi. Je sais bien que l'Autriche a été ici un pionnier, un initiateur. Je sais aussi qu'entre ces deux dates : 1883, création du service autrichien, et 1906, création du service suisse, l'éducation commerciale, la vulgarisation des procédés comptabilistes a fait de grands progrès. Je sais enfin que le commerce suisse est l'un des plus actifs du monde entier. Mais il n'en reste pas moins que dès la fin de sa première année, le service suisse a atteint un chiffre d'abonnés supérieur d'une manière absolue au chiffre autrichien alors que la Suisse est relativement à celle de l'Autriche comme 12,6 à 100. »

L'administration suisse, selon l'exemple austro-hongrois, s'est solidarisée avec la Banque nationale suisse pour l'extension des virements de comptes : selon le même exemple, elle a adhéré au système international des chèques et virements, soit, indirectement par l'intermédiaire des banques étrangères (avec l'Autriche en 1907 par la Schweizerische Creditanstalt — avec l'Angleterre en 1908 par l'agence de Londres de la Schweizerische Bankverein — avec la Hongrie en 1910 par la Schweizerische Bankverein), soit directement par accord avec les administrations postales des pays voisins (convention du 18 janvier 1910) entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Suisse, étendue par la suite au Luxembourg et à la Belgique).

JAPON. — Le Japon suivit la Suisse de très près. Ce pays, après avoir déconcerté l'Europe par une résistance acharnée à toute idée de progrès moderne, semble vouloir l'étonner depuis la fin du XIX^e siècle par sa rapide assimilation de notre civilisation. Libéré de l'opprimante tyrannie d'une féodalité militaire, il marche à pas de géants. Aussi ne faut-il pas s'étonner de le voir adopter, l'un des premiers, ce système nouveau de circulation amétallique. Trois mois après la Suisse, le 1^{er} mars 1906, le gouvernement japonais décréta l'organisation d'un service de chèques et virements postaux. Comme

en Autriche, il fut rattaché à la caisse d'épargne postale qu'on avait créée en 1878, et centralisé à l'office central de Tokio. Cette centralisation parut vite un obstacle au développement des opérations : les territoires de l'Empire étaient trop étendus et trop dispersés. D'autre part, la nécessité d'étendre le service aux nouveaux territoires de Corée et de Mandchourie rendirent la décentralisation absolument nécessaire. Six bureaux de chèques autonomes furent créés : Tokio, Osaka, Foukuoka pour le Japon, Seoul pour la Corée, Taïpek pour Formose, Daïreu pour la Mandchourie. Ils sont en relation avec le public par l'intervention des bureaux de poste qui, grâce à leur grand nombre 7 000 (et 8 000 en 1913), sont spécialement désignés pour la diffusion de ces procédés nouveaux dans les classes populaires. Les formalités d'admission sont à peu près identiques dans tous les pays : demande de l'intéressé, examen et décision sur cette demande par le bureau de chèques dont il dépend, dépôt d'un fonds de garantie fixé à 20 yen ⁽¹⁾; les caisses publiques et certaines associations telles que les associations forestières en sont dispensées.

Sur les comptes, deux sortes d'opérations peuvent également être faites : des opérations de crédit et des opérations de débit :

a) Opérations de crédits ou versements. — 1° Par bulletins de versement fournis gratuitement au titulaire, à moins que le dernier exprime le désir d'y faire porter imprimés le numéro et la désignation du compte et, dans ce cas, il rembourse les frais d'impression; tous les bureaux de poste également en mettent gratuitement à la disposition du public. Pas de maximum de versement mais fixation d'un minimum : 40 sen;

2° Par inscription au crédit du compte du montant des mandats-poste, assignations, factures, lettres de change, envois contre remboursement, mandats sur le Trésor et chèques de banque;

3° Par virement d'un compte à un autre.

Il faut noter une particularité : la partie versant a toujours le droit de rappeler un versement non encore inscrit au crédit; la taxe de ce rappel est de 3 sen par voie postale, 30 sen par voie télégraphique.

b) Opérations de débit ou paiements. — Au moyen de chèques postaux, soit au porteur soit nominatifs. Le paiement des chèques

(1) 1 Yen = 2 fr. 60; 1 Yen = 100 sen.

postaux peut être effectué de trois façons : 1° au comptant sous la double condition que le chèque soit « au porteur » et que le paiement en soit demandé au bureau même sur lequel il est tiré; — 2° par virements, à condition que le bénéficiaire soit, lui aussi, titulaire de compte courant postal; — 3° par mandats de paiement dans les trois cas suivants, soit que le porteur d'un chèque au porteur ne puisse le présenter lui-même au bureau sur lequel il est tiré et, dans ce cas, il l'envoie au bureau avec ordre de le faire payer à personne désignée, — soit que le bénéficiaire d'un chèque nominatif n'ait pas de compte de chèques ou bien que, quoique titulaire d'un compte, il demande expressément un paiement en espèces. Dans ces trois cas le bureau de chèques émet un mandat de paiement en contre-partie du chèque reçu et l'envoie au bureau de poste payeur.

Comme les mandats-poste, les mandats de paiement peuvent être barrés et, dans ce cas, sont présentés à la compensation du clearing-house par les agents du bureau de poste, membres de cette chambre, car au Japon comme dans la plupart des autres pays, le service des chèques postaux participe aux clearing-houses bancaires.

La durée de validité des chèques postaux est d'une semaine pour les chèques de caisses et trente jours pour les autres.

A noter que toute réexpédition causée par un changement d'adresse est soumise à une taxe de 3 sen.

Pour la clôture d'un compte, l'administration japonaise prélève des taxes spéciales : taxe des chèques payés au comptant; au-dessus de 1-000 francs, une taxe de 15 sen par 500 yen ou fraction.

Le Japon sert un intérêt aux dépôts des comptes courants principaux de 3,60 p. 100; ce taux élevé ne doit pas étonner; car le taux moyen d'intérêt au Japon a atteint 10 p. 100. Aucun intérêt n'est fourni sur le fonds de garantie; nous verrons que c'est l'inverse qu'a fait la Belgique.

Le système des taxes au Japon est complexe et porte un caractère nettement fiscal.

Pour *versement* il est perçu les taxes suivantes acquittées au moyen de timbres-poste apposés sur la formule par la partie versante :

Jusqu'à	1 yen	1 sen.
—	5 —	2 —
—	10 —	4 —
—	50 —	6 —
—	100 —	8 —

Jusqu'à	500	—	10	sen
—	1 000	—	12	—
—	5 000	—	14	—
—	10 000	—	16	—
Au-dessus de	10 000	—	4	— pour
10 000 yen ou fraction de 10 000 yen.				

Le titulaire du compte peut demander que ces taxes soient portées au débit de son compte pour en décharger la partie versante.

En outre, un second jeu de taxes se superpose : mensuellement, le compte est débité de 1 sen par versement et 2 sen par virement.

Les *retraits* sont soumis aux taxes suivantes portés au débit du compte.

Jusqu'à	1 yen	5 sen.	Jusqu'à	400 yen	30 sen.
—	50	10	—	500	35
—	100	15	—	600	40
—	200	20	—	800	45
—	300	25	—	1 000	50

L'encaissement des factures, lettres de change ou envois contre remboursement est soumis à une double taxe : celle de l'encaissement, 5 sen et puis celle de la transmission de fonds (5 sen jusqu'à 10 yen, augmentés de 4 sen par chaque 10 yen jusqu'à 100 yen et de 3 yen par chaque 10 yen au-dessus de 100 yen jusqu'à 1 000 yen).

Les résultats du régime japonais semblent satisfaisants. Sans doute, le premier mois, il ne fut ouvert que 523 comptes, car ce procédé était tout nouveau pour le public, mais à partir du 1^{er} avril 1906 le nombre s'est accru de 585 en moyenne par mois. A la fin de 1907, le nombre des titulaires était monté à 12 818 et leur avoir se chiffrait à 2 millions et demi de yen : le total des transactions passa de 15 millions de yen pendant les dix premiers mois de 1906 à 130 millions de yen en 1907, 139 p. 100 d'augmentation. Ce qu'il faut surtout remarquer, c'est le nombre important des petits versements, 178 402 ne dépassaient pas 1 yen sur 607 485 versements effectués en 1906 : cela semble indiquer que le service est devenu vite très populaire et atteint la classe des petits (voir les statistiques, ch. v et vi).

ALLEMAGNE. — Dans l'ordre chronologique, le pays qui, après le Japon, adopta le système des chèques postaux, fut l'*Allemagne*. L'idée cependant n'y était pas neuve. Déjà, depuis le 1^{er} mars 1879, l'administration impériale avait créé des mandats de virements au moyen desquels était pratiqué un service de virements entre l'admi-

nistration des postes et les titulaires de comptes courants de la Reichsbank. Les clients de la Reichsbank étaient admis depuis 1894 à profiter de cette organisation pour l'encaissement ou le paiement des mandats qui leur étaient adressés ou qu'ils se proposaient d'émettre. Mais l'idée d'un service autonome de chèques postaux avait été émise. La poste impériale avait même fait publier un mémoire sur la question. L'accueil qu'on lui fit, fut plutôt froid. « Il est cependant certain, dit M. Mez ⁽¹⁾, que si le Reichstag avait adopté en 1885 le projet de création d'une caisse d'épargne officielle, l'introduction du service des chèques et virements postaux aurait été hâtée. »

En 1898, le discours du trône pour l'ouverture du Reichstag fit allusion à l'introduction de ce service : le Bùndersrat fut saisi le 1^{er} décembre de la même année d'un projet tendant à son institution et le secrétaire d'État des postes de l'Empire qui était alors M. de Podbielski, inséra dans le projet de budget de l'exercice 1900-1901, après entente avec les gouvernements confédérés, un état approximatif des dépenses afférentes à l'organisation éventuelle d'un service de chèques et virements postaux. A ces prévisions budgétaires était annexée une ordonnance de réglementation qui devait être rendue exécutoire après le vote des crédits demandés.

M. de Podbielski, dans le mémoire justificatif qu'accompagnait le projet, montrait les avantages à retirer de ce service : après avoir rappelé la pénurie de la circulation monétaire, il insistait sur la nécessité de généraliser la pratique des procédés de virement et de compensation et de la rendre accessible aux diverses classes de la population, particulièrement aux petits commerçants, aux ouvriers, aux agriculteurs ; la Poste avec ses 15 000 bureaux installés jusque dans les plus petites localités semblait, plus que tout autre, apte à atteindre ce but. D'ailleurs, faisait-il ressortir encore, le service des virements pratiqué entre la Poste et la Reichsbank pour les clients de cette dernière (800 millions de marks en 1896-1897 ; en 1907, les mandats expédiés furent au nombre de 3 128 800 pour 292 767 200 marks et les mandats portés au crédit des comptes au nombre de 35 125 500 pour 2 565 071 900 marks) était un exemple frappant des résultats qu'on était en droit d'espérer en étendant les procédés à toute la clientèle postale.

(1) *Der deutsche Postüberweisungs und Scheckverkehr.*

Il montrait également l'amélioration qui en résulterait pour la Trésorerie postale que le développement croissant du nombre et du montant des mandats-poste compliquait et surchargeait : le fonds de roulement nécessaire pour le service des mandats-poste était passé de 510.000 marks en 1869 à 18 millions en 1900.

Envisagée dans ses grandes lignes, l'organisation préconisée par M. de Podbielski reposait, à la différence du système centralisateur autrichien, sur une décentralisation administrative avec création de 10 bureaux de chèques où toute personne qui en ferait la demande pourrait se faire ouvrir un compte courant moyennant le versement d'une provision de 100 marks; l'avoir en compte serait productif d'un intérêt de 1,2 p. 100 calculé du 1^{er} ou du 15 de chaque mois; les inscriptions au crédit et au débit d'un compte seraient frappées d'une taxe fixe de 5 pfennigs jusque 5 marks et 10 pfennigs au-dessus; les paiements au comptant, outre cette taxe, supporteraient une taxe proportionnelle de 1,4 p. 1 000 jusque 3 000 marks et 1,8 p. 1 000 au-dessus; les fonds seraient confiés à la Reichsbank qui servirait à l'administration un intérêt déterminé. Ce projet souleva au sein du Reichstag les plus vives protestations : on l'accusait de constituer une concurrence aux banques, d'établir un privilège à la Reichsbank pour la garde des fonds, de n'être enfin qu'un moyen détourné de créer une caisse nationale d'épargne dont le principe avait été repoussé en 1885; les taxes furent d'ailleurs jugées trop élevées et trop complexes.

Bref, tout en admettant le principe de l'institution, le Reichstag estima que sa réalisation appartenait au domaine législatif plutôt qu'à l'initiative gouvernementale. Il renvoya le projet à l'examen approfondi de la Commission du budget qui confia le soin d'une étude approfondie à une sous-commission composée de spécialistes. Cette sous-commission détermina les conditions auxquelles on devait subordonner la réalisation du projet : — suppression de tout intérêt pour éviter la concurrence aux banques; — suppression de toute taxe, le Gouvernement étant seulement autorisé à élever le montant du dépôt de garantie pour les titulaires de comptes qui effectueraient un nombre trop considérable d'opérations; — placement des fonds à la Reichsbank qui en devait assurer le remboursement à vue et payer au Trésor un intérêt variable avec le taux de l'escompte, sans pouvoir être inférieur à 1,50 p. 100 ni supérieur à 3 p. 100. La Commission du budget ratifia les conclusions de sa

sous-commission, et le Reichstag approuva les propositions qui lui étaient présentées et les inséra dans le paragraphe 6 de la loi des finances du 30 mars 1900, en stipulant que le service des chèques postaux devait être réglementé par voie législative le 1^{er} avril 1905.

Ces conditions furent jugées inacceptables par l'administration, non seulement parce qu'elles pouvaient, dans une certaine mesure, aller à l'encontre du but poursuivi, mais surtout parce qu'elles auraient pour effet certain de rendre tout équilibre financier impossible. Elles eurent pour effet de retarder de neuf ans l'institution du nouveau service. C'est seulement en 1907 que la mauvaise situation du marché monétaire appela l'attention du public sur les grands avantages d'une bonne organisation d'un service de chèques et virements postaux. On demandait de toutes parts la réduction de la circulation monétaire et le Parlement fit écho aux plaintes justifiées du public.

Lors d'une interpellation sur le taux élevé de l'escompte, on appela l'attention du Gouvernement sur les avantages d'un service de règlements amonétaires. « Il faut, écrivait le président du Reichsbank-directorium, faire pénétrer dans les classes populaires des moyens de paiements plus perfectionnés, tels que le chèque postal et le clearing, et par leur mise en relation avec le service de virements de la Reichsbank compléter ce service seul capable d'épargner une grande quantité de numéraire. » Il est probable, d'ailleurs, que l'exemple des pays voisins stimulait les esprits éclairés.

L'administration, pressée de tous côtés, organisa le 15 novembre 1907 une réunion des représentants des pouvoirs publics, du grand commerce et de la Banque pour examiner la situation. Quelques temps après, le Reichstag fut saisi d'une motion qu'il accepta à l'unanimité le 21 février 1908 et qui portait création d'un système de chèques et virements postaux. Avant la fin de l'exercice financier, le 5 mars 1908, un projet de loi était adopté ainsi conçu : « Le chancelier de l'Empire est autorisé à instituer un service de virements et de chèques postaux; un décret du chancelier déterminera les dispositions relatives à l'utilisation du service. La loi réglant les prescriptions fondamentales relatives au service devra intervenir avant le 1^{er} avril 1912. »

Le projet fut adopté en troisième lecture le 7 mai de la même année avec attribution d'un crédit de 85 654 marks et voté par le Bundesrat; il devint la loi du 18 mai 1908. Le 6 mai 1908, le chan-

celier promulgua l'ordonnance constitutive de l'institution et le service entra en vigueur le 1^{er} janvier 1909.

Mais la réglementation légale qui, d'après la loi, devait intervenir avant le 1^{er} avril 1912 n'eut lieu que le 26 mars 1914. Les causes de ce retard furent les élections législatives de 1912 et surtout l'abondance des projets de lois, particulièrement de lois militaires, signe avant-coureur de la grande guerre. La loi de 1914, d'ailleurs, apporta peu de modifications au service, elle se contenta de réduire les taxes.

Cette loi fut préparée par le gouvernement allemand avec la collaboration des représentants les plus qualifiés du public. A cet effet, le secrétaire d'État, après avoir provoqué en 1911 une consultation générale des Chambres de commerce et des divers groupements intéressés réunissait leurs délégués en une conférence qui se tint au Reichspostamt le 5 décembre et dans laquelle ceux-ci purent, contradictoirement avec les représentants de l'administration soutenir leurs desiderata. Ils portaient principalement sur la réduction du dépôt de garantie de 100 marks à 50 marks, sur la suppression du maximum de 10 000 marks pour les bulletins de versement, sur l'élévation du maximum des chèques de 10 000 marks à 20 000 marks, sur l'admission des virements télégraphiques, sur la réduction des taxes; l'administration y donna son assentiment, mais elle combattit l'extension des franchises postales aux correspondances des titulaires de comptes et l'accroissement du nombre de bureaux de chèques.

L'insistance des représentants du commerce et de l'industrie à réclamer les améliorations de détail montrent que la pratique du service a réduit à néant les objections formulées au début et indique la faveur que le public lui accorde.

Cette loi du 26 mars 1914 donna satisfaction à la plupart de ces revendications. Elle fut suivie d'ailleurs d'autres mesures destinées à étendre plus encore, surtout pour les besoins de la guerre, les procédés de virements : le 1^{er} mai 1914 fut introduite la *lettre de crédit postale* dont nous reparlerons; le 30 mai 1917 une loi additionnelle abaissa le dépôt de garantie à 25 marks, et le 1^{er} avril 1918 une nouvelle loi additionnelle apporta une nouvelle réduction des taxes; cette dernière loi eut un triple objet : 1^o elle concéda la franchise de port en faveur de la correspondance échangée entre les clients du service des chèques et l'office des chèques postaux; 2^o elle

supprima la taxe de virement de 3 pfennigs; 3° elle établit le paiement par l'expéditeur de la taxe perçue pour les cartes de versement (5 pfennigs jusqu'à 25 marks et 10 pfennigs au-dessus) auparavant portée au débit des clients du service des chèques. Nous retrouverons ces mesures, à propos de l'emploi du chèque postal allemand comme arme financière de guerre.

Le système allemand diffère peu du système déjà en vigueur dans les autres pays : décentralisé comme en Suisse et au Japon; il compte 9 bureaux de chèques pour le territoire d'Empire (Berlin, Dantzig, Breslau, Leipzig, Hambourg, Hanovre, Cologne, Francfort, Karlsruhe), 3 pour la Bavière (Munich, Nurnberg, Ludwigshafen) et 1 pour le Wurtemberg (Stuttgart).

L'*ouverture des comptes* est subordonnée au versement d'un dépôt de garantie intangible de 25 marks : originairement de 100 marks il fut d'abord réduit à 50 marks par la loi de 1914 et à 25 marks par la loi additionnelle de 1917.

Comme dans les autres pays, les deux sortes d'opérations de crédit et de débit s'effectuent sur les comptes courants postaux :

a) De *crédit*. — Soit par versements en espèces au moyen de :

1° *Bulletins de versement* dont le maximum fut primitivement fixé à 10 000 marks (depuis 1914 aucun maximum) : les titulaires aussi bien que les tiers peuvent en faire usage. Tous les bureaux de poste en mettent gratuitement à la disposition du public par unité. Si les titulaires veulent en recevoir des carnets chez eux, ils doivent dans ce cas les payer 5 pfennings les 10, tandis que la Suisse les donne gratuitement même en carnet. Ces bulletins, contrairement à ce qui se pratique en Autriche-Hongrie, ne portent impression du numéro de la dénomination du compte qu'à la demande du titulaire qui rembourse à l'administration les frais d'impression (la Suisse agit de même, mais laisse les titulaires libres de s'approvisionner dans le commerce selon le modèle réglementaire);

2° Par inscription au crédit du montant des mandats-poste émis à l'adresse du titulaire, des recouvrements et des envois contre remboursement à son profit : les mandats-postes qui, en Allemagne n'ont que la forme de mandats-cartes, sont en principe, sauf réserve expresse du titulaire, portés automatiquement au crédit du compte; dans ce cas le bureau de poste consignera les montants séparés sur un bulletin de versement unique et la taxe de l'inscription au crédit de son compte est calculée sur le montant total du bulletin. Quant

au montant des recouvrements et des remboursements, ils peuvent être portés en comptes courants par les titulaires au moyen de bulletins de versement (taxe 0 fr. 10) s'ils n'excèdent pas 800 marks ou au moyen de mandats-cartes (taxe progressive) s'ils excèdent cette somme⁽¹⁾;

— Soit par virements d'écritures d'un compte sur l'autre au moyen de mandats de virements.

b) De *débit ou paiements*. — Soit au moyen de chèques, soit au moyen d'ordres de virements. A l'inverse de l'Autriche, de la Hongrie et de la Suisse qui opèrent les virements par les formules ordinaires des chèques, l'Allemagne a cru bon de créer une formule spéciale pour ce genre de règlements : elle a voulu par là, se donner plus de liberté pour faciliter et exonérer au fur et à mesure ces opérations qui sont le but suprême de tout le service. En 1918, en effet, elle les a exonérés de toute taxe :

1° Au moyen de *chèques postaux* qui peuvent être au porteur ou nominatifs, mais jamais endossables. — Les *chèques au porteur* peuvent être payés soit au comptant au bureau de chèques tiré — soit par mandats de paiement envoyés par le bureau de chèques tiré en échange du chèque (dans ce cas, l'Autriche emploie seulement les mandats-poste qui sont affectés d'une taxe plus forte que les mandats de paiement) — soit par virement à son compte sur ordre donné par le porteur bénéficiaire.

— Les *chèques nominatifs* ne sont jamais payés au comptant, mais seulement par mandats de paiement payables au titulaire ou par virement du montant sur son compte sur la demande de ce dernier;

2° Les *virements* sont non seulement possibles du fait des deux formes de chèques postaux, mais encore facilités par l'emploi d'une formule spéciale qui a l'avantage d'exonérer de toute taxe l'opération.

Aucun *intérêt* n'est servi aux déposants : le premier projet du gouvernement allemand comportait un intérêt, mais devant l'accusation de vouloir, par cette voie détournée, créer une caisse

(1) Dans le courant de 1916, il fut décidé qu'à la demande des intéressés adressée au bureau de distribution respectif, les montants des mandats de poste et de paiement adressés à des titulaires de comptes de chèques pourraient être inscrits au crédit de leur compte; de même le montant des remboursements et recouvrements encaissés pour le compte des clients du service des chèques ou pour une tierce personne peut être liquidé au moyen de cartes de versement dûment remplies par l'expéditeur.

d'épargne officielle dont le Reichstag avait repoussé l'institution en 1885, le principe du non-intérêt fut admis.

C'est l'Allemagne la première qui a appliqué ce principe et il semble prévaloir dans les institutions créées dans la suite par les autres États (Italie, France, Belgique, sauf pour le dépôt de garantie).

Nous avons déjà fait la critique de ce principe. Il ne semble pas qu'il ait nui en Allemagne au développement du service, bien au contraire, c'est là où la marche a été la plus rapide; cependant, il faut noter que la moyenne des comptes indique bien que l'institution est plutôt utile au gros et moyen commerce qu'aux « Kleinen mannes ».

L'emploi des fonds a été réglé selon le mode expliqué page 117 et suivantes.

Comme l'Autriche, la Hongrie et la Suisse, l'Allemagne a affilié son service de chèques postaux aux virements bancaires de la Reichsbank et à la compensation des « abrechnungstellen ». Tout titulaire de comptes de chèques postaux peut faire virement de fonds à un compte de la Reichsbank et réciproquement. De même, dans chaque ville siège d'un bureau de chèques, un agent du bureau de chèques postaux est membre de la Chambre de compensation de la ville : Dantzig et Königsberg ont été affiliés les derniers en 1917.

Enfin, de même que les autres pays ci-dessus cités, l'Allemagne participe au service international des virements postaux. C'est même à elle que revient l'honneur de la convention précitée du 18 janvier 1910 : ce sont les Miteuropäische Wirtschaftvereine qui la suscitèrent et la résolurent; nous avons déjà vu que cette convention règle les virements postaux entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Suisse, le Luxembourg et la Belgique⁽¹⁾.

Les taxes allemandes ont été sans cesse réduites, selon le vœu,

(1) Le compte rendu de 1916 donne les chiffres suivants pour les opérations du service international.

Transferts avec les pays voisins :

Autriche	: vers	Allemagne	30 1/3 millions marks.
	de	—	2 1/3 —
Hongrie	: vers	—	5 1/5 —
	de	—	300 000 marks.
Luxembourg	: vers	—	13 1/2 millions marks.
	de	—	2 1/2 —
Suisse	: vers	—	3,6 —
	de	—	11 1/2 —

toujours répété depuis l'origine, des milieux compétents qui en demandaient même la suppression.

Voici les *taxes de l'ordonnance de 1908* (6 novembre) :

Versements en espèces : par 500 marks ou fraction = 5 pfennigs.

Paiement en espèces : a) taxe fixe de 5 pfennigs; b) plus une taxe proportionnelle de 1,10 p. 1 000 du montant payé, calculée non par chaque paiement mais pour le total des sommes portées sur une feuille de compte.

Virements de compte à compte, taxe fixe de 3 pfennigs.

En outre, au-dessus de 600 opérations annuelles, taxe supplémentaire de 7 pfennigs pour chaque opération.

Il faut ajouter que les bénéficiaires ne jouissaient pas de la franchise postale pour leur correspondance avec les bureaux de chèques.

Ces taxes furent vivement critiquées pour leur fiscalité d'abord et aussi leur complexité.

Aussi la *loi du 26 mars 1914* marqua-t-elle une réduction :

a) pour les *cartes de versement* :

5 pfennigs pour les sommes ne dépassant pas 25 marks.

10 pfennigs pour toute somme supérieure à 25 marks.

b) pour *chaque retrait* : une taxe fixe de 5 pfennigs, plus un droit proportionnel de 1,10 p. 1 000.

c) pour tout virement de compte sur un autre = 3 pfennigs.

La taxe supplémentaire de 7 pfennigs au-dessus de 600 opérations annuelles est supprimée.

En outre, les titulaires des comptes courants postaux bénéficient de la taxe d'affranchissement locale (5 pfennigs) pour leur correspondance avec leur bureau de chèques.

La guerre fut l'occasion de développer ce service dans le but d'économiser la monnaie et de créer des fonds disponibles au Trésor.

En 1917, le 30 mai, une loi additionnelle abaissa le fonds de garantie à 25 marks. On ne saurait trop louer cette mesure qui atténue dans une large mesure l'inconvénient que nous avons signalé de l'absence d'intérêt pour la petite clientèle⁽¹⁾.

(1) En 1917, fin janvier, fut inauguré à Berlin le nouvel hôtel de l'office des chèques postaux, véritable monument d'architecture et modèle d'installation mécanique et hygiénique. A ce propos, le compte rendu officiel fait remarquer que le nombre d'employés a décuplé depuis la création du service en 1909.

en 1909 : une centaine d'employés pour 3 000 clients.

1917 1 200 30 000 —

Avec 167 000 inscriptions par jour et 350 000 mandats de payement en fin de trimestre.

En 1918, nouvelle loi additionnelle du 1^{er} avril : elle concède la franchise de port aux correspondances adressées par les clients du service à leur bureau de chèques postaux; elle supprime la taxe de 3 pfennigs pour les virements qui, désormais, deviennent gratuits; elle met à la charge de l'expéditeur la charge de la taxe de versement, 5 pfennigs ou 10 pfennigs, qui était auparavant inscrite au débit du compte bénéficiaire.

L'Allemagne, d'ailleurs, pour développer ce service et en faire une arme financière de guerre, ne s'est pas bornée à ces mesures réglementaires : elle a usé des procédés commerciaux de propagande et de réclame. L'office allemand a fait encarter dans les journaux et revues des avis sur le service, accompagnés de demandes d'ouverture de compte; il a fait distribuer par ses facteurs aux commerçants et industriels non adhérents, ces mêmes avis. Les sociétés de médecins, le conseil de l'ordre des avocats, les sociétés de propriétaires d'immeubles, les chambres de commerce ont été invitées à engager leurs membres à s'affilier à l'institution; les mandats de versement mis à la disposition des tiers pour effectuer des paiements sur le compte courant d'un titulaire ont été munis d'étiquettes de couleur invitant le déposant à se faire lui-même ouvrir un compte; les adhérents eux-mêmes ont été pourvus d'étiquettes qu'ils étaient invités à coller bénévolement sur leurs correspondances; enfin les journaux ont été incités à appeler l'attention du public sur les avantages du système⁽¹⁾.

(1) Signalons que la *Kölnische Volkszeitung* (Gazette populaire de Cologne), du 7 juin 1916, a publié la note ci-après :

Propagande officielle pour les paiements amétalliques.

La *Kölnische Volkszeitung* est intervenue autrefois pour la vulgarisation des liquidations sans emploi de numéraire, notamment pour l'introduction et, plus tard, pour le développement du service des chèques postaux, lequel, petit à petit, est devenu, à bon droit, si estimé en Allemagne.

Depuis que la guerre a démontré, d'une façon spéciale, l'importance et l'urgence qu'il y a de perfectionner les moyens de paiement en Allemagne, nous ne nous sommes pas fait faute d'y contribuer.

Nous avons, à cet effet, recommandé à tous les milieux intéressés de faire un emploi plus suivi des virements de la Reichsbank (Banque impériale), de même que des chèques de banques et, naturellement, du service des chèques postaux (voir nos 42 et 84).

Au surplus, nous avons expressément signalé la possibilité de recourir beaucoup plus aux caisses d'épargne, également pour les règlements de compte sans numéraire (voir nos 177 et 321).

Des plaintes, à propos de l'attitude de certaines autorités quant à l'exécution des paiements, furent faites et des changements proposés (nos 121 et 300).

A présent, voici que dans le sens des efforts faits par la *Kölnische Volkszeitung*, le ministre des Finances et le ministre de l'Intérieur de Prusse adressent à leurs subordonnés un décret disant notamment ce qui suit :

« En raison des besoins de moyens de paiement, qui ont extraordinairement augmenté

Aussi le service allemand a-t-il pris pendant la guerre une importance considérable. Cette importance fut remarquée à juste titre par M. Jean Herbette qui signala dans *L'Echo de Paris* (13 mai 1917) l'arme qu'en avaient faite les Allemands. Se demandant avec quelle monnaie les Allemands avaient souscrit leur emprunt tandis que la circulation monétaire restait stationnaire, il écrivait : « C'est aussi, ne l'oublions pas, grâce aux efforts que font les administrations et les banques pour répandre l'habitude de payer sans espèces, de payer par virements et par chèques. Et ici ce n'est plus au Gouvernement que ce discours s'adresse, mais au Sénat français qui a sur sa table le projet voté par la Chambre sur le chèque postal. Une des plus remarquables méthodes que les autorités allemandes ont trouvées pour habituer le public à payer sans espèces c'est le développement du chèque postal. Laissons au rapport officiel qui vient de paraître à Berlin le soin d'en indiquer quelques résultats acquis

dans les circonstances actuelles, la question d'une plus large organisation et d'un plus ample développement des paiements sans emploi de numéraire, dans le but de réduire la circulation monétaire, gagne constamment une plus grande importance. La presse quotidienne et les publications professionnelles, par des articles nombreux et instructifs, se sont employés à cette fin, avec un succès marqué. Les efforts tentés à propos de cette question spécialement importante recevront cependant une aide particulièrement efficace si, avant tout, les autorités de l'Etat et autres mettent tout en œuvre pour profiter strictement de toutes les occasions d'effectuer, sans emploi d'espèces, les paiements à faire dans le domaine administratif. Afin d'atteindre, autant que possible, ce résultat, les caisses publiques se trouvant au siège d'une succursale de la Reichsbank sont déjà affiliées au service des virements de la Reichsbank, et le ministre des Finances vient de décider d'ouvrir également un compte de virements à la Reichsbank à toutes les caisses royales d'arrondissement situées dans les localités dotées d'une succursale de la Reichsbank.

« En outre, toutes les caisses de l'Etat pour lesquelles il y a utilité sont affiliées au service des chèques postaux.

« Nous prions d'examiner à nouveau la question de l'affiliation des autres caisses, de faire le nécessaire et de nous aviser, s'il y a lieu, en ce qui concerne la remise du dépôt de garantie par la caisse générale de l'Etat. Les caisses affiliées au service des virements de la Reichsbank ou au service des chèques postaux doivent, au surplus, être rendues attentives à ce fait que toutes les correspondances expédiées par elles doivent être revêtues de la mention imprimée : « Compte de virements à la Reichsbank » ou « Compte de chèques postaux à..... (localité)....., n°... ».

« Les autorités intéressées voudront bien également agir constamment, d'une manière appropriée et pressante, dans le sens d'une réduction de la circulation monétaire, sur les bénéficiaires des paiements à effectuer, afin que, par l'accroissement du nombre des affiliées, on obtienne la plus large application possible des procédés de liquidation sans espèces, par voie de virements.

« Ce décret comporte également, pour les offices gouvernementaux royaux désignés par le ministre des Finances, l'ouverture immédiate d'un compte de virements à la Reichsbank, au nom de toutes les caisses d'arrondissement ne se trouvant pas au siège d'une succursale de la Reichsbank.

« Le ministre des Finances prie les services de surveillance des communes d'inviter les autorités autonomes à s'employer dans le même sens. »

en 1916 : (le nombre des titulaires de comptes de chèques postaux s'est élevé de 101 931 en 1915 à 148 918 en 1916. Parmi ces titulaires, 65 p. 100 sont des entreprises industrielles ou des commerçants. Le mouvement total des fonds a atteint, en 1916, 63 482 millions de marks, ce qui représente par rapport à l'année précédente une augmentation de 15 676 millions, soit 32,79 p. 100.) On ne lit pas ce résumé sans faire un retour sur ce qui se passe chez nous.... Puisse la semaine ne pas finir sans que le Sénat ait voté le chèque postal. »

Cette importance ressort d'ailleurs du tableau statistique que nous donnons ch. v et vi.

En 1909, première année de l'institution :

Titulaires.	Leur avoir.	Affaires.
36 427	63 millions	9 821 millions dont 4 783 par simples virements d'écritures.

En 1914, première année de guerre :

103 068	241 millions	38 009 millions dont 22 900	—
---------	--------------	-----------------------------	---

En 1917 :

189 432	726	—	97 153	—	72 334	—
---------	-----	---	--------	---	--------	---

Titulaires de comptes courants postaux par profession : compte rendu de 1916 :

Industriels et commerçants	96 000	65 p. 100.
Autorités et leur caisse	13 000	
Particuliers	13 000	
Médecins	5 000	
Sociétés coopératives	3 057	
Propriétés foncières	2 906	
Sociétés et corporations	2 887	
Banques	2 864	
Avocats	2 456	
Agences et succursales	2 326	
Caisses d'Épargne	1 651	
Caisses de maladie	963	
Institutions publiques (écoles et hôpitaux)	866	
Sociétés d'assurances	652	

Ces chiffres nous causent un regret : que la France n'ait pas eu,

dès la guerre, ce précieux instrument économique⁽¹⁾. Il convient, avant de quitter l'Allemagne, de dire un mot d'une institution qui se rattache de près au chèque postal : la *lettre de crédit postale*. Elle fut introduite en Allemagne le 1^{er} mai 1914 : elle ne peut être supérieure à 300 marks ni inférieure à 50 marks; sa validité est de 4 mois. Elles sont *émises* par les bureaux de chèques, mais la commande peut être formulée à tout bureau de poste : le montant est versé lors de la commande.

Le détenteur peut en toucher des acomptes à tout bureau de poste : il lui suffit de présenter le titre, de prouver son identité au moyen de la carte d'identité postale et de donner quittance sur un des 10 coupons attachés à la lettre de crédit : le coupon est détaché par l'agent du guichet payeur qui l'envoie au bureau de chèques lire.

Les taxes sont : 1° un droit d'émission de 50 pfennigs par lettre; 2° un double droit de remboursement : a) droit fixe de 5 pfennigs; b) taxe de 5 pfennigs par 100 marks ou fraction.

L'administration a la même responsabilité que pour les mandats.

LUXEMBOURG. — Le *Luxembourg* suivit de près l'exemple de l'Allemagne. Le service fut établi aussitôt par voie législative, le 3 avril 1911, et un arrêté grand-ducal du 17 août de la même année en fixa les détails d'application, la loi ayant simplement autorisé, comme en Allemagne, le Gouvernement à organiser le service et à conclure, modifier ou dénoncer les conventions internationales concernant la transmission et l'échange des valeurs. Le service est d'ailleurs calqué sur le service allemand avec cette double différence que, vu la petite étendue du pays, il est centralisé dans un seul bureau de chèques à Luxembourg et que le gouvernement grand-ducal a cru nécessaire pour attirer la petite clientèle de servir un intérêt de 1,50 p. 100 aux titulaires sur leur avoir. Les taxes sont établies selon le principe de l'ordonnance allemande de 1908, mais un peu plus élevées.

(1) Nous terminerons par une simple remarque. En comparant le chiffre des fonctionnaires de l'administration allemande année par année, nous avons constaté en 1910 une diminution importante; en 1908 : 326 200 employés; en 1910 : 232 000 seulement. C'est une réduction de près de 100 000. Or le chèque postal y fut établi en 1909 et il nous est venu naturellement à l'esprit d'y voir un enchaînement de cause à effet. Malheureusement, nous n'avons pu apporter à notre remarque un contrôle judiciaire, à cause des circonstances présentes.

Versements : 10 centimes par bulletin de versement payable par le déposant :

Remboursements : a) Taxe fixe de 10 centimes; b) plus taxe supplémentaire de 1/10 p. 1 000.

Virements : 5 centimes par virement.

Les mandats-poste et assignations à l'adresse d'un titulaire de comptes courants postaux peuvent être portés à son crédit au moyen d'un bulletin de versement dont la taxe est de 0 fr. 10 pour la somme globale portée sur le même bulletin.

Voir les résultats au tableau statistique ch. v et vi.

BELGIQUE. — La *Belgique* a adopté le chèque postal par la loi du 30-31 décembre 1912. Il est curieux de constater que, dans la patrie des doctrines *comptabilistes*, cette institution, qui en constitue, semble-t-il, le prototype, soit si tard venue. Ce n'est pourtant pas que la nécessité ne s'en fit pas sentir ni qu'elle n'y fût ardemment et opiniâtrement réclamée. Il faut peut-être chercher l'explication de ce retard dans l'habile création d'une collaboration étroite entre la Poste et la Banque nationale qui servait de substitut au chèque postal. La nécessité s'en faisait sentir, disons-nous, car la situation de la circulation monétaire belge s'aggravait au fur et à mesure que se développait les échanges. M. Ansiaux⁽¹⁾ la résumait ainsi : « Absence presque complète de l'or si ce n'est dans l'encaisse de la Banque nationale⁽²⁾, drainage persistant vers la France des écus de 5 francs⁽³⁾ dont la valeur nominale est cependant bien supérieure à la valeur marchande (et qui valent de l'or dans les relations des pays de l'union latine), accroissement continu de l'émission des billets de banque. »

La circulation des billets a crû comme il suit :

1880	313 millions.	1940	826 millions.
1890	383 —	1941	882 —
1900	576 —		

(1) Les problèmes de la circulation en Belgique, *Revue économique internationale*, novembre 1907.

(2) Au 31 décembre 1912 l'encaisse or de la Banque nationale était de 214 millions de monnaie d'or de l'union latine, plus un portefeuille d'effets sur l'étranger toujours réalisables en or de 153 millions.

(3) Le montant des écus qui, en 1878, à l'époque de la convention de l'union latine suspendant la frappe des écus de 5 francs, était évaluée à environ 220 millions, se trouvait en 1912 réduite à une centaine de millions seulement.

et les petites coupures de 20 francs :

1880	14 millions.	1910	171 millions.
1890	40 —	1911	186 —
1900	87 —		

Le drainage des espèces était la conséquence du change constamment défavorable sur la France, par suite d'une balance toujours défavorable et de l'habitude de se servir de Paris pour les paiements à l'étranger. Aussi la Banque nationale était-elle obligée périodiquement de se réapprovisionner en grosse monnaie pour assurer la convertibilité de ses billets : elle le faisait en achetant du papier sur Paris, toujours à prime, faisant ainsi la contre-partie des opérations lucratives auxquelles se livraient les draineurs : en 1911 elle se réapprovisionna pour 184 millions et demi. M. Hector Denis pouvait dire en 1907 à la Chambre des représentants : « La précarité de l'union latine, qui peut être dénoncée d'une année à l'autre, fait peser sur la Belgique la menace d'une liquidation périlleuse. »

Aussi l'institution du chèque postal qui, peu à peu s'étendait à l'Autriche, à la Hongrie, à la Suisse, à l'Allemagne, au Luxembourg, compta-t-elle dès la première heure en Belgique les plus chauds partisans, surtout parmi les théoriciens du « comptabilisme social ». M. Hector Denis, professeur à l'Université de Bruxelles et membre de la Chambre des représentants en fut l'ardent protagoniste, comme le fut en France M. Chassenet. Dès 1895, il s'était rendu en Autriche pour étudier sur place le fonctionnement de l'Institution qui, jusqu'alors, était imparfaitement connue. Il exposa le résultat de ses observations dans une brochure de propagande et déposa dès le 2 décembre 1896 une proposition de loi « tendant à l'organisation d'un service de chèques et virements de comptes à la Caisse d'épargne et des retraites ». Par là, M. Hector Denis visait à rendre plus mobiles et productifs les dépôts d'épargne et à accroître par suite l'effet utile de la Caisse d'épargne en combinant son action d'épargne avec l'action d'échange des bureaux de poste. « Aujourd'hui, tout transfert de somme d'un compte d'épargne à un autre exigerait un acte de cession signifié par huissier.... Il s'agit de mettre à la disposition de ses déposants un service régulier et continu de comptabilité à la fois individuelle et collective et de coordonner d'une manière permanente toutes les opérations qu'elle embrasse; il s'agit d'assurer à chacun la faculté de faire opérer par l'intermé-

diaire de la Caisse d'épargne et des bureaux de poste des encaissements réguliers et des paiements sans que la mention de la moindre de ses opérations échappe à une comptabilité inflexible sans cesse placée sous les yeux et sans qu'il soit besoin de recourir au manie-
ment d'espèces. »

La proposition de loi, qui laissait aux arrêtés royaux le soin de déterminer les conditions d'organisation, était signée de MM. Hector Denis, Vandervelde, Fléchet, Bertrand, Niezette.

Le Gouvernement ne crut pas devoir appuyer cette proposition, estimant qu'elle détournait la Caisse d'épargne de son vrai but, l'épargne, et qu'au surplus le service de transmission de fonds était assuré par la Poste et la Banque nationale. La proposition n'eut aucune suite. M. Denis revint plusieurs fois à la charge. En 1903 il répondit au Gouvernement qui avait été invité par la section centrale du budget à donner son avis sur la question. En 1906, il reprit sa proposition, proposant l'institution du système soit avec le concours de la Caisse d'épargne comme en Autriche, soit sans ce concours comme en Suisse. Cette nouvelle tentative n'eut pas plus de succès. Cependant, entre temps le Gouvernement n'était pas resté inactif, il avait organisé un système tout spécial de collaboration entre la Banque et la Poste qui assurait la facilité et l'économie des transmissions de fonds. Nous en dirons un mot tout à l'heure. En 1908, M. Denis souleva encore la question. Dans une note à la minorité annexée au rapport de la Commission centrale sur le budget il concluait : « Le service des chèques postaux n'a pas même l'honneur d'un débat; l'insolidarité a vaincu partout. Puissent les intérêts capitalistes privés ne pas encore entraver la réalisation des plus humbles projets et ici encore l'emporter sur l'intérêt de la nation. » Cette persévérance pourtant porta ses fruits : l'idée nouvelle s'était propagée et le 13-14 septembre 1908 le congrès national de la petite bourgeoisie, tenu à Verviers, y donna son adhésion. Le Gouvernement, stimulé, perfectionna encore le service de collaboration entre la Poste et la Banque qui devint un véritable service de comptes courants postaux bancaires. Cette dernière institution fut couronnée de succès, mais elle avait l'inconvénient de ne pas être accessible au grand nombre. En 1910 l'administration belge fut admise à adhérer à la convention internationale du 18 janvier 1910 relative aux virements postaux entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Suisse, mais en l'absence d'institution

identique elle se servit de l'intermédiaire de la Banque nationale.

L'idée prenait consistance. La Banque nationale elle-même, dans son rapport annuel du 27 février 1911 sur les opérations de 1910, conclut en faveur de l'établissement de ce service qui, « en Autriche-Hongrie, Suisse et Allemagne, contribue puissamment à généraliser l'usage des comptes courants, l'emploi du chèque et du virement... et restreignant chaque jour l'emploi des signes monétaires, accroît les garanties de sécurité des paiements ».

Lors de la discussion du budget des finances pour 1912, M. de Sadeleer, représentant, ancien président de l'association belge des unions économiques internationales, interrogea le Gouvernement sur ses intentions relatives au projet de M. Denis. Le ministre des Finances répondit en ces termes : « Je suis heureux d'apprendre à M. Hector Denis que je suis d'accord avec le ministre des Chemins de fer, des Postes et Télégraphes pour instituer le chèque postal. » L'administration belge envoya aussitôt un fonctionnaire des finances, M. Rombout et un fonctionnaire des postes, M. Besombes, pour étudier l'organisation allemande à Berlin et à Cologne.

Pendant la session de novembre 1912, M. le ministre Paul Segers déposa un projet de loi instituant un service de comptes courants, chèques et virements postaux qui, après le vote de la Chambre du (20 décembre) et celui du Sénat (24 décembre) devint la loi du 28 décembre 1912, publiée au *Moniteur Belge* des 30 et 31 décembre 1912. La rapidité de ces divers votes montre que l'Institution tombait de l'arbre législatif comme un fruit mûr.

Cette loi, d'ailleurs, n'était pas une loi spéciale proprement dite, mais une modification à la loi postale du 30 mai 1879.

Il importe, avant d'analyser le régime belge, de dire quelques mots de l'Institution toute spéciale qu'avait créée le Gouvernement belge pour suppléer le chèque postal et qui, semble-t-il, a participé au retard de l'institution de ce dernier. Elle consiste, nous l'avons déjà dit, en une collaboration sans cesse plus étroite et solidaire de *la Poste et de la Banque nationale*. Le service se forma peu à peu : d'abord la Poste fut autorisée à verser en faveur des titulaires de comptes de la Banque nationale de Belgique les sommes dont celle-ci, à divers titres, leur était redevable. D'après le décret royal du 12 août 1901 complétant celui du 27 novembre 1900 « la liquidation par l'administration des Postes des sommes recouvrées du chef des

effets de commerce, de quittances simples ou d'envois avec encaissement dont le bordereau de dépôt s'élève à 1 000 francs au moins peut, à la demande des ayants droit être opéré au moyen de versements faits à la Banque nationale, au crédit de tout titulaire d'un compte courant à cet établissement financier ou dans ses succursales ou agences, que ce titulaire soit le déposant lui-même ou un tiers expressément désigné au bordereau ».

Toute personne a donc la faculté de faire verser par la poste, à son compte à la Banque nationale ou à celui d'un tiers, le montant des bordereaux, de quittances ou d'effets à recouvrer remis dans n'importe quel bureau de poste du royaume, pourvu que le montant du bordereau s'élève au moins à 1 000 francs (Ce minimum fut même réduit à 50 francs en 1909). M. Marc Aucuy⁽¹⁾ explique le mécanisme de la façon suivante :

« Un commerçant ayant un compte courant à la Banque nationale dépose à la poste un bordereau de sommes à recouvrer dans 200 bureaux de poste du pays, par exemple, et s'élevant à 10 000 francs. Le bureau de Bruxelles transmettra ces quittances en recouvrement et les bureaux encaisseurs l'aviseront des recouvrements faits. La poste transmet alors à la Banque nationale un avis la priant d'augmenter le compte courant de ce commerçant de la somme de 10 000 francs et de retrancher, par un jeu d'écritures, ces 10 000 francs du compte courant simple de l'administration des postes. »

Pour comprendre la portée de cette réforme il faut savoir qu'en Belgique le service des recouvrements a une importance considérable, c'est ainsi que d'après la statistique du bureau international de Berne la poste belge a fait en 1898 pour 766 454 708 francs de recouvrements contre 600 239 437 en Allemagne, 249 360 503 en France et 488 718 07 en Suisse; en 1912 elle a encaissé 13845 000 quittances pour un montant de 675 millions tandis que la France, cette même année, n'encaissait que 471 millions d'effets à recouvrer.

Il est à remarquer que le service prit un développement croissant depuis le mois de mai 1909 où le minimum des bordereaux à liquider en compte courant fut abaissé de 1 000 francs à 50 francs, permettant ainsi au plus grand nombre — surtout en ce qui concerne les quit-

(1) *Op. cit.*

tances, généralement de faible apport — de bénéficier de cette mesure ⁽¹⁾.

Le même décret du 20 avril 1909, autorisant non seulement les versements mais encore les paiements, institua un *système organique* de versements et paiements réciproques en compte courant par la Poste et la Banque : *c'était une adaptation du système des chèques postaux*.

La Poste n'est pas elle-même détentrice de comptes courants mais fait le service des comptes courants de la Banque nationale, et même des comptes courants des autres banques affiliées à la Banque nationale.

Donc, dès 1902, institution du premier service : versements par la Poste à la Banque nationale des sommes que celle-là doit aux titulaires de comptes courants de celle-ci, — dès 1909 — institution du second service complet : émission de mandats spéciaux pour versements et paiements.

Pour ces mandats des taxes réduites sont perçues :

Jusqu'à	50 francs.	10 centimes.
De	50 à 100 —	15 —
	100 à 200 —	20 —
	200 à 1 000 —	30 —
	1 000 à 2 000 —	40 —

et ainsi de suite en ajoutant 10 centimes par 1 000 francs ou fraction de 1 000 francs.

Les paiements à domicile comportent en outre une surtaxe de 5 centimes de 50 francs à 5 000 francs.

Les statistiques ⁽¹⁾ ci-jointes révèlent le succès de cette institution. Ce succès lui-même devenait une promesse et un stimulant pour la

(1) 1^{er} service : versements aux comptes courants de la Banque (décret 1900-1901) :

	Effets de commerce.	Quittances.
En 1902	8 200 pour 39 millions.	2 500 pour 11 1/2 millions.
1909	19 300 — 81 —	16 000 — 60 —
1910	33 800 — 146 —	26 000 — 82,7 —
1911	? — 154 —	? — 93,2 —

2^e service : mandats de versements et de paiements en comptes courants (déc. 1909).

	Mandats de versements.	Mandats de paiements.
En 1909	24 656 pour 31,6 millions.	12 264 pour 5,8 millions.
1910	56 720 — 69,2 —	46 091 — 19,2 —
1911	80 268 — 96,9 —	67 805 — 22,9 —

création du « chèque postal » qui n'était qu'une extension de cette institution banco-postale.

La création service des chèques postaux reçut, en Belgique, la plus complète approbation. Les banques s'en firent les premières et les plus ardentes propagatrices⁽¹⁾. Le commerce, l'industrie, l'agriculture y firent un accueil favorable et le ministre des Finances employa la nouvelle institution pour la perception des impôts.

Organisation administrative : Le service est rattaché à l'office des postes mais indépendamment de la Caisse d'épargne. Comme en

(1) Le 24 février 1913, dans son rapport sur les opérations de 1912, le Gouvernement de la banque de Belgique se félicitait dans les termes suivants, de la création du service :

« A la fin de notre rapport sur les opérations de l'année 1910, après vous avoir signalé la part prise par la Banque à l'organisation d'un service réciproque de virements entre l'administration des postes de Belgique et les administrations postales de plusieurs États européens, nous ajoutions que ce premier essai de réduction de l'emploi des signes monétaires laissait entrevoir la possibilité de la création en Belgique d'un système de comptes courants postaux.

« Nos prévisions, nos espérances se sont réalisées; l'administration des postes est à la veille d'ouvrir ses guichets au service des comptes courants que le Gouvernement vient d'organiser.

« Une nouvelle étape sera ainsi franchie; l'emploi des chèques, des ordres de virement pourra bientôt s'étendre dans les nombreuses communes dotées d'un bureau de perception des postes.

« La Banque, toujours soucieuse de l'intérêt général, ne manquera pas de prêter son concours à l'institution nouvelle. »

Les banques privées n'ont pas été moins favorables. Elles se sont rendu compte que tous les bureaux de poste allaient devenir pour elles de véritables succursales. Les dépôts de leurs clients, centralisés au crédit de leur compte postal de la Banque nationale de Belgique et passés par un nouveau virement à leur compte courant dans cette dernière banque. Les guichets des banques privées étaient transportés ainsi dans les bureaux de poste, à la portée d'une nouvelle clientèle, dont elles espéraient de nouveaux profits. Aussi, les banques, loin de le combattre, recommandèrent-elles le service des chèques postaux à leurs correspondants. Nous croyons devoir reproduire ci-après la circulaire expédiée par la « Caisse générale de reports et de dépôts » à ses clients, et l'avis imprimé joint à toutes ses correspondantes par la Banque Henri Georges de Bruxelles.

Caisse générale de Reports et de Dépôts.

Bruxelles, le 20 mai 1913.

« M....

« Nous formons la présente pour attirer à nouveau votre attention sur les services que peuvent vous rendre les comptes-chèques postaux.

« Entre autres facilités, nous vous signalons que les versements au crédit de notre compte-chèques postal n° 200 pouvant être effectués dans tous les bureaux de poste de la ville et de l'agglomération, il n'est plus nécessaire de vous déplacer pour effectuer à nos guichets des versements au crédit de votre compte.

« Afin d'assurer à ces opérations le maximum de célérité, il importe que vous nous envoyiez, sans aucun retard, les récépissés de versements délivrés par l'administration des postes, en y mentionnant, au verso, le numéro de votre compte-chèques chez nous. Vous serez crédité de leur montant dès réception des dits récépissés. Nous insistons

Suisse et en Allemagne on a préféré laisser la Caisse d'épargne à sa mission de prévoyance.

Il est en outre centralisé dans le seul bureau de Bruxelles, mais ici la centralisation a un tout autre sens qu'en Autriche. Cette centralisation offre les mêmes avantages que la centralisation autrichienne (contrôle facile, moindres frais d'organisation) et y joint les avantages de la décentralisation allemande et suisse (célérité des opérations) : en effet, le territoire belge est relativement peu étendu et en tous sens sillonné d'un réseau serré de communications rapides : la capitale y est centrale et les correspondances émanant d'un point quelconque y parviennent le soir même ou au plus tard le lendemain matin.

L'adhésion au service est basée comme dans les autres pays, sur une demande examinée par l'administration qui l'accueille ou la rejette et sur le dépôt d'un fonds de garantie fixé d'abord à 100 francs que le décret royal du 2 février 1914 a réduit à 50 francs.

Les comptes courants postaux permettent d'effectuer les deux opérations habituelles de *crédit* et de *débit*.

CRÉDIT : soit par versements en espèces, soit par virements; a) par versements en espèces : 1° au moyen de *bulletins de versement* avec maximum de 10 000 francs et pour le dépôt entre les mains des facteurs en tournée (service gratuit) avec maximum de 1 000 francs.

tout particulièrement pour que le nom de la « Caisse générale de reports et de dépôts » et le « n° 200 » de son compte-chèques postal soient fidèlement reproduits dans le récépissé de versement.

« Veuillez agréer, M...., l'assurance de notre considération distinguée. »

Caisse générale de Report et de Dépôts.

Avis de la Banque Henri Georges.

Avis.

« Le mode de paiement le plus facile et le moins coûteux est le bulletin de versement à effectuer dans n'importe quel bureau de poste, à mon compte n° 1 133. »

« Les personnes qui n'habitent pas le centre aggloméré d'une commune dotée d'un bureau de poste peuvent recourir gratuitement à l'intervention des facteurs ruraux en tournée, par le dépôt de bulletin de versement. »

« Une communication particulière à mon adresse peut être inscrite gratuitement au dos du coupon, lequel m'est transmis par les soins du bureau de poste. »

« Le récépissé signé par l'agent des postes constitue, pour le client, la preuve du paiement; un accusé de réception de ma part est donc inutile. »

HENRI GEORGES,

« 11, Montagne de l'Oratoire, Bruxelles. »

« Comptes-chèques postaux. »

N° 1 133. »

Ces bulletins sont délivrés au prix de 1 centime pièce soit par unité soit par carnet et si le titulaire y désire l'impression du numéro et de la dénomination de son compte, il paye une surtaxe. Les tiers autant que les titulaires peuvent user de ces bulletins. Les communications particulières inscrites au dos du coupon à transmettre au bénéficiaire ne payent pas de taxe postale, de même que les factures, etc. inscrites au dos du récépissé à remettre à l'envoyeur ⁽¹⁾.

2° Par inscription au crédit du montant des mandats poste internationaux, des assignations, etc... : tout titulaire peut demander par écrit ou verbalement au bureau de poste qui le dessert, que le montant des mandats internationaux, de recouvrements ou de remboursements ainsi que les assignations à son adresse ne lui soit plus payé directement mais inscrits à son compte courant. Cette inscription est gratuite. Seules lui seront alors payées « en espèces » les assignations que le titulaire émet lui-même pour prélèvement de fonds à son compte. Les mandats du service intérieur ne peuvent servir aux versements.

b) Soit par virements de compte à compte.

DÉBIT : les opérations de paiement se font soit au moyen d'ordres de virement soit par chèques postaux,

a) Par *ordres de virements* : soit sous forme de feuille qui est transmise sous enveloppe fermée et dont le montant est illimité, soit sous forme de carte postale circulant à découvert dont le montant ne peut dépasser 1 000 francs ⁽²⁾. L'une et l'autre formules sont remises en carnet gratuitement. La carte postale ne comporte qu'un ordre

(1) Depuis le 20 janvier 1919 l'administration belge a autorisé ses titulaires de comptes courants à faire présenter à domicile par la poste des bulletins de versement ne dépassant pas 1 000 francs.

La formule usitée comporte une carte-récépissé qui est remise par le facteur à la partie versante contre paiement du montant indiqué, aux filets sur les deux parties de la formule. Une communication particulière peut être portée gratuitement au verso de la carte et du coupon. La taxe afférente aux bulletins de versement avec carte-récépissé est fixée à 20 centimes par bulletin, acquittée d'avance par le déposant en timbres-poste apposés sur la carte-récépissé. Il en est de même du supplément de taxe pour la présentation de la carte-récépissé par exprès.

Les formules de bulletin de versement avec carte-récépissé sont vendues par le bureau des chèques postaux de Bruxelles au prix de 50 centimes les 50. Les bulletins de versement ne sont présentés qu'une seule fois au domicile indiqué; en cas de refus, les cartes-récépissés sont renvoyées à l'expéditeur. Les bons de poste, les assignations, les mandats intérieurs et internationaux peuvent être acceptés en paiement (*Bulletin de l'Union postale de Berne*, 1^{er} juin). C'est une simplification du service des recouvrements.

(2) L'utilité de cette double formule était fondée sur la différence de taxe d'affranchissement, mais elle ne se justifie plus depuis l'exemption de cette taxe intervenue en 1914.

de virement avec correspondance gratuite sur le coupon. La feuille de virement peut, au contraire, être accompagnée d'un bordereau collectif d'ordres de virement : le tireur peut également établir des avis de crédit pour chacun de ses virements et y inscrire à titre gratuit une correspondance particulière : ces avis de crédit sont fournis au prix de 0 fr. 20 le cent., mais tandis que les autres formules sont obligatoirement fournies par l'administration, ces avis de crédit peuvent être achetés dans le commerce à condition d'être conformes au modèle établi.

L'administration belge, comme l'administration allemande, a voulu créer une formule spéciale aux virements pour l'entourer des facilités et réductions propres à encourager cette opération : l'intention est louable. Notamment, si les chèques postaux venaient à être taxés du droit commun aux chèques bancaires, les virements en seraient exonérés.

b) Par *chèques postaux*, soit nominatifs soit au porteur. Ces formules sont fournies par l'administration au prix de 1 franc le carnet de 50; elles sont munies de chiffres latéraux qui permettent d'arriver au maximum de 10 000 francs, mais les chèques postaux présentés à la Chambre de compensation n'ont pas de maximum établi.

1° *Au porteur* : ce chèque n'a que la validité des chèques ordinaires, trois jours ou six jours, s'il est tiré sur autre place. Il est payé au comptant exclusivement par la caisse du bureau de chèques entre les mains du porteur et sans justification d'identité. Mais comme le porteur peut être dans l'impossibilité de se présenter à cette caisse, il a la faculté de le transformer en chèque nominatif ou en chèque de virement. Il peut, en outre, être barré pour exiger qu'il ne soit payé qu'à une banque.

2° *Nominatif ou d'assignation* : il indique dans ce cas le nom et l'adresse du destinataire : jamais payé au comptant, il est toujours dirigé sur le bureau de chèques qui le transforme en mandat de paiement ou d'assignation et le transmet au bureau de poste du bénéficiaire à fin de paiement. Ces mandats de paiement sont valables trente jours. Ces mandats sont payables en espèces au bénéficiaire, mais si ce dernier est titulaire d'un compte et qu'il en ait fait la demande, le mandat ou assignation peut être viré au crédit de son compte.

Si le bénéficiaire est à l'étranger, le paiement se fait soit par

mandat-poste, soit par lettre assurée dont les taxes sont portées au débit du tireur. Le paiement peut être fait à domicile, par exprès ou par télégraphe : les taxes sont alors supportées par celui qui provoque ce mode de paiement. La taxe spéciale des paiements à domicile est de 5 centimes jusqu'à 50 francs et 10 centimes de 50 à 5 000 francs.

Le chèque nominatif peut être aussi collectif c'est-à-dire porter ordres de paiement à plusieurs bénéficiaires; en ce cas il doit être accompagné d'un bordereau distributif. Le bureau de chèques établit autant d'assignations que le comporte ce bordereau et chacune paye la taxe afférente comme si un chèque avait été émis pour chacune.

Intérêt : nous avons eu déjà l'occasion de dire que la Belgique avait résolu d'une façon personnelle et à notre avis très heureuse cette brûlante question de l'intérêt. Elle a établi une distinction entre le dépôt de garantie et les sommes en compte courant et n'a accordé un intérêt 3 p. 100 qu'au dépôt de garantie. Cette méthode nous paraît la meilleure sous tous les rapports :

1° Les sommes en compte courant sont instruments de paiement; c'est au bénéfice du titulaire qu'elles travaillent, et ce dernier, pouvant en faire usage journalier, n'est guère en droit individuel d'en exiger d'autre profit. Au contraire le fonds de garantie est intangible, et s'il sert de garantie à l'administration, il ne sert de rien au titulaire.

2° Le calcul de l'intérêt si difficile et compliqué pour les sommes sans cesse variables du compte courant est au contraire automatique pour le fonds de garantie.

3° Cette mesure est susceptible d'attirer la petite clientèle, ce qui importe surtout pour réduire la circulation parasite, sans risquer de concurrencer les banques. En effet, les petits gens n'ont pas de fréquentes opérations à faire et hésiteront à immobiliser 50 francs pour se procurer à l'occasion la facilité de quelques paiements. Au contraire, les gros clients à commerce actif récupéreront vite cette perte d'intérêt par la réduction de taxes de leurs multiples opérations. Il y a, on peut dire, une question d'égalité à rétablir. Sans doute l'intérêt de 1 fr. 50 pour 50 francs est peu de chose, mais il est quelque chose et ôte à l'esprit des petits gens l'idée néfaste qu'une partie de leur avoir pourrait être mieux utilisée. Les Banques ni les Caisses d'épargne n'y sauraient voir une concurrence, étant

donné la limite exigüe du capital productif, qui ne leur enlèvera aucune part sensible de leurs dépôts.

L'évolution doit être, à notre avis, dans ce sens, en même temps que dans le sens d'une réduction aussi forte que possible du fonds de garantie et du taux des taxes.

Les taxes sont les suivantes :

Versements : 0 fr. 10 par bulletin de versement, acquitté en timbres-poste par le déposant sur la formule.

Les bordereaux de mandats-poste, internationaux ou d'assignation, de quittances de remboursements, de recouvrements d'effets de commerce, de coupons d'intérêt et de dividende, d'abonnements de journaux ne payent pas de surtaxe en rentrant dans le service des chèques : ils sont portés au crédit gratuitement.

Virements : 5 centimes par opération.

Retraits par chèques. — 1° Droit fixe de 0 fr. 10; 2° taxe proportionnelle de 1 centime par 100 francs ou fraction de 100 francs.

Le droit fixe est payé pour chaque chèque ou pour chacun des ordres compris dans un chèque collectif : au contraire, dans ce dernier cas la taxe proportionnelle est calculée sur le total.

Le paiement à domicile comporte une surtaxe de 0 fr. 05 jusqu'à 50 francs et 0 fr. 10 de 50 francs à 5 000 francs. En outre, une surtaxe de 0 fr. 20 à acquitter en timbres-poste quand le mauvais libellé d'un bulletin exige le renvoi à la partie versante pour rectification.

On voit que dans le service belge les taxes sont à la charge de celui qui provoque l'opération.

Prises dans leur ensemble, les taxes belges apparaissent plus élevées que celles des services de chèques postaux étrangers.

Aussi leur réduction aurait-elle été opérée, si la guerre n'était intervenue. D'ailleurs, il convient ici de signaler une pratique, vestige de l'ancien service de 1909 poste-banque, qui permet d'éluder, en bonne partie, la charge fiscale des taxes : elle est possible à tous ces titulaires de comptes courants à la Banque nationale et le précédent service en avait fortement multiplié le nombre.

La Banque nationale a un compte courant postal, mais comme elle est le caissier du Trésor, ses retraits ne se font jamais par prélèvement d'espèces, aussi est-elle exempte de toute taxe de retrait. Quand elle veut retirer une partie de son avoir postal, elle

émet un chèque sur la Poste, qu'elle présente à la Chambre de compensation. Pour le régler, la Poste, émet un chèque sur son compte courant à la Banque nationale, mais comme celui-ci est alimenté par des mandats subsides du Trésor, l'opération se liquide par simple jeu d'écriture et ne donne lieu à aucun paiement en espèces. Donc, service mutuel gratuit de virement entre la Poste et la Banque.

Aussi les clients de la Banque nationale n'ont-ils, pour éviter la taxe de retrait effectif de fonds qu'à faire virer leur avoir à la Banque nationale en indiquant à celle-ci, sur le coupon de virement que la somme virée est destinée à l'actif de leur compte bancaire. La simple taxe de virement, 5 centimes, suffit aux plus fortes sommes : ainsi est assurée l'évasion de la taxe proportionnelle des retraits effectifs.

Mais cette pratique, si elle prive la Poste de la base de retraite, favorise au contraire l'afflux des sommes importantes dans les caisses postales : les gros clients et principalement les banques, grâce à cette évasion possible, usent de l'intermédiaire commode et économique de la Poste. Or les virements, pour si rapides soient-ils, laissent les sommes entre les mains de la Poste au moins un jour entier : par exemple, encaissées pour le compte des clients le 1^{er}, les sommes ne sont portées au crédit que le 2 ; virées le même jour par suite d'un ordre général au compte courant de la Banque nationale, elles ne pouvaient pour celle-ci, faire l'objet d'un chèque que le lendemain 3. Ainsi, l'avoir moyen de la caisse postale est grossi d'une façon permanente : cet avoir journalier productif d'intérêt compense amplement la perte des taxes. A tel point que, à la veille de la guerre, dit M. Blin⁽¹⁾, en raison du revenu croissant du fait de cet intérêt, l'administration belge envisageait la réduction et même la suppression des taxes.

Aucune réclamation n'est admise pour les opérations ayant plus de six mois de date, le délai semble un peu court mais il doit être suffisant à une population active et laborieuse : l'admettre trop long comme en France, trois ans (depuis réduit à un an), c'est donner une prime à la négligence et surcharger inutilement un service déjà compliqué.

Tandis que tous les autres pays ont admis une prescription acqui-

(1) *Op. cit.*

sitive pour les sommes des comptes courants sur lesquels aucune opération ne serait faite (dix ans France, trois ans Italie, deux ans Allemagne) durant un laps de temps déterminé, la Belgique n'a pas voulu admettre de prescription en cette matière : les fonds lui rapportant intérêt, elle a voulu pouvoir les garder indéfiniment.

Le *placement* des fonds du service des chèques est confié à la Banque nationale, caissier du Trésor : celle-ci, sur les indications du ministre des Finances, affecte les disponibilités du compte courant du Trésor à l'achat d'effets de commerce sur l'étranger remboursables à vue et en or.

Le service des chèques postaux belge, comme le service autrichien et allemand, participe au clearing bancaire de la Chambre de compensation où tous les jours siège un agent des postes. Nous avons vu comment la poste belge coopérait aux virements bancaires, peut-être plus étroitement que dans les autres pays.

De même l'administration belge participe au service international des virements postaux. Elle adhéra à la grande convention internationale de 1910, dès le 15 octobre de la même année, se servant pour cela de l'intermédiaire de la Banque nationale : depuis la création du service national des chèques postaux, elle y participe directement.

En outre, un arrangement a été conclu le 20 mars 1913 concernant le service des versements postaux entre l'administration des postes suisses et l'administration des postes belges.

Un arrêté royal du 28 avril 1913 a réglé et étendu l'emploi des chèques et virements postaux par les administrations publiques. Sur les indications du département des Finances il est ouvert d'*office* au bureau central des chèques postaux un compte courant à chacun des bureaux d'enregistrement et des domaines, à chacune des conservations des hypothèques et à chacune des recettes principales des droits de navigation.

Le dépôt de garantie n'est pas exigé pour les caisses publiques. Les virements de compte, destinés à faire l'objet des versements dans la caisse de l'Etat, sont exempts de taxe.

Le succès a été immédiat comme le prouvent les statistiques des premiers mois, et nous aurions, à coup sûr, assisté au développement le plus étendu et le plus intéressant de ce service d'avenir, si la botte allemande n'était venue aussi injustement que cruellement piétiner ce malheureux pays.

	TITULAIRES		Total de transactions.	Virements.
	Nombre.	Avoir.		
1913. Du 16 avril au 31 décembre.	4 542	40 639 134 fr.	1 234 716 304 fr.	479 839 645 fr.
1914. Du 1 ^{er} janvier au 30 avril.	5 731	8 722 090 fr.	815 532 189 fr.	328 224 890 fr. (1)

Pendant la guerre, le gouvernement belge en exil n'a pu assurer ce service, mais il prit des mesures pour assurer des remboursements aux titulaires de compte réfugiés à l'étranger ⁽²⁾.

— La dernière année de guerre 1918 a vu l'adhésion à cette Institution postale de trois nouveaux états : la France, les Pays-Bas et l'Italie. Nous savons quelle influence périlleuse la guerre avait eue sur la circulation monétaire générale : c'est la nécessité d'obvier à ce danger que ces trois états ont institué le chèque postal.

FRANCE. — La France est la première en date : la loi sur la matière est du 7 janvier 1918 et le décret organique du même jour. Nous nous contenterons pour ce pays de marquer sa place chronologique, nous réservant d'en faire une étude plus détaillée dans un chapitre spécial.

Tunisie : l'office tunisien des postes, a ouvert le 1^{er} juillet 1918 (comme en France) un service de comptes courants postaux dont le système est emprunté au système français.

HOLLANDE. — Les Pays-Bas ont également soulevé depuis plusieurs années la question de l'établissement d'un service de chèques et virements postaux.

En 1904, une réunion de délégués d'un grand nombre de Chambres de commerce néerlandaises tenue à Amsterdam exprima le vœu que fut introduite cette Institution postale. L'idée fut soumise au ministre du Waterstaat qui fit élaborer un projet de loi sur la question.

(1) Voici au 15 juin 1914 le tableau des titulaires par profession :

Agents de change.	22	Médecins.	19
Agents et représentants de commerce.	28	Négociants.	385
Avocats.	66	Notaires.	98
Banquiers.	113	Pharmaciens.	16
Compagnies d'assurances et assureurs.	61	Particuliers.	101
Directeurs de sociétés.	35	Professeurs.	11
Ecclesiastiques.	19	Sociétés commerciales.	120
Fonctionnaires et employés.	102	— coopératives.	22
Imprimeurs.	24	— industrielles.	84
Industriels.	214	— diverses.	33
Ingenieurs.	30		

(2) Voir l'intéressante étude de M. Taffin « Chèques postaux en Belgique » parue aux *Annales des P. T. T.*, décembre 1913.

Ce projet de 1906 prévoyait les dispositions suivantes :

1° Un bureau central de comptabilité et de contrôle centraliserait tout le service;

2° Les opérations seraient effectuées par l'intervention des bureaux de poste comptables;

3° Toute affiliation comporterait : a) le versement d'un dépôt de garantie intangible de 25 florins, et b) le paiement d'une taxe unique, pour toute la durée du compte, de 5 florins;

4° Les formules de crédit et de débit seraient délivrées au prix coûtant;

5° Un intérêt de 1,5 p. 100 serait servi pour chaque somme de 100 florins restée au compte pendant au moins un mois, mais au-dessus de 10 000 florins aucun intérêt ne serait donné. Cela pour éviter l'accumulation de gros capitaux dans les caisses de l'État, accumulation dangereuse pour celui-ci et néfaste aux banques;

6° Une taxe unique pour les opérations était établie : 1/8 p. 100 à calculer sur l'ensemble des opérations de l'année.

Cette dernière disposition est la première du genre que nous rencontrons dans l'histoire du chèque postal. M. Gariel⁽¹⁾ la trouva fort intéressante et heureuse.

Elle est, en effet, beaucoup plus que la taxe basée sur le nombre d'opérations, dans le sens égalitaire et démocratique.

La taxe sur le nombre d'opérations frappe proportionnellement plus fort la petite clientèle dont les opérations sont de moindre montant que les gros clients dont les opérations sont d'ordinaire de montant élevé : aussi toutes les législations ont admis, pour les opérations de retrait en espèces, au moins une surtaxe proportionnelle au montant.

Cependant la taxe du projet hollandais de 1906 comporte, à côté de cet avantage moral, quelques inconvénients : a) le calcul en sera long et compliqué en fin d'année; b) ce sera le service qui en fera l'avance; c) la charge en sera toujours supportée par le titulaire, qu'il soit payeur ou payé; d) enfin elle devient prohibitive pour les gros montants. C'est pourquoi la loi hollandaise du 16 janvier 1918 en a abandonné le principe.

Par une circulaire du 19 mars 1906, le ministre du Waterstaat fit

(1) *Op. cit.*

connaître aux associations commerciales qu'il désirait avoir leur avis sur ce sujet.

Le projet fut accueilli dans tous les milieux avec sympathie et toutes les réponses furent favorables. Les Chambres de commerce, contrairement à ce qui se passa en France, furent unanimes à approuver, réservant seulement quelques critiques de détail : la Chambre de commerce de Rotterdam demandait, par exemple, la suppression de la taxe d'adhésion de 5 florins, celle d'Utrecht formula le même avis favorable et la même critique, enfin les associations de la confédération des classes moyennes commerciales et industrielles, dans le congrès de Leeuwarden du 18 et 19 juillet 1906, se prononcèrent par 80 voix contre 32 pour la création de ce service demandant cependant la suppression de la taxe de 5 florins et la réduction de la taxe de 1/8 p. 100 à 1/16 p. 100.

Pourquoi cette création fut-elle si longtemps mise en suspens ? On se l'explique difficilement. Il semble qu'il faut en rechercher la cause dans la négligence ou la lenteur de l'administration : nous en trouvons la preuve dans l'interpellation du député Humbrecht lors de la discussion du budget de 1910 : « Il a donc fallu trois ans, disait celui-ci, au département de l'Agriculture pour donner son avis et il a fallu en outre trois ans pour connaître jusqu'à quel point le commerce était intéressé à la question.... On n'a donc pas sérieusement tâché de fournir au ministre de Waterstaat les indications qu'il demandait. »

Entre temps, quelques banques néerlandaises concluaient des arrangements avec le service autrichien et hongrois pour établir un système de paiements entre les deux nations : l'Amsterdamsche Bank le 1^{er} janvier 1912, et la Nederlandsche Handel-Maatschappij le 1^{er} octobre 1911.

Enfin, en 1915 le ministre du Waterstaat, en collaboration avec le ministre des Finances, présenta un nouveau projet qui fut adopté par les États généraux et devint la loi du 18 janvier 1918. Elle s'écarte sensiblement du projet de 1906. Voici les dispositions principales :

Le *dépôt de garantie* est réduit à 10 florins : on voit que, profitant des expériences voisines toutes tendant à la réduction de ce dépôt, la Hollande a atteint le minimum actuellement établi.

Le principe de l'*intérêt* servi aux comptes a été maintenu 1 1/2 p. 100 par an pour chaque somme de 100 florins demeurée au crédit du compte pendant un mois.

Le placement des fonds est confié à la Caisse d'épargne postale.

Les versements sont effectués au moyen de bulletins de versement qui ne sont limités d'aucun maximum.

Les retraits sont effectués au moyen de chèques au porteur dont le montant maximum est fixé à 5 000 florins ou bien au moyen de bulletins de virement à montant illimité : les chèques, toujours au porteur, nécessitent de la part du tireur l'envoi du coupon au bureau de chèques pour l'aviser de la remise d'un chèque ; ils sont valables dix jours non compris les quatre jours de délai que peut prendre tout bureau de poste pour effectuer le paiement.

Les taxes obéissent à plusieurs principes :

Les taxes de versement sont acquittées en timbres-poste par la partie versante : 3 centimes si le compte courant est tenu dans le bureau où a lieu le versement ; — 5 centimes dans le cas contraire.

Les taxes de paiement en espèces ou de transfert sont portées au débit du compte débité et chaque compte doit être débité au moins de 1 florin par semestre ; les paiements en espèces acquittent la taxe de 5 centimes par 500 florins ou fraction, les transferts soit de 3 centimes si les deux comptes courants sont tenus par le même bureau, soit dans le cas contraire de 5 centimes par 2 000 florins ou fraction jusqu'à 10 000 florins et 5 centimes par 10 000 florins au-dessus de cette somme.

En outre, on peut ordonner que l'opération (versement, paiement ou transfert) soit faite immédiatement moyennant une surtaxe de 40 centimes en timbres-poste.

Le service assure gratuitement l'information journalière des opérations effectuées : toute information supplémentaire acquitte la taxe de 10 centimes, mais ne peut remonter au delà de cinq ans ; pour l'information touchant toute une série d'opérations, est perçue une taxe de 5 centimes par 10 opérations avec minimum de 15 centimes. Tout titulaire peut refuser les versements ou transferts inscrits à son crédit à condition de se prononcer dans les huit jours après l'avis et de n'avoir pas disposé de la somme créditée. Toute différence dans les comptes doit être signalée dans les trois mois à partir du jour de l'enregistrement.

Dans le cas d'abus ou de fautes, la sanction est administrative et comporte la clôture d'office du compte, mais il existe un droit de recours au ministre du Waterstaat.

La demande volontaire de clôture doit être effectuée dans les

quinze jours et le montant du compte n'est alors remis que contre remise des livrets de chèques et formules non employés.

Les employés sont tenus au secret.

Les comptables de services ou institutions publiques peuvent, pour les opérations sur les deniers publics, se faire ouvrir un compte courant avec certains privilèges : a) aucun dépôt de garantie n'est exigé ; b) ils ne sont débités d'aucune taxe de paiement ni de transfert. Il faut pour cela que les comptes ne soient crédités que du montant des contributions ou rétributions publiques. Par contre, aucun intérêt ne leur est servi.

Le service semble avoir obtenu un succès immédiat par le compte rendu qu'en donne l'administration néerlandaise : fin octobre 1918, le nombre des titulaires était 13 000 et leur avoir 25 616 000 florins.

ITALIE. — Le service des chèques et virements postaux a été inauguré en Italie le 21 décembre 1918. L'histoire de l'institution dans ce pays ne remonte pas avant 1908. C'est la Chambre de commerce de Péronne qui, la première, dès 1908, formula le vœu de son introduction dans la péninsule. La même année, d'ailleurs, le ministère des Postes dont le titulaire était M. Schanzer, faisait imprimer une courte monographie de propagande sur le service du chèque postal en Autriche, Hongrie, Allemagne et Suisse. M. Perrone, dans son rapport sur le projet de loi de 1916, attribue la composition de cette brochure à M. Giannini Torquato Carlo⁽¹⁾, fonctionnaire des Postes italiennes qui, dans la *Revue de législation et de statistique comparée* de 1908, n° 6, avait fait paraître une courte mais judicieuse étude sur la question.

La question fut d'ailleurs vite délaissée : l'opinion n'était pas

(1) M. Giannini Torquato Carlo, actuellement directeur de la *Rivista delle Comunicazioni*, a été, en Italie, l'ardent et judicieux protagoniste du chèque postal. Déjà, dès l'année 1902, il en soutenait la création ; on lui doit toute une série d'études de propagande :

En 1908 *Nuove attribuzioni dell'azienda postale* (*Riv. di legislazione e statistica comparata* n. 6).

En 1912, *Servizio postale di « chèques » e « clearings »* (*Riv. delle Comunicazioni*).

En 1917, *La prossima istituzione di assegni o cheques « postali »* (*Soc. per azioni, Roma*.)
Conti correnti e assegni postali. Spunti polemici in *Diritto comm.*, 1917, fasc. X, in *Rev. comunicazioni*, 1917, XI ; in *Diritto e Giurisprudenza*, 1918 ; in *Rev. jurídica*, 1918.

En 1918, *La struttura e la funzione degli assegni o cheques postali*. Conférence au cercle juridique de Rome. *Una nuova funzione di stalo* (dalla nuova anthologia), 1^{er} octobre 1918. Nous nous faisons un devoir et un plaisir de le remercier ici des utiles renseignements qu'il nous a fournis avec tant d'empressement et du réconfortant encouragement qu'il nous a transmis.

éveillée. En 1910 (24 juin) le ministre Ciufelli pouvait dire, lors de la discussion du budget des postes : « Si je vois avec sympathie les propositions de nouvelles tentatives comme celles relatives au service des chèques et virements postaux, j'estime néanmoins qu'avant d'assumer de nouvelles charges, qui n'intéressent qu'une partie restreinte du public, la Poste doit pourvoir à une plus grande rapidité du transport des correspondances et à l'extension des services ruraux. » Cependant l'administration italienne s'occupait de la question : des agents avaient été envoyés à l'étranger pour étudier les conditions de fonctionnement de ce service. Aussi, dès le 7 juin 1913, le ministre des Postes, M. Calissano, d'accord avec le ministre du Trésor, M. Tedescho, pouvait-il déposer à la Chambre un projet de loi relatif à la création de cette Institution. Les événements se précipitèrent et empêchèrent la prise en considération de ce projet : la mort prématurée du ministre Calissano, les élections générales et enfin la guerre.

Depuis lors, les exhortations se firent plus pressantes et le rapporteur du budget de 1915-16, M. Alessio, économiste éminent, écrivait dans son rapport, au sujet de la difficulté des échanges : « Quels sont donc les remèdes à appliquer pour amener un changement qui soit autant que possible moins défavorable?... Il conviendrait de substituer quelque chose au billet de banque qui en empêche la propagation et la dépréciation.... La Grande Bretagne y a substitué le système de paiements par compensation par chèques émis sur les banques privées (clearing-house); en Autriche, en Hongrie, en Allemagne, en Suisse on est arrivé à des résultats identiques en instituant le chèque postal.... Nous nous permettons d'appeler l'attention des pouvoirs compétents sur ce nouvel instrument de liquidation fondé, non pas sur des banques privées, mais sur des organismes d'État existant et fonctionnant déjà. »

« L'insistance de l'illustre parlementaire, dit M. Perrone, n'a pas été vaine; le Gouvernement a vibré sous l'aiguillon et a préparé le projet de loi que nous rapportons ⁽¹⁾. » En effet, à la séance du 6 décembre 1916, M. Tera, ministre des Postes, de concert avec M. Carcano, ministre du Trésor, déposa un nouveau projet de loi portant institution d'un service de comptes courants et chèques postaux. Ce projet a fait l'objet, à la Chambre des députés, d'un inté-

(1) A la conférence interparlementaire de Paris, avril 1916, M. Luzzatti avait émis le vœu d'un chèque postal international.

ressant rapport de M. Perrone, mais, devant les retards apportés pour cause des événements politiques, il a été converti en décret de lieutenance pour permettre l'inauguration du service, en attendant le vote de la loi (non intervenu encore en mai 1919). Ce décret constitutif de l'Institution porte la date du 6 septembre 1917. Le service fonctionne officiellement depuis le 1^{er} janvier 1919.

Voici ses principales dispositions : organisation administrative . Elle sera décentralisée, mais pour l'ouverture du service, seul le bureau de chèques de Rome, 149, via Nazionale, a été inauguré. Successivement seront créés dans le royaume, douze bureaux, précisément dans les chefs-lieux de départements (Bologne, Milan, Naples, etc.).

L'ouverture d'un compte courant postal est subordonnée aux mêmes formalités que dans tous les pays : demande, décision de l'administration, dépôt d'un fonds de garantie (50 liras) (les administrations publiques et les journaux en sont exemptés). Pas d'ouverture sous un nom imaginaire ou pseudonyme.

Le *crédit* est alimenté : a) par des versements en espèces faits par le titulaire ou par des tiers à son profit;

b) Par l'inscription du montant des chèques recouvrés, des effets encaissés, des mandats expédiés à son bénéfice ou de tout autre titre quelconque. Cette inscription est faite d'office, si le titulaire en a exprimé le désir une fois pour toutes, ou bien par bulletin de versement : la taxe fixe de 0 fr. 10 est perçue pour chaque inscription d'un montant individuel ou total si plusieurs effets sont réunis à la fois;

c) Par virements d'autres comptes courants.

Le titulaire *débite* son compte : a) soit en retirant ou faisant retirer des fonds à vue au bureau où son compte est tenu ; — b) soit en faisant effectuer des paiements par le moyen des bureaux de poste ; — c) soit en faisant transférer des fonds à un autre titulaire de compte courant postal.

Le décret du 6 décembre 1917 ne fait pas mention des formules usitées, mais nous avons pu savoir que l'administration délivrait :

a) Pour les versements, des *bulletins de versement* qui sont délivrés — soit au prix de une lire les 50 avec impression gratuite du numéro et désignation du compte courant — soit gratuitement, par unité, dans tout bureau de poste pour les opérations à faire sur-le-

champ. Ainsi les titulaires peuvent envoyer des bulletins à leurs débiteurs afin de les faire bénéficier de la taxe fixe de 0 fr. 10;

b) Pour les paiements ou virements, des chèques postaux : deux formules sont instituées, l'une pour les virements, l'autre pour les paiements en espèces; ces formules sont délivrées avec impression du numéro et dénomination du compte au prix de 3 livres 50 les 25, taxe comprise, car la taxe fixe est perçue d'avance sur délivrance des titres. Les *chèques de virement* ne sont soumis à aucune autre taxe. Les *chèques de paiement* en espèces sont soumis en outre à la taxe proportionnelle de 0 fr. 25 p. 100; en outre, ils peuvent être nominatifs ou au porteur

— Au *porteur*, il peut circuler de main en main et servir ainsi à plusieurs libérations sur le même titre. Le paiement du chèque au porteur peut avoir lieu *à vue*, à l'office où le compte est tenu — mais le porteur peut, en y inscrivant son nom, en ordonner le paiement par le moyen d'un bureau de poste, ou bien, s'il est lui-même titulaire de compte courant postal, le faire virer à son crédit. (Ces deux derniers cas sont une transformation du chèque en nominatif et cette transformation est franche de tout droit).

— *Nominatif*, il peut également être payé *à vue*, à l'office même où le compte est tenu, sous justification d'identité du bénéficiaire : mais il est ordinairement transformé par le bureau de chèques en mandat de paiement au profit du bénéficiaire que celui-ci touchera à un bureau de poste ou fera porter à son compte par un bulletin de versement.

Les versements sont affectés d'un maximum de 10 000 livres (500 pour les recettes de troisième classe).

Les virements ne sont soumis à aucun maximum.

Les chèques de paiement sont soumis au maximum de 3 000 livres; en outre, un même titulaire ne pourra tirer de chèques dans la même journée et payables dans une même localité pour un montant total supérieur à 10 000 livres. Ces maxima sont établis dans le but d'écartier les embarras de trésorerie des bureaux de poste, mais ils peuvent causer des difficultés aux clients du service, surtout dans les grandes villes : aux échéances du mois, un même titulaire peut avoir à faire à plusieurs bénéficiaires habitant la même localité, par exemple Rome, des paiements dont le montant total sera supérieur à 10 000 livres. Avec la disposition ci-dessus, force lui sera d'échelonner ses paiements.

Dans un but de sauvegarde, l'administration autorise l'adjonction aux formules ordinaires d'identité d'un mot ou d'un chiffre de convention : ce mot ou ce chiffre seront alors nécessaires à la validité du chèque.

Le paiement des chèques peut avoir lieu par le moyen de lettre de valeur ou recommandée, sur demande du bénéficiaire ou du tireur : les taxes afférentes sont alors perçues. Quand le bénéficiaire réside à l'étranger, le paiement se fait par mandat international ou lettre de valeur, avec taxes afférentes.

Tant que le paiement ou le virement ne sont pas effectués, les chèques peuvent être révoqués par le tireur.

Leur durée de *validité* est de trente jours : le mandat de paiement émis en leur contre-partie, a une durée également de trente jours.

Des *avis de crédit et de débit* sont envoyés pour chaque opération journalière nouvelle : en outre, à chaque semestre est communiqué au titulaire un résultat sommaire de son avoir en compte. Ces deux sortes de communications sont faites gratuitement. Tout avis supplémentaire donne droit à perception de 0 fr. 50.

Lettre de crédit postale. En outre, l'administration italienne, comme l'administration allemande, a mis à la disposition des titulaires la lettre de crédit postale payable à vue dans n'importe quel bureau de poste du royaume et valable soixante jours. L'utilité de ce titre est surtout sensible pour le cas de voyage : il dispense d'emporter sur soi des espèces. La demande doit en être faite au bureau de chèques avec les indications nécessaires.

Chaque lettre de crédit est passible du droit de 0 fr. 10 perçu à la délivrance même du titre.

Les *taxes* sont les suivantes :

Taxe fixe de 10 centimes à la charge du requérant pour chaque opération (versement, paiement, transfert).

Taxe proportionnelle de 25 centimes par 1 000 liras payées pour les paiements en espèces.

Enfin tout extrait de compte supplémentaire donne lieu à un droit de 0 fr. 50⁽¹⁾.

La franchise postale est acquise pour toutes les correspondances relatives au service des chèques, autant celles des titulaires que celles de l'administration.

1) Voir la note à la page suivante.

Le projet de loi mentionnait la gratuité des inscriptions au crédit des montants qui devraient être payés par la poste aux titulaires du chef de service des mandats, recouvrements, etc.

Le décret de lieutenance n'a pas cru devoir reproduire cette mention pour réserver à l'administration, dit l'exposé des motifs, le droit de prélever la taxe des versements si elle le juge utile à l'équilibre financier de la gestion.

En dehors de ces taxes ci-dessus, il ne sera imposé, dit le décret, article 11, aucune autre taxe ou charge fiscale sur les opérations ou écritures du service.

Aucun intérêt n'est servi aux fonds des comptes courants, « les taxes réduites, dit l'exposé des motifs, constituent des avantages suffisants par rapport aux autres articles d'argent postaux ».

(1) Tableau des taxes paru dans le guide italien à l'usage du public.

OPÉRATIONS	MONTANT	A LA CHARGE	MODE DE RECouvreMENT
Versement.	Taxe fixe 0 fr. 10.	De celui qui fait le versement.	En versant.
Virement.	— 0 fr. 10.	De celui qui l'ordonne.	Perçue à la délivrance de la formule.
Chèques de paiement.	— 0 fr. 10.	Id.	Id.
Payement à l'étranger.	Plus taxe proportionnelle de 0 fr. 25 p. 1000.	Id.	Portée du débit du titulaire.
	Taxe fixe 0 fr. 10 plus les droits afférents aux mandats internationaux ou lettre assurée.	Id.	Id.
Lettre de crédit postale à un seul paiement.	Droit fixe de 0 fr. 10.	Id.	Perçue à la délivrance de la formule.
Lettre de crédit postale à plusieurs paiements.	Droit fixe de 0 fr. 10 pour chaque paiement.	Id.	Celle du premier paiement à la délivrance du titre : celles des autres paiements retenues sur le dernier paiement.
Extrait de compte en sus du semestriel.	0 fr. 10	Id.	Porté au débit du compte.

Prix des formules du service des chèques.

Bulletins de versement	{ 50	Lire. 1
	{ 100	— 2
Chèques postaux de paiement et chèques de virement	25 (y compris la taxe fixe).	— 3,50
Enveloppes pour expéditions des chèques au bureau de chèques.	50 (—)	— 7
	25	— 0,65
Indication d'un chiffre ou nom conventionnel	par un	— 0,40
Liste des titulaires	—	— 2

Le placement des fonds disponibles est assuré par la caisse des dépôts et prêts.

Les bénéfices éventuels seront dévolus 2/10 à la constitution d'un fonds de réserve et 8/10 à l'œuvre nationale pour la protection et l'assistance des invalides de la guerre. Sans critiquer le but parfaitement louable de la disposition des bénéfices, on peut trouver blâmable la méthode : le service des chèques postaux fait partie de l'outillage économique destiné à développer la prospérité générale; il ne doit avoir aucun but fiscal : aucun bénéfice n'en doit ressortir. Tout excédent de recettes sur les dépenses de gestion doit être converti en réduction de taxes. L'assistance nationale ne doit être assurée que par l'impôt.

Le décret laisse aux arrêtés royaux le soin d'organiser le service, de fixer la consistance et le prix des formules, de déterminer la participation au service international des chèques et virements postaux.

Il s'étend volontairement sur les questions de responsabilité de l'administration et des titulaires : quiconque tirera un chèque sur un compte ne lui appartenant pas, ou sur un compte éteint, ou dépassant le montant de la provision, sera passible d'une amende de 50 à 1 000 livres, sans préjudice des peines correctionnelles qui peuvent en résulter.

L'administration répond des sommes encaissées, mais se trouve libérée quand les paiements ont été effectués dans les formes et modes réglementaires; elle n'est pas responsable des retards; les actions en rectification se prescrivent par une année, à compter de la date de transmission de l'extrait périodique ou du récépissé de l'opération; les autres actions se prescrivent par trois ans et notamment, est de trois ans, la prescription acquisitive des sommes d'un compte courant sur lequel, durant ce délai de temps, il n'est fait aucune opération.

L'exiguité de ces divers délais de prescription peut paraître sévère, mais l'administration fait remarquer que le compte courant est le reflet mobile des opérations des intéressés : ceux-ci sont avisés de chaque modification et ils ne peuvent s'en prendre qu'à leur lourde négligence s'ils laissent périmer leurs droits par une inactivité de un an ou trois ans, selon les cas. L'administration ne peut conserver indéfiniment les aboutissants d'une comptabilité aussi compliquée.

M. Perrone, le rapporteur, dit à ce sujet : « Toute l'existence moderne, quand il s'agit du rôle du temps sur le droit, abrège le cours des délais sous la pression de l'intensité et de la rapidité des relations humaines. La conquête du temps et de l'espace accélère le rythme des échanges, et, naturellement, en l'abrégeant, presse le cours de la succession des instants. »

Les litiges ressortissent de la juridiction commerciale :

Toute saisie ou séquestre exige, au préalable, résolution du compte courant et remise des fonds à la disposition du titulaire : le but de ceci semble vouloir libérer l'administration des formalités de justice. L'administration française, pourtant timorée sur ce sujet, admet la saisie et opposition ès mains du chef comptable.

Nous ne connaissons pas encore, aucun compte rendu n'ayant été fourni (le service n'a que quatre mois d'existence), les résultats de l'Institution en Italie⁽¹⁾. Mais il semble que l'on puisse déjà critiquer le taux élevé des taxes, surtout pour un service qui ne sert aucun intérêt aux titulaires.

On doit d'ailleurs louer le gouvernement italien d'avoir hâté, par une mesure très habile, l'institution de ce service : il était utile qu'au jour de la conclusion de la paix, l'Italie pût participer aux conventions qui ne manqueront pas de régler, entre les alliés surtout, les relations économiques et monétaires.

(1) M. Giannini a eu l'obligeance de nous transmettre les premiers résultats à fin mai 1919 :

Nombre de titulaires	1 229
Montant des opérations	21 537 594 liras 16.

C'est un succès.

CHAPITRE III

LE CHÈQUE POSTAL EN FRANCE

Histoire : Les retards, leurs causes. — Centres de résistance. —

Action décisive de la guerre.

A. Phase préparatoire. — En France, le chèque postal date seulement de 1918 (7 janvier : loi et décret constitutifs; 1^{er} juillet : inauguration du service). Il est curieux de rechercher les causes de ce long retard, qui, au premier abord, ne manque pas de paraître étonnant.

Le bref historique que nous allons faire nous révèlera les forces de résistances qui, en France, s'opposèrent à cette institution.

Aujourd'hui, l'utilité de ce service paraît être unanimement reconnue et il est facile, après le long et judicieux travail qui s'est opéré sur la question, de se faire un jugement fondé. Il faut avouer qu'il n'en fut pas toujours ainsi et reconnaître que, s'il y eut des résistances, elles furent quelquefois justifiées et presque toujours sincères.

L'institution était nouvelle : peu d'États y avaient adhéré et parmi ceux-là, la plupart pour obvier à des maux économiques qui ne sévissaient pas chez nous. L'Autriche en avait fait un moyen de secours à sa Caisse d'épargne en détresse, la Suisse y cherchait un remède à un malaise monétaire suscité par un drainage habile à l'étranger, l'Allemagne n'y avait adhéré qu'en 1908 et encore le Reichstag avait-il ajourné son approbation jusqu'à expérimentation du système.

La France, au contraire, bénéficiait d'un régime monétaire relativement favorable : grâce à l'action régulatrice de la Banque de

France, il jouissait d'un équilibre satisfaisant. Sans doute, il n'offrait ni l'élasticité, ni l'économie du régime anglo-saxon et encourait le reproche d'être trop onéreux, mais, ainsi que le faisait remarquer M. Ribot, à la séance du 26 mai 1916, de l'Académie des Sciences morales et politiques, ce revers de la médaille avait sa face favorable : ce régime trop monétaire avait permis à la Banque de France de conserver son encaisse or, tandis que l'Angleterre, aux jours de crise, par son système amonétaire, avait été obligée de faire appel à l'aide de notre Banque de France. Seule, la guerre et les emprunts répétés de l'État, enflant démesurément notre circulation fiduciaire, avait fait apparaître la nécessité et l'urgence de la réforme.

Et puis, il y avait l'exemple anglais et américain qui avait obtenu, par le seul chèque bancaire, des résultats bien autrement importants que les autres États par le chèque postal.

En fait, il faut convenir que l'exemple des succès voisins a été un des meilleurs arguments en faveur du système, mais c'est surtout la guerre qui, avec ses embarras financiers, en a démontré l'impérieuse nécessité.

Au cours de cette rapide analyse nous découvrirons trois centres de résistance :

1° *Résistances budgétaires.* — Le département des Finances, après avoir fait avorter la première tentative Millerand de 1901, opposa dans la suite des traverses au projet de 1909. Le manque d'élasticité de nos impôts imposait à ce département l'obligation de s'opposer à toute rupture d'équilibre dans un chapitre quelconque du budget : l'intérêt général était sacrifié à l'implacable logique budgétaire.

2° *Résistances financières.* — Les milieux financiers, les banques, chambres de commerce, publicistes et économistes furent à peu près unanimes à critiquer l'Institution. De la part de ces milieux, l'administration des postes est, en général, peu considérée : est-ce pour le caractère démocratique et socialisant de son personnel nombreux⁽¹⁾. Ces milieux, mal informés, manifestaient une double crainte : celle de voir la Poste devenir une vaste Banque d'État, drainant les capitaux au préjudice des institutions libres du pays économique ; celle encore de voir ce nouveau service si compliqué

(1) A retenir l'épithète fameuse et synthétique d'un état d'esprit que M. Clemenceau, président du conseil, au moment de la grève des Postiers (1908) leur appliqua : « Ces résidus de bourgeois ! »

et si délicat, confié aux mains inhabiles en la matière, des employés des postes. Les objections d'ordre économique que nous avons signalées dans le chapitre « du fondement économique du chèque postal » venaient de cette source. La presse, surtout la grande presse, fut unanime à partager ces appréhensions et à s'en faire l'écho, à chacune des tentatives officielles.

3° *Résistances administratives.* — Résistances, ici, est un mot impropre; la résistance suppose une activité, une démonstration, et, même hostile, toute démonstration contribue à éveiller et éclairer l'opinion. Or, le fait de l'administration des Postes françaises est plus grave, c'est l'inertie. Mettant à part quelques individualités remarquables, parmi lesquelles il faut citer M. Bizet, ancien directeur de la Caisse d'épargne postale, conseiller d'État, depuis peu décédé, qui rédigea sur la question plusieurs rapports remarquables, M. Blin, ancien adjoint de M. Bizet, actuellement attaché au service central des chèques postaux, dont les conférences de 1918 à l'École professionnelle supérieure furent si remarquées, il est regrettable de constater l'absence d'intérêt que cette Institution d'avenir présentait à l'ensemble du personnel.

L'immense majorité du personnel postal ignorait non seulement la technique du service, mais jusqu'à son but essentiel. Par expérience, nous pouvons affirmer que, même un an après le vote de la loi, nombre de titulaires de bureaux de poste importants n'avaient pas la moindre notion du nouveau titre postal.

L'association générale des agents, actuellement syndicat, que nous n'avons garde de combattre et dont nous approuvons le principe de défense professionnelle, ne se rendit compte de la question que très tardivement : nous ne connaissons point d'autre étude sérieuse de sa part que celle de 1916.

En vérité, c'est là une grande cause de défaillance.

Ce qui a manqué à la Réforme, c'est le soutien d'une opinion éclairée et judicieuse, un centre d'études et de propagande. Sans doute il existe une intéressante Revue : *Les Annales des Postes, Télégraphes et Téléphones*, où nous avons trouvé la remarquable traduction, par M. Cazes, de la brochure italienne : *Des chèques et virements postaux*, de M. Ugo Guida (1912), et quelques articles ou notes descriptives sur le même sujet, parmi lesquels il faut signaler l'intéressant exposé que M. Taffin, inspecteur à l'École supérieure, donna du système belge dans la collection de 1913 et du

système français dans la collection de 1918, mais cette Revue paraît plutôt la tribune des ingénieurs que des administratifs. Il est vraiment extraordinaire qu'une grande administration comme celle des Postes, dont le domaine s'étend tous les jours, ne trouve pas en son sein, ce centre indispensable d'études, de critique et de vulgarisation. Voilà le mal. Les causes en sont multiples et les remèdes difficiles: Il serait hors de sujet d'en parler ici. En tout cas, ce qui a manqué au succès de la réforme, c'est d'être portée à la connaissance du grand public, de celui qui avait le plus d'intérêt à son institution, c'est encore d'être défendue contre les attaques mal informées qui portaient de milieux compétents, sans doute, mais situés hors de son champ d'application.

Heureusement, le chèque postal trouva au sein du Parlement un véritable apôtre : M. Chastenet. Aussi, M. Bruneau⁽¹⁾ pouvait écrire, en 1909 : « Si la réforme devient possible, le mérite en reviendra à la seule initiative parlementaire. »

A côté de lui, il est juste de citer M. Millerand, homme de progrès et de réalisations, qui profita de ses divers passages à la tête de l'administration pour faire avancer cette création. C'est, d'ailleurs, à M. Millerand que revient l'honneur d'avoir posé, en 1901, le premier fondement officiel de la question. Le développement incessant et onéreux du service des mandats-poste avait amené l'administration à rechercher un remède à l'engorgement qui en résultait. M. Millerand constitua alors, par décret du 4 janvier 1901, sous la présidence de M. Sainsère, conseiller d'État, une commission composée de représentants des Finances, des Postes et de la Cour des Comptes, chargée d'étudier un projet d'organisation de comptes courants postaux. M. Millerand avait nettement indiqué le but à atteindre, il s'agissait, non point d'un résultat fiscal, mais d'un progrès économique, la création d'une vaste institution offrant au public de réels avantages.

A cette époque, le Reichstag était saisi d'un pareil projet par le gouvernement allemand.

Après quelques mois de discussion et d'études, la commission soumit au ministre un projet de loi, mais par suite de l'opposition du ministère des Finances, il ne put même pas être déposé⁽²⁾.

(1) *Les chèques et virements postaux*.

(2) Ce projet offrait les caractéristiques suivantes : centralisation du service à Paris, ce qui exigeait un délai de huit jours pour le paiement des chèques ; — aucun intérêt

M. Chastenet, alors député, crut alors qu'il appartenait à l'initiative parlementaire de faire aboutir cette création que les désaccords ministériels avaient empêché. Le 20 novembre 1905 il déposa une proposition de loi dans ce sens, qui fut favorablement rapportée au nom de la Commission des postes et télégraphes, par M. Antide Boyer, le 17 mars 1906. Les élections générales de mai 1906 empêchèrent la discussion et la proposition devint caduque. M. Chastenet la reprit le 12 juin 1906 et la Commission des postes et télégraphes chargea M. Chastenet de la rapporter lui-même. Son rapport extrêmement documenté et fort intéressant fut déposé le 6 février 1908.

Entre temps, le distingué rapporteur du budget des postes et télégraphes, M. Steeg, avait consacré dans son rapport pour 1907 une courte étude, suivie d'un vœu pressant d'adoption.

L'administration, de son côté, se préoccupait de la question. M. Simyan, sous-secrétaire d'État aux Postes, envoyait, en 1908, M. Chauny, chargé du contrôle des dépenses engagées auprès de cette administration, étudier en Suisse le service qui venait d'y être organisé. Déjà, l'année précédente, M. Pasquet, aujourd'hui secrétaire général, avait accompli une mission en Suisse et en Allemagne, et, l'un et l'autre avaient rapporté une importante documentation.

Le 23 novembre 1908, M. Chastenet intervint encore au moment de la discussion du budget des Postes, pour obtenir une explication du sous-secrétaire d'État, M. Simyan : celui-ci déclara que le projet de M. Chastenet avait été mis à l'étude par l'administration et que, prochainement, le Gouvernement déposerait un projet de loi apportant les modifications reconnues nécessaires.

Ce projet fut déposé le 19 octobre 1909, par M. Millerand, redevenu ministre. M. Chastenet en fit le rapport le 13 décembre 1909, et, se ralliant au texte du Gouvernement, conclut au vote du projet : le 25 février 1910, il essaya même, avec son collègue, M. Sembat, d'en incorporer les articles dans la loi des finances pour 1910. Les élections générales de 1910 firent remettre la question.

La Commission des postes de la nouvelle Chambre demanda, en

n'était servi ; — les taxes étaient relativement élevées et compliquées ; — aucun placement productif n'était prévu pour les fonds.

application de l'article 18 du règlement⁽¹⁾, que lui fut renvoyé le rapport de M. Chastenet, de 1908. Celui-ci le reprit et le déposa le 21 novembre 1910, sur le bureau de la Chambre, afin d'en hâter la discussion et le vote.

En 1911, M. Chastenet, avec ses collègues, MM. Steeg et Dumont, tenta à nouveau de faire passer la réforme dans la loi des finances.

La discussion publique n'eut pas lieu et M. Chastenet passait du Palais-Bourbon au palais du Luxembourg.

En 1912, M. Chaumet, sous-secrétaire d'État aux Postes, reprit la question en mains. Il la soumit, pour examen et avis, au Comité consultatif des postes et télégraphes, institué par décret du 13 juin 1911, et qui comprenait des représentants du Sénat, de la Chambre, du Conseil d'État, de la Cour des Comptes, du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine, des différents ministères, des Chambres de commerce, des Compagnies de chemins de fer, des Compagnies de navigation, etc.... Ce Comité en confia l'étude à sa sous-commission des articles d'argent, qui avait pour président M. de Verneuil, alors syndic des agents de change.

Cette sous-commission se réunit le 9 mars et formula diverses objections, notamment, demanda la suppression de l'intérêt et la réduction des taxes.

Le Comité se réunit le 11 mars pour entendre les conclusions de sa sous-commission et demanda un plus ample informé pour se prononcer.

La sous-commission des articles d'argent se réunit à nouveau le 30 avril : après une discussion détaillée, elle décida de demander au sous-secrétaire d'État d'envoyer une mission en Allemagne pour recueillir des renseignements, notamment concernant les taxes, si peu élevées dans le service d'outre-Rhin.

Cette mission, composée de M. Bizet, directeur de la Caisse d'épargne et M. Blin, son sous-chef de bureau, pour les postes, et de M. Leclerc, inspecteur des finances pour les Finances, donna lieu à deux rapports très documentés. Ils furent soumis à la sous-commission des articles d'argent qui jugea à propos, après leur lecture, de remettre tous les articles du projet en discussion ; les conclusions

(1) Cet article dispose que lorsqu'une Commission demande le renvoi des rapports sur un projet ou une proposition de loi déposés dans la précédente législature, ce renvoi est de droit.

en furent soumises au comité consultatif, le 14 octobre 1912 qui émit à l'unanimité⁽¹⁾ un vœu tendant à la création du service sous réserve de quelques modifications au projet : pas de budget annexe, ni placement de fonds, ni constitution de fonds de réserve; aucun intérêt aux déposants; réduction au minimum du fonds de garantie; taxe fixe pour les versements à la charge de la partie versante.

Malgré cet accord significatif, la question traîna en longueur; le ministère des Finances batailla avec l'administration des postes au sujet des répercussions financières de ce nouveau service (décembre 1912, février et mars 1913). Si bien que le ministère ayant changé (instabilité ministérielle!) la question fut encore remise : le nouveau ministre des Postes, M. Massé, fit reprendre l'étude dès le 5 juillet 1913 et envoya M. Bizet à Bruxelles, pour étudier le fonctionnement du nouveau service belge inauguré depuis le 16 avril de la même année.

Grâce à l'accueil sympathique du ministre belge, M. Segers et à l'obligeante expérience du directeur, M. Besombes, M. Bizet rapporta une moisson de renseignements.

La question devait cependant subir encore un long retard : les événements politiques et internationaux en furent, cette fois, la principale cause.

Les années 1914 et 1915 furent remplies pour notre pays d'événements trop tragiques pour que cette modeste réforme fût remise en question. Mais dès 1916, le problème monétaire devint menaçant : la guerre durait, se stabilisait, pour un temps peut-être assez long, elle prenait au surplus un caractère industriel sans cesse plus accentué : guerre de matériel, comme l'on a souvent dit, elle exigeait de l'État de formidables dépenses, hors toutes prévisions : l'État recourait fatalement à toutes les formes d'emprunt, et notamment à l'emprunt déguisé des billets de banque à cours forcé. Cela amena une inflation de la circulation telle, que toutes les compétences financières de la nation en signalèrent le danger et émirent le vœu qu'en fussent recherchés les remèdes : ce fut la campagne de 1916 que nous avons étudiée dans la première partie de notre ouvrage. Devant cette menace, tous les moyens efficaces furent souhaités : le chèque postal que les études antérieures à la guerre semblaient avoir mis au point, apparut un excellent remède et il

(1) M. de Verneuil, empêché d'assister à la séance plénière, avait tenu à envoyer au sous-secrétaire d'État son assentiment le plus complet.

est curieux de constater le revirement d'opinion qui se fit à son égard. Il faut convenir que la situation avait considérablement changé d'aspect : tandis que le grand argument des milieux financiers avait été autrefois la crainte de voir l'État faire concurrence aux banques et attirer à lui par patriotisme les capitaux, il convenait aujourd'hui de faciliter au contraire à celui-ci l'attrait du plus grand nombre de fonds pour faire face au danger extérieur, il convenait en outre de remédier à l'inflation menaçante de la circulation ; d'autre part, les études longues et judicieuses, autant d'ailleurs que les critiques elles-mêmes avaient contribué à mettre au point un titre postal moins dangereux, sinon plus utile, en tout cas à peu près tel que les opposants l'avaient toléré ; d'ailleurs, l'exemple des États voisins, surtout de l'Allemagne, argumentait en sa faveur.

Quoi qu'il en soit, les centres de résistances se réduisirent d'eux-mêmes.

Le département des Finances, sous la haute et remarquable direction de M. Ribot, loin de chercher querelle à cette institution pour ses répercussions budgétaires, y découvrait un moyen de réduire la circulation et de faciliter le succès des emprunts.

Les milieux économiques et financiers qui, vers 1909 et 1910, comme une levée de boucliers contre le projet de loi de M. Millerand, firent entendre par la voix de la presse et des chambres de commerce, les objections les plus nombreuses et les critiques les plus vives, semblaient renoncer à leur opposition et agréer l'institution nouvelle.

Contre le projet Millerand, en effet, nombreuses avaient été les chambres de commerce qui avaient fait entendre un désaveu : nous citerons celles de Beaune, Lille, Rouen, Bolbec, Rochefort, Blois, Cambrai, Bayonne et dans le rapport d'ailleurs favorable de la chambre d'Annecy nous retrouvons l'écho de l'opposition quasi générale qui se manifesta à cette époque. « De très nombreux présidents, dit ce rapport, la plupart banquiers d'ailleurs et fort compétents en matière financière ont prétendu qu'il y avait là un réel danger. » L'honorable président de Bourges déclare : « Il est de notre devoir comme commerçants et comme patriotes de combattre de toutes nos forces ces initiatives qui risquent de compromettre gravement l'avenir du pays », et M. le sénateur Tournon président de Saint-Quentin : « L'idée du gouvernement est comme l'enfer, pavée de bonnes intentions mais absolument inapplicables. »

Celui de Clermont-Ferrand s'effraie de la somme énorme dont l'État se trouvera débiteur et celui de Reims des retards et complications que ce titre apportera au service des mandats.

Le même écho se retrouve dans le compte rendu de la chambre d'Oran (29 décembre 1909) : « La conférence des présidents des tribunaux de commerce a formulé, dit son rapport également favorable, contre ces chèques postaux un certain nombre de critiques qui ne nous paraissent pas fondées. »

Quelques-unes cependant furent immédiatement favorables (Annecy, Dunkerque, Amiens, Limoges, Oran, Saumur), mais c'est au fur et à mesure de la précision et des améliorations apportées par l'étude et l'expérience voisine que l'opposition se réduisit.

En 1914, le 6 juin, la chambre de Marseille donne mandat à ses délégués de soutenir le chèque postal au congrès international des chambres de commerce; le syndicat des mandataires de la vente en gros des viandes aux halles centrales de Paris (5 mars 1912), la chambre syndicale de la bijouterie, joaillerie et orfèvrerie de Paris (19 mai 1914), la chambre syndicale des bazars, magasins et galeries (4 mai 1916), etc. é mirent successivement des vœux en ce sens. Contre le projet de 1916 nous ne trouvons guère que la chambre d'Orléans qui maintienne sa position d'hostilité : l'administration prit soin d'ailleurs de répondre à ses critiques.

La presse elle-même marqua pareille évolution; elle laissa les Chambres parlementaires et le Gouvernement travailler à la mise en œuvre de l'Institution dans le calme du silence ou de l'approbation. Nous avons vu, p. 106 et suivantes, dans l'étude des objections faites à ce titre postal, les résistances qui s'étaient multipliées contre lui dans les revues économiques et la grande presse (*Revue Politique et Parlementaire*, Just Haristoy (10 février 1909). Th. Ferneuil (janvier et mars 1910), *Le Temps*, *Le Journal des Débats*, etc...) : en 1916, 1917, 1918, la presse, au contraire, prend une part active à la campagne de réduction fiduciaire et commente, pour le public, les mesures adoptées : signalons à ce sujet les articles intéressants de *L'Information* du 7 février 1918, de *La Revue des Sciences financières*, article de M. Rolland (1918); de *L'Exportateur français* (23 mai et 15 août 1918), articles remarquables de précision et de clarté de M. Eugène Vaillé, l'article de M. Bellom dans *Le Journal des Économistes* (15 juillet 1916); l'article de Jean Norbert dans *La Revue d'Économie politique*, deuxième semestre 1918, enfin l'article

déjà cité de M. Herbette, dans l'*Écho de Paris*, 13 mai 1917, qui signale aux pouvoirs publics l'arme financière que les Allemands ont forgée par le chèque postal.

Le personnel de l'administration lui-même s'intéressait à la question : A. G. des agents, dès 1916, établissait un rapport qui eut l'honneur d'être cité et loué par les rapporteurs des deux Chambres.

Ce rapport contient de judicieux points de vue comme le vœu de relations à créer entre les comptes courants et la Caisse d'épargne où la petite clientèle devrait pouvoir virer ses excédents comme la grosse clientèle peut le faire à ses comptes bancaires, comme encore la responsabilité des agents vérificateurs dont on ne saurait trop étendre le principe et qui paraît le meilleur mode d'assouplir les services et de vivifier les efforts personnels des agents d'exécution, mais il commet des erreurs, caractéristiques d'un état d'esprit un peu étroit : a) une décentralisation exagérée, basée sur la division unanimement reconnue factice des départements, en même temps qu'un retour à la centralisation paralysante d'un bureau central à Paris; b) la crainte d'une hiérarchie nouvelle, crainte basée sur un principe d'égalité mal interprété. Ces fonctions nouvelles nécessitent autre chose que de bons calculateurs, il y faut de l'ordre, de la méthode et une connaissance générale des règles financières : je ne vois pas comment, sans leur accorder des avantages, l'administration pourra former un cadre de comptables habiles; c'est si vrai que nombre d'agents sollicités ont préféré garder leur ancienne affectation.

Il convient encore de citer un fonctionnaire des ambulants, M. Issanchou, dont les idées originales et inventives ont donné lieu à une proposition de loi du sénateur de la Batut que nous apprécierons tout à l'heure.

Tous ces changements d'opinion vont se trouver reflétés dans les votes parlementaires que donneront la vie officielle à ce nouveau titre. La Chambre le vota sans discussion et à l'unanimité, et le Sénat l'adopta sans modification le 11 décembre 1917.

B. Phase décisive : le vote de la loi. — Le 28 mars 1916, M. Amiard, député membre de la Commission des postes, rouvrait le feu, par le dépôt sur le bureau de la Chambre d'une proposition de loi « tendant à instituer la création d'un service des chèques postaux ».

Le Gouvernement terminait alors un nouveau projet sur la question : ce projet faisait partie de la série des mesures nécessitées par la gravité des circonstances.

Pour aboutir plus rapidement, le ministre du Commerce et des Postes, M. Clémentel, d'accord avec M. Ribot, ministre des Finances, inaugura une procédure nouvelle : au lieu de déposer le projet sur le bureau de la Chambre, il le remit le 3 juin 1916 aux soins de la Commission parlementaire des postes déjà saisie de la proposition Amiard. A ce propos, le rapporteur, M. Amiard lui-même, fait remarquer : « Nous ne saurions trop nous féliciter de cette décision qui, par des considérations d'urgence et d'union nationale, a laissé à l'initiative parlementaire le soin de présenter au pays une œuvre dont la portée économique est considérable. »

Le texte de projet gouvernemental ne différait de celui de la proposition Amiard que sur deux points : 1° l'organisation administrative que M. Amiard avait conçue sur la distinction suivante : ou les titulaires et bénéficiaires étaient de la même région et alors le bureau régional était compétent, ou bien ils étaient de régions différentes et alors seul l'était le bureau central ; le projet du Gouvernement, plus logique, a admis des bureaux régionaux absolument compétents et autonomes ; 2° la forme des chèques ; M. Amiard admettait le chèque au porteur que le gouvernement rejetait comme une forme dangereuse et inutile.

La Commission des postes fondit les deux textes et s'arrêta à un texte transactionnel. M. Amiard en fut nommé rapporteur et le 30 juin 1916 il déposait son rapport.

Ce rapport est du plus haut intérêt par l'abondante documentation qu'il contient et la clarté de son argumentation : il constitue un document unique pour ceux qui veulent se rendre compte de l'histoire du chèque postal français.

Le 22 septembre 1916, la Commission du budget, par la voix de son rapporteur, M. J.-L. Dumesnil apporta son approbation complète à la réforme, et le 28 septembre, la Chambre votait le texte de la Commission des postes à l'unanimité. On était bien loin de l'hostilité de 1910.

Le texte fut déposé sur le bureau du Sénat le 12 octobre 1916 et renvoyé à la Commission des finances ; M. le sénateur E. Dupont en fut désigné le rapporteur. L'examen du Sénat fut plus mouvementé que celui de la Chambre.

Dès le 27 octobre 1916, M. le sénateur de la Batut déposa une proposition de loi sur le même sujet : cette proposition était la traduction parlementaire d'un système tout à fait original, inauguré par un fonctionnaire de l'administration des postes, M. Issanchou⁽¹⁾.

Ce système présente, d'après l'auteur, de multiples avantages :

- 1° Il supprime le dépôt de garantie;
- 2° Il supprime le dépôt du fac-similé de la signature;
- 3° Il supprime les inconvénients des pertes de formules, dont tous les systèmes rendent le titulaire responsable;
- 4° Il supprime la vérification de l'authenticité de la signature à chaque opération;
- 5° Il permet le contrôle immédiat du compte courant, avantage évitant à lui seul la création des bureaux régionaux prévus;
- 6° Il assure les chèques contre le vol durant leur trajet postal ou autre;
- 7° Du fait de cette assurance, les chèques et bulletins de versement peuvent circuler comme imprimés, tandis que la recommandation est indispensable avec tout autre système, ce qui en majore le coût de 0 fr. 30;
- 8° Il garantit même les titulaires de carnets de chèques contre tout emploi abusif ou malveillants des formules;
- 9° Il assure un plus prompt paiement ou virement des montants des chèques et bulletins de versement;
- 10° Il permet de délivrer autant de carnets que les chéqueurs en désirent, au lieu d'un seul à la fois;
- 11° Il dispense d'employer les formules dans leur ordre même;
- 12° Il rend superflue la publication projetée, par les soins de l'administration, de la liste des participants au service des comptes postaux et économise subséquemment les frais d'achat de cet annuaire;
- 13° Il permet aux titulaires de « désarroser » leurs comptes à volonté et de se faire apporter, à domicile, les sommes ainsi retirées;
- 14° Il réalise une très importante économie de main-d'œuvre typographique, grâce au timbre lamellaire;
- 15° La tricopibilité de ses formules de chèque et de bulletins de versement économisera, avant peu, plusieurs millions d'heures de travail;

(1) *Un système de comptes courants et chèques postaux plus pratique que le système austro-allemand*, in-8°, 1916.

16° Il permet de ne plus conserver d'espèces chez soi et de mettre son avoir à l'abri du vol, de l'incendie, de la perte, sans frais de garde;

17° Il évite l'ennui de la restitution des formules de chèque et des bulletins de versement, lorsqu'on renonce au service de comptes postaux ou qu'on en est exclu pour une cause quelconque;

18° Il économise le numéraire et les billets de banque dans un milieu (les foires et les marchés) où nul n'a encore pu le faire et où ces articles s'usent pourtant le plus;

19° Par la même occasion, il évite l'erreur dans les rendus;

20° Il diminue, enfin, les chances d'assassinat.

Et M. de la Batut ajoute : « Si ces avantages sont réels — et nous en avons la conviction, d'abord parce que leur énonciateur que nous connaissons depuis trente ans a fait ses preuves et ensuite par l'étude à laquelle nous nous sommes livré à l'aide des éléments qu'il nous a fournis — si ces avantages sont réels, disons-nous, le patriotisme, la bonne entente des deniers de l'État et le souci du temps du public commandent l'adoption de l'instrument qui peut les produire. »

L'attention de la Commission du Sénat fut attirée par l'énonciation de si nombreux avantages et son rapporteur assure que la proposition fut étudiée « avec soin ». L'avis de l'administration fut même sollicité. Il est fort difficile, par la simple lecture de l'exposé, de se rendre compte de l'utilité particulière du système, d'autant plus que l'abus des néologismes (formules tricopistes, timbre télécontrôlant, périphrasique, triparti, quintiparti, n° polygraphique d'identité, etc.) rend la terminologie « difficilement assimilable ». Nous aurions souhaité que le Sénat, à défaut de l'administration, consentît, sur la foi de M. de la Batut, à faire exécuter une expérience : l'auteur la proposait et, au cas même de rejet, cette prise en considération aurait été un encouragement pour le travail des humbles chercheurs, souvent plus près des réalités que les trop inaccessibles directeurs.

L'avantage essentiel semble résider dans l'invention d'un contrôle automatique par l'emploi simultané de numéros et de mots de passe ⁽¹⁾ : cet avantage est le pivot du système; il permet la suppression du dépôt de garantie, du dépôt de signatures, il permet le

1) L'administration italienne a admis un système analogue de garantie mais facultatif pour les clients.

payement immédiat des chèques, etc; tout bureau de poste fait fonction de bureau de chèques.

En tout cas, la Commission se déclara « insuffisamment éclairée » et ne crut pas devoir introduire ce mécanisme dans le texte législatif.

A son tour, M. Chastenet, devenu sénateur, intervint dans la question. Mécontent de la déformation administrative qu'on avait fait subir au titre postal, jadis présenté par ses soins, il déposa successivement deux amendements et un contre-projet. Ils avaient pour but de protester contre l'absence, dans le nouveau texte, des formes habituelles du chèque (au porteur et à ordre). Les amendements consistaient en la suppression du terme « chèque » dans tous les articles qui l'employaient et à le remplacer par le mot « mandats-cartes » plus concordant avec la réalité du nouveau titre.

Dans le contre-projet du 31 mai 1917, au contraire, l'auteur reprenait sa conception de 1905, c'est-à-dire l'introduction des formes habituelles du chèque, au porteur, à ordre et nominatif, et en outre rattachait le nouveau service à la Caisse d'épargne, en admettant le principe d'un intérêt à servir aux comptes courants.

Ces diverses suggestions furent rejetées pour les motifs que nous donnerons plus loin en étudiant les dispositions de la loi. La clause à ordre pour le chèque postal aurait eu de graves répercussions pour l'administration : répercussion fiscale, en permettant plusieurs libérations par le même titre, répercussion de responsabilité en faisant jouer à son égard les dispositions de l'article 4 de la loi du 14 juin 1865 qui étend à l'endossement des chèques les règles de garantie de l'article 118 et 140 du code de commerce. La forme « au porteur » aurait pu sans danger être introduite comme dans tous les autres pays mais ne parut pas répondre à une utilité spéciale⁽¹⁾.

Quant à la dénomination, certainement inexacte de « chèque », elle parut devoir être maintenue pour correspondre à une habitude de langage reçue autant à l'étranger que chez nous.

Ainsi le texte fut voté sans modification par le Sénat et devint par cet accord la loi du 7 janvier 1918. Le décret avait été préparé d'avance par l'administration et soumis d'ailleurs à l'examen des

(1) Par la loi du 28 juillet 1919, le législateur est revenu de son erreur et a admis la forme du chèque postal au porteur, indispensable à notre avis au plein développement de l'institution.

Commissions parlementaires, de ce fait complètement informées : il parut le même jour.

Le service fut organisé et s'ouvrit au public le 1^{er} juillet 1918. Malgré les événements de la guerre et de l'armistice, en dépit du trouble économique qui en résultait, le service semble avoir obtenu des résultats satisfaisants. Au 31 décembre 1918, pour les six premiers mois d'exercice, on comptait :

9 012 titulaires possédant un avoir de 187 644 095 francs, ayant fait 1 736 807 593 fr. 67 de transactions dont au crédit 505 473 chèques pour 962 283 346 francs et au débit 157 219 chèques pour 774 524 247 francs.

Mais c'est quand la démobilisation aura rendue à la vie économique la grosse masse des petits producteurs, clients naturels du chèque et surtout quand le service sera mieux connu et plus habilement exécuté qu'il sera permis de mieux juger l'Institution ⁽¹⁾.

(1) La loi du 28 juillet 1919 vient d'apporter quelques modifications à la loi constitutive du 7 janvier 1918 : la forme au porteur est admise; — les taxes sont modifiées dans le sens de l'uniformité; — le délai utile de réclamation est réduit de trois à un an.

CHAPITRE IV

ÉCONOMIE DE L'INSTITUTION FRANÇAISE DU CHÈQUE POSTAL

A. — LES ANTÉCÉDENTS

En France, le système des comptes courants et virements postaux a eu deux antécédents : l'un théorique et à base légale, l'autre, pratique et à base réglementaire.

1° Antécédent théorique à base légale. — La loi du 5 avril 1879 qui chargea la Poste du service des recouvrements des effets de commerce, autorisa cette administration à remplacer les mandats-poste de recouvrement « par l'ouverture au nom des déposants de comptes courants au débit desquels figurerait un droit égal à celui qui aurait été perçu pour la délivrance de ces mandats-poste ». A ce sujet le rapporteur du Sénat fait remarquer « l'administration des postes aurait pu, sans en référer au Parlement, réaliser partiellement un service de comptes courants.... Il ne s'agit aujourd'hui que d'appliquer cette disposition légale restée sans effet depuis trente-cinq ans et d'en étendre la portée aux transmissions de fonds par la voie des mandats ordinaires ⁽¹⁾. » « La loi actuelle, dit à son tour le rapporteur de la Chambre des députés, rendra inutile la création de comptes courants spécialement affectés aux recouvrements et il est préférable

(1) Il est probable que si l'administration française avait usé de l'autorisation de la loi de 1879, elle aurait été amenée progressivement à étendre le système du compte courant à tous les articles d'argent et se serait trouvée la première à établir un service de virements et chèques postaux.

d'adapter ultérieurement le service des recouvrements à cette organisation d'ensemble. »

Les recouvrements, nous le verrons, pourront participer à l'Institution par la voie des mandats-poste en lesquels ils sont convertis.

2° Antécédent pratique à base réglementaire. — Depuis 1903, l'administration, pour atténuer la progression constante des mouvements effectifs de fonds, a autorisé le receveur principal de la Seine à payer les mandats-poste dont les bénéficiaires possèdent un compte courant à la Banque de France, au moyen de mandats rouges ou de virements du Trésor sur la Banque. Depuis 1908, ce receveur est autorisé, pour plus de facilité, à avoir un compte courant à la Banque. Ce compte courant est crédité au moyen de mandats délivrés au nom du receveur principal par le caissier payeur général du Trésor et débité en principe du montant des mandats payés de cette façon; en pratique, il est débité encore par d'autres genres de paiements.

En 1903, 1 186 133 mandats se montant au total à 83 905 000 francs furent ainsi liquidés au moyen de 681 virements; le plus faible de ces virements était de 11 000 francs et les plus élevés atteignirent 1 000 000 et même 2 534 000 francs (d'après M. Steeg, rapporteur du Budget des postes pour 1907).

En 1908, 1 611 110 mandats pour 92 047 500 francs en 936 virements.

En 1911, 16 maisons de commerce participaient à ce service et liquidaient 180 093 000 francs.

En 1913, 23 maisons liquidant 214 809 000 francs.

En 1915, 52 maisons liquidant 222 026 000 francs.

Le montant du compte courant du receveur postal à la Banque avait été porté de 3 millions en 1908 à 5 millions en 1916. L'administration avait même étudié le moyen d'étendre les bénéfices de ces procédés à tous les bureaux de Paris, et aux recettes principales des départements : les bureaux de Paris en se faisant délivrer des mandats de virements par le receveur postal de Paris, les recettes postales des départements au moyen de mandats de virements délivrés par les succursales de la Banque de France.

Le service des chèques postaux n'est qu'une extension de ce procédé : il sera accessible à tous.

B. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE

(Décret : art. 1, 2, 3, 4. — Voir en annexe fin de volume.)

« Loi : art. 1 : Il est institué, sous l'autorité du ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes un service de comptes courants et de chèques postaux dont la gestion est confiée à l'administration des postes et télégraphes.

« Article 2. — Le service organisé et dirigé par l'administration centrale des postes et des télégraphes est assuré par des bureaux régionaux qui ont pour fonctions de tenir les comptes de chèques postaux. Les bureaux régionaux sont établis dans les villes désignées par décret. »

Le nouveau service est institué sous l'autorité du ministre du Commerce, des Postes et Télégraphes et confié à l'administration des postes et télégraphes.

Il était utile de le déclarer car il existe des services postaux dont la gestion est détachée de l'administration des postes, par exemple les colis postaux qui, en France, au contraire de l'Allemagne, sont confiés aux Compagnies de chemins de fer. D'ailleurs, il y eut une tentative de détachement de la Caisse d'épargne nationale au profit du ministère du Travail et la Prévoyance sociale.

M. Chastenet, dans son contre-projet, prévoyait le rattachement de l'administration des Postes et Télégraphes au ministère des Travaux auquel elle a longtemps appartenu : en outre, selon les anciennes propositions, et à l'exemple de l'Autriche, il demandait que la gestion du nouveau service fût confiée à la Caisse d'épargne postale.

Ce rattachement du service des chèques postaux à la Caisse d'épargne offrait quelques inconvénients : a) Il prêtait le flanc à la critique des adversaires de l'institution qui y découvrait l'arrière-pensée de la part de l'État d'attirer habilement les capitaux et de faire servir l'argent des épargnants au succès de l'espèce de Banque d'État que créait en définitive ce nouveau service.

Cette objection avait peu de valeur, sans doute, puisque le maximum des dépôts à la Caisse d'épargne était de 1 500 francs, porté à la suite de la guerre à 3 000 francs. Il y avait même un avantage que nous avons étudié, c'était de mieux associer ce service à la clientèle des petits à laquelle il est, en principe destiné. Mais l'administration a voulu, pour aplanir les voies, éviter cette critique, en créant

l'autonomie du service. b) Enfin l'exemple de l'Autriche n'est pas un argument, puisqu'il a sa seule explication dans les fondements historiques de son institution primitive : au contraire, les pays qui par la suite ont adopté le système l'ont généralement rendu autonome⁽¹⁾. Il faut remarquer que le décret simplifie le titre officiel du service : au lieu de « service des comptes courants et chèques postaux », titre donné par la loi, il résume : « service des chèques postaux », cela pour la commodité de la pratique.

Le service est organisé et dirigé par l'Administration centrale où un Bureau spécial est chargé de rédiger les Instructions, de coordonner la marche du service, de résoudre les difficultés de pratique, de recevoir les recours aux demandes d'ouverture rejetées, d'assurer le contentieux et le contrôle.

Mais l'exécution est décentralisée : le service est assuré par des bureaux régionaux de chèques qui ont pour fonctions de tenir les comptes courants.

Ces bureaux sont au nombre de 12 : Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Clermont-Ferrand, Toulouse, Rouen, Dijon, Nancy, Lille, Alger. Il est probable que le retour de l'Alsace-Lorraine permettra d'y ajouter Strasbourg.

Les six premiers de ces bureaux seulement furent ouverts dès le début, les autres l'ont été ou le seront au fur et à mesure que les circonstances le permettront.

La France a donc admis le principe de la décentralisation à l'exemple de la Suisse, de l'Allemagne et du Japon.

Sans doute la centralisation en un bureau unique présente des avantages d'économie de frais généraux et de facilité de contrôle, mais au delà d'une certaine étendue de territoire il présente une telle complexité et occasionne de tels retards dans les liquidations, que ces avantages sont dérisoires par rapport à ceux de clarté et de célérité qu'offre la décentralisation. Pour les paiements surtout, qui nécessitent deux voyages : un aller, transmission au bureau de chèques de l'ordre originaire, et un retour, envoi de mandat de paiement au bénéficiaire par ce bureau en exécution de l'ordre ci-dessous, cet avantage est sensible.

D'ailleurs, le progrès économique semble évoluer vers le régionalisme, seul susceptible de ressusciter les centres régionaux anémiés

(1) A remarquer que l'exemple ordinairement cité de l'Allemagne n'est pas probant ici, puisque ce pays ne possède pas de Caisse d'épargne nationale.

par la concentration économique et politique exagérée de la capitale. seul capable aussi de refaire l'équilibre des forces sociales du pays.

Rôle des bureaux de poste. — « Les bureaux de poste de plein exercice de la France continentale, de la Corse et de la Principauté de Monaco participent au service des chèques postaux pour les opérations suivantes :

« a) Réception des demandes d'ouverture de comptes et envoi de ces demandes aux bureaux de chèques ;

« b) Tenue de la liste des titulaires de comptes, résidant dans la circonscription postale du bureau ;

« c) Encaissement des sommes déposées à l'appui de mandats-cartes émis au nom des titulaires de comptes ;

« d) Réexpédition, à la demande du titulaire, sur le bureau de chèques détenteur de son compte courant, des mandats-cartes et mandats-lettres français et des mandats-cartes internationaux ou des avis d'émission des mandats internationaux qui parviennent à son nom au bureau de poste ;

« e) Paiement des mandats-cartes du service des chèques postaux. »
(Instruction, mai 1918.)

Les établissements de facteurs-receveurs participent à toutes ces opérations sous la seule réserve que le montant des mandats-cartes émis par les bureaux de chèques à destination de ces établissements n'excède pas 5 000 francs. Cette limite se justifie par les difficultés et les risques qu'entraîne dans ces petites localités souvent mal desservies, le transport de fortes sommes.

Provisoirement, c'est-à-dire jusqu'à l'ouverture du bureau de chèques d'Alger, les bureaux de poste et établissements de facteurs-receveurs d'Algérie n'interviendront que pour l'émission, la réexpédition et le paiement des mandats-cartes de ce service, sous la même réserve que ci-dessus pour les établissements de facteurs-receveurs.

Les recettes auxiliaires et les distributions auxiliaires n'interviennent que pour l'émission, au profit de titulaires de comptes, de mandats-cartes n'excédant pas 300 francs.

Sont exclus de toute participation les bureaux de toutes catégories de Tunisie, du Maroc et des colonies françaises qui, d'ailleurs, ne font pas usage de mandats-cartes.

C. — OUVERTURE DES COMPTES

(Loi : art. 3; Décret : art. 5, 6, 7, 8. — Voir annexe.)

Qui peut demander une ouverture de comptes courants? — « Toute personne, association, société, maison de commerce et tout groupement de fait ou de droit, »

Le texte est aussi large que possible. Mais qu'a-t-on voulu entendre par groupement de fait ou de droit? Les groupements de droit sont ceux qui se sont formés sous l'égide de la loi, soit de la loi de 1884 sur les syndicats, soit de la loi de 1901 sur les associations, dont le minimum de légalité consiste en une simple déclaration. Les groupements de fait sont ceux qui se forment temporairement en fait sans aucune formalité ni déclaration légale. Ces groupements sont fréquents : œuvre de secours aux prisonniers de guerre, œuvre du vestiaire des évacués, etc., comité pour l'érection d'un monument, d'une statue, etc. Certainement le service des comptes courants postaux peut faciliter le versement des dons et cotisations, et la Poste a voulu les habiliter à participer à ce service. Mais comme on ne saurait leur attribuer une capacité juridique quelconque, il est à craindre qu'il se produise des difficultés dans le cas d'un litige toujours possible.

Une même personne peut demander ouverture de plusieurs comptes courants dans un même bureau de chèques ou dans des bureaux différents. Cette facilité pourra rendre de réels services pour la clarté des services de caisse d'une maison : ainsi un industriel ou commerçant peut avoir un compte courant pour ses dépenses et recettes personnelles à côté d'un compte courant au bénéfice de ses affaires, un établissement à multiples succursales peut ouvrir un compte courant à chacune de celles-ci, un grand magasin à chacun de ses rayons, etc....

Il y avait lieu également de prévoir la demande des incapables du droit civil ; l'Instruction de mai 1918 dispose comme il suit :

« La demande d'une femme mariée doit être appuyée d'une autorisation maritale sur papier libre; la signature du mari doit être certifiée par le maire, le commissaire de police ou le receveur des postes. Toutefois, la femme mariée qui fait un commerce, n'ayant pu être admise à exercer cette profession qu'avec le consentement de son mari suivant les dispositions de l'article 4 du Code de com-

merce, un compte courant postal pourra lui être ouvert sans autorisation spéciale du mari lorsqu'elle est en mesure d'établir, par la production d'une pièce, sa situation de marchande publique. Elle n'est pas réputée marchande publique si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari.

« Les mineurs ne sont pas admis en principe à obtenir l'ouverture d'un compte courant postal. Cependant peuvent être agréées les demandes des mineurs émancipés et âgés de dix-huit ans accomplis, autorisés à exercer un commerce par un acte enregistré et affiché au Tribunal de commerce du lieu de leur résidence (art. 2 du Code de commerce); une copie de l'acte d'autorisation, certifiée conforme par le greffier du Tribunal de commerce, est jointe à la demande.

« Pour les interdits, la demande doit émaner du tuteur de l'intéressé et être accompagnée d'une copie de la délibération du conseil de famille qui a nommé le tuteur à cette fonction et en cas d'interdiction judiciaire, d'une copie du jugement qui a prononcé l'interdiction.

« Les demandes des collectivités (sociétés, etc.), sont établies sur une formule spéciale (n° 2) et signées par la ou les personnes ayant qualité à cet effet et doivent être appuyées des pièces prévues aux articles 803 *bis* et 803 *ter* de l'*Instruction générale du service des Postes* ou à l'article 169 de l'*Instruction générale de la Caisse nationale d'épargne* ⁽¹⁾ selon le cas, à moins que ces pièces n'aient été produites antérieurement au bureau de poste. Ces pièces ne sont d'ailleurs jamais transmises au bureau de chèques; elles sont conservées au bureau de poste. Le receveur en fournit la description sommaire sur la formule n° 3 qu'il envoie au bureau de chèques. »

Quelle est la forme de la demande? — « La demande doit être établie en simple expédition, sur une formule imprimée (modèle n° 1) que les intéressés peuvent se procurer gratuitement dans un bureau de poste ou par l'entremise du facteur; elle doit contenir les noms et prénoms du signataire, sa profession, son adresse, la désignation du bureau de chèques par lequel doit être tenu le compte et, s'il y a lieu, l'indication de la personne ou des personnes autres que le titulaire de compte, autorisées par lui à signer les chèques qui seront tirés au débit de son compte. Elle énonce en outre le nombre

(1) Voir aux annexes.

de formules de mandats de versement et de carnets de chèques à faire parvenir au signataire, à titre de premier envoi.

« Une demande distincte doit être présentée pour chacun des comptes courants à ouvrir au nom d'une même personne.

« Les indications fournies à l'origine sont considérées comme valables jusqu'au moment où leur modification a été demandée par les titulaires ou les ayants droit. »

A qui doit être remise la demande? — « La demande d'ouverture de compte courant postal doit être déposée ou envoyée par le signataire au bureau de poste de sa résidence; elle peut être remise entre les mains d'un facteur en cours de tournée. Les personnes résidant hors du territoire de la France continentale, de la Corse ou de la Principauté de Monaco, adressent leur demande au directeur des Postes du département, siège du bureau de chèques où le compte doit être ouvert.

« Cette demande est transmise par le receveur au bureau de chèques chargé d'ouvrir le compte, accompagnée d'une correspondance (modèle n° 3) dans laquelle le receveur des Postes doit déclarer personnellement et sous sa responsabilité : 1° que le titulaire est connu de lui; 2° ou bien qu'il est à sa connaissance que le signataire demeure au domicile indiqué par lui sur cette demande, qu'il y reçoit habituellement sa correspondance et qu'il exerce réellement la profession indiquée; 3° ou bien encore que la demande d'ouverture doit être rejetée ou tout au moins son acceptation ajournée pour tels motifs qu'il indique avec précision (bénéficiaire est en état de faillite, liquidation judiciaire, etc.). »

Par qui la demande est-elle examinée et agréée? — « L'administration, dit le décret, article 7, examine la demande, notamment au point de vue de l'exactitude des déclarations du signataire » et agréée ou rejette la demande.

La commission sénatoriale manifesta quelques craintes au sujet de ce pouvoir arbitraire donné à l'Administration et de l'abus que certains fonctionnaires pourraient en faire par le rejet de certaines demandes sans raisons suffisantes. L'Administration lui donna les assurances suivantes : « Dans aucun cas, une demande ne sera écartée directement ni par le receveur ni par le personnel du bureau de chèques : le rejet ne pourra être prononcé que par la décision du service central, ce qui assure le maximum de garantie à la

clientèle du nouveau service et la prémunit contre tout risque arbitraire. »

Ainsi réglée, le rôle respectif de chaque organe consiste :

— pour le receveur réceptionnaire : fournir la formule de demandes, donner les indications, recevoir la demande, enquêter sur le requérant et transmettre demande et enquête au bureau de chèques ;

— pour le bureau de chèques : examen de toute demande transmise, agrément définitif en cas d'examen favorable, transmission à l'Administration centrale en cas d'examen défavorable ;

— pour l'Administration centrale : examen des demandes transmises pour rejet par le bureau de chèque — décision d'agrément ou de rejet.

Cette assurance est certainement la meilleure garantie d'impartialité, à condition que l'administration centrale sache résister aux malsaines influences de la politique et se livre à une contre-enquête personnelle et discrète.

Ce droit d'agrément d'ailleurs se justifie pour les raisons suivantes :

1° Les établissements de crédit pour ouvrir un compte courant jouissent du même droit : ils n'accordent satisfaction qu'après une enquête discrète sur la solvabilité et l'honorabilité du demandeur. On ne pouvait accorder moins à un service d'État, qui met en jeu la puissance publique. D'ailleurs, toutes les législations étrangères sur la matière non seulement spécifient ce droit mais encore celui pour l'Administration de ne pas donner les motifs de son refus.

2° Le chèque postal, pour des motifs que nous étudierons, n'est pas soumis à la législation protectrice du chèque de banque (lois du 14 juin 1865, 30 décembre 1911, 2 août 1917, etc.). Il était donc légitime que l'Administration, pour elle comme pour le public, puisse se prémunir contre les escrocs ou même les simples faillis.

3° Enfin ce droit se justifie aussi parce qu'il n'est pas absolu comme d'ailleurs ne peut l'être aucun droit administratif : grâce au développement remarquable de la jurisprudence administrative française, toute décision, toute opération administrative sont soumises à la possibilité d'un recours contentieux devant un juge. En l'espèce, toute décision de rejet pourrait donner, au réclamant, droit au recours contentieux d'annulation, c'est-à-dire au recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'État.

Comment est faite la notification d'ouverture et quelles formalités la suivent pour compléter l'opération? Dépôt de signatures et d'un fonds de garantie? — Lorsqu'une demande d'ouverture de compte courant a été agréée, le numéro attribué audit compte est notifié au receveur des Postes du domicile. Le titulaire en est également avisé directement par le bureau de chèques qui lui envoie en même temps : 1° les formules de mandats et de chèques dont il a indiqué le nombre dans la demande d'ouverture; 2° deux cartes (modèle 25), destinées à recevoir un spécimen de sa signature et, le cas échéant, un spécimen de la signature de la personne qu'elle autorise à signer des chèques en son lieu et place. Ces cartes doivent être renvoyées immédiatement et directement, sous pli fermé, au bureau de chèques détenteur du compte. L'Administration est d'ailleurs en droit de réquerir, en cas de besoin, un nouveau spécimen des signatures produites lors de l'ouverture des comptes.

En même temps et dès notification de l'ouverture du compte, le titulaire doit verser au bureau de poste, au moyen d'un mandat-carte de versement numéro 1418 A du service des chèques : 1° à titre de dépôt de garantie, une somme de 50 francs, destinée à assurer le recouvrement des taxes de retrait et des fournitures d'imprimés; 2° le coût des formules (mandats et chèques) qui lui ont été envoyées par le bureau de chèques. Faute par l'intéressé d'avoir effectué ce versement dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'acceptation de sa demande d'ouverture, cette demande serait considérée comme nulle et non avenue.

La tendance générale dans tous les États est dans l'abaissement du montant de ce dépôt intangible : l'Allemagne l'a réduit à 25 marks en 1917 et la Hollande l'a établi à 10 florins. Il y a tout lieu de croire que l'Administration française, aussitôt assurée de la marche du service, opérera aussi une réduction.

Ce dépôt de garantie, pas plus que les autres sommes de l'avoir en compte, n'est productif d'intérêt. Nous savons que la Belgique lui accorde, à lui seul d'ailleurs, un intérêt de 3 p. 100 ⁽¹⁾.

Liste des titulaires. — Pour permettre aux titulaires de bénéficier des taxes réduites de virement de compte à compte, il leur est néces-

(1) L'administration n'exige pas un versement spécial pour la constitution de ce dépôt de garantie : il peut être prélevé sur les premiers fonds qui arriveront par l'effet de mandats de versement, de paiement ou de virement, au crédit du compte.

saire de connaître les abonnés du service. Aussi l'Administration publiera chaque trimestre une liste des titulaires de comptes. Cette liste sera fournie d'office à tous les titulaires de comptes ainsi qu'à toute personne qui en fera la demande, à raison de 1 franc par exemplaire; elle peut être consultée gratuitement dans tous les bureaux de poste. Chaque receveur possède et tient à jour la liste des titulaires de comptes de sa circonscription; chaque facteur est porteur d'un extrait de cette liste sur lequel figurent tous les titulaires de comptes qu'il dessert. Les uns et les autres sont tenus de notifier au bureau de chèques les changements dans la mesure où ils les connaissent, survenus dans l'état ou la capacité des titulaires de comptes; les bureaux de chèques, s'ils en sont informés les premiers doivent en avertir les receveurs.

Ouverture de comptes courants aux services publics? — L'article 3 de la loi prévoit que des décrets spéciaux détermineront les conditions dans lesquelles des comptes pourront être ouverts à l'État, aux personnes morales administratives et aux services publics.

Le décret du 6 décembre 1918 en a fait l'objet. Mais comme ces comptes jouissent d'un régime spécial non seulement pour les conditions d'ouverture, mais pour les taxes et les formalités de débit et de crédit, nous en ferons une étude spéciale complète dans un paragraphe final. Il nous suffisait de donner l'explication à l'article 3 de la loi.

D. — OPÉRATIONS SUR LES COMPTES COURANTS

(Loi : art. 4, 5, 6; Décret : art. 9 à 37, 41. Voir annexe.)

Selon la logique même du système, deux sortes d'opérations sont possibles sur les comptes courants postaux : des opérations de crédit et des opérations de débit, des versements et des paiements.

I. — *Opérations de crédit.*

Les comptes courants sont crédités :

- 1° Du montant du dépôt de garantie.
- 2° Des versements faits personnellement par le titulaire sur son propre compte.
- 3° Des versements effectués par des tiers.

4° Du montant des mandats-cartes (autres que ceux du service des chèques), du régime intérieur ou du régime international au nom du titulaire de compte, payables à son domicile, parvenus au bureau de poste de sa résidence et réexpédiés sur son ordre par le receveur au bureau de chèques.

5° Du montant des mandats-poste français et internationaux, et des bons de poste reçus directement par le titulaire et envoyés par lui au bureau de chèques.

6° Des virements de sommes provenant d'autres comptes courants postaux.

a) Réception des versements. — Les versements au crédit des comptes courants postaux peuvent être effectués dans tous les bureaux de poste, établissements de facteurs-receveurs, recettes auxiliaires et distributions auxiliaires, soit par le titulaire lui-même, soit par des tiers. Le montant des versements n'est soumis à aucune limitation, à l'exception de ceux opérés dans les recettes auxiliaires et les distributions auxiliaires qui ne peuvent dépasser 300 francs. Les versements sont reçus sur la présentation de formules de mandats-cartes de versement spéciales au service des chèques et dûment remplies.

Les titulaires de comptes doivent employer, pour leurs versements personnels, des formules n° 1418 A roses, détachées de carnets qui leur ont été fournis par les bureaux de chèques.

Les tiers utilisent des formules n° 1418 B roses, mises à leur disposition dans les bureaux de poste ou qui leur sont envoyées toutes préparées par les titulaires de comptes.

Depuis la loi du 28 juillet 1919, les formules ordinaires modèle 1406 mandats-cartes et mandats-lettres, sont admises pour les versements dans le service des chèques postaux. Cela amènera probablement l'unification des formules de versement.

Cette disposition nécessite une importante remarque : en mettant à la disposition des tiers, dans tout bureau de poste, des formules de versement n° 1418 B en blanc et même les formules ordinaires des mandats-cartes, la France a suivi l'exemple de la plupart des pays où fonctionne le chèque postal. Seule l'Autriche, la première en date dans l'Institution, a refusé cette facilité ; à l'encontre des autres pays, elle exige, autant pour les tiers que pour les titulaires, des feuilles de versement préalablement imprimées au nom du

bénéficiaire. Ainsi donc, les tiers ne peuvent faire des versements sur un compte déterminé qu'autant que le titulaire leur a préalablement transmis les formules qui lui ont été remises par le service.

Il est incontestable que ce procédé facilite la parfaite exécution du service, en évitant les chances d'erreurs, d'illisibilité d'écriture, etc. Mais on se heurte par contre au mécontentement de la plupart à qui cette servitude d'envoi préalable de formules aux débiteurs pèse lourdement. Aussi tous les autres pays dont la France ont-ils adopté le système du libre choix.

Cette liberté cependant met en jeu une grave question : ce droit accordé au public de verser n'importe quelle somme au compte courant d'un tiers lui permettra, dans certains cas, de se libérer de sommes que le titulaire n'eût jamais accepté de la main à la main.

Que se passera-t-il dans le cas où, d'un côté, le bénéficiaire refusera le versement et, de l'autre, le tiers expéditeur refusera de reprendre la somme versée ? L'Allemagne a tranché ce cas d'une façon élégante : elle fait verser la somme à la caisse de secours des sous-agents de l'Administration des Postes. L'administration française ne le pouvait, car notre législation contient des dispositions particulières pour résoudre ce conflit de règlement : la procédure des « offres réelles ». Le débiteur ou celui qui se croit tel, doit faire présenter la somme au créancier par voie d'huissier. Si le créancier refuse, l'huissier en dresse le constat et verse la somme à la Caisse des dépôts et consignations qui la conserve jusqu'à règlement du litige et affectation de la somme par les tribunaux. Dans l'espèce, il y aura lieu de suivre pareille procédure.

Les personnes qui habitent en dehors de la partie agglomérée d'une commune dotée d'un bureau de poste ou d'un établissement de facteur-receveur, peuvent recourir à l'intermédiaire des facteurs suburbains, locaux et ruraux, en cours de tournée, pour les versements ne dépassant pas 1 000 francs. Dans ce cas, les facteurs perçoivent en sus de la taxe correspondant au montant du mandat, un droit de commission de 0 fr. 05 pour les sommes inférieures à 10 francs et 0 fr. 10 pour les sommes supérieures.

Les mandats-cartes de versement du service des chèques peuvent recevoir, au verso du coupon, une correspondance à l'adresse du bénéficiaire titulaire de compte, bien que la taxe de factage ordinaire ne soit pas applicable à ces mandats. Les coupons sont transmis par les bureaux de chèques aux titulaires à titre d'avis de crédit.

Lorsque, pour une cause quelconque, l'inscription d'un versement n'a pu être faite au crédit du bénéficiaire, soit que le titulaire du compte n'ait pas été clairement indiqué sur le mandat-carte, soit que le compte désigné n'existe pas, le mandat est renvoyé au bureau d'origine pour être complété par la partie versante ou le montant en être remboursé à celle-ci, selon le cas. En pareille occurrence, l'Administration belge perçoit une surtaxe de 0 fr. 20 dont on ne saurait trop louer le principe : elle incite le public à bien remplir ses formules et allège ainsi le service de transmission et de comptabilité.

La circulaire de mai 1918 avait établi que les mandats-cartes de versement du service des chèques postaux seraient enregistrés sur un carnet n° 1406 *bis*, qui leur était exclusivement réservé. Ils étaient inscrits, suivant leur rang d'émission, sur un état n° 1421 ou n° 1421 *bis* spécial portant en tête la mention : Mandats-cartes du service des chèques postaux. Le total de cet état supplémentaire était reporté, en fin de quinzaine, au tableau récapitulatif placé à la dernière page de l'état n° 1421 principal du bureau ou de l'état n° 1421 *bis* de l'établissement secondaire et cumulé avec les totaux des autres catégories de mandats. La non-perception des droits en cas de versement effectué directement par le titulaire, était justifiée sur le carnet n° 1406 *bis* et sur l'état n° 1421 ou 1421 *bis* par la mention : Titulaire. Depuis la loi du 28 juillet 1919, toutes ces formalités spéciales sont abolies. Par suite de la perception d'une taxe unique de 0 fr. 15 sur les versements aux comptes courants postaux effectués par les titulaires eux-mêmes ou par des tiers, quel qu'en soit le montant, perception constatée par l'apposition d'un timbre-poste au recto de la formule du mandat de versement, les bureaux de poste n'auront plus à inscrire le montant du droit sur les registres n° 1406 *bis* et sur les états 1421 ou 1421 *bis* réservés aux mandats du service des chèques postaux. Il y a lieu de féliciter l'Administration de ces modifications qui simplifient d'une façon appréciable et allègent la comptabilité postale. Les mandats-cartes du service des chèques qui ne sont pas supérieurs à 300 francs, sont acheminés à découvert sur la recette principale du lieu où se trouve le bureau des chèques détenteur du compte courant à créditer. La recette principale fait remettre ces titres au bureau de chèques.

Les avis de versements n° 1413 dont l'établissement est prescrit par l'article 1256 de l'*Instruction générale sur le service des Postes*,

pour les mandats-cartes au-dessus de 300 francs, sont épinglés aux mandats; les deux pièces sont ensuite adressées, directement, au bureau de chèques détenteur du compte, sous enveloppe n° 1417 dont la suscription est modifiée en conséquence.

b) Inscriptions aux comptes courants du montant des mandats autres que ceux du service des chèques. — 1° Le titulaire d'un compte courant peut demander par écrit, et une fois pour toutes au bureau de poste qui le dessert, que les mandats du régime intérieur payables à domicile, et que les mandats-cartes et les avis d'émission des mandats du régime international, parvenant à son adresse, soient dirigés sur le bureau de chèques pour être portés au crédit de son compte courant postal. Dans ce cas, et si aucun motif ne s'y oppose, le nom du bureau destinataire est biffé à l'encre rouge et remplacé par l'indication, également à l'encre rouge, du numéro du compte et du nom du bureau de chèques détenteur de ce compte. Le mandat ou l'avis d'émission est ensuite réexpédié par le plus prochain courrier. Toutefois les mandats que les titulaires se font adresser par prélèvement sur leur propre compte leur sont, dans tous les cas, payés en numéraire; ces titres sont d'ailleurs revêtus, par le bureau de chèques postaux, de la mention « Payables en espèces ».

2° Il a la faculté, en outre, de faire inscrire à son crédit le montant des mandats-poste ordinaires de toute origine et des bons de poste français qui lui parviennent sous pli fermé; il suffit qu'il adresse directement au bureau de chèques ces mandats non *acquittés*, au recto desquels il a porté, soit à la main, soit au moyen d'une griffe, la mention : « A inscrire au compte courant n° ... » et accompagnés d'un bordereau n° 1443. Les formules de bordereau sont délivrées gratuitement dans les bureaux de poste.

Toutes ces inscriptions (1 et 2) au crédit des comptes courants sont effectuées sans aucun frais pour les titulaires de comptes.

Le titulaire peut également, s'il le préfère, déposer le bordereau n° 1443 et les mandats qui y sont décrits au guichet d'un bureau de poste, accompagnés d'un mandat de versement n° 1418 A, dont le montant total doit correspondre au total du bordereau. Dans ce cas, ce service n'est plus gratuit, il acquitte depuis la loi du 28 juillet 1919, la taxe unique de versement de 0 fr. 15, perçue immédiatement par apposition d'un timbre-poste sur la formule : la loi du 7 janvier 1918 avait primitivement fixé à 0 fr. 10 la taxe de versement

par le titulaire, à prélever sur son compte courant. Le receveur des Postes vérifie les mandats joints au bordereau, en fait dépense dans les conditions habituelles et fait simultanément recette du montant du mandat n° 1418 A suivant les règles fixées précédemment.

Les recouvrements et remboursements peuvent également être portés au crédit de comptes courants, mais après avoir fait l'objet et acquitté la taxe de mandats ordinaires : dans la plupart des pays au contraire, Autriche, Hongrie, Suisse, Allemagne, ces titres passent dans le service des chèques par la voie plus économique des bulletins de versement du service des chèques.

Les coupons de mandats-cartes ordinaires intérieurs et internationaux sont, de même que ceux des mandats de versement du service des chèques postaux, transmis aux titulaires, par les bureaux de chèques, dès que le montant des titres a été porté à leur compte. Ils tiennent lieu d'avis de crédit.

c) *Virements.* — Les virements sont portés au crédit des comptes courants au vu du bordereau de virement émanant du bureau de chèques où est tenu le compte débité.

L'échange des bordereaux de virements est entouré de certaines garanties. Chaque bordereau doit être revêtu de la signature du chef du bureau de chèques, ou de son représentant autorisé, ces signatures ayant été préalablement accréditées auprès de chacun des autres bureaux de chèques, afin que, dès la réception de ces bordereaux, leur authenticité puisse être reconnue. D'ailleurs avant expédition du bordereau de virement, le service de contrôle du bureau de chèques doit le vérifier par rapprochement avec les chèques de virement qu'il représente, puis le frapper du timbre en relief dont il sera parlé plus tard.

II. — *Opérations de débit : le chèque postal.*

Les comptes courants sont débités :

- 1° De retraits ordonnés au moyen de chèques, tirés par le titulaire du compte soit à son profit soit au profit de tiers;
- 2° De virements au crédit d'autres comptes courants;
- 3° De taxes et de redevances, pour prestations diverses.

Nous consacrerons un paragraphe spécial aux taxes et aux redevances diverses. Or, à l'exception de ces taxes et redevances, et,

le cas échéant, du montant de l'avoir à rembourser en cas de clôture du compte courant, aucune somme ne peut être portée au débit d'un compte qu'au vu d'un chèque postal, tiré par le titulaire du compte ou par ses représentants autorisés. Donc les ordres de débit donnés par le titulaire nécessitent l'emploi d'un chèque postal.

A) Dispositions diverses. — Il convient avant tout de dire que le chèque postal de la loi du 7 janvier 1918 n'est nullement un chèque, c'est-à-dire un instrument direct de libération : il n'opère libération qu'indirectement par transformation en un autre titre. Ce n'est pas lui-même qui libère, mais c'est le mandat-carte émis par l'administration en contre-partie de l'ordre qu'il contient. L'Administration sert d'intermédiaire efficient de valeur : tant qu'elle n'a pas transformé le titre, aucune valeur libératoire ne lui est acquise. Aussi au lieu d'être remis au bénéficiaire qui, avec perte de temps, aurait à le renvoyer à l'Administration, pour valorisation, le titre est envoyé directement au bureau de chèques qui en échange délivrera le vrai titre de paiement. On le voit, il y a plusieurs échelons, du titulaire au bureau de chèques, du bureau de chèques au bureau de poste, du bureau de poste au bénéficiaire. On comprend que l'Administration française, suivant la logique même du système, ait tout d'abord rejeté la forme au porteur qui ne devait avoir, comme partout où elle est admise, qu'une portée restreinte. Cependant pour étendre dans toute la mesure du possible le champ d'application du chèque postal et en faciliter l'emploi, la loi du 28 juillet 1919 vient d'admettre le chèque postal au porteur. Comme nous l'avons remarqué, sa portée est nécessairement réduite : il n'est payé au comptant entre les mains du porteur, sans acquit ni justification d'identité, qu'au siège même du bureau de chèques détenteur du compte débiteur ; si le porteur ne peut pas ou ne veut pas se rendre à ce siège, il doit transformer son chèque en chèque d'assignation, en y inscrivant son nom et son adresse pour s'en faire acquitter le montant par la poste, à moins qu'il l'envoie à un autre porteur, disposé à aller en toucher le montant comme il est dit plus haut : le chèque au porteur peut être remis de la main à la main, mais s'il est envoyé par la poste, il doit l'être sous pli affranchi et recommandé. Il faut approuver cette nouvelle formule qui permettra à l'Administration française de participer bientôt au clearing bancaire. Nous y reviendrons dans la suite.

Le chèque postal peut ainsi servir à quatre catégories d'opérations : il porte suivant les cas les dénominations ci-après :

1° Chèque *nominatif*, lorsqu'il est émis par le titulaire de compte à son profit;

2° Chèque *d'assignation*, quand il est émis au profit de tiers, spécialement désignés;

3° Chèque *au porteur* (créé seulement par la loi du 28 juillet 1919), lorsqu'il est établi sans nom de bénéficiaire;

4° Chèque ou ordre de *virement*, lorsque son montant doit être inscrit au crédit d'autres comptes courants.

On voit combien le chèque postal, qui, avant la création du chèque au porteur tout au moins, n'avait du chèque que le nom et aurait pu être nommé plus vraisemblablement un « ordre d'émettre un mandat-carte de paiement », a en outre apporté de confusion dans la distinction habituelle des chèques : chèque nominatif s'entendait jusqu'ici, selon l'étymologie même du mot, de tout chèque portant le nom du bénéficiaire, qu'il soit le titulaire ou un tiers, par opposition du chèque au porteur. Commercialement parlant, le chèque d'assignation est aussi nominatif.

Forme. — L'Administration fournit aux titulaires de comptes deux sortes de formules de chèques, la première est destinée à l'émission des chèques nominatifs, des chèques d'assignation et des chèques au porteur, — la seconde est spéciale aux virements. Le nom et le numéro sous lequel le compte est ouvert, ainsi que le lieu où ce compte est tenu, sont imprimés par les soins du bureau de chèques postaux sur chaque formule.

Dans aucun cas, les formules destinées aux chèques de paiement (chèques nominatifs, d'assignation ou au porteur) ne doivent être utilisées pour donner des ordres de virement; réciproquement, les chèques de virement ne peuvent comporter aucun ordre de paiement en espèces.

Cependant les mandats-cartes de paiement résultant de chèques d'assignation et même les chèques au porteur peuvent, si les bénéficiaires sont titulaires de comptes courants, être portés sur leur demande au crédit de leur compte courant et par suite se liquider sans mouvement d'espèces, c'est-à-dire par virement dans la caisse administrative.

Les formules de chèques sont réunies en carnets qui sont livrés aux titulaires suivant un tarif fixé par arrêté ministériel.

Les chèques nominatifs et les chèques d'assignation sont adressés directement et en franchise aux bureaux de chèques qui les transforment en mandats-cartes de paiement. Le chèque au porteur au contraire est mis en circulation par le tireur : il circule de la main à la main jusqu'à échéance de validité, mais si on l'envoie par la poste, il acquitte la taxe de factage et même est soumis à la formalité de la recommandation comme toutes les valeurs.

Au moyen d'un seul chèque d'assignation ou de virement, le titulaire peut faire opérer des paiements ou des virements au profit de plusieurs personnes.

Les chèques de paiement et de virement doivent être établis d'une manière très lisible et à l'encre, soit à la main, soit à la machine à écrire; il est essentiel de ne pas omettre d'énoncer en toutes lettres et en chiffres la somme à payer ou à virer, d'indiquer le lieu et la date d'émission; de signer le chèque et de porter le nom et l'adresse du bénéficiaire (sauf pour le chèque au porteur où ces deux dernières mentions sont en blanc).

La signature doit être de la main du tireur et conforme au spécimen fourni au bureau de chèques. L'emploi de griffes ou cachets reproduisant l'empreinte de cette signature est absolument interdit.

Lorsque les mentions figurant sur le chèque postal sont incomplètes ou illisibles, ou encore lorsque le chèque contient des ratures, surchargés, grattages, lavages, etc., l'Administration est en droit de retarder ou de ne pas exécuter les ordres de paiement ou de virement. Il est utile, dans l'intérêt du titulaire lui-même, que toute formule gâchée soit détruite, séance tenante.

Règle de la provision préalable. — Aucun chèque ne doit être tiré pour une somme supérieure à l'avoir net du compte à débiter, déduction faite du dépôt de garantie. En cas d'infraction à cette règle, il ne serait pas donné suite au chèque. L'Administration est en droit de clore d'office le compte de tout titulaire qui enfreindrait cette prescription : en tout cas aucune suite n'est donnée à un chèque émis pour une somme supérieure à la provision en caisse.

Au lieu de la sanction pénale assurée, pour pareille infraction, au chèque de banque (amende de 6 p. 100 et emprisonnement de deux mois à deux ans en cas de mauvaise foi : loi du 14 juin 1875 modifiée le 2 août 1917), le chèque postal ne jouit que d'une sanction administrative, le renvoi du chèque inexécuté et en cas de mauvaise foi clôture d'office du compte courant. La différence technique des

deux titres explique la différence de sanction : le chèque postal ne comporte pas de sanction pénale car, nous l'avons déjà dit, il n'est pas par lui-même un titre libératoire, il lui faut, même pour le chèque au porteur, la certification administrative. L'Administration a toujours la possibilité de retrouver l'erreur.

Pas de protêt possible. — Le chèque postal qui n'est pas suivi d'effet pour une cause quelconque, ne peut donner lieu à protêt. Il est renvoyé au tireur avec toutes explications utiles. La seule possession par l'Administration d'un chèque au porteur suffit pour valoir libération au regard du titulaire du compte.

Pour comprendre cette disposition, il faut encore se rappeler la nature du chèque postal tel qu'il a été créé par la loi du 7 janvier 1918 : il n'est pas un vrai chèque, un titre direct de paiement, il n'est que l'ordre donné à l'Administration d'émettre un mandat-carte sur un fonds déposé à l'avance au profit d'un bénéficiaire désigné. Or de même que le protêt était exclu du régime des mandats ordinaires, de même il devenait logique de ne pas l'admettre dans le régime des mandats-cartes du service des chèques. Au surplus cette procédure ne pouvait concorder avec la clause légale de non-responsabilité de l'Administration pour fait de retard : l'une rendait vaine l'autre. Quel est en effet le but du protêt de droit commun ? D'abord sauvegarder le droit du porteur vis-à-vis des tireur et endosseurs devant qui le protêt justifie la diligence ; ensuite stimuler et intimider le payeur. Mais le chèque postal n'admettant jamais la clause ordre et pas même à ce moment-là la clause au porteur (créée seulement depuis le 28 juillet 1919) et partant ne circulant en principe qu'entre le tireur et l'Administration, le protêt ne pouvait à son égard jouer son rôle de sauvegarde. Sans doute, il y avait le cas déjà admis, où le bénéficiaire recevait lui-même le chèque en paiement et se chargeait de le présenter à l'Administration : le protêt pouvait dans ce cas lui servir à justifier sa diligence, mais comme cette preuve pouvait être acquise par la simple apposition du timbre à date du bureau de chèques sur le titre, l'Administration ne crut pas devoir admettre la procédure extra-administrative du protêt, qui pouvait amener le jugé à apprécier le bien-fondé du refus administratif de paiement.

La loi du 28 juillet 1919 qui a introduit la formule au porteur, n'a pas d'ailleurs admis davantage le protêt bien qu'il fût cette fois plus justifié : le chèque postal au porteur est bien, en effet, un

instrument direct de libération puisqu'il est susceptible d'opérer payement par simple tradition de la main à la main et de se régler définitivement au siège du bureau de chèques sans justification d'identité. Le dernier porteur à qui ce règlement est refusé pour un motif quelconque, a intérêt à se justifier en prouvant sa diligence : l'Administration, par crainte native de la justice, a refusé même en ce cas, d'admettre le protêt, mais elle a institué à sa place une formalité administrative qui servira de preuve au porteur sans mêler l'Administration à sa contestation.

Pour permettre à ce porteur d'exercer éventuellement son droit contre le tireur qui aurait émis un chèque sans provision ou avec provision insuffisante, un certificat administratif établi sur papier libre énonçant la date et la cause du refus de payement, pourra lui être délivré sur sa demande expresse, par le bureau détenteur du compte courant du titulaire. Il convient d'ajouter en outre que la formule au porteur semble devoir rester d'une portée restreinte : étant d'un montant quelconque, représentant la dette du tireur, elle aura peu de chance de correspondre au montant de la dette du porteur qui voudrait en user pour se libérer; de plus, pour être définitivement liquidé à échéance comme formule au porteur, ce chèque devra être présenté au siège même du bureau de chèques, ce qui entraînera souvent les difficultés d'un voyage et tout au moins d'une attente aux guichets : le dernier porteur préférera la plupart du temps la commodité du payement gratuit à domicile par la transformation du chèque au porteur en chèque d'assignation par simple inscription de son nom et adresse.

Quant au second but du protêt, stimuler et intimider le tireur, en l'espèce l'Administration, la clause d'irresponsabilité pour cause de retard le rend illusoire. Le protêt ne ferait que compliquer et entraver la marche normale de ce service public sans bénéfice appréciable pour les réclamants. Il serait la plupart du temps une procédure sans sanction. D'ailleurs les services publics ont un moyen administratif de combattre la négligence de leurs exécutants, ce sont les peines et les sanctions disciplinaires. Si au lieu de retard, il s'agit d'inexécution, l'action judiciaire contre l'administration n'a nullement besoin de l'acte préalable du protêt.

On comprend dès lors que le législateur ait rejeté cette procédure et ait voulu éviter que l'administration soit mêlée aux différends qui peuvent survenir entre créanciers et débiteurs.

Délai de validité. — Le délai de validité du chèque postal est uniformément de dix jours. Ce délai court depuis la date d'émission inclusivement jusques et y compris la date à laquelle le chèque parvient au bureau de chèques. Au regard de l'Administration, le chèque postal périmé est nul et de nul effet, il est renvoyé au titulaire de compte.

Ce délai n'est ni le délai des chèques de banques, cinq et huit jours, ni le délai des mandats-poste, deux mois.

Ce n'est pas le délai ordinaire des chèques bancaires :

1° Parce que le régime des taxes ne tenant pas compte de la distinction de remise sur place et de remise de place à place, il n'y avait pas lieu d'observer la dualité de délai qui, pour les chèques commerciaux, se justifie par la dualité de taxes.

2° Enfin parce qu'il y a des difficultés d'interprétation au sujet de la remise de place à place que l'Administration n'a pas voulu aborder : le chèque de banque est d'ordinaire considéré émis du lieu où le compte courant est tenu, car il est à présumer que le commerçant ou l'industriel auront choisi une banque de leur localité. Cette présomption ne peut logiquement jouer pour le chèque postal, car les comptes courants postaux sont remis non dans chaque ville, mais dans certains centres limitativement déterminés.

Ce délai n'est pas celui des mandats-poste : car il est de toute utilité dans un régime de chèques, d'opérer des règlements rapides pour ne pas immobiliser inutilement les fonds du tireur et permettre au bénéficiaire de mettre en action aussitôt que possible les fonds qu'on lui attribue.

Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses titres. — La responsabilité d'un faux paiement résultant d'indications inexactes ou incomplètes, incombe au tireur. Le titulaire d'un compte courant est seul responsable des conséquences résultant de l'emploi abusif de la perte ou de la disparition des formules qui lui ont été remises par l'Administration. Le chèque postal d'ailleurs n'est pas soumis à la loi du 14 juin 1865, ni aux autres dispositions concernant le chèque ordinaire.

Cela est logique, puisque la loi du 7 janvier 1918 prévoit les taxes et responsabilités spéciales à ce chèque.

B) Chèques postaux de paiement. — Chèques nominatifs, chèques d'assignation, chèques au porteur.

Le montant. — Le chèque nominatif, c'est-à-dire celui que les titu-

lares de compte courant émettent à leur profit; le chèque d'assignation, c'est-à-dire celui dont le montant est payable à un ou plusieurs tiers désignés; et le chèque au porteur, c'est-à-dire émis sans nom de bénéficiaires, ont dénommés chèques de paiement par rapport au chèque ou ordre de virement. Ces chèques de paiement ne sont soumis à aucune limitation de montant. Le décret du 7 janvier 1918 avait fixé cependant la limite de 100 000 francs, mais le décret du 14 janvier 1919 abrogea cette limite : ce maximum d'ailleurs ne gênait que les gros clients que nous aimerions mieux voir s'abstenir au profit des comptes courants bancaires, mais puisque le service a été peu démocratisé, mieux valait pour son succès ne fixer aucune limite gênante⁽⁴⁾.

Tout chèque nominatif émis pour une somme supérieure à 10 000 francs doit faire l'objet d'un préavis adressé par écrit au bureau de chèques, quarante-huit heures au moins avant que le chèque ne parvienne à ce bureau.

Il en est de même pour le chèque à convertir en un ou plusieurs mandats-cartes au profit des tiers, lorsque la somme à payer par un même bureau dépasse 10 000 francs, et pour le chèque au porteur d'un montant supérieur à la même somme qui aura été transformé en chèque d'assignation. L'avis donné au bureau de chèques par le tireur d'un chèque d'assignation, ou par le possesseur d'un chèque au porteur qui aura transformé son titre en chèque d'assignation, devra faire connaître le ou les bureaux de poste dont l'intervention sera demandée pour une somme supérieure à 10 000 francs, afin que le bureau de chèques les avise lui-même. A défaut de préavis, l'Administration peut retarder de quarante-huit heures la suite à donner aux chèques de l'espèce.

Cette disposition se justifie par des nécessités de Trésorerie.

Les formules. — Chaque formule de chèque de paiement comprend trois parties : 1° la souche qui reste entre les mains du tireur; 2° le coupon qui est remis au bénéficiaire au moment du paiement; 3° le chèque proprement dit, comportant au recto l'énonciation de la somme à payer et au verso la désignation du bénéficiaire, sauf

(4) L'arrêté du 22 février 1918 a fixé à 5 000 francs le maximum des mandats-cartes de paiement émis par les bureaux de chèques, à destination des établissements de facteurs-receveurs. Bien que le décret du 7 janvier ne porte pas cette limitation à l'endroit des chèques de paiement, ceux-ci en resteront affectés à moins que le bureau de chèques distribue les paiements de chèques d'un montant supérieur en plusieurs mandats de 5 000 francs payables un par jour.

évidemment pour le chèque au porteur où cette énonciation est en blanc.

Nécessité de transformation des titres par le bureau de chèques. — Les chèques nominatifs et d'assignation sont toujours transformés en mandats-cartes qui deviennent valables après avoir été revêtus d'un timbre spécial par le bureau de chèques. Pour permettre cette transformation lorsqu'il s'agit d'un chèque nominatif émis par le titulaire à son profit ou d'un chèque d'assignation dont le montant est payable à une seule personne, le tireur doit inscrire dans le libellé du « mandat-carte payable à domicile » imprimé au verso du chèque, le nom et l'adresse du bénéficiaire. Si au contraire le titulaire du compte désire, par un seul chèque, ordonner des paiements au profit de plusieurs bénéficiaires habitant la même localité ou des localités différentes, il porte au recto du chèque le montant global des sommes à payer et au verso la mention « mandats-bordereaux joints » ; il établit au nom de chacun des bénéficiaires un mandat-carte d'assignation n° 1419 ⁽¹⁾ et décrit ces mandats sur un bordereau récapitulatif n° 101, dont un approvisionnement lui est fourni, sans frais, par le bureau de chèques. Ce bordereau est signé par le tireur, son total doit correspondre exactement au montant du chèque. Chaque mandat-carte, en ce cas de paiements multiples, paye la taxe afférente à son montant individuel.

Les chèques sont alors détachés de la souche du carnet de chèques et adressés directement, sous enveloppe fermée non affranchie, au bureau de chèques détenteur du compte. La suscription de l'enveloppe est libellée comme suit : « Pour le bureau de chèques postaux à (siège du bureau) ». Si le chèque comporte des paiements multiples, il est accompagné des mandats-cartes n° 1419 et du bordereau récapitulatif n° 101 correspondant. Après avoir vérifié l'authenticité du chèque et la régularité des mandats, le bureau de chèques débite

(1) « Cette disposition, dit le rapport du Sénat, a pour but d'empêcher l'encombrement des bureaux de chèques. Certaines sociétés de coopération ou de participation aux bénéfices déposent à la fois tous les six mois ou tous les ans un nombre considérable de mandats-cartes. Elles sont tenues de préparer elles-mêmes les formules. Rien ne sera changé à cet égard lorsque ces sociétés se seront fait ouvrir des comptes courants postaux. »

Le service allemand signalait une société qui par un seul chèque ordonnait 17 300 paiements différents : or ce service comportant la confection des mandats-cartes par le bureau de chèques lui-même, ce n'est pas sans émoi que le chef de ce bureau de chèques voyait apparaître cet ordre encombrant, qui nécessitait l'appel à une main-d'œuvre supplémentaire. Le service français a prévu la difficulté et l'a écartée.

le compte du titulaire, porte sur le ou les mandats les timbres et annotations réglementaires et envoie ces titres au bureau de poste destinataire.

Le chèque au porteur n'a pas à subir cette transformation, puisqu'il est payable à vue au bureau de chèques détenteur du compte débiteur sans acquit ni justification d'identité, après simple vérification par ce bureau de la provision préalable et suffisante.

Mais si le porteur désire bénéficier de la commodité du paiement à domicile à son profit ou au profit d'un ou plusieurs de ses créanciers, il n'a qu'à inscrire ses nom et adresse ou ceux de ses créanciers et le chèque au porteur devenant ainsi chèque nominatif ou chèque d'assignation, est soumis à la transformation administrative que nous venons d'analyser.

Les chèques nominatifs et d'assignation peuvent d'ailleurs être aussi présentés directement au siège du bureau de chèques détenteur des comptes courants à débiter pour paiement immédiat, soit par les titulaires de comptes courants ou leurs représentants dûment accrédités lorsque le paiement doit être fait à leur profit, soit par les tiers bénéficiaires lorsque les chèques émis à leur nom leur ont été remis de la main à la main par le tireur. Dans ce cas le paiement immédiat a lieu comme pour les chèques au porteur, mais avec acquit et justification d'identité du bénéficiaire dont le nom est porté sur le chèque. Il ne faut pas en conclure que la formule au porteur n'offre aucune utilité nouvelle : outre qu'elle accélère la circulation en opérant plusieurs libérations par le même titre par simple tradition de la main à la main, elle est encore susceptible de permettre à l'Administration française, à l'instar des Administrations étrangères, de participer dans un avenir prochain au clearing général bancaire : la formalité du barrement comme en Suisse, en donnant plus de garantie au chèque au porteur, achèverait d'en faire un titre parfaitement compensable.

Exemption de la taxe de factage. — Comme les mandats-cartes de versement, les chèques et mandats-cartes de paiement du service des chèques sont exempts de la taxe de factage, bien qu'ils puissent contenir une correspondance à l'adresse du bénéficiaire. Cette correspondance est écrite au verso des coupons. Il convient de rappeler que les chèques au porteur ne peuvent être acheminés par la poste que sous pli fermé soumis à la formalité de la recommandation, comme pour toutes les autres valeurs payables au porteur (bons de

poste, billets de banque, etc.) : cela se justifie pleinement pour éviter les risques de perte ou de vol.

Paiement des mandats de paiement. — Les chèques ainsi transformés en mandats-cartes (sauf ceux qui sont payés directement au siège du bureau de chèques détenteur du compte courant) sont transmis par le bureau de chèques aux bureaux de poste du domicile des bénéficiaires.

Ceux qui sont supérieurs à 300 francs doivent être accompagnés, comme les mandats ordinaires, d'un avis de versement n° 1413. Cet avis, comme le mandat, doit être revêtu de l'empreinte du timbre en relief du bureau de chèques ou du timbre à date du contrôle de ce bureau.

En outre, pour tout mandat supérieur à 10 000 francs payable dans un bureau composé, à 2 000 francs dans un bureau simple et à 500 francs dans un établissement de facteur-receveur, le bureau de chèques prévient le bureau de poste du chef-lieu d'arrondissement vingt-quatre heures à l'avance, afin qu'il se procure ou envoie d'urgence les fonds nécessaires au bureau payeur. L'avis doit être authentiqué de la même façon que précédemment par le bureau de chèques ou son service de contrôle.

Si le mandat parvient au bureau payeur avant les fonds, et que ceux-ci ne soient pas arrivés le lendemain, au plus tard, de la réception de ce mandat, le préposé les réclame d'urgence, au besoin par télégraphe ou par téléphone, au bureau d'arrondissement, si l'état de sa caisse ne lui permet pas d'opérer le paiement.

Les mandats du service des chèques sont payables à domicile, pour leur montant et sans limitation, dans toute la partie agglomérée de la localité, siège du bureau de poste.

Lorsque ces mandats ont été délivrés au profit d'une personne habitant une section écartée du lieu siège du bureau du poste ou une commune rurale, ils ne sont payables à domicile que jusqu'à concurrence de 1 000 francs.

Pour les mandats au-dessus de 1 000 francs, le bénéficiaire est convoqué au bureau au moyen d'une formule n° 505 et le paiement a lieu au guichet.

Sont également payables au guichet les mandats adressés poste restante et ceux destinés à des militaires ou à des personnes se trouvant dans un établissement desservi par un vaguemestre commissionné.

Les mandats-cartes de paiement du service des chèques font, de même que les mandats-cartes ordinaires, l'objet d'une deuxième présentation, lorsque le bénéficiaire n'a pas été rencontré à son domicile. Si le paiement n'a pu avoir lieu, les mandats sont conservés en instance au bureau de poste jusqu'à ce que l'intéressé, dûment avisé, en réclame le paiement au guichet ou que soit expiré le délai de validité, fixé à deux mois et qui court du jour de la transformation du chèque en mandat de paiement et non du jour de l'émission du chèque. Faute de paiement dans ce délai, le mandat est retourné au bureau de chèques qui réinscrit le montant au crédit du tireur.

« Le chèque postal, dit l'article 34 du décret, peut être assigné sur un ou plusieurs bureaux de poste français ne participant pas au service des mandats-cartes. »

Les titulaires de comptes courants auront donc une nouvelle facilité de faire parvenir des fonds dans les petites localités dépourvues d'un service de mandats-cartes.

Quant aux paiements à faire à des personnes se trouvant dans les pays de protectorat, les colonies françaises ou à l'étranger, ils sont effectués au moyen de mandats ordinaires qui sont établis par le bureau de chèques dans la forme prévue pour l'échange des mandats avec le pays de destination et passibles des droits applicables à ces mandats.

Lorsque le tireur désire que le montant d'un chèque soit payé au bénéficiaire au moyen d'un mandat télégraphique, il doit revêtir son chèque de la mention « Paiement par télégraphe », qu'il porte en travers du recto de la formule, en caractères très apparents, et qu'il contresigne. Les taxes postales et télégraphiques applicables à ce mandat sont portées au débit de son compte.

Pour la détermination du maximum des mandats télégraphiques en France et dans les relations avec les colonies françaises, les pays de protectorat, les bureaux français à l'étranger et les pays étrangers, les titulaires de comptes sont priés de se renseigner au bureau de poste de leur résidence.

C) Chèques de virement. — *Virement d'office.* — Le texte législatif porte « chèques ou ordres de virement ». Cet additif fait, en dernière limite, à l'article 4 de la loi, comporte une efficacité spéciale, parce qu'il permet le virement d'office. Ce virement d'office permet à un titulaire de compte de demander une fois pour toutes

que les sommes qui figureront à son crédit et qui dépasseront un chiffre par lui-même fixé, soient transportées d'office à un autre compte courant, par exemple au compte de son banquier. Et comme il n'y aura pas lieu d'exiger de lui l'émission d'un chèque, pour chaque virement, il donnera un ordre écrit une fois pour toutes et qui sera appliqué jusqu'à révocation de sa part. Chaque virement donne lieu à perception de la taxe. Par exemple, l'intéressé peut désirer avoir toujours pour ses paiements, la libre disposition de son avoir en compte jusqu'à concurrence de 50 000 francs : au delà de 50 000 francs, le surplus doit être viré au compte de son banquier ; mais comme il entend que les virements à faire représentent toujours un chiffre suffisamment important, il fixe 10 000 francs par exemple le minimum des virements à opérer. Si donc le 5 octobre au soir, son avoir en compte est de 58 940 francs, le bureau de chèques n'opérera aucun virement ; si le lendemain l'avoir s'élève à 64 000 francs, le bureau de chèques opérera un virement d'office de 14 000 francs (64 000 — 50 000).

Ce mécanisme est de la plus louable utilité :

a) Il contribue à accélérer la productivité des capitaux qui, automatiquement, se déverseront dans les fonds de roulement économique des banques ;

b) Il évite l'accumulation dangereuse des capitaux dans les caisses de l'État et détruit, de concert avec le refus d'intérêt, tout risque de concurrence aux établissements de crédit.

Virements ordinaires. — Lorsque le titulaire d'un compte désire opérer un virement, c'est-à-dire faire transférer une somme de son compte courant au crédit d'un autre titulaire de compte courant postal, il utilise une formule de chèque de virement.

Cette formule comprend trois parties :

1° La souche qui reste entre les mains du tireur ;

2° Le coupon destiné au titulaire du compte à créditer ;

3° Le chèque de virement proprement dit.

Après avoir rempli les trois parties de la formule et signé le chèque, le tireur adresse le chèque et le coupon y adhérent, sous pli fermé, non affranchi, au bureau de chèques détenteur de son compte. Il peut inscrire, sans taxe d'affranchissement, une correspondance au verso du coupon, lequel est transmis ensuite au bénéficiaire par le bureau de chèques, à titre d'avis de crédit.

Le titulaire a la faculté de faire, au moyen d'un même chèque,

des virements au crédit de plusieurs autres titulaires de chèques postaux. Comme, dans ce cas, il ne peut utiliser le coupon réservé à la correspondance, il a la faculté de remplir des formules d'avis de crédit (modèle n° 50) qui lui sont délivrées gratuitement par l'Administration et au verso desquelles il peut inscrire, sans taxe d'affranchissement, une correspondance à l'adresse du bénéficiaire de chaque virement. Ces formules sont traitées par les bureaux de chèques dans les mêmes conditions que les coupons se rapportant à des virements uniques, c'est-à-dire envoyées au titulaire du compte à créditer qui est ainsi avisé de l'inscription faite à son compte.

Le titulaire établit, en outre, un bordereau descriptif n° 102 donnant le détail des virements et dont le total doit représenter exactement la somme indiquée sur le chèque; il revêt ce bordereau de sa signature et inscrit sur le chèque aux lieu et place de la désignation du compte, la mention « Bordereau et avis de crédit joints », puis il effectue l'envoi des pièces, sous pli fermé, à l'adresse du bureau de chèques détenteur de son compte.

L'objet principal du service des chèques est de permettre aux titulaires de comptes courants postaux de régler leurs engagements réciproques, par voie de compensation, au moyen de virements de compte à compte, et d'éviter ainsi l'emploi du numéraire ainsi que les inconvénients et risques inhérents aux paiements en espèces. C'est pourquoi les virements ne sont soumis qu'à une simple taxe d'écriture, fixée à 10 centimes par opération, quel qu'en soit le montant, et acquitté seulement par le titulaire du compte débité. En raison des avantages que présentent ces opérations, il est recommandé aux titulaires de comptes de s'enquérir, en consultant la liste fournie par l'Administration, avant de faire un paiement, si le bénéficiaire ne possède pas un compte postal.

III. — *Avis de crédit et de débit.*

(Décret : art. 34, 35, 36.)

Avis journalier. — A la clôture de chaque journée au cours de laquelle des opérations auront été faites sur son compte, le titulaire est informé, par les soins du bureau des chèques, des opérations portées au crédit ou au débit de son compte. A cet effet, il reçoit les coupons de mandats-cartes de versement et des avis notificatifs des

virements passés au crédit de son compte; il reçoit également avis du montant des chèques enregistrés chaque jour au débit de son compte.

En outre, un relevé global de ces diverses opérations est joint à ces avis et-coupons.

Cette notification est de toute utilité, puisqu'elle est le seul moyen pour le titulaire de connaître les mouvements de son compte, sommes créditées dont il pourra disposer le lendemain, sommes débitées qui sont rayées de son compte: au surplus elle constitue un élément appréciable de comptabilité et de balance pour la caisse du titulaire.

Avis bi-mensuel. — D'autre part, le titulaire reçoit gratuitement à l'issue de chaque quinzaine, notification de l'avoir net figurant à son compte le dernier jour de ladite quinzaine, déduction faite des taxes et des redevances (fournitures de formules de chèques, mandats, etc.), liquidées au cours de cette période.

Ce relevé de quinzaine partage la même utilité que l'avis journalier. Il permet en outre de contrôler la comptabilité du titulaire par la comptabilité du bureau de chèques: si aucune réclamation ne se produit, c'est que les deux comptabilités concordent; aucune réclamation ne sera admise après trois mois.

Avis facultatifs. — Indépendamment des communications précédentes obligatoires et gratuites, le titulaire peut demander à être informé par des avis hebdomadaires, bi-hebdomadaires ou quotidiens, de l'avoir net porté à son compte. Ces communications donnent lieu aux redevances mensuelles suivantes:

Pour l'avis hebdomadaire	0 fr. 25
— bi-hebdomadaire	0 fr. 75
— quotidien	2 fr. 50

En outre il peut demander notification du solde de son compte à une date déterminée, moyennant une redevance de 0 fr. 25 ou la copie de son compte pendant une période déterminée moyennant une redevance de 1 franc par 100 opérations ou fractions de 100 opérations comprises dans cette copie.

L'utilité de ces relevés ressort de l'exemple titré de l'étranger. En Suisse, citait M. Blin dans ses conférences⁽¹⁾, certains abonnés reçoivent un relevé bi-quotidien à midi et en fin de journée.

(1) *Op. cit.*

IV. — Taxes applicables aux opérations.

Les taxes sur les opérations effectuées dans le service des chèques sont fixées comme il suit (loi du 28 juillet 1919, art. 5) :

A. *Versements*. — Les versements sur les comptes courants postaux sont opérés au moyen de formules de mandats et soumis au paiement, par la partie versante, d'un droit fixe de 0 fr. 15 représenté sur la formule de versement au moyen de timbres-poste. C'est une simplification sur le système primitif de la loi du 7 janvier 1918 qui, pour les versements faits par le titulaire, établissait le paiement de la taxe par le prélèvement sur son compte : comptabilité inutile⁽¹⁾.

B. *Retraits*. — 1° Les retraits opérés au moyen de chèques nominatifs émis par les titulaires à leur profit, donnent lieu à la perception d'un droit fixe de 0 fr. 15 pour chaque opération. (La loi du 7 janvier 1918 ne comportait que 0 fr. 10 de taxe.)

2° Les chèques payables au porteur ou à des personnes dénommées sont assujettis aux droits ordinaires des mandats-cartes, la taxe de factage exceptée⁽²⁾.

3° Les paiements en espèces à des personnes se trouvant dans les pays de protectorat, les colonies françaises ou à l'étranger, acquittent les droits ordinaires des mandats à destination de ces pays, taxe de factage afférente comprise.

Toutes les taxes prévues pour les retraits de fonds sont portées au débit des comptes des titulaires.

(1) La loi du 7 janvier 1918 comportait des taxes différentes selon que les versements étaient opérés par les titulaires sur leur compte ou par des tiers : a) Versements par les titulaires à leur propre compte et au bureau de poste de leur domicile exclusivement : taxe de 0 fr. 10 par opération quel qu'en soit le montant. Cette taxe était prélevée par le bureau de chèques sur le compte des titulaires.

A Paris et dans les villes dotées de plusieurs bureaux de poste, les versements du titulaire étaient reçus avec le bénéfice de la taxe fixe de 0 fr. 10 dans n'importe lequel des bureaux de sa résidence.

b) Versements en espèces par des tiers : droits ordinaires des mandats-cartes, la taxe de factage exceptée. Ces droits étaient acquittés par la partie versante au moment du dépôt des fonds.

Ainsi donc la loi du 28 juillet 1919 en unifiant les taxes de versement, si elle a majoré la taxe de versement des titulaires à leur compte, a utilement simplifié le système au profit du public et de la comptabilité postale.

(2) Jusqu'à 5 francs 0 fr. 10

De 5 fr. 01 à 10 francs 0 fr. 15	De 100 fr. 01 à 300 francs 0 fr. 35
10 fr. 01 à 15 — 0 fr. 20	300 fr. 01 à 500 — 1 fr. 10
15 fr. 01 à 20 — 0 fr. 25	500 fr. 01 à 1 000 — 1 fr. 45
20 fr. 01 à 50 — 0 fr. 35	1 000 fr. 01 à 1 500 — 1 fr. 70
50 fr. 01 à 100 — 0 fr. 60	Et ainsi de suite en ajoutant 0 fr. 25
	par 500 francs ou fraction de 500 fr.

C. *Virements*. — Chaque virement, quel qu'en soit le montant, donne lieu seulement à la perception d'une taxe d'écriture de 0 fr. 10. Elle est prélevée exclusivement sur le compte débité. En cas de virements multiples ordonnés au moyen d'un même chèque, cette taxe est appliquée à chacun des virements figurant sur le bordereau descriptif joint au chèque.

Exonération de la taxe de factage. Les correspondances et les diverses pièces adressées par les titulaires de compte courant aux bureaux de chèques et par ces bureaux aux titulaires de compte courant, sont exonérées de la taxe d'affranchissement.

Résumé :

Taxe fixe de 0 fr. 15.	{ 1 ^o Versements.	} Exemption de la taxe de factage, sauf pour les chèques au porteur circulant par la poste qui doivent en outre la taxe de recommandation.
	{ 2 ^o Chèques nominatifs.	
Taxe des mandats-cartes ordinaires, proportionnelle au montant.	{ 1 ^o Chèques au porteur.	
	{ 2 ^o Chèques d'assignation.	
Taxe fixe d'écritures 0 fr. 10 : Virements.		

Observations. — L'examen des taxes appelle quelques observations :

1^o Dans l'ensemble, les taxes du service français, même modifiées par la loi du 28 juillet 1919, apparaissent plus élevées que celles des services étrangers et cela tient à deux motifs :

a) D'abord le service a été inauguré pendant la guerre et ce n'était guère le moment d'établir un service en diminution des recettes publiques; d'ailleurs le manque d'élasticité des impôts français l'aurait empêché même en période normale : nous avons déjà vu que le Ministère des Finances s'était mis en travers de l'Institution pour ce seul motif.

b) Le taux des taxes est en fonction et du placement des fonds par le service et de l'intérêt servi aux titulaires : or en France, ni l'un ni l'autre n'ont été autorisés par la loi. Mais il est à remarquer que dans les divers pays où ces deux dispositions jouent ensemble, il se fait toujours un excédent au profit du placement général par rapport aux intérêts consentis aux titulaires : en un mot l'intérêt du placement est plus fort que l'intérêt servi aux intéressés, et cet excédent permet de consentir des réductions de taxes. Il est à noter même que la plupart des pays ont, dans cette intention, par le jeu des taxes lui-même, facilité les versements et entravé les retraits : c'est que les fonds versés dans le service permettent de faire un placement productif.

En Belgique, on a même prévu le moment où ce placement permettrait la totale suppression des taxes.

2° La loi du 28 juillet 1919 vient d'apporter les premières modifications au régime des taxes du service des chèques postaux.

Bien qu'elles aient légèrement majoré, de 0 fr. 10 à 0 fr. 15, les taxes fixes de versement et de retrait, on doit leur reconnaître un réel progrès pour l'unification et la simplification qu'elles introduisent. Cette majoration d'ailleurs se trouve fondée par le double souci d'équilibrer le budget de ce service et de compenser la diminution de valeur de la monnaie. Le double jeu de taxes qui frappait les versements du titulaire selon qu'il les effectuait dans le bureau de poste de son domicile (simple taxe d'écritures, 0 fr. 10) ou bien dans un autre bureau (tarif ordinaire des mandats), ne se justifiait nullement et entraînait une complication illogique. Nous écrivions à ce sujet : « L'Administration a agi ici encore une fois dans un but fiscal ; elle a voulu éviter une évasion de taxes par suite de collusion entre le titulaire et le tiers versant. Elle a craint que par entente avec ses débiteurs, le titulaire fasse payer leurs dettes par des mandats-cartes envoyés préalablement où il serait désigné à la fois comme expéditeur et bénéficiaire : de cette façon le tiers débiteur éviterait la taxe proportionnelle des versements des tiers pour n'être soumis qu'à la taxe fixe des versements du titulaire. Il serait à souhaiter qu'on trouvât un moyen d'éviter cette évasion sans recourir à cette disposition prohibitive : il suffirait d'établir une carte d'identité postale qui permettrait au titulaire de compte courant de faire des versements personnels à taxe réduite à tous les guichets postaux. » L'Administration a fait mieux que nous n'espérions : non seulement elle a unifié les versements de titulaires, mais encore a établi une même taxe fixe pour tout versement dans un compte courant sans distinction d'auteur titulaire ou tiers : ainsi se trouve écartée du même coup la crainte d'évasion dont nous parlions ci-dessus.

La taxe de virement a été maintenue taxe d'écritures à 0 fr. 10 ; on doit louer l'Administration de lui avoir maintenu ce régime de faveur, mais elle aurait dû aller encore plus loin et accorder comme en Suisse et en Allemagne la gratuité du virement : la Banque de France lui donnait aussi l'exemple. Elle a préféré considérer le point de vue fiscal. Nous le regrettons d'autant plus que le virement, but essentiel de l'institution, comporte les avantages si recherchés de

tout temps de réduction fiduciaire, clarté, sécurité des paiements et constitue l'élément éducatif du régime social des liquidations de l'avenir.

3° Enfin il y a la question de la taxe de factage : son exemption n'était pas prévue par le Gouvernement, c'est la commission de la Chambre des députés qui l'a introduite. Peu de législations l'ont admise et en fait elle constitue un privilège assez exorbitant. A l'époque où elle fut établie, elle n'avait pour justification que de remédier indirectement au taux élevé des taxes du nouveau service. (Voir ce qu'en dit le rapporteur du Palais-Bourbon.)⁽¹⁾

Mais la loi du 28 juillet 1919, en simplifiant et réduisant les taxes semble avoir ruiné la justification du privilège : il a été cependant maintenu et les partisans du chèque postal ne peuvent s'en plaindre. L'Allemagne pendant la guerre, pour un but de propagande et de facilité, avait adopté la même mesure.

V. — Formules à employer pour les opérations du service des chèques.

Les titulaires de comptes sont pourvus, sur leur demande, par le bureau de chèques, des formules dont l'énumération suit et aux conditions de prix ci-après :

(1) Cette exemption se justifie :

1° Parce que le paiement du mandat de versement entre les mains du bénéficiaire étant remplacé par une simple inscription de son montant au crédit du titulaire du compte, l'opération postale se trouvera notablement simplifiée.

2° Parce que les transmissions de fonds par l'intermédiaire du service des chèques postaux seraient taxées plus fortement que les transmissions de fonds par mandat-carte ordinaire, payable au domicile du bénéficiaire. Supposons, en effet, une somme de 100 francs versée au guichet d'un bureau de poste, au profit d'un titulaire de compte. Pour que ladite somme de 100 francs parvint entre les mains du bénéficiaire, il faudrait payer les droits et taxes ci-après.

Droit ordinaire du mandat-carte	50 centimes.
Taxe de factage.	10 —
Retrait de 100 francs par le titulaire de compte au moyen d'un chèque.	10 —
Total	70 centimes.

Si la même somme de 100 francs était transmise par mandat-carte à une personne autre qu'un titulaire de compte, l'Administration percevrait simplement :

Droit ordinaire du mandat-carte	50 centimes.
Taxe de factage.	10 —
Total	60 centimes.

(Rapport Amiard.)

Mandats-cartes de versement (modèle n° 1418 A) au moyen desquels le titulaire de compte, pour ses versements personnels au bureau de poste de son domicile, pouvait bénéficier de la taxe unitaire de 0 fr. 40⁽¹⁾ :

Prix du carnet de 50 formules	0 fr. 50
Chèques de paiement (modèle n° 1434) :	
Prix du carnet de 50 formules	1 fr.
Chèques de virement (modèle n° 1440) :	
Prix du carnet de 50 formules	1 fr.
Mandats-cartes de versement (modèle n° 1418 B) à envoyer par le titulaire à ses débiteurs à l'appui de ses factures ou bordereaux de marchandises	le cent. 1 fr.
Mandats-cartes de paiement (modèle n° 1419 de couleur verte) à employer pour les assignations multiples	le cent. 1 fr.

La désignation du titulaire (nom et adresse, numéro du compte et lieu où ce compte est tenu) est imprimée sur ces formules par les soins du bureau de chèques; les frais de cette impression sont compris dans le tarif ci-dessus.

Le coût des formules fournies aux titulaires est porté au débit de leur compte par le bureau de chèques.

Des avis de crédit n° 50 et des bordereaux n°s 101 et 102 à joindre aux chèques de paiements et de virements multiples sont, en outre, envoyés gratuitement par les bureaux de chèques aux titulaires de comptes.

Pour leurs versements au profit des titulaires de comptes courants, les tiers emploient des formules n° 1418 B qui sont mises gratuitement à leur disposition dans les bureaux de poste ou par l'intermédiaire des facteurs en tournée et qu'ils doivent présenter dûment remplies, au moment du dépôt des fonds. Il peut être délivré gratuitement à une même personne 50 formules, au maximum, à la fois. Au-dessus de ce nombre, elles sont vendues aux particuliers sans impressions supplémentaires à raison de 0 fr. 50 le cent. Depuis la loi du 28 juillet 1919, on peut également se servir des formules ordinaires de mandats-cartes.

Les titulaires de comptes appelés à recevoir de nombreux envois de fonds, ont intérêt à éviter toute cause d'erreur et faciliter les versements à leurs débiteurs, à faire parvenir à ceux-ci des formules de mandats-cartes roses n° 1418 B portant imprimée la désignation

(1) Depuis la loi du 28 juillet 1919, cette formule ne donne droit à aucune taxe de faveur, puisqu'une taxe unique de 0 fr. 15 a été établie pour tous les versements, qu'ils soient du titulaire ou de tiers, au moyen des formules du service des chèques ou des formules ordinaires des mandats-cartes.

de leur compte (nom et adresse du titulaire, numéro du compte et lieu où il est tenu). Le bureau de chèques se charge de fournir aux possesseurs de comptes, sur leur demande, des formules, contenant cette indication imprimée, au prix de 1 franc le cent; le coût de ces formules est porté à leur débit.

Chaque carnet de chèques comprend 50 formules numérotées de 1 à 50. En outre, les carnets successivement livrés à un même titulaire reçoivent un numéro d'ordre d'après une série qui commence au n° 1 et se poursuit indéfiniment; le numéro d'ordre du carnet est imprimé sur chacune des formules qui le composent.

À la réception d'un envoi de carnets, le titulaire doit s'assurer qu'il n'existe pas de lacune dans la série des carnets et que les formules de chaque carnet sont au complet; il lui est instamment recommandé d'aviser immédiatement le bureau de chèques de tout manquant ou de toute irrégularité constatée dans l'envoi.

Les carnets de chèques de paiement et de virement doivent être soigneusement conservés. Le titulaire supporterait toutes les conséquences résultant de la perte ou de la soustraction des formules, s'il n'avait pas informé le bureau de chèques en temps utile, de leur disparition. Les demandes de formules doivent être signées par le titulaire de compte ou par une personne autorisée par lui à signer les chèques. L'expédition des mandats-cartes, des carnets de chèques et, lors du premier envoi, des formules de spécimens de signature est faite sous pli recommandé, à remettre *en mains propres* et contre avis de réception.

Les envois dont il s'agit ne peuvent donc être délivrés qu'au destinataire en personne, à l'exclusion de tout fondé de pouvoir.

Lorsqu'un compte est ouvert au nom d'une association, société, maison de commerce, etc., le pli est adressé à la personne qui avait qualité pour signer la demande d'ouverture de compte.

Si plusieurs personnes agissent conjointement au nom d'une société, maison de commerce, etc., le nom de chacune d'elles est mentionné dans l'adresse et la remise ne peut avoir lieu qu'en leur présence et sur leurs signatures.

La distribution en mains propres pouvant, dans certains cas, présenter des difficultés, le titulaire a la faculté de renoncer par écrit, à ce mode de livraison, mais il reste alors seul responsable de l'usage abusif qui pourrait être fait, dans sa maison, des formules de chèques.

Observations. — Il est à remarquer que l'Administration a adopté, autant pour les versements que pour les paiements, la formule commode du mandat carte. La plupart des autres pays, au contraire, emploient des formules spéciales à ce service : bulletins ou feuilles de versement, mandats de paiement.

Nous devons louer l'initiative de l'Administration française. D'abord l'emploi des formules de mandats-cartes est une simplification de la comptabilité des bureaux de poste : inutile de tenir une comptabilité distincte, le mandat émis sera inscrit à l'état ordinaire n° 1424 et le mandat payé à l'état 1427.

En second lieu, il est une économie de frais et de temps : une feuille ou bulletin aurait dû être inséré dans une enveloppe. Avec le système des mandats-cartes, on réalise non-seulement l'économie des enveloppes, mais le travail considérable que nécessite leur ouverture et la vérification de leur contenu.

Enfin le classement sera plus facile avec une formule rigide qu'avec une feuille ou bulletin incommode à manier. Il faut ajouter que le changement de couleur, soit rose, soit verte facilitera le tri dans les sections de départ. Les formules roses, versements, par leur seule couleur, à l'arrivée dans une ville siège d'un bureau de chèques, révéleront leur destination.

E. — TRANSFERT OU CLOTURE DES COMPTES COURANTS.

DÉCÈS DU TITULAIRE

(Décret : art. 37, 38, 39, 40.)

Le titulaire d'un compte courant peut demander le transfert d'un bureau de chèques à un autre bureau de chèques, du compte ouvert à son nom. L'opération est soumise à la seule taxe d'un virement ordinaire (0 fr. 10).

D'autre part, le titulaire d'un compte peut demander à toute époque clôture de ce compte. La demande doit faire l'objet d'une déclaration écrite, datée et signée, adressée au bureau de chèques détenteur du compte courant. Tout versement effectué sur un compte courant postérieurement à la clôture de ce compte est remboursé d'office à la partie versante.

Lorsque le compte en instance de clôture a été apuré, le montant net de l'avoir restant en compte y compris le dépôt de garantie,

est remboursé à l'ayant droit qui doit restituer les formules de chèques restées sans emploi entre ses mains.

L'Administration peut prononcer d'office la clôture d'un compte courant, notamment lorsqu'un ou plusieurs chèques postaux ont été tirés par le titulaire sans provision suffisante.

Observations. — 1° On ne peut dénier à l'Administration le droit de clore d'office le compte d'une personne qui abuserait du service. Toutes les législations ont reconnu ce droit. Sans doute par le fait que le service est public, chaque citoyen possède constitutionnellement un droit au service, mais de même que l'ouverture de ce droit, nous l'avons vu, est conditionnée, par certaines garanties et formalités, de même l'exercice de ce droit est soumis à certaines règles. En cas d'abus, l'Administration doit avoir un pouvoir de sanction : cette sanction, au lieu d'être judiciaire, est purement administrative. C'est là un point de vue propre au droit français qui semble absolument répugner à faire appel à l'autorité judiciaire de droit commun. L'Italie, notamment, a prévu, pour ce cas une amende de 50 à 1 000 livres sans préjudice de peines correctionnelles.

2° Le décret mentionne l'obligation pour les titulaires dont le compte est clos pour causes quelconques, de restituer les formules inemployées. Cette obligation est importante, mais purement théorique. Elle est importante pour la bonne marche du service, car il est essentiel de retirer de la circulation des formules qui pourraient devenir la source d'erreurs et de mystifications, préjudiciables à l'Administration comme aux tiers.

Il est regrettable qu'on n'ait pas prévu une sanction : cette obligation reste purement théorique, c'est-à-dire un simple vœu. Il aurait été désirable qu'à l'exemple de l'Administration néerlandaise, l'Administration française décide que le montant du reliquat de l'avoir en compte courant ne serait remboursé que contre remise des formules inemployées.

Règlements en cas de décès des titulaires. — En cas de *décès du titulaire* d'un compte, les remboursements sont effectués entre les mains des ayants droit sur le vu d'un certificat de propriété délivré conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII.

Ce certificat de propriété est délivré, selon la loi précitée, par le

notaire détenteur de la minute s'il y a eu un acte authentique — par le juge de paix du domicile du décédé dans le cas contraire — ou enfin par le greffier détenteur de la minute si la mutation s'est opérée par jugement. Il va sans dire que l'article 43 ne fait pas obstacle à l'application des règles de la comptabilité qui autorisent le payement des dettes de l'État ne dépassant pas 150 francs, sur la production d'un certificat délivré par le maire de la résidence du défunt.

Il peut se présenter des difficultés spéciales en cas de tutelle, de partage, d'indivision, etc., qui viendront grossir les attributions du service central du contentieux.

F. — QUESTIONS DE RESPONSABILITÉ : SAISIES-ARRÊTS ET OPPOSITIONS. — RÉCLAMATIONS. — PRESCRIPTIONS

(Loi : art. 7 et 8; Décret : art. 42, 43, 44.)

Saisies-arrêts et oppositions. — Les règles des *saisies-arrêts et oppositions* es mains des fonctionnaires publics s'appliquent au service des chèques postaux. Les exploits doivent, pour recevoir une suite utile en ce qui concerne ces comptes, être signifiés au chef comptable du bureau de chèques où sont inscrits les comptes courants.

C'est la règle applicable à toutes les opérations faites entre les mains des comptables du Trésor. Il importait de ne pas constituer une sorte d'avoir insaisissable.

Responsabilité des fonds. — L'Administration est *responsable des sommes reçues* pour être portées au crédit des comptes courants. C'est le droit commun en matière postale établi par l'article 37 du décret des 23 et 30 juillet 1793 : « Toutes sommes et valeurs en assignats, en or et en argent ou non seront désormais changées à vue : la régie sera responsable de la totalité de la somme en valeur chargée et non de celles qui ne l'auront pas été⁽¹⁾. C'est d'ailleurs la règle appliquée dans le service international (arrangement de Rome, approuvé par la loi du 14 août 1907).

L'Administration est donc responsable : 1° du montant du dépôt de garantie et des différents versements; 2° de la bonne exécution

(1) Cela a trait au transport matériel des fonds supprimé en 1817.

des virements; 3° du paiement des chèques à leur véritable destinataire : elle n'est valablement déchargée vis-à-vis du tireur que si le paiement des mandats-cartes émis en contre-partie des chèques a été entouré de toutes les garanties prévues par les règlements.

Les faux paiements résultant d'indications d'assignation inexactes ou incomplètes, restent à la responsabilité du tireur. Quant au chèque au porteur, de création récente, la seule possession du titre de l'espèce par l'Administration suffit pour valoir libération au regard du titulaire du compte. Il n'aurait peut-être pas été inutile d'imposer, comme en Hollande, à tout tireur d'un chèque au porteur, l'obligation d'en aviser aussitôt son bureau de chèques : beaucoup de surprises et d'erreurs seraient de cette façon évitées.

Irresponsabilité du retard. — L'Administration *n'est pas responsable des retards* qui pourront se produire dans l'exécution du service : c'est encore le droit commun en matière postale consacré par l'article 8 de la loi du 7 avril 1879 : « La non-responsabilité de l'Administration en cas de retard des objets de correspondance est étendue aux lettres recommandées contenant des valeurs à recouvrer, à ces valeurs et aux mandats de paiement. » On s'est étonné de cette clause dans un domaine où la rapidité est si importante et où le délai de validité est strictement limité. L'exécution de ce service par l'Administration des Postes donne lieu à une confusion : l'irresponsabilité du retard s'applique moins au service des chèques qu'au service du courrier des correspondances, mais comme c'est la même administration qui gère les deux services, cette clause leur est commune. On ne pouvait créer un privilège aux correspondances du service des chèques. Au fond, dans le service des chèques, elle n'est qu'une clause de style pour se prémunir contre les retards survenus non pas tant dans l'exécution des ordres que dans leur transmission postale. Il faut ajouter que pareille disposition a été prise dans tous les services étrangers.

Irresponsabilité des changements non notifiés. — De même l'Administration ne pourra être tenue responsable des conséquences pouvant résulter des modifications (dans la condition civile ou la situation légale d'un titulaire) qui ne lui auraient pas été notifiées. Cela comporte pour le titulaire l'obligation de signaler tous changements survenant dans son état ou sa capacité. Bien que l'Administration

ne soit pas tenue de les rechercher, elle a fait un devoir à ses agents de les signaler aussitôt qu'ils arriveraient à leur connaissance. Rien n'est plus légitime.

Prescription extinctive. — Les réclamations ne sont pas admises pour les opérations ayant plus de un an de date. Ce délai de prescription extinctive des actions en réclamation avait été primitivement fixé à trois ans, par la loi du 7 janvier 1918 : ce délai, plus prolongé chez nous que dans les autres pays (Allemagne deux ans, Italie un an, Belgique six mois, Hollande trois mois), était très critiquable. Un service de comptes courants est en effet un service essentiellement mouvementé, un service d'action, le reflet incessant de tous les contours de la vie économique de l'individu : à ce titre, il n'est point légitime d'y faire une place légale à la négligence dont les suites peuvent devenir doublement néfastes et pour l'individu qui ignore la disponibilité de son fonds et pour la société envers qui les capitaux risquent de rester inutilement immobilisés.

Aussi le ministre des Postes a-t-il pris occasion de la réforme des taxes du 28 juillet 1919, pour demander au rapporteur du Palais-Bourbon d'insérer dans sa proposition une réduction de ce délai de réclamation : cette réduction d'ailleurs ne souleva aucune opposition.

Il semble utile de faire remarquer que ce délai (un an) est tout différent du délai de validité des titres : dix jours pour les chèques, deux mois pour les mandats de paiements ; ces derniers délais concernent l'efficacité de l'ordre contenu dans le titre, tandis que celui qui nous occupe concerne les actions en réclamations contre les erreurs ou différences de comptabilité.

Pour les mandats du service ordinaire, ce double délai d'ailleurs existe également : — délai de validité du titre : deux mois (trois mois pour armée de terre, cinq mois armée de mer) — et délai de prescription de l'action en réclamations : trois ans ou un an selon que les ayants droit peuvent ou non produire le titre (loi du 30 juillet 1913). Cette dernière prescription extinctive de l'action en réclamation est en même temps, cela se comprend, acquisitive au regard de l'État à qui le montant de ces titres prescrits est acquis. Cette confusion de prescriptions extinctive et acquisitive se produira plus rarement vis-à-vis des titres de paiements du service des chèques postaux, car ces titres ont un support permanent, le compte

courant où, faute d'exécution, le montant est réimputé; mais ces titres peuvent être perdus et non réclamés dans le délai de un an, dans ce cas elle se produit.

Prescription acquisitive. — « Sera acquis au Trésor public le solde de tout compte courant postal sur lequel aucune opération n'aura été faite depuis dix ans. »

Cette disposition a été l'objet de vives critiques : on a voulu y voir une arrière-pensée de gain. Il est certain qu'elle est exorbitante du droit commun : l'article 2236 du Code civil décide : « Ceux qui possèdent pour autrui ne prescrivent jamais par quelques laps de temps que ce soit. Ainsi le fermier, le dépositaire, etc.... » Cependant la loi budgétaire du 16 avril 1895, article 43, a établi en faveur de la Caisse des dépôts et consignations une prescription de trente ans sur ses dépôts, à condition toutefois d'avertir les ayants droit connus en temps utile.

Il existe d'ailleurs un précédent pour les sommes confiées à la poste en contre-partie des mandats : nous venons de l'expliquer plus haut, elles sont sujettes à une prescription acquisitive de un ou trois ans.

Il est cependant difficile d'assimiler les dépôts en comptes courants postaux soit aux dépôts de la Caisse des dépôts et consignations, soit à la consignation du montant des mandats-poste : à la Caisse des dépôts, la consignation a un caractère accidentel et résulte d'une impossibilité quelconque d'atteindre le véritable propriétaire; les fonds consignés à la Caisse postale pour l'envoi des mandats-poste présentent de leur côté un caractère de dépôt tout à fait temporaire, ils sont déposés en vue d'un envoi rapide et immédiat. Au contraire les fonds en comptes courants postaux sont de propriété certaine et sans destination immédiate et précise : on connaît le titulaire et l'intention de celui-ci ne s'est pas manifestée.

Aussi a-t-on cherché divers motifs pour expliquer cet accroc au droit commun : le compte courant étant essentiellement la comptabilité active du titulaire, peut être considéré comme *fonds abandonné* quand celui-ci n'y a effectué aucune opération depuis dix ans; on a objecté aussi la nécessité d'apurer périodiquement les archives administratives : raison un peu spéieuse, puisque, s'il convient de trouver un fondement à cet apurement, on doit le chercher non pas dans l'inaction d'un compte, mais dans son

ancienneté, et dans ce cas le renouvellement des fiches est suffisant.

En tout cas, le législateur a demandé à l'Administration de prendre toutes mesures utiles pour aviser les intéressés ou leurs ayants droit de l'imminence de la prescription qui va éteindre leurs droits. C'est pourquoi l'article 44 du décret dispose : « Trois mois au plus tard avant l'échéance du délai de prescription, le service des chèques postaux avisera par lettre recommandée, les titulaires de comptes ou leurs ayants droit de la déchéance encourue par eux. Cet avis sera adressé au domicile indiqué dans les actes et pièces qui se trouveront en la possession du service des comptes courants ou, à défaut de domicile connu, au procureur de la République du lieu où sera tenu le compte. »

L'Italie a édicté une prescription acquisitive encore plus sévère, de trois ans seulement. Par contre, la Belgique n'a point prévu de prescription acquisitive et nous en avons donné le motif. La loi allemande de 1914 ne prévoit pas non plus de dérogation au droit commun.

Compétence. — Nous nous sommes demandé quels tribunaux seraient compétents en cas de litiges entre les clients et l'Administration, concernant les opérations du service des chèques postaux?

Le décret italien, nous l'avons constaté, spécifie la compétence commerciale.

Le décret français, pas plus que la loi d'ailleurs, n'y font aucune mention.

Nous allons rechercher brièvement les principes généraux qui, sur cette question de compétence, régissent l'Administration des Postes et Télégraphes ⁽¹⁾.

Il y a d'abord le principe fondamental de notre Droit administratif : compétence générale de la juridiction administrative dans tout litige concernant la gestion d'un service public, sauf les cas « spécialement » détachés par la loi pour être remis aux tribunaux ordinaires de l'ordre judiciaire.

(1) Sur cette intéressante question, consulter l'ouvrage de M. Sanlaville : *Responsabilité civile de l'État en matière de Postes et Télégraphes*, Berger-Levrault, 1886. Il porte encore trace de la théorie aujourd'hui abandonnée du ministre-juge. — Rousseau : *Traité de la correspondance des lettres missives*. — Côtelle : *Législation française des chemins de fer et de la télégraphie électrique* (1867).

Or nous ne trouvons attribution de cette compétence de l'ordre judiciaire que dans deux textes :

1° Loi du 4 juin 1859, article 3, modifiée par la loi du 25 janvier 1873 (portant le montant maximum des valeurs déclarées de 2 000 francs à 10 000 francs) qui établit expressément la compétence judiciaire pour les contestations relatives aux envois (lettres ou boîtes) de valeurs déclarées, qu'il s'agisse de perte accidentelle, soustraction ou spoliation, sauf le cas de force majeure ou même du retard, auquel cas l'Administration d'ailleurs n'est jamais responsable.

2° La loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix, article 2, qui ajoute au cas précédent les contestations au sujet des correspondances et objets recommandés, et les lettres de recouvrements (pour ces cas d'ailleurs la loi a fixé une indemnité forfaitaire de 25 francs pour les lettres et objets recommandés (loi du 25 janvier 1873)⁽¹⁾, 50 francs maximum pour les lettres recommandées contenant des valeurs à recouvrer (loi du 5 avril 1879)⁽²⁾).

Pour tous les autres cas, il y aura donc compétence de la juridiction administrative, notamment pour les correspondances ordinaires, pour lesquelles la loi du 5 nivôse an V a établi l'irresponsabilité complète de l'Administration pour retards et perte; — pour mandats de poste, pour lesquels la loi du 24-30 juillet 1793, article 37, a établi responsabilité complète du montant (non du retard)⁽³⁾; — pour les télégrammes, pour lesquels la loi du 29 novembre 1850, article 6, a institué l'irresponsabilité absolue en fait de retard ou perte : « L'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par voie télégraphique »; — pour les mandats télégraphiques, pour lesquels le décret du 25 mai 1870, article 6, déclare que leur transmission est soumise à toutes les règles applicables aux dépêches privées ordinaires et notamment aux dispositions de l'article 6 de la loi du

(1) À noter que la loi de 1873 ne prévoit la responsabilité que pour la perte et non la détérioration ou spoliation : Article 4, « L'Administration des Postes n'est tenue à aucune indemnité soit pour détérioration, soit pour spoliation des objets recommandés. La perte, sauf le cas de force majeure, donnera seule le droit au profit du destinataire à une indemnité de 25 francs. »

(2) L'article 2 porte : « Les juges de paix prononcent sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de première instance sur les contestations... 4° à l'occasion des correspondances et objets recommandés et des envois de valeur déclarée, grevés ou non de remboursement. »

(3) Cependant l'Administration est dégagée si elle a payé le mandat dans les formes réglementaires, fût-ce même à un tiers non bénéficiaire.

29 novembre 1850, c'est-à-dire irresponsabilité absolue de l'État à raison de la transmission des mandats télégraphiques. Cependant il y aura lieu d'appliquer en cas de perte ou spoliation, les règles des mandats-poste, c'est-à-dire remboursement du montant⁽¹⁾.

Il y a pour les mandats de poste ou télégraphiques une double question : la question du montant que les textes précités ont résolue, mais aussi la question des taxes. Pour les taxes, la loi du 26 août 1790, article 3, paraît devoir attribuer compétence à la juridiction ordinaire des tribunaux judiciaires.

Au surplus il reste la question de la responsabilité personnelle des agents pour « faits personnels », c'est-à-dire « qui ne peuvent être confondus avec l'accomplissement même irrégulier d'un acte de la fonction »⁽²⁾, ou « qui révèlent l'homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences »⁽³⁾. De droit commun, cette responsabilité est civile et portée devant les tribunaux judiciaires, sauf possibilité du conflit.

A ce sujet une double question se pose : 1° La responsabilité des agents bénéficie-t-elle des limitations apportées par les lois à la responsabilité administrative? Il semble impossible de l'admettre : ces limitations ont été motivées par le souci législatif de ne pas obérer les finances publiques. Pareil motif ne peut se défendre vis-à-vis de la responsabilité des agents coupables. Par exemple, la spoliation d'une lettre recommandée qui ne met pas en jeu la responsabilité de l'État, mettra certainement en jeu celle de l'agent coupable. La perte ou le retard des correspondances ou télégrammes ordinaires pourra donc être imputé à responsabilité à l'égard des agents, tandis qu'elle ne le peut à l'égard de l'Administration; — 2° L'article 1384 du Code civil qui entraîne le cumul de la responsabilité du commettant à côté de celle du préposé coupable sera-t-il applicable en l'espèce, en d'autres termes l'Administration pourra-t-elle être tenue de répondre solidairement avec son employé

(1) Par une décision du 20 décembre 1884, le Tribunal des conflits a déclaré la juridiction administrative compétente pour connaître l'action en responsabilité du montant des mandats tant de poste que télégraphiques : « Considérant que si l'article 3 de la loi du 4 juin 1859 dispose que, dans le cas spécial où des valeurs ont été insérées dans une lettre et déclarées conformément aux articles 1 et 2 de la même loi, l'action en responsabilité est portée, en cas de contestation, devant les Tribunaux civils, cette compétence n'a été étendue par aucune loi aux demandes d'indemnité formées contre l'État, à raison des préjudices causés par les erreurs commises dans la remise des mandats-poste.... »

(2) M. Berthélemy, *Précis de Droit administratif*.

(3) La Ferrière, *Tribunal de la juridiction administrative*.

des dommages causés par « faits personnels » de ce dernier? La jurisprudence du Tribunal des conflits et du Conseil d'État ne l'admet pas, car les lois spéciales qui déterminent les limites de la responsabilité de l'État en matière de postes n'ont fait aucune distinction, eu égard aux circonstances qui causent ou accompagnent la perte, qu'elle résulte d'une faute, d'un délit ou d'un quasi-délit; au surplus il y aurait souvent là un moyen détourné de faire jouer la responsabilité de l'État, dans des cas où le législateur l'a précisément limitée ou même dégagée; cependant la Cour de cassation l'a autrefois admis⁽¹⁾.

C'est à la lumière de ces principes qu'on doit décider de la compétence relative aux contestations sur les opérations du service des chèques postaux.

Il y a d'abord inscrite dans la loi l'irresponsabilité de l'Administration pour fait de retard (la perte des correspondances y est certainement comprise, puisque c'est le service postal ordinaire qui en assure le transport).

Il y a le cas de contestations au sujet du refus d'ouverture de compte : il semble, dans ce cas, qu'il y a lieu d'admettre le recours administratif pour excès de pouvoirs devant le Conseil d'État, puisqu'il s'agit non d'une opération, mais d'une décision de l'autorité administrative.

Il y a le cas de contestations au sujet de la prescription extinctive des actions en réclamations : étant donné que les titres de versement ou de paiement des chèques postaux ne sont en réalité (nous l'avons expliqué) que des mandats perfectionnés, il faut admettre la compétence administrative et la responsabilité du montant total, suivant les textes précités.

Il y a enfin le cas de contestations au sujet de la prescription acquisitive décennale; nous avons vu que les sommes déposées en compte courant ont un caractère permanent et certain tout différent de celles des mandats ordinaires. Il est regrettable que la loi soit muette à cet égard. La compétence administrative est donc de mise.

(1) Cour de cassation, chambre criminelle, 12 janvier 1849. D. P. 1849, I, 39. Vander-marq. Même affaire, Paris, 6 août 1850. D. P. 1850, II, 183; — Cour de cassation, chambre req., 12 mai 1851. D. P. 1851, I, 139.

G. — LA SOLUTION FRANÇAISE DU PLACEMENT DES FONDS,
DE LA CONSTITUTION
D'UN FONDS DE RÉSERVE ET DU SERVICE D'INTÉRÊT

Cette question, qu'on peut appeler la question brûlante de l'Institution, a été résolue en France par la négative absolue : ni placement de fonds, ni service d'intérêts, ni constitution du fonds de réserve. Aussi ni la loi ni le décret n'en font mention, au contraire de la loi allemande qui a cru bon de formuler expressément la disposition négative : « l'avoir en compte des titulaires de compte n'est pas productif d'intérêt ».

Sur toutes ces questions, leur discussion et la solution que leur ont donnée les différents États, nous nous sommes suffisamment étendus dans le chapitre « Du fondement économique du chèque postal », p. 108 et suivantes.

Il nous suffira d'indiquer que, contrairement à tous les autres pays, la France a rejeté le principe du placement du solde moyen des comptes : il en résulte que l'État en bénéficie gratuitement pour les besoins de sa Trésorerie. Nous avons exprimé le vœu qu'après la guerre et le rééquilibre du budget, hélas ! peut-être lointain, il en soit fait un usage plus conforme aux besoins commerciaux du pays, comme en Suisse ou en Belgique. Du non-placement des fonds, il résulte l'inutilité de la constitution d'un fonds de réserve pour parer aux dépréciations du placement.

Le refus d'intérêt s'explique de la même façon. Mais en cela nous avons suivi l'exemple de l'Allemagne et en partie de la Belgique. Nous avons indiqué combien légitime était la solution belge, service d'un intérêt d'épargne au seul dépôt de garantie : légitime pour attirer et dédommager la petite clientèle, légitime aussi par la facilité du calcul automatique de cet intérêt. Le manque d'intérêt, s'il ne peut gravement compromettre le succès du nouveau service — l'Allemagne en est la preuve — est cependant susceptible de déplacer son champ d'action en éloignant la classe populaire, pour laquelle surtout son institution se justifiait.

H. — COOPÉRATION DU SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX AU CLEARING BANCAIRE

Nous avons vu que la plupart des États ont organisé cette coopération par un double procédé :

— En soudant les virements postaux aux virements bancaires de la Banque centrale;

— En affiliant le service postal à la Chambre de compensation.

L'Allemagne, la Belgique après l'Autriche-Hongrie, la Suisse et le Japon ont adopté ce régime postal-bancaire. En France, ni la loi ni le décret du 7 janvier 1918 n'ont prévu cette organisation, mais il faut se souvenir que le nouveau service a été inauguré pendant la guerre, c'est-à-dire à un moment où il semblait difficile de prévoir les complications d'une coopération banco-postale. Au fur et à mesure de son développement, il pénétrera plus avant dans l'organisation économique et devra être adapté à une extension et à des facilités plus grandes.

L'extension réciproque des virements postaux et des virements bancaires nécessiterait quelques modifications aux titres, de façon à ce que la poste pût accepter les chèques de banque et la Banque les chèques postaux. Il semble d'ailleurs logique de réserver le procédé aux relations de la Poste et de la seule Banque de France, à l'imitation de la coopération de l'Administration belge avec sa Banque nationale. La Banque de France, en effet, par l'adhésion quasi générale de toutes les autres banques à son service de virements, constitue déjà une sorte de service national et apparaît la mieux adaptée à une totale expansion. Les autres banques n'en sauraient prendre ombrage puisqu'elles participeraient au bénéfice de ce procédé qui leur permettrait d'étendre les virements qu'elles opèrent déjà par la Banque de France.

Les modifications à apporter sont les suivantes :

Pour que les chèques bancaires puissent valoir au regard de la Poste, il suffirait de décider qu'ils pourraient à condition d'être tirés ou barrés sur la Banque de France, être reçus à l'appui des mandats de versement du service des chèques postaux.

Pour que les chèques postaux puissent valoir au regard de la Banque, il faudrait, faute de pouvoir admettre la forme à ordre qui entraînerait pour l'Administration trop de difficultés, autoriser

non seulement la formule au porteur, ce qui vient d'être acquis par la loi du 28 juillet 1919 et est susceptible de faire affluer cette catégorie de chèques postaux à la Banque pour les opérer par virement et le cas échéant par compensation, mais encore la formalité du barrement de tous chèques postaux, nominatifs et d'assignation, qui permettrait de domicilier le paiement de ces chèques, de beaucoup les plus nombreux; à la caisse de la Banque de France ou même de toute autre banque en relation avec elle. C'est ainsi qu'on opère en Belgique, à la satisfaction de tous. Ainsi chèques postaux et chèques bancaires se communiqueraient double chance de s'éteindre par simple virement entre les comptes courants des clients des deux institutions.

Ce procédé permettrait au surplus la participation du service des chèques postaux à la chambre de compensation : la qualité du titre actuel, sauf pour la récente formule du chèque au porteur qui restera de portée restreinte, ne paraît pas la comporter. La compensation est une application actuelle et réciproque de dettes : chaque compensateur doit opposer des dettes d'autrui à ses propres dettes. Pour que la Poste puisse y participer, il faut d'une part qu'elle fournisse à ses antagonistes une certaine quantité de titres compensables, c'est-à-dire de chèques postaux et d'autre part qu'elle acquière elle-même des titres à leur opposer : la première condition est remplie par le barrement des chèques postaux; la deuxième, par l'acceptation en paiement par la caisse postale des chèques bancaires.

En Allemagne et en Belgique notamment ce service fonctionne à la satisfaction générale : un membre du bureau de chèques siège à chaque séance de la chambre de compensation.

Grâce à cette double extension, virement et compensation bancaires, le chèque postal contribue à l'harmonie économique générale, se perfectionnant lui-même en augmentant ses chances de règlement amétallique et, par le même effet, perfectionnant les autres titres.

Nous exprimons le vœu que la France suive ces exemples partout corroborés par le succès et l'unanime approbation. Il faut que la Poste, sans empiéter sur le domaine des autres institutions économiques libres, sorte de sa gaine trop rigide administrative et s'harmonise avec l'ensemble de l'outillage commercial.

I. — EXTENSION DU SYSTÈME DES CHÈQUES ET VIREMENTS POSTAUX AU RÉGIME INTERNATIONAL

Nous avons vu que les divers États européens qui, avant la guerre, avaient organisé un service interne de chèques postaux, avaient également étendu ce service au régime international. Un double procédé était usité, — l'un purement postal résultant de la convention postale du 18 janvier 1910, entre l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, le Luxembourg et la Belgique, par lequel les Administrations de ces pays étaient admises à opérer virements entre les comptes courants de leurs titulaires et ceux des titulaires des autres pays signataires, — l'autre banco-postal, par lequel une Administration de chèques postaux emploie l'intermédiaire d'une banque étrangère pour régler au comptant ou même par virement les relations pécuniaires que ses propres clients peuvent avoir avec des correspondants étrangers. Nous avons expliqué ce double procédé dans le service autrichien, p. 142.

En France, à cause de la guerre et de l'interruption des relations internationales en résultant, l'Administration n'a pu se prononcer sur cette extension. Le chèque postal français ne peut, pour l'instant, franchir les frontières nationales qu'en empruntant le régime déjà ancien des mandats internationaux : aucun virement international ni aucune assignation privilégiée n'est possible sur les clients des services étrangers. Mais dans la discussion de la loi, les rapporteurs de la Chambre et du Sénat aussi bien que le Gouvernement lui-même, ont parlé de l'extension certaine, après la guerre, du service au régime international. Il est probable que la France, comme l'Italie, adhérera à la convention de 1910, à moins que soit réalisé le projet soulevé maintes fois d'un titre spécial de *chèque postal international*.

J. — UTILISATION DU SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX PAR LES COMPTABLES PUBLICS

La loi du 7-janvier 1918 avait prévu dans son article 3, paragraphe 3 : « Des décrets spéciaux déterminent dans quelles conditions des comptes peuvent être ouverts à l'État, aux personnes morales administratives et aux services publics. »

Ce décret spécial a été pris le 6 décembre 1918 et publié au *Journal officiel* du 12 janvier 1919.

Voici ses dispositions :

Le Président de la République française,

Vu la loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux, et notamment l'article 3, paragraphe 3, ainsi conçu : « Des décrets spéciaux déterminent dans quelles conditions des comptes peuvent être ouverts à l'État, aux personnes morales administratives et aux services publics » ;

Vu le décret du 7 janvier 1918, portant réglementation du fonctionnement du service des comptes courants et chèques postaux ;

Vu les décrets des 20 juin et 16 novembre 1916, relatifs au paiement des dépenses de l'État et des départements au moyen des virements de banque et de mandats-cartes postaux ;

Sur la proposition du ministre des Finances, du ministre de l'Intérieur et du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Décrète :

- a) Ouverture de comptes courants. — Mutation des comptables. — Renseignements aux autorités.

TITRE I^{er}

ARTICLE 1^{er}. — Tout comptable public ou régisseur comptable chargé d'effectuer des opérations de recettes ou de dépenses de l'État, d'un département ou d'une commune ou d'un établissement public peut se faire ouvrir un compte courant de chèques postaux.

Ce compte courant demeure unique pour l'ensemble des services publics gérés par le comptable ou régisseur. Toutes opérations personnelles en sont exclues.

L'intitulé du compte ne doit pas comprendre le nom patronymique du comptable ou régisseur.

ART. 2. — Aucun dépôt de garantie n'est exigé ; toutefois, l'avoir du compte ne doit jamais descendre au-dessous de 5 francs.

ART. 6. — La demande d'ouverture de compte courant est déposée au bureau de poste de la résidence du comptable ou régisseur ; elle doit avoir été visée pour approbation par le chef de service du demandeur ou, si celui-ci se trouve soumis au contrôle des comp-

tables supérieurs de l'Administration des finances, par le trésorier-payeur général. Elle présente l'indication de l'intitulé à donner au compte et, s'il y a lieu, la désignation des fondés de pouvoirs autorisés par le signataire à recevoir les formules de chèques et à signer les chèques.

En cas de mutation de comptable ou régisseur ou de constitution d'un intérim, le fonctionnaire entrant, ou à défaut l'intérimaire est, sur la demande qu'il présente dans les conditions déterminées par le paragraphe qui précède, substitué au fonctionnaire sortant comme titulaire du compte.

Toute modification, en ce qui concerne la désignation des fondés de pouvoirs, fait l'objet d'une demande nouvelle du titulaire approuvée par le chef de service ou par le trésorier-payeur général.

Lorsqu'il y a urgence, le chef de service ou le trésorier général notifie au bureau de chèques postaux les signatures provisoirement accréditées pour les opérations du compte courant postal.

Tous chefs de service du comptable ou régisseur ainsi que tous agents chargés du contrôle à son égard, peuvent obtenir gratuitement, douze fois au maximum par compte chaque année, l'indication du solde du compte courant à une date déterminée et, quatre fois au maximum par compte chaque année, la copie dudit compte courant pour une période de dix jours.

Les indications, copies et renseignements demandés par l'inspection générale des finances sont, sans limitation d'objet ni d'étendue, délivrés gratuitement.

b) Opérations. — Crédit. — Débit. — Taxes.

ART. 3. — Sont portés au crédit des comptes courants ouverts en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus :

1° Les versements effectués par les titulaires à leur propre compte;

2° Le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants postaux, sous la condition que le chèque de virement soit accompagné d'un avis de crédit destiné au comptable ou régisseur titulaire du compte crédité et contenant l'indication détaillée de l'imputation à donner par lui à la somme virée.

ART. 4. — Sont portées au débit des mêmes comptes courants les sommes qui font, de la part des titulaires, l'objet :

- 1° De chèques nominatifs payables à leur profit;
- 2° De chèques de virement émis au profit de titulaires de comptes courants postaux, dans les conditions réglées par les articles 7 et 14 ci-après pour le paiement des dépenses publiques ordonnancées;
- 3° De chèques de virement émis pour tout autre objet au profit de titulaires de comptes courants postaux, dans les conditions arrêtées de concert entre le ministère des Finances et celui du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

ART. 5. — Chacune des opérations prévues aux articles 3 et 4 donne lieu à la seule perception de la taxe fixe de 10 centimes, instituée par l'article 5 de la loi du 7 janvier 1918; le service des chèques postaux prélève cette taxe sur le compte crédité dans le cas de versement du comptable ou régisseur à son compte courant et sur le compte débité dans tous les autres cas.

Lorsque des règlements généraux ou particuliers ne la mettent pas à la charge de tiers, la taxe de 10 centimes rentre, ainsi que le coût des différentes formules livrées à titre onéreux pour le service des chèques postaux, parmi les frais de service ou de gestion du comptable ou régisseur.

Observations. — On le voit, les comptes courants des comptables publics ne peuvent servir qu'aux relations avec des titulaires de comptes courants postaux : ni les versements ni les paiements ne sont possibles aux débiteurs ou aux créanciers qui ne sont pas déjà affiliés au service des chèques postaux⁽¹⁾.

C'est ainsi que le crédit ne prévoit pas les versements par les tiers autrement que par virements et que le débit ne comporte point les chèques d'assignation : à l'égard des tiers, ne sont possibles donc que des opérations de virement. Ces opérations d'ailleurs sont soumises à des formalités spéciales.

(1) Un journal de Paris (*L'Intransigeant*) demandait dans son numéro du 11 juin que la prime de démobilisation, dont le paiement a donné lieu à tant de critiques et interventions parlementaires, fut payée par chèque postal. Le journaliste ignorait deux choses : — que le chèque postal n'est pas un titre libératoire en lui-même, mais doit être converti par le bureau de chèques en mandats-cartes de paiement (l'encombrement serait ainsi simplement déplacé des bureaux militaires aux services postaux); — ensuite que les comptables publics ne peuvent en user, d'après le décret du 12 janvier 1919, qu'à l'égard des créanciers déjà titulaires de comptes courants postaux.

Il y avait là une occasion de propagande que l'Administration a laissé passer, peut-être par peur de l'engorgement. En tout cas, par virements la liquidation de cette fameuse prime serait facilitée.

*Formalités spéciales aux virements de débit des comptes courants
des comptables publics.*

TITRE II

ART. 7. — Les créanciers de l'État, des départements, des communes et des établissements publics qui ont un compte courant de chèques postaux peuvent obtenir paiement de l'ordonnance, du mandat ou de l'ordre de paiement délivré à leur profit par l'ordonnateur, sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, par simple virement comportant inscription de la somme due au crédit de leur compte courant postal.

ART. 8. — Le paiement par virement aux comptes de chèques postaux est opéré en vertu soit d'une clause formule des marchés ou contrats, soit d'une mention signée inscrite sur la facture ou le mémoire, soit d'une lettre adressée à l'ordonnateur par le titulaire de la créance.

ART. 9. — L'ordonnateur transmet au comptable payeur la lettre d'avis d'ordonnance, le mandat ou l'ordre de paiement portant indication du compte à créditer et accompagné d'une formule d'avis de crédit ainsi que des pièces justificatives, y compris, s'il y a lieu, la lettre visée à l'article 8.

Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, fait application, le cas échéant, des oppositions ou autres empêchements, et contrôlé la concordance entre la désignation du titulaire de la créance et celle du titulaire du compte à créditer, le comptable appose sur le titre de paiement la mention « Vu bon à payer » et arrête en toutes lettres sur ce titre la somme nette à porter au crédit du compte du créancier.

ART. 10. — La taxe de 10 centimes, prévue par l'article 5 de la loi du 7 janvier 1918 et par l'article 5 du présent décret est, en ce qui concerne les opérations effectuées par application des articles 7 et 8, à la charge du créancier; elle est déduite du montant de l'ordonnance, du mandat ou de l'ordre de paiement lors de l'arrêté de la somme nette à virer prescrit par l'article 9.

ART. 11. — Le comptable adresse les titres de paiement relevés sur un bordereau d'envoi et accompagnés d'un chèque de virement, ainsi que des avis de crédit, au bureau de chèques postaux détenteur de son compte courant. Après inscription au débit du tireur, ce

bureau crédite ou fait créditer les comptes des bénéficiaires. Le bureau du chèque détenteur du compte crédité porte sur chaque titre une mention signée du préposé et appuyée du timbre à date du bureau de chèques, constatant que l'opération du virement a été effectuée.

Les titres de paiement ainsi annotés sont renvoyés sous pli fermé au comptable titulaire du compte débité. Celui-ci demeure pécuniairement responsable dans le cas où le virement n'a pu être opéré faute de disponibilités suffisantes à son compte courant postal.

Le service des chèques postaux fait parvenir les avis de crédit aux bénéficiaires.

ART. 12. — La Caisse des dépôts et consignations se conforme aux dispositions ci-dessus pour le paiement de ses dépenses par virement aux comptes courants de chèques postaux, lorsqu'elles font l'objet d'un mandat ou d'un ordre de paiement établi soit par l'ordonnateur, soit, en ce qui concerne les services dans les départements, par un préposé de cette caisse.

Art. 13. — Les titres de paiement revêtus de la mention prévue à l'article 11 ci-dessus et accompagnés de pièces justificatives de l'ordonnancement constituent la décharge du comptable qui y appose, sous sa responsabilité, les timbres quittances exigibles.

Art. 14. — Aucune saisie-arrêt ou opposition, aucun transport ou cession, aucune signification ayant pour objet d'arrêter le paiement de la créance ne peuvent avoir d'effet, en ce qui concerne la somme portée à la lettre d'avis d'ordonnance, au mandat ou à l'ordre de paiement, s'ils interviennent après que le comptable a revêtu ce titre de la mention « Vu bon à payer ».

c) Dispositions diverses.

TITRE III

ART. 15. — Les dispositions du décret du 7 janvier 1918 qui ne sont point contraires à celles du présent décret restent applicables aux comptes courants postaux des comptables publics et régisseurs des administrations publiques.

ART. 16. — Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1919,

sauf en ce qui concerne le titre II dont la mise en application est fixée au 1^{er} mars 1919.

ART. 17. — Le ministre des Finances, le ministre de l'Intérieur et le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 décembre 1918.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

Le ministre de l'Intérieur,

J. PAMS.

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes
et des Télégraphes, des Transports maritimes et de
la Marine marchande,*

CLÉMENTEL.

d) Objet et utilité de cette mesure.

Cette extension des comptes courants postaux aux comptables publics est, comme nous disions à propos des décrets Ribot de 1916, le couronnement et la simplification de toute la série de mesures qui furent prises dès 1916 en vue de faciliter les règlements amétalliques des dettes et créances de l'État et des départements (voir page 90).

On peut résumer son utilité : — étendre l'action des comptes courants des particuliers en leur procurant de nouveaux correspondants ; — étendre aux communes le bénéfice des virements que les décrets Ribot de 1916 n'avaient pu prévoir que pour l'État et les départements, puisque la plupart des communes ne justifiaient pas d'un compte courant à la Banque de France ; — enfin contribuer, en coordonnant les mesures précédentes et en les étendant plus encore, à réduire la circulation fiduciaire.

C'est ce que fait ressortir l'exposé des motifs du décret dans le rapport adressé au Président de la République :

Paris, le 6 décembre 1918.

Monsieur le Président,

L'article 3, paragraphe 3, de la loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux, prévoit que des décrets spéciaux détermineront dans quelles conditions des comptes pourront être ouverts à l'État, aux personnes morales administratives et aux services publics.

a) En vue d'assurer dans la plus large mesure possible aux titulaires de comptes de chèques postaux les avantages dont ils bénéficient en vertu de la loi précitée, il a paru indispensable d'organiser l'ouverture, aux comptables publics et régisseurs des administrations publiques, de comptes courants postaux, par l'intermédiaire desquels pourront être réalisés dans un grand nombre de cas les versements des débiteurs et les encaissements des créanciers des services publics.

b) D'autre part, l'ouverture de comptes courants postaux aux comptables permettra de faire régler par simple virement les dépenses des communes et établissements publics, réforme très appréciée des créanciers de l'État, mais qui n'avait pu jusqu'à présent recevoir son application pour les entités administratives, privées de relations directes avec la Banque de France.

c) Cette extension du régime de paiement par virement ne procurera pas seulement de sérieuses commodités à un grand nombre d'intéressés, elle contribuera dans une proportion sensible à réduire notre circulation fiduciaire.

Si vous partagez cette manière de voir, nous vous serions obligés de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint. Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'assurance de notre profond respect.

Le ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

Le ministre de l'Intérieur,

J. PAMS.

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes
et des Télégraphes, des Transports maritimes et de
la Marine marchande,*

CLÉMENTEL.

K. — NOTIONS SOMMAIRES SUR LE FONCTIONNEMENT INTÉRIEUR DES BUREAUX DE CHÈQUES¹.

Administrativement le nouveau service est assuré par une triple coopération :

A la tête, l'Administration centrale, organe direct de l'autorité du ministre : elle a charge d'organiser, de contrôler, de prévoir pour rendre compte aux autorités légales de l'État; c'est elle qui donne l'impulsion, coordonne les services, assure la nomination et l'avancement du personnel, contrôle les dépenses, centralise les documents, en un mot organise et surveille tout l'organisme.

Un bureau spécial des chèques postaux y assure cette fonction, sous l'autorité d'un chef de bureau : il est divisé en deux sections ayant à leur tête chacune un sous-chef de bureau; l'une chargée de l'organisation du service, de la préparation des instructions à l'usage du personnel, des affaires litigieuses, de la fixation des cadres des bureaux, de la recherche des locaux, etc.; l'autre chargée de la comptabilité générale, du contrôle des virements, de l'établissement de la liste générale des titulaires, etc. Pour sa fonction de contrôle elle est aidée et représentée par les directions départementales qui délèguent à cet effet un inspecteur ou rédacteur près le bureau de chèques pour en contrôler les opérations.

Les bureaux de chèques postaux, ne manipulant pas les espèces soit des versements, soit des paiements, n'ont pas de service de caisse.

A la base, tous les bureaux de poste qui assurent le service de la caisse.

Enfin les bureaux de chèques qui assurent la comptabilité et constituent l'organe essentiel d'exécution.

Nous avons déjà dit que ces bureaux de chèques, au nombre de 12, étaient répartis géographiquement en tenant compte de la physiologie régionale de la France.

Nous allons donner un bref aperçu de leur organisation intérieure :

A la tête de chaque bureau de chèques est placé un chef-comptable, chargé de la direction de tous les services de son bureau.

Sous son autorité fonctionne : le bureau d'ordre, la section d'ouverture des comptes courants, la section d'arrivée, la section des chèques et la section des comptes.

(1) Pour ce chapitre, nous avons utilisé les précieuses conférences de M. Blin, *op. cit.*

A côté du bureau de chèques et juxtaposé aux divers services, fonctionne une section de contrôle dirigée par un inspecteur à Paris ou un rédacteur en province, dépendant de la Direction départementale.

1° Le bureau d'ordre aura des attributions multiples et délicates. Il sera chargé de tous les travaux d'écritures concernant les affaires générales et le personnel du bureau, de la correspondance avec les titulaires de comptes, de l'instruction des réclamations, des renseignements à fournir au public par écrit, par téléphone ou même verbalement, de l'organisation intérieure du service, de la centralisation des correspondances préparées par les autres sections, de la tenue des écritures comptables en recettes et dépenses (sommier n^{os} 1101 et 1102, bordereau mensuel n^o 1104, etc.), du classement et de la garde des archives, des commandes au service central et de la fourniture aux différentes sections du matériel et des imprimés, de la garde des formules de mandats et de chèques en blanc, de la comptabilité-matière de ces formules, ainsi que celle des objets mobiliers appartenant à l'administration. Un commis est prévu pour ces fonctions : il devra posséder des connaissances générales étendues et des qualités d'initiative et de jugement.

2° La section d'ouverture :

— *reçoit* les demandes d'ouverture de comptes courants, réexpédie au service central celles qui sont entachées d'avis défavorable et notifie aux autres sections celles qui sont agréées, ainsi d'ailleurs qu'au bureau de poste du domicile du titulaire;

— *tient* les répertoires des titulaires de comptes : l'un chronologique, générateur du numéro d'ordre attribué à l'intéressé, l'autre alphabétique pour la facilité des recherches (sur fiches).

— *constitue* : les dossiers identificateurs (demandes et spécimens de signatures dont un spécimen est envoyé à la section des chèques), et les dossiers de comptabilité des formules fournies aux titulaires;

— *envoie* aux demandeurs les formules après en avoir assuré l'impression obligatoire ou facultative (en ce dernier cas sur l'ordre du requérant) : à cet effet elle est munie de machines à imprimer et à brocher;

— *tient* la liste des titulaires qui ont demandé des avis de crédit et de débit supplémentaires;

— *reçoit* communication de l'Administration centrale des envois de listes générales de titulaires;

— *notifie* tous changements dans la situation des titulaires et toute demande de clôture aux autres sections et en assure elle-même exécution dans ses répertoires et dossiers;

— *tient* comptabilité de tous les débits autres que les taxes par listes de 100 comptes, sur lesquelles elle inscrit les bordereaux de débours applicables : au paiement des formules de chèques, à la vente des listes générales de titulaires de comptes, au paiement des redevances pour abonnements concernant la notification de l'avoir en compte plus fréquente que celle de quinzaine, ou même pour relevé isolé de compte, au paiement des taxes de chèques payables au destinataire par mandat télégraphique⁽¹⁾.

3° La section d'arrivée est chargée des opérations préparatoires de crédit.

Réception des titres créditeurs. — Recevoir : les mandats-cartes de versement, les avis de crédit par virement accompagnés des bordereaux de virement recette expédiés par d'autres bureaux de chèques ou même par la section de contrôle de son propre bureau, ainsi que les autres titres de valeurs postales envoyés directement par le titulaire ou son bureau de poste à fin d'inscription du crédit.

Vérification, classement de mandats. — Opérations sur les mandats-cartes de versement : — les timbrer par un système ingénieux de perforation sur le cercle imprimé correspondant au jour du mois; — les vérifier au point de vue de la forme, des mentions, des avis d'émission pour ceux qui dépassent 300 francs et au besoin susciter les rectifications utiles; — les classer par groupes de 100 après avoir porté le montant dans le cadre des indications de service.

Opérations sur les autres titres de valeurs postales envoyés pour inscriptions au crédit : — les revêtir du numéro du compte qui doit en être crédité; — les frapper du timbre « porté en compte » — les comprendre dans le classement général des groupes de 100 (les mandats internationaux sont en outre l'objet d'une liste spéciale).

Un second classement est nécessaire pour la discrimination des différentes catégories de taxes appliquées aux titres de crédit, discrimination à opérer ici, puisque les bureaux de poste, n'ont pas à la faire à la réception des titres, inscrivant les titres du service de chèques sur le même état que les autres titres postaux. *Enregis-*

(1) Ces bordereaux de débours sont envoyés à la section de compte pour inscription au débit et à la section de contrôle pour vérification.

trément des mandats. — Inscrive tous les titres précédents, mandats-cartes de versement ou autres, sur les listes d'entrée toujours par groupe de 100 : le numéro du groupe auquel un mandat doit être inscrit est celui de la centaine du numéro d'ordre du compte courant à créditer : par exemple le groupe 3 comprendra tous les mandats à créditer aux comptes n^{os} 300 à 399. Ce numéro du groupe et le numéro d'ordre d'inscription sur la liste sont portés sur le mandat sous la forme d'une fraction, exemple 3/16 indiquera que le mandat est le seizième inscrit sur la liste n^o 3.

Ces opérations de classement et enregistrement se font de préférence à l'aide de machines ou même d'un parlographe.

Vérifications de ces opérations. — Un agent spécial est chargé de vérifier ces opérations de classement et enregistrement : sa vérification est constatée sur les listes au moyen d'un timbre de contrôle dont il a seul la charge.

Confection des avis de crédit à envoyer aux bénéficiaires. — Rédiger ces avis de crédit destinés à informer les bénéficiaires.

Vérification, classement, enregistrement des avis créditeurs de virement et des bordereaux descriptifs. — Les chèques de virement donnent lieu à une double opération : débiter le compte de l'expéditeur, créditer le compte du bénéficiaire. Pour cette seconde opération, chaque bureau de chèques (section des chèques) établit des avis de crédit et les décrit sur bordereaux, à raison d'un bordereau par bureau de chèques créditeur.

Ce sont ces bordereaux provenant des autres bureaux de chèques ou même de sa propre section de contrôle, auxquels sont joints les avis de crédit que la section d'arrivée est chargée de *vérifier*, par comparaison avec les avis de crédit dont ils contiennent description et de les vérifier au point de vue de la signature du chef-comptable du bureau de chèques débiteur (à cet effet chaque bureau de chèques est muni, par les soins du service central, d'un spécimen de la signature des chefs-comptables de tous les bureaux de chèques : en cas de doute, la section de contrôle est saisie afin de demander éclaircissements à la section de contrôle du bureau expéditeur du bordereau suspect. Pendant la suspension du titre, le crédit est inscrit à un compte de service n^o 0 d'où il sera repris après entente ou rectification.

Les avis de virements sont classés et enregistrés également par groupe de 100, de la même façon que les mandats, mais sur une liste spéciale.

Transmission aux sections compétentes. — Les mandats pour versements et les avis de crédit pour virements, une fois vérifiés, classés, enregistrés et enliassés, sont passés à la section des comptes pour inscription.

Les listes descriptives d'arrivée, soit des mandats, soit des avis de virement, sont transmises à la section de contrôle.

4° La section des chèques est chargée de recevoir, vérifier, classer, enregistrer tous les chèques de paiement ou de virements à porter au débit.

Réception. — Elle ouvre les enveloppes par un procédé mécanique et en retire le contenu : pour contrôle, les enveloppes sont passées une à une sur la table à mirer et ensuite versées aux archives.

Elle assure le timbrage des chèques au dos.

Vérification. — La vérification des chèques porte : sur la forme du titre, la formule doit être rigoureusement celle qu'a fourni l'Administration et qui porte imprimés le numéro et la dénomination du compte ; — sur les mentions obligatoires : lieu et date d'émission (car le chèque n'est valable que dix jours), nom du bénéficiaire, montant concordant en lettres et en chiffres, signature du tireur qui doit concorder avec le double du spécimen que possède la section des chèques ; en outre, pour les chèques collectifs, concordance entre le montant du chèque et le total du bordereau descriptif et, dans le cas de chèques d'assignation, concordance avec les mandats-cartes de paiement joints ; — sur le calcul des taxes s'il est porté, sinon en faire elle-même le calcul.

Classement. — Le classement se fait en quatre catégories : 1° chèques nominatifs ; 2° chèques d'assignation ; 3° chèques de virement simple ; 4° chèques de virement multiple⁽¹⁾.

Enregistrement. — L'enregistrement a lieu par groupe de 100 dans les mêmes conditions que pour les listes d'entrée de la section d'arrivée. Les listes sont totalisées et vérifiées par le même procédé que dans la section d'arrivée. Les chèques à virement multiple sont enregistrés sur liste spéciale en double et en double partie : l'une des deux parties composée de cases individuelles sert à la description individuelle de chaque virement ordonné : ces cases sont détachées et séparées pour être classées avec les chèques de virement simple par bureau destinataire. Ces listes sont transmises à la section de contrôle.

(1) Depuis la loi du 28 juillet 1919, les chèques au porteur forment une 5° catégorie.

Transmission pour inscription au débit. — Les formules régulières sont transmises à la section des comptes chargée de débiter les comptes des intéressés.

Celles qui ne seront pas admises sont déduites des listes d'entrées et renvoyées pour complément d'information ou rectification.

Retour des formules débitées. — Après inscription au débit, la section des comptes renvoie les formules à la section des chèques chargée de préparer des formalités de crédit.

Transformation des formules en titres de crédit. — Les chèques nominatifs et d'assignation sont transformés sur le titre même en mandat-carte de paiement : ces mandats sont décrits sur un état n° 1421, du service intérieur ou sur l'état 1422 pour les mandats internationaux. Ces états sont arrêtés en fin de quinzaine et transmis au bureau d'ordre pour envoi à la Direction départementale. Si le tireur a demandé l'envoi télégraphique, la section des chèques rédige un mandat télégraphique formule 1403, l'envoie à la section d'ouverture pour apposition de timbres-poste en contre-partie de la taxe et l'établissement d'un bulletin de débours : cette dernière transmet la formule à la section de contrôle pour apposition d'authenticité avant la remise au guichet télégraphique du bureau de poste voisin.

Si le paiement est à effectuer dans un pays non ouvert au service des mandats-cartes, la section des chèques établit une formule de mandat ordinaire 1401 ; s'il est à effectuer à l'étranger ou aux colonies, il établit une formule de mandat international 1404 ou 1405.

Quand le paiement immédiat est réclamé, sur présentation du titre, au siège du bureau de chèques, toutes ces formalités de vérification : enregistrement, contrôle, inscription au crédit sont faites aussitôt, mais la formule est reçue par un agent du bureau de poste voisin, détaché spécialement pour ce service au bureau de chèques : celui-ci transmet la formule à la section des chèques pour vérification, d'où elle passe à la section des comptes pour inscription au débit et à la section de contrôle pour apposition d'authenticité : au retour au service du guichet, l'agent comptable en assure le paiement dans les formes ordinaires. Les *virements* comportent, pour être transformés en titre de crédit, des opérations spéciales pour lesquelles une sous-section de chèques est créée : au retour de l'inscription en débit, les formules de virements simples et les cases individuelles de répartition des virements multiples sont classées par bureau de chèques destinataire ; — on établit des avis de crédit

individuel (si le tireur ne les a pas rédigés lui-même) et pour chaque bureau de chèques destinataire un triple bordereau descriptif de ces avis annexés; — on établit une liste récapitulative de tous les bordereaux dont le montant devra être égal au total des listes d'entrée des virements simples et multiples; — le chef-comptable doit vérifier chaque bordereau par comparaison avec les chèques et les avis de crédit établis, arrêter le montant en toutes lettres et le signer.

Transmission des titres transformés à la section de contrôle. — Ces titres ainsi transformés, d'un côté les mandats de paiement, de l'autre, les bordereaux et avis de virements-recettes sont passés en même temps que les listes d'entrée sur lesquelles a été fait l'enregistrement à la section de contrôle pour vérification et authenticité : celle-ci les dirige ensuite sur chaque bureau de poste destinataire pour les mandats, et pour les bordereaux et avis de virements-recettes, sur chaque bureau de chèques destinataire, y compris le bureau même auquel elle est attachée, qui après avoir débité les comptes des tireurs, peut avoir en contre-partie à créditer certains de ses comptes bénéficiaires.

5^e Section des comptes. — Elle est chargée de la tenue des feuilles de comptes des titulaires.

Les feuilles de comptes. — La première feuille de compte est envoyée avec mentions identificatrices par la section d'ouverture : à partir de ce moment, la section des comptes en assure la tenue. Elle est renouvelée au fur et à mesure des besoins et chaque feuille porte un numéro d'ordre qu'on reprend au chiffre 1 au 1^{er} janvier de chaque année.

Cette feuille est le reflet du compte du titulaire : elle mentionne non seulement les crédits et les débits, mais aussi toutes les circonstances susceptibles de modifier la situation du titulaire (opposition, faillite, etc.). Elles sont groupées par centaine dans l'ordre numérique des comptes.

Y sont portés au crédit :

- a) Les versements faits par le titulaire lui-même;
- b) Les versements faits par les tiers à son profit;
- c) Les virements-recettes;
- d) Les réimputations des opérations don en débit effectuées.

Y sont portés au débit :

- a) Les chèques nominatifs;
- b) Les chèques d'assignation;

- c) Les chèques au porteur;
- d) Les chèques de virement;
- e) Le montant des bulletins de débours pour redevances diverses;
- f) Les taxes à la charge du titulaire.

Opérations de crédit. — La section des comptes reçoit de la section d'arrivée tous les titres de crédit : mandats de versements, avis de virements-recettes dûment vérifiés, classés et enregistrés, mais sans la liste totalisatrice d'entrée qui, envoyée à la section de contrôle, servira à rapprocher et contrôler la liste récapitulatrice dressée en fin de journée par la section des comptes, à son tour.

Ces titres sont vérifiés quant au nombre et au classement dans leur groupe respectif.

Les montants des versements des titulaires eux-mêmes étaient au début inscrits au crédit, un à un, sur la feuille de compte et la taxe afférente de 0 fr. 10 inscrite au débit : depuis la loi du 28 juillet 1918, la taxe étant acquittée au moment même du versement, les versements du titulaire sont opérés comme ceux des tiers, ainsi qu'il suit.

Les montants des versements provenant des tiers sont d'abord totalisés et seul le total en est inscrit au crédit : aucune inscription de taxe au débit n'a lieu, puisque les tiers les ont acquittées en versant. Cette totalisation se fait à l'aide de la machine à compter et les bandes d'additions sont enliassées et conservées aux archives pendant trois ans.

Les avis de crédit des virements-recettes sont accompagnés d'une liste récapitulative par groupe : les avis sont rapprochés de cette liste, totalisés cette fois par compte et portés au crédit en nombre et en montant total.

Les autres opérations de recettes telles que les réimputations par suite de non-paiement sont inscrites une à une.

Quand une opération de crédit ne peut être effectuée, le motif est indiqué sur une étiquette collée au titre qui est renvoyée à la section d'arrivée chargée de consulter le bureau de poste de dépôt ou de la transmettre, en cas de rejet définitif, au bureau d'ordre pour renvoi à l'expéditeur.

Quand un ordre de virement émanant d'un autre bureau de chèques ne peut être exécuté, l'avis de crédit et la liste d'entrée seront communiqués par la section des comptes à la section de contrôle avec motifs afin de susciter explications et décisions utiles.

Opérations de débit. — La section des comptes reçoit de la section

des chèques les titres de débit, chèques, avis de crédits, bordereaux dûment vérifiés, classés et enregistrés.

Après vérification des liasses et du classement par groupe, la section des comptes opère inscription au débit : les taxes à nouveau calculées sont inscrites dans la colonne réservée.

Les opérations de débit sont faites une à une mais les assignations et virements multiples ne donnent lieu qu'à une seule inscription par chèque.

Les inscriptions au débit ne sont faites qu'autant que la provision est suffisante, déduction du montant du dépôt de garantie. Cependant le chef-comptable peut autoriser pour les comptes actifs un dépassement peu élevé et momentané de crédit : si dans les trois jours la provision est encore insuffisante, le titulaire est invité d'avoir à la compléter sans délai.

Les demandes d'annulation de chèques sont épinglées par la section des comptes à la feuille de compte pour exécution à l'arrivée du chèque : chèque et ordre d'annulation sont alors transmis à la section des chèques pour fins utiles.

Virement d'office. — Les titulaires ont pu demander, une fois pour toutes, qu'à partir d'un certain montant le surcroît soit viré sur un autre compte, leur banquier ordinairement ; c'est à la section des comptes de surveiller ces moments de virements d'office ; à cet effet la feuille de compte est munie d'une étiquette indicatrice ; au moment arrivé, la feuille de compte est jointe par la section de compte à l'envoi des bilans à la section de contrôle : cette dernière, dès le lendemain, établit un ordre de virement qui est traité comme un chèque de virement ordinaire.

Retour des titres aux sections d'arrivée et de chèques. — Au fur et à mesure des inscriptions, les préposés apposent leur timbre sur les titres opérés ; en fin de journée ils les renvoient aux sections respectives d'arrivée et de chèques en retenant les coupons des mandats, les avis de crédit et de débit ainsi que les bulletins de débours qu'ils doivent envoyer aux titulaires à titre d'information.

Envoi des avis d'inscription aux titulaires. — Les coupons de mandats sont découpés au massicot et les enveloppes à adresser aux titulaires imprimées mécaniquement à l'aide d'un adressographe électrique.

Aux avis de crédit et de débit adressés aux titulaires est joint un relevé journalier de compte : ce relevé totalisateur est dressé par un agent autre que celui qui a opéré les inscriptions.

Grâce à ces avis, le titulaire peut contrôler les mouvements de son compte : en cas de différence avec son propre calcul il avise le bureau de chèques qui fait les recherches nécessaires.

Clôture des opérations. — A l'heure fixée par le chef-comptable, les opérations seront arrêtées sur les feuilles de compte au moyen de deux traits au crayon de couleur : total sera fait des recettes, des dépenses, des taxes et après balance sera dégagé l'avoir journalier. Le total des recettes et celui des dépenses seront contrôlés par confrontation avec le relevé de comptes dressé pour envoi au titulaire.

Récapitulation en vue du contrôle : Tous les comptes arrêtés, par une première récapitulation est faite par groupe de cent comptes et ces totaux récapitulés enfin sur une liste de récapitulation générale.

Ce double bilan par groupes et général est envoyé à la section de contrôle : y sont jointes les feuilles de comptes terminées dans la journée, que le service de contrôle a charge de conserver.

Ainsi donc la section de contrôle aura reçu : de la section de l'ouverture, les relevés des bordereaux de débours; de la section d'arrivée, les listes d'entrée des opérations de crédit; de la section des chèques, les listes d'entrée des opérations de débit, et de la section des comptes, les bilans de toutes les sommes portées au crédit et au débit des comptes courants : son contrôle sera automatique et facile.

6° *Section de contrôle.* — Cette section est indépendante du bureau de chèques, mais lui est juxtaposée pour contrôle effectif et immédiat; son rôle essentiel est la vérification et le contrôle, mais elle participe aux opérations d'exécution par son pouvoir réservé d'authentifier et d'émettre.

a) *Vérification et contrôle.* — Nous avons vu que toutes les sections du bureau de chèques transmettaient leurs documents vérifiés, classés et enregistrés à la section de contrôle : la section d'ouverture les listes des bordereaux de débours pour prestations diverses, la section d'arrivée les listes d'entrée des mandats de versements et des bordereaux de virements-recettes, la section des chèques les listes d'entrée des chèques de paiements et des virements-dépenses, la section des comptes le double bilan journalier par groupe et général; ces documents donnent lieu à double vérification : vérification de chaque catégorie en elle-même (correction des mentions et exactitude des totaux), puis une vérification par confrontation entre eux (surtout

concordance des listes d'entrée de crédit et de débit avec les bilans journaliers).

Après vérification, les titres et listes sont renvoyés au bureau de chèques, mais la section de contrôle a soin d'annuler les formules de chèques à l'aide d'un système de perforation : elle conserve cependant les bilans journaliers de la section de comptes qui, classés et mis en coffre-fort, constituent l'essentiel des pièces comptables.

Avec tous ces éléments de la comptabilité générale de la journée, elle dresse en outre un relevé général journalier qu'elle adresse à l'Administration centrale.

En fin de quinzaine, le chef du contrôle vérifie les états de quinzaine d'émission 1421 et 1422 et de paiement 1427 et 1428, y appose son visa et les transmet au directeur départemental.

En fin de mois, il fait de même pour le bordereau récapitulatif mensuel n° 1104 envoyé par le chef-comptable.

Le contrôle s'opère en principe le lendemain des opérations, sauf :

1° Pour les mandats de paiement émis à la demande des titulaires et passés au débit de leur compte, qui doivent être vérifiés et authentiqués le jour même pour être aussitôt envoyés aux bénéficiaires;

2° Pour les bordereaux de virement en recette, à faire tenir aux bureaux de chèques destinataires : ils doivent être expédiés le jour même.

b) Pouvoir d'authenticité et d'émission. — C'est à la section de contrôle seule qu'appartient le pouvoir d'authentifier les mandats de paiement et les bordereaux de virements établis par le bureau de chèques : cette authenticité est donnée, après vérification, à l'aide d'un timbre spécial et étroitement surveillé, donnant empreintes en relief.

C'est elle seule également qui a le droit d'émettre les ordres de virement : 1° pour inscription des opérations en suspens provisoirement, inscrites au compte de service O; 2° pour les virements d'office déjà étudiés; 3° pour le transfert de compte d'un bureau de chèques à un autre; 4° pour rectification d'erreurs commises à réparer.

c) En outre, rôle de surveillance sur le personnel du bureau de chèques. — Sans avoir une action directe sur ce personnel, la section du contrôle notifie les erreurs ou irrégularités découvertes au chef-comptable, et relève par agent le nombre et la nature de ces erreurs pour les communiquer chaque mois au Directeur départemental.

APPRÉCIATION

A. — Comparaison du chèque de banque et du *chèque postal*.

Chèque bancaire.

L'ARTICLE 4^{er} dit ceci :

Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles.

Le chèque ordinaire est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré.

Le chèque ordinaire ne peut être tiré qu'à vue.

Le chèque ordinaire peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée.

Le chèque ordinaire peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc.

Le chèque ordinaire indique le lieu d'où il est émis, la date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque.

Le chèque ordinaire même au porteur est acquitté par celui qui le touche. L'acquit est daté.

Toutes stipulations entre le tireur, le bénéficiaire ou le tiré, ayant pour objet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à première réquisition, sont nulles de plein droit.

ART. 2. — Le chèque de banque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable. Il est payable à présentation. Si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de ladite provision.

Chèque postal.

C'est également le rôle du chèque postal, mais par un procédé plus indirect : il est un ordre d'émettre un mandat de paiement.

Même chose.

Le chèque postal doit être présenté pour être transformé en mandat de paiement.

De même pour le chèque postal depuis la loi du 28 juillet 1919; il peut être nominatif, d'assignation ou au porteur.

Interdiction absolue de la forme à ordre et de l'endossement.

Seule la signature doit être obligatoirement de la main du tireur et conforme au spécimen déposé. En outre le chèque postal indique le montant en toutes lettres et en chiffres.

L'acquit est donné par le bénéficiaire dénommé, mais le chèque au porteur ne comporte aucun acquit ni justification d'identité.

En cas d'inobservation des formes réglementaires, l'administration est en droit de ne pas exécuter les ordres mentionnés dans le chèque postal.

Le chèque postal ne peut être tiré pour une somme supérieure à l'avoir net porté en compte, déduction faite du dépôt de garantie; aucun paiement même partiel ne pourra être ordonné au vu d'un chèque émis pour une somme supérieure à l'avoir net porté en compte.

ART. 3. — Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place.

ART. 4. — L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce; toutefois, les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie en matière de lettre de change sont applicables au chèque.

ART. 5. — Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de 5 jours y compris le jour de la date si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable et dans le délai de 8 jours y compris le jour de la date s'il est tiré d'un autre lieu.

Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus, perd son recours contre les endosseurs; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré après lesdits délais.

ART. 6. — Le tireur qui émet un chèque sans date ou non daté en toutes lettres s'il s'agit d'un chèque de place à place, celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu où il est tiré, est passible d'une amende de 6 p. 100 de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs.

La même amende de 6 p. 100 est due personnellement et sans recours, par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans date ou non daté en toutes lettres, s'il est tiré de place à place ou portant une date postérieure à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paye ou reçoit en compensation un chèque sans date ou irrégulièrement daté, ou présenté au paiement avant la date d'émission. Celui qui émet un chèque sans provision préalable

Même chose.

Le chèque postal ne pourra jamais être transmis par voie d'endossement. S'il reste impayé pour une cause quelconque, il ne pourra donner lieu à protêt, il sera simplement renvoyé au tireur avec toutes les explications utiles. Pour le chèque au porteur impayé, le bureau de chèques délivre au porteur sur sa demande exprimée, un certificat sur papier libre relatant les causes de non-paiement.

Le délai de validité du chèque postal est de 10 jours; ce délai court du jour de la date d'émission inclusivement, jusques et y compris la date à laquelle le chèque parviendra au bureau détenteur du compte.

Le chèque postal périmé est nul et de nul effet.

Le chèque postal est signé par le tireur et porte la date du jour où il est émis, ainsi que la somme pour laquelle il sera tiré. Cette dernière indication devra être libellée en toutes lettres et en chiffres. En cas d'inobservation, ou même en cas de ratures, surcharges, grattages, l'Administration est en droit de ne pas exécuter les ordres.

Le chèque postal émis irrégulièrement n'expose pas le tireur à une amende, mais s'il était fait abus du compte par l'émission renouvelée de chèques supérieurs à la provision, l'Administration aurait le droit de clore d'office le compte du titulaire.

et disponible est passible de la même amende.

Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque.

Celui qui a de mauvaise foi émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque ni être inférieure au quart de cette valeur. (L'art. 463 du Code pénal est applicable au présent délit.)

ART. 7. — Abrogé par la loi du 23 août 1871 (art. 18).

ART. 8. — Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier; il ne peut être tiré que sur un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur. A l'égard des dispositions de la loi, les agents de change sont assimilés aux banquiers.

ART. 9. — Le barrement peut être général ou spécial. Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention « et C^{ie} ». Il est spécial si le nom du banquier est inscrit entre les deux barres. Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut substituer un autre banquier.

Il est interdit au porteur d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné.

ART. 10. — Le tiré qui paye un chèque barré à une personne autre qu'un banquier si le barrement est général ou à une personne autre que le banquier désigné si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

ART. 11. — Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le

Le barrement n'est pas encore admis en France pour le chèque postal.

Disposition inutile pour le chèque postal, même au cas où il sera admis

chèque de la domiciliation pour payement soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France ne donnera ouverture à aucun droit de timbre. Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur, à moins que le chèque soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France sur la même place.

Sont soumis à un droit de timbre de 0 fr. 10 les chèques tels qu'ils sont définis par la loi du 14 juin 1865. Les chèques de place à place sont assujettis à un droit de timbre fixe de 0 fr. 20. Sont applicables aux chèques de place à place non timbrés conformément au présent article, les dispositions pénales des articles 4, 5, 6, 7 et 8 de la loi du 5 juin 1850. Le droit de timbre additionnel peut être acquitté au moyen d'un timbre mobile de 0 fr. 10. — Toutes les dispositions législatives relatives aux chèques tirés de France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables en France. — Les chèques pourront avant tout endossement en France être timbrés avec des timbres mobiles.

Si le chèque tiré hors de France n'a pas été timbré conformément aux dispositions ci-dessus, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus, sous peine de l'amende de 6 p. 100, de le faire timbrer aux droits fixés par l'article précédent avant tout usage en France. — Si le chèque tiré hors de France n'est pas souscrit conformément aux prescriptions de l'article 1 de la loi du 14 juin 1865 et de l'article 5 ci-dessus, il est assujetti aux droits de timbre des effets de commerce. Dans ce cas, le porteur ou le tiré sont tenus de le faire timbrer avant tout usage en France, sous peine d'une amende de 6 p. 100.

Toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

à la compensation : le tiré, c'est-à-dire l'Administration, est aussi apte que quiconque à opérer virement et à porter les titres à la compensation journalière.

Le chèque postal n'est assujetti à aucune des taxes du chèque bancaire : il a son régime de taxes spécial.

B) Appréciation. — « Le chèque postal français, écrivait M. Vaillé dans sa brève mais judicieuse étude parue dans *L'Exportateur français* du 23 mai 1918, présente malgré sa forme et

malgré son nom, cette particularité peu banale qu'il n'est pas un chèque... mais seulement une combinaison ingénieuse du mandat-poste et du chèque. » Nous l'avons déjà signalé en étudiant le titre lui-même, le chèque postal n'est nullement un instrument de libération. Il n'est qu'un ordre donné à l'Administration d'émettre un mandat-carte de paiement. Voilà la combinaison ingénieuse que signale M. Vaillé. La force libératoire vient non du chèque postal, mais du mandat-carte.

Et l'on comprend fort bien que M. Chastenet, sénateur, désappointé de la réduction extrême qu'on avait fait subir au titre qu'il préconisait depuis dix ans, ait demandé, par amendement, le changement de la dénomination en tous points inexacte. En fait, l'Administration avait prévu l'objection et s'était elle-même demandée s'il n'y avait pas lieu de remplacer le terme « chèque postal » par celui plus exact « d'ordre de paiement ». Une considération de pratique a fait maintenir le premier terme : en effet, depuis qu'il est question de son introduction en France, c'est-à-dire depuis 1901, le public, la presse, l'Administration elle-même ont adopté le terme « chèque postal » pour désigner le service à créer. C'est ainsi qu'il est d'ailleurs appelé à l'étranger. Il y a là une habitude de langage enracinée à laquelle d'ailleurs tout le monde attribue le sens qui convient, quelles que soient les modifications administratives apportées à ce service. Vouloir y contrevenir, ce serait jeter la confusion et peut-être même la suspicion sur une institution destinée, même réduite, à rendre d'excellents services. Au surplus, dès après la guerre, il y aura lieu d'envisager l'extension du nouveau service au régime international. A ce moment il y aurait certainement des inconvénients à ce que la France fût le seul pays possédant en réalité le service du chèque postal, mais lui donnant un autre nom. Le public étranger, ignorant les raisons de cette différence, hésiterait à adhérer à un service dont il ne comprendrait pas, faute de pareille dénomination, les analogies essentielles avec son service national.

Quelles sont les raisons qui ont amené l'Administration à refuser l'introduction d'un véritable chèque, d'un titre réellement libératoire ? On peut les résumer d'un mot : l'horreur très administrative et très française des responsabilités et le souci, non moins administratif et non moins français, d'éviter la justice des tribunaux de droit commun : nous y retrouverons d'ailleurs le souci fiscal.

Un titre libératoire entre les mains du public, un vrai chèque,

aurait fait jouer toute la série des garanties et protections établies par la loi de 1865 et autres textes modificatifs, car la provision préalable devenait alors chose incertaine. Cette incertitude est justement le propre du chèque et la formalité nouvelle que dans certains pays (États-Unis), on donne parfois au chèque, la certification, en détruit essentiellement le caractère : « Certifié par le tiré, dit M. Thaller, le chèque est un billet de banque ». Ainsi donc l'incertitude de la provision obligeait l'Administration à se soumettre à toutes les dispositions préventives ou pénales de la loi de 1865, ainsi qu'aux actions en responsabilité qui auraient pu intervenir⁽¹⁾.

Ce sont ces motifs qui ont fait repousser la forme à ordre : voici comment s'exprime l'exposé des motifs du projet du Gouvernement :

« Il n'a pas paru possible, sans déroger à une règle fondamentale en matière d'envois de fonds par l'intermédiaire de la poste, d'admettre que les chèques qui seront délivrés par les titulaires de comptes soient négociables et transmissibles par voie d'endossement. Le tiré serait, dans la circonstance, l'État lui-même; il importe, en cas de non-paiement d'un chèque, pour un motif quelconque, de ne pas faire jouer la responsabilité des divers endosseurs suivant les termes de l'article 148 du Code de commerce relatif à la lettre de change.

« Les endosseurs étant tous tenus à la garantie solidaire envers le porteur (art. 140 du même code), il s'ensuit qu'en cas de non-paiement d'un chèque, notamment en cas d'insuffisance de provision, d'irrégularité de forme du titre, de doute sur l'authenticité de la signature, etc..., le porteur qui, dans bien des cas, ne connaîtrait ni le tireur, ni les précédents endosseurs, pourrait vouloir faire constater le non-paiement au moyen d'un acte extrajudiciaire, par crainte de se voir déchu de son droit de recours contre les endosseurs et contre le tireur (lorsqu'il s'agit d'une lettre de change ou d'un chèque commercial, le non-paiement est constaté au moyen d'un protêt).

« En raison du caractère administratif du chèque postal, il paraît prudent de ne pas introduire dans l'organisation projetée, des modalités qui pourraient, dans certains cas, amener les titulaires de

(1) Il est vrai que pour le chèque ordinaire, cette incertitude a été atténuée dans les graves conséquences qu'elle pouvait amener, par la formalité du barrement (1911), complétée tout récemment (1917) par celle de la domiciliation. Ces mêmes formalités auraient produit le même bienfait sur le chèque postal, mais même atténués, les risques subsistent et c'est contre eux que l'Administration a voulu être totalement assurée.

comptes à intenter contre l'Administration des actions en responsabilité, ainsi que cela se pratique dans les relations commerciales.

« Aucune similitude n'existera donc, en fait, d'une part entre les chèques émis par le titulaire de compte à son profit, les chèques comportant une ou plusieurs assignations à personne dénommée et les chèques de virement du service des comptes courants postaux, et d'autre part, le chèque ordinaire tel qu'il est défini par l'article premier de la loi du 14 juin 1865.

« Lesdits chèques seront des formules d'une nature purement postale, servant aux titulaires pour les ordres qu'ils devront donner aux bureaux de chèques postaux, en vue de prélèvements à faire sur leur compte à leur profit ou au profit de tiers créanciers et dont le montant sera converti en mandats-cartes ou inscrit sur des bordereaux de virement. Conséquemment, on ne pourra appliquer à ces formules aucune des dispositions légales concernant les chèques, qu'il s'agisse de la forme à leur donner, des pénalités prévues par la loi du 19 février 1874 lorsque le chèque est irrégulier en la forme, lorsqu'il est tiré sans provision suffisante ou payé sans avoir été acquitté.

« Enfin, par analogie avec ce qui a lieu en matière de transmission de fonds par la poste au moyen des formules d'articles d'argent, les chèques de paiement ou de virement ne seront soumis à aucun droit de timbre. »

Il convient d'ajouter d'ailleurs que la forme « à ordre » n'a été admise dans aucune législation des chèques postaux : les charges trop lourdes et trop graves qu'elle imposerait aux Administrations ont fait craindre partout une perturbation du service public.

Quant à la forme au porteur, le législateur français de 1918, selon la logique même du système, ne l'admit pas davantage. Etant donnée en effet la nature spéciale et purement administrative du chèque postal, la formule au porteur ne représentait guère directement d'autre avantage particulier qu'une facile évvasion de taxes.

L'utilité propre du chèque au porteur est le paiement à vue et immédiat : or, même dans les pays qui ont admis cette forme, ce paiement immédiat et à vue du titre au porteur est enfermé dans d'étroites conditions de lieu, il est nécessaire que le porteur se trouve dans la ville même, siège du bureau de chaque tiré et puisse en outre présenter le titre aux guichets de contrôle et de paiement de ce dernier. Sinon le titre doit se convertir en forme nominative ou

d'assignation pour être envoyé par la poste à ce bureau, à fin de paiement.

Or pareille facilité est précisément acquise aux chèques nominatifs et d'assignation : dans les mêmes conditions, ces chèques obtiennent paiement à vue et immédiat au bureau de chèques tiré. Le seul avantage spécial au titre au porteur était donc de pouvoir opérer plusieurs libérations par le même titre. Cet avantage peut être envisagé sous un double point de vue : il ne le fut, au début, que sous le point de vue fiscal et il n'apparut dès lors que comme une injuste évasion de taxes postales. Aussi l'administration le repoussa-t-elle par crainte surtout d'un retour offensif du ministère des Finances, qui pendant longtemps avait fait obstacle à ses projets.

Pareille crainte avait d'ailleurs contribué à faire rejeter la formule « à ordre ».

Mais le pouvoir de circulation du titre au porteur peut être envisagé également sous l'angle économique : il contribue à multiplier ses effets monétaires, d'où résulte une première économie de monnaie, mais surtout il permet au titre de se diriger et d'aboutir, par changements de mains, au creuset du clearing général. Nous l'avons déjà expliqué : le chèque doit circuler pour s'acheminer vers la compensation journalière ; à défaut de la forme à ordre, le chèque postal devait revêtir dans ce but la forme au porteur.

Voilà pourquoi, négligeant le minime inconvénient d'évasion fiscale ⁽¹⁾, il faut applaudir à la loi du 28 juillet 1919, qui a établi le chèque postal au porteur.

Mais si par l'absence de la clause à ordre, le chèque postal est un titre diminué et offre moins de facilité de circulation que le chèque bancaire, il est, en général, et exception faite de la formule au porteur dont nous venons d'analyser l'utilité spéciale, plus sûr que ce dernier ; la formalité obligatoire de transformation en mandat-carte de paiement équivaut à une certification de la provision et la prohibition de la clause à ordre réduit au minimum les risques de faux paiements.

Tout cela a rendu inutile la formalité du barrement et cependant en dehors de son rôle de protection déjà expliqué, cette formalité

(1) La loi du 28 juillet 1919 a pris soin de faire récupérer autant qu'il se pouvait, cette évasion fiscale : dès que le chèque au porteur emprunte, pour circuler, la voie postale, il perd le bénéfice de l'exonération des taxes de factage dont jouissent tous les titres postaux du service des chèques, et bien plus, il est soumis alors sous peine de contravention à la formalité et aux taxes de recommandation.

pourrait, ici comme pour le chèque bancaire, permettre la domiciliation de chèques postaux chez les banquiers, pour organiser la participation de la poste au clearing bancaire : elle servirait en outre de protection à la nouvelle formule du chèque postal au porteur.

Ainsi, pour des raisons de responsabilité, aussi bien que pour des motifs d'ordre fiscal, le chèque postal a été réduit à n'être qu'un titre administratif. Il constitue simplement un procédé perfectionné des « articles d'argent » postaux. Mais comme tel, il est susceptible de rendre d'éminents services; offrant les mêmes garanties que les mandats-cartes ordinaires, il a sur eux l'avantage d'une série de commodités :

a) Économie de temps pour le public et service de caisse à la disposition des particuliers;

b) Simplification de la comptabilité et du contrôle postal;

c) Enfin et surtout réduction de la circulation monétaire par la pratique progressive des virements d'écritures. Nous connaissons les bienfaits de cette réduction, au point de vue social. Mais de ce fait, le chèque postal peut jouer, auprès de la classe populaire, à qui, nous le répétons, il est plus spécialement destiné, un rôle éducatif de la plus haute importance. Comme le disait M. Walras (voir p. 124), « au pur salarié du régime actuel, touchant sa paie en argent et la dépensant inconsciemment aussitôt, il substituera le travailleur capitaliste ayant à tenir un carnet et des comptes (comptabilité sévère et permanente, selon l'expression de MM. H. Denis et Vandervelde)..., acquérant l'expérience de la vie, la pratique des affaires », la vraie notion de la monnaie et de la valeur, aussi loin que possible de cette illusion crysohédonique dont M. Novicow⁽¹⁾ a retracé les méfaits et dont les grèves actuelles de cette fin de guerre sont la cruelle expression.

(1) *Op. cit.*

CHAPITRE V

APERÇU RÉTROSPECTIF ET SYNTHÉTIQUE DU SYSTÈME GÉNÉRAL DES CHÈQUES POSTAUX

Il est difficile de classer ce service, qu'on appelle cependant service des comptes courants postaux, dans les conventions juridiques de compte courant. La nature de service public et les restrictions administratives qui en résultent, lui donnent un caractère tout spécial. « Le compte courant, dit M. Thaller⁽¹⁾, est une convention par laquelle deux correspondants conviennent de faire masse de toutes celles de leurs opérations qui porteront sur des valeurs ou sur de l'argent (sauf celles qu'ils en excepteront), de les rendre connexes et de les bloquer dans un tout qui se soldera à une époque déterminée. » Les deux effets principaux sont : *a*) novation des opérations qui y sont inscrites; *b*) indivisibilité du droit, par suite de l'absorption dans le compte de tous les articles qui concourent au solde, seule prestation du compte courant.

Or le service postal des chèques n'est nullement le résultat d'un contrat, c'est simplement une adhésion agréée à un service public : les obligations du service sont moins vis-à-vis de ses clients que vis-à-vis de l'autorité publique. Il n'opère pas novation en un droit nouveau indivisible, et la preuve c'est que la saisie-arrêt impossible pour ce motif, dans les comptes courants ordinaires, est autorisée sur les comptes courants postaux. Les éléments de l'avoir du titulaire gardent leur nature et leur identité : l'Administration n'est tenue qu'à une obligation de bonne comptabilité. Pour expliquer cette dénomination de compte courant donnée à ce service, il faut savoir que le compte courant de droit commun est constitué d'un double élément : un cadre de comptabilité (longtemps d'ailleurs il a été réduit à ce seul élément, auquel se superpose une convention

1. *Traité élémentaire de Droit commercial*, 4^e édition, p. 804.

nouvelle qui produit les effets mentionnés plus haut. C'est parce que le service des chèques postaux a emprunté le cadre de comptabilité au régime des comptes courants, qu'on l'a appelé généralement aussi service de comptes courants postaux : au fond cette appellation ne se rapporte qu'au premier élément.

Donc le service des chèques postaux est constitué simplement par un service public de comptabilité, ou de caisse : le titulaire se borne unilatéralement à adhérer à ce cadre de comptabilité, sachant que ses garanties seront sauvegardées par le jeu des règles administratives.

Ceci posé, il ressort de l'analyse successive et historique que nous avons faite des diverses législations que, malgré les particularités de détail, tous les systèmes répondent à un ensemble de principes communs.

Principe essentiel. — Partout ils constituent ce cadre de comptabilité ou de caisse que nous venons de dégager.

Organisation administrative :

tantôt centralisée (Autriche, Hongrie, Luxembourg, Belgique, ces deux derniers pays pour cause de leur peu d'étendue);
et tantôt décentralisée (Suisse, Japon, Allemagne, France, Italie, Hollande);
tantôt liée au service de la Caisse d'Épargne nationale (Autriche, Hongrie, Japon);
et tantôt autonome (partout ailleurs).

Participation au service : Elle exige les formalités suivantes :

- a) une demande : sur formule libre et dans ce cas une seconde formalité est nécessaire, une déclaration d'adhésion (Suisse, Allemagne, Luxembourg);
ou sur formule spéciale de l'Administration qui vaut déclaration d'adhésion (Autriche, Hongrie, Japon, Belgique, France),
comportant documents d'identification : état, capacité, signature;
- b) agréée par l'Administration qui n'a pas à faire connaître les motifs de rejet, mais avec droit de recours à la Direction centrale;
- c) versement préalable d'un dépôt de garantie :

Autriche et Hongrie.	100 couronnes.	Belgique.	50 francs.
Suisse.	100 francs.	Hollande.	10 florins.
Japon.	20 yens.	France.	50 francs.
Allemagne.	25 marks.	Italie.	50 livres.
Luxembourg.	100 francs.		

Opérations possibles : de crédit et de débit, versements ou paiements.

- a) Le **crédit** est alimenté par les titulaires ou par des tiers;
soit au moyen de bulletins de versement :
fournis : tantôt à titre onéreux (Autriche, Belgique);
tantôt à titre gratuit (Japon, Suisse);
tantôt à titre gratuit au détail dans les bureaux de poste et
à titre onéreux en carnet (France, Allemagne, Italie);

portant obligatoirement imprimés le numéro et la dénomination du compte (Autriche), ce qui empêche les tiers de faire des versements sans avoir reçu du titulaire les bulletins appropriés; ou bien pouvant aussi être délivrés en blanc (les autres pays); soit au moyen d'inscription au crédit du montant des titres (mandats, recouvrements, remboursements, etc.), arrivés au profit du titulaire ⁽¹⁾; tantôt sans supplément à la taxe de ces titres eux-mêmes (Suisse, Belgique, France); tantôt avec le supplément de la taxe du bulletin de versement (Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie); soit par virements de compte à compte.

b) Le *débit* est actionné par les chèques, qui sont moins des chèques que des formules d'ordres de faire paiement.

Clause à ordre : interdite partout.

Clause au porteur : permise partout et même exclusivement en Suisse et Hollande.

La forme nominative et d'assignation est la forme générale des chèques postaux.

Les chèques postaux comportent :

1^o le paiement en espèces :

soit au comptant pour les chèques au porteur et en France également pour les chèques nominatifs et d'assignation, à condition de pouvoir les présenter directement au contrôle du bureau détenteur du compte débiteur;

soit par mandats ou bons de caisse (Autriche) émis par le bureau de chèques ou même par lettre chargée (Autriche, Allemagne);

2^o le paiement par virement de crédit à condition que le bénéficiaire soit également titulaire d'un compte courant postal;

soit au moyen des formules ordinaires au porteur ou nominatives, dont le montant est inscrit au crédit sur l'ordre du bénéficiaire.

soit au moyen de formules transformées pour virement direct (Suisse), ou même de formules spéciales aux virements (ordres de transfert : Allemagne; ordres de virement : Belgique; chèques ou ordres de virement : France), dans le but d'un traitement privilégié de rapidité et de réduction ou même de gratuité (Suisse et Allemagne) de taxes.

Les chèques exigent des formules rigoureusement administratives qui mentionnent la date d'émission, la somme à payer, la signature du tireur titulaire du compte courant débiteur, et pour les chèques nominatifs et d'assignation, le nom du bénéficiaire.

La durée de validité : 40 jours en France et Allemagne, Hollande;

15 jours en Autriche-Hongrie;

1 mois en Suisse et en Italie;

3 et 6 jours (comme les chèques bancaires) en Belgique.

(1) En outre, la Suisse autorise l'inscription, au crédit d'un compte déterminé du montant des mandats payables à une tierce personne sous condition que celle-ci et le titulaire y consentent : cela permet aux gens d'affaires de faire porter directement au compte de leur banquier le montant de toutes leurs valeurs postales.

c) Taxes comparées.

DÉS-IGNATION	FRANCE		ALLE- MAGNE	SUISSE	BELGIQUE	AUTRICHE	HOLLANDE
	Taxes primitives, 7 janvier 1918.	Taxes modi- fiées, loi du 28 juillet 1919.					
Versements.	1° effectués par titulaire à son profit à son bureau de poste : 0 fr. 10; 2° effectués par les tiers, taxes des mandats ordinaires : 0 fr. 10 jusqu'à 5 fr. 0 fr. 15 de 5 à 10 fr. 0 fr. 20 de 10 à 15 fr. 0 fr. 25 de 15 à 20 fr. 0 fr. 35 de 20 à 50 fr. 0 fr. 60 de 50 à 100 fr. 0 fr. 85 de 100 à 300 fr. 1 fr. 10 de 300 à 500 fr. 1 fr. 35 de 500 à 1 000 fr. Au-dessus : 0 fr. 25 par 500 fr. ou fraction.	Taxe fixe de 0 fr. 15. Pour tout versement.	5 pfennigs jusqu'à 25 marks. 10 pfennigs pour toute somme supérieure.	0 fr. 05 par 100 fr. ou fraction.	0 fr. 10.	1/4 heller (taxe de manipulation). 2/2 heller (prix du bulletin de versement).	3 cents si le compte est tenu dans le bureau ou allègement, 5 cents sinon.
Retraits.	Emission de chèques : 1° au profit du titulaire : 0 fr. 10; 2° au profit des tiers : taxes des mandats ordinaires comme ci-dessus.	0 fr. 15. Taxes des mandats ordinaires.	1° taxe fixe de 5 pfennigs; 2° taxe proportionnelle de 1/10 p. 1 000.	0 fr. 05 par 1 000 fr. ou fraction.	1° taxe fixe : 0 fr. 10; 2° taxe proportionnelle de 1/20 p. 1 000; 3° taxe proportionnelle de 1/8 p. 1 000 au-dessus de 600 cour.	1° taxe fixe : 4 heller (taxe de manipulation); 2° taxe proportionnelle de 1/4 p. 1 000 jusqu'à 6 000 cour. et 1/8 p. 1 000 au-dessus de 6 000 cour.	5 cents par 500 florins ou fraction.
Virements.	0 fr. 10 par virement.	0 fr. 10.	Gratuit.	Gratuit.	0 fr. 05.	4 heller (taxe de manipulation).	3 cents suivant même distinction que pour le versement. 5 cents ?
Taxe de factage.	Exonération totale pour toutes les correspondances du ou pour le bureau des chèques.	Même exonération.	Exonération totale comme en France.	Exonération partielle seulement pour les correspondances émanant du bureau des chèques.	Exonération partielle comme en Suisse.	?	?

Intérêt servi aux titulaires :

Allemagne	}	Aucun.
France		
Italie		
Belgique 3 p. 100.	}	Sur le seul dépôt de garantie.
Autriche 2 —		
Suisse 1,5 —		
Japon 3,60 —		
Hollande 1,5 —	}	Sur l'avoir moyen, mais variation dans le procédé de calcul. D'ailleurs modification possible par décret.

Placement des fonds :

En général, le solde moyen total du service est placé en valeurs d'État et en valeurs commerciales avec plus ou moins de restriction pour ces dernières.

Seule la France n'admet aucun placement et utilise ce solde aux besoins de la Trésorerie de l'État.

Irresponsabilité de l'Administration pour les retards et les conséquences pouvant résulter des changements non notifiés.

Clôture d'office comme sanction des abus et notamment du dépassement de provision.

Prescription extinctive des actions en réclamations :

France 1 an.		Belgique 6 mois.
Allemagne 2 ans.		Hollande 3 —
Italie 1 an.		

Participation au clearing bancaire :

soit aux virements de la Banque nationale;

soit à la compensation de la chambre de compensation (tous les pays à peu près sauf la France).

Extension au régime international :

réalisée par la convention du 18 janvier 1910 entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Suisse, la Belgique et le Luxembourg.

Cet aperçu nous montre qu'à la différence de quelques détails d'exécution, voire même de quelques principes essentiels comme le service d'intérêt ou le placement des fonds, tous les systèmes présentent une uniformité fondamentale.

Résultats statistiques comparés des services de chèques postaux (Service intérieur).

PAYS	ANNÉES	NOMBRE DE TITU- LAIRES	ACTIF : AVOIR TOTAL DES TITULAIRES	TRANS- ACTIONS (en millions)	SERVICE DU CLEARING		
					Nombre d'opé- rations.	Montant.	Nombre. de titulaires.
Autriche.			Couronnes.	En millions.		En millions.	
	1883	176	—	—	—	—	—
	1884	2 520	58 738 562	—	4 916	3,4	—
	1909	94 621	359 064 957	24,837	8 099 000	11,151	94 190 98,5 p. 100
	1910	102 574	392 524 392	27,367	8 887 000	12,275	101 033 —
	1911	110 074	443 024 393	29,701	9 075 000	13,514	108 418 —
	1912	116 004	441 453 582	32,188	9 900 000	14,700	105 144 —
	1913	122 870	—	33,600	10 100 000	15,300	120 144 —
	1914	126 624	—	36,000	9 581 286	16,600	124 659 —
	1915	131 144	—	58,000	8 692 464	30,000	129 070 98 p. 100
	1916	139 099	1 400 000 000	—	8 828 888	43,400	136 742 98,3 p. 100
	1917	150 240	2 000 000 000	102,000	8 396 684	58,500	147 756 98,3 p. 100
			En millions de marks.	En millions de marks.		En millions de marks.	Proportion des virements à l'ensemble des transactions.
	1909	36 427	63,6	9,821	4 171 262	4,783	48,8 p. 100
	1910	49 853	94	18,452	8 194 476	9,061	49,2 —
	1911	62 446	139,7	25,117	12 429 620	12,555	50 —
	1912	75 203	154,4	30,447	—	15,593	51,4 —
	1913	86 400	170,5	35,906	—	22,600	59,3 —
	1914	103 068	241,5	38,009	—	22,900	60,25 —
	1915	111 931	273,8	47,806	—	29,853	62,47 —
	1916	148 918	465,1	63,482	—	42,367	66,74 —
	1917	189 432	726	97,159	—	72,334	74,45 —
Suisse.			Francs.	En millions de francs.		Francs.	
	1906	3 190	6 507 048	451	61 396	91 063 824	20,19 p. 100
	1907	4 066	8 600 393	746	112 261	153 687 886	20,59 —
	1908	5 301	12 584 720	1,287	222 458	454 161 412	35,28 —
	1909	7 295	16 205 334	2,400	421 712	1 304 016 832	54,33 —
	1910	9 509	21 847 640	3,297	650 391	1 932 873 024	58,6 —
	1911	11 541	28 045 395	4,097	894 162	2 518 625 573	61,5 —
	1912	13 947	33 223 219	4,939	1 704 040	3 110 431 531	63,1 —
	1913	15 812	34 285 213	5,396	1 290 247	3 435 020 069	63,65 —
	1914	17 370	44 486 574	5,455	1 353 068	3 532 789 108	64,76 —
	1915	18 577	49 322 610	6,135	1 492 981	4 124 111 823	67,22 —
	1916	20 833	65 905 300	6,126	1 805 453	5 569 057 396	68,53 —
	1917	23 980	93 069 310	11,162	2 165 254	7 905 034 294	70,82 —
Luxembourg.			Francs.	En millions de francs.		En millions de francs.	
	1911 oct. à	188	337 635	28,8	—	3,16	—
	1912 oct.			Crédit. Débit.			
	1914	310	796 252	20,9 24,9	—	—	—
	1915	385	1 894 930	45 44,2	—	—	—
	1916	534	4 609 119	94 90	—	20,5	—
Belgique.			Francs.	Francs.		Francs.	
	1913	4 542	10 639 134	1 231 716 304	—	479 839 615	—
	du 16 avril.						
France.			Florins.				
	1914	5 731	8 722 090	815 532 189	—	328 221 890	—
	jusqu'au 30 avril.						
Hollande.			Lires.				
	1918	13 000	25 616 000	—	—	—	—
Italie.							
	1919	1 229	21 537 594	—	—	—	—
	jusqu'à fin mai.						

Ces chiffres statistiques ont été recherchés dans le *Journal de l'Union postale universelle*. A ce propos nous nous permettons de formuler un double vœu : — 1° Il serait à souhaiter que toutes les administrations adoptent une même façon d'exposer leurs résultats et des têtes de colonnes semblables, afin d'établir une juste comparaison : c'est un casse-tête chinois pour le lecteur de comparer ces résultats tandis qu'ils ne représentent pas les mêmes opérations. Le chiffre total des virements contient-il les virements internationaux ou seulement les virements internes? etc... La statistique suisse, par sa clarté, pourrait servir de modèle; — 2° Tout au moins chaque État devrait reproduire régulièrement des données identiques, de façon à éviter dans les tableaux des blancs disparates : ainsi l'Autriche cesse de donner le chiffre de l'avoir des titulaires en 1913 et ne le reprend qu'à partir de 1916.

Nota. — Les statistiques du Service japonais, demandées au ministère des communications de Tōkio, ne nous sont pas encore parvenues au moment de l'impression de cette étude. Voici quelques chiffres puisés dans l'Annuaire économique et financier du Japon : malheureusement il cesse de donner ces résultats après 1914. Les chiffres plus complets de 1910 et 1915 sont empruntés à l'étude remarquable de M. Charles Nussbaum « Le Chèque Postal » parue dans les *Annales de la Régie directe*, février 1917.

ANNÉES	TITULAIRES	AVOIR DES TITULAIRES	TRANSACTIONS	CLEARING	
				NOMBRE D'OPÉRATIONS	MONTANT
		(yens)	millions yens.		millions yens.
1906	5 790		54		
1907	12 818		130		
1910	31 570	9 304 785	394	297 240	170
1911	36 445		448		
1912	46 000		579		
1913	55 000		595		
1914	66 000		704		
1915	72 736	13 298 122	810	711 599	289

CHAPITRE VI

LE CHÈQUE POSTAL INTERNATIONAL

Les avantages économiques et monétaires retirés par le public autant que par les États, du service interne des chèques et virements postaux, devaient fatalement suggérer l'idée d'en étendre les bénéfices au régime international.

Cette extension internationale d'ailleurs était déjà réalisée pour le régime des mandats ordinaires, par la convention de Paris du 1^{er} juin 1878 réglementant les mandats internationaux. Comme le système des chèques postaux n'était au fond qu'un perfectionnement économique du procédé des mandats-poste, il était naturel qu'on songeât à pareille application. L'Union postale universelle lui constituait le cadre tout préparé et parfaitement adéquat et l'Office central de comptabilité et liquidation de Berne, l'organe effectif de règlement.

Il y avait au surplus le précédent des usages bancaires pour les relations internationales : les banques en effet prêtent leur intermédiaire pour les règlements internationaux par virement de crédit ou compensation des titres (lettres de change). Or comme le procédé du chèque postal est un procédé emprunté aux usages bancaires, il était normal qu'on imite aussi son emploi extensif.

Une condition toutefois était indispensable à cette réalisation à savoir l'adoption commune par les diverses administrations postales du procédé du chèque postal. Cette adoption, en fait, a été relativement assez différée et aujourd'hui encore est loin d'être générale. C'est pourquoi les États qui sont venus les premiers au système, ont recouru, en attendant l'institution logique du service postal

international, à une série de mesures propres à étendre l'action des comptes courants de leurs titulaires jusque dans les pays voisins; ces mesures consistent essentiellement en une entente entre les administrations postales et quelques banques étrangères, de façon à souder les comptes courants postaux des uns aux comptes courants bancaires des autres.

Nous allons dire un mot de ces ententes banco-postales, avant d'étudier le service postal international qui résulte de la convention déjà citée du 18 janvier 1910. Auparavant, il paraît utile de déterminer exactement la position de la question.

a) Position de la question. — Il ne s'agit pas de créer *ex novo* un service postal international de transmission de fonds : ce service existe déjà, ce sont les mandats internationaux. Il s'agit surtout de le perfectionner et surtout d'obtenir le plus possible, comme pour le service interne, des règlements amétalliques, c'est-à-dire des virements : c'est là d'ailleurs le but fondamental de l'institution.

Quand il s'agit des rapports de titulaires de comptes courants d'un pays avec des tiers étrangers non titulaires chez eux de comptes courants postaux, soit pour recevoir soit pour faire paiement, il n'apparaît pas qu'il soit nécessaire de recourir à une convention : ces rapports peuvent se régler par les mandats internationaux. Le titulaire qui veut faire paiement à un tiers étranger envoie à son Administration un chèque d'assignation que celle-ci transforme en mandat international : le montant et les taxes sont inscrits à son débit. De même quand le tiers étranger doit faire paiement à un titulaire de compte courant, il émet un mandat international qui, à son arrivée, est, selon l'ordre du bénéficiaire titulaire de compte courant, porté à son crédit. C'est ainsi que cela se pratique d'ores et déjà, en France, en dehors de toute convention postale. De cette façon, est réalisée pour le titulaire la commodité de donner des ordres de chez lui sans avoir à se déranger et à attendre à un guichet d'émission ou de paiement de titres. En outre, grâce au règlement de l'Office central de liquidation de Berne, ces rapports entre les deux administrations se règlent le plus souvent par compensation. Les espèces n'ont apparu qu'à l'égard du tiers expéditeur ou bénéficiaire non titulaire de compte courant : une convention internationale n'y changerait rien.

Mais il y a, pour la plupart des pays, des difficultés et des

entraves au jeu normal de cette sorte de règlement : elles proviennent du régime des taxes.

En France, les paiements en espèces à des tiers sont soumis aux taxes ordinaires des mandats, il est logique quand ces tiers sont à l'étranger, que soient perçues les taxes du régime international.

Dans la plupart des autres pays, au contraire, ces sortes de paiements n'ont pas été différenciés des retraits au profit des titulaires eux-mêmes : ils bénéficient ainsi des taxes de faveur du service des chèques. On comprend que les administrations refusent d'étendre ce traitement privilégié à ces opérations effectuées de ou sur l'étranger. Il n'y a donc qu'à admettre unilatéralement dans chaque administration que ces opérations seront possibles dans leur service de chèques et avec les commodités que ce service comporte, mais avec la taxe de droit commun des mandats internationaux.

On peut cependant trouver que le régime des mandats internationaux est défectueux, taxes trop fortes, maximum trop faible : (1 000 francs). Cela regarde la convention des mandats internationaux et non des chèques postaux : au surplus il n'y a qu'à susciter une revision.

Ceci nous amène à conclure que la question se circonscrit aux virements postaux : ce genre d'opérations n'étant pas traité dans l'Union postale universelle, il convient d'en réglementer l'extension internationale. C'est d'ailleurs ainsi que la question fut comprise et traitée par la Convention du 18 janvier 1910, dont nous nous occuperons tout à l'heure.

Cette précision donnée, nous allons étudier les mesures prises dans l'attente du service postal international des virements.

b) Système banco-postal. — Ce fut l'Autriche, nous l'avons vu, qui en eut la première conception : la première entente de ce genre, en effet, fut celle de la Caisse d'épargne postale de Vienne avec la Banque austro-hongroise (25 février 1889); elle avait pour but de permettre aux titulaires autrichiens de comptes courants postaux d'atteindre leurs correspondants hongrois, en attendant que fût inauguré en Hongrie le service postal des chèques et virements.

Ce service fut à tel point apprécié que l'administration viennoise se préoccupa d'étendre successivement ces facilités avec les autres pays par l'intermédiaire d'un établissement de crédit : elle organisa pareille correspondance avec des banques déterminées d'Allemagne,

Suisse, Belgique, France, Italie, Hollande, Grande-Bretagne. (Voir tableau suivant.)

La Hongrie suivit de près l'exemple de l'Autriche et avec ces mêmes pays établit un identique système. (Voir tableau suivant.)

La Suisse usa du même procédé banco-postal pour atteindre la Grande-Bretagne et tout récemment encore pour la République Argentine; avec la Grande-Bretagne il faut noter que le service est mis non seulement à la disposition des titulaires de comptes courants postaux, mais encore de toute autre personne.

Le tableau suivant montre de façon synoptique le cycle des accords qui ont été conclus.

PAYS QUI ONT ORGANISÉ LE SERVICE BANCO-POSTAL	AUTRICHE	HONGRIE	ALLEMAGNE
Autriche		OEsterreichische Ungarische Bank, 1889.	Deutsche Bank, 1 ^{er} mai 1906.
Hongrie	OEsterreichische Ungarische Bank, 1889.	—	Nationalbank für Deutschland de Berlin, 1 ^{er} novembre 1909.
	SUISSE	BELGIOÛE	FRANCE
Autriche	Schweizerische Kreditanstalt, 1907.	Société générale de Belgique, 1909.	Société Générale, 1907.
Hongrie	Schweizerisches Bankverein de Bâle, 1 ^{er} juillet 1910.	Banque Internationale de Bruxelles, 1910.	Société Générale, 1910.
	ITALIE		
Autriche			Banca Commerciale Italiana, 1 ^{er} janvier 1907.
Hongrie			Banca Commerciale Italiana, 1 ^{er} juillet 1910.
	GRANDE-BRETAGNE	HOLLANDE	AMÉRIQUE DU NORD
Autriche	Filiale de Londres de la K. K. privée OEsterreichische Länderbank, 1 ^{er} février 1907.	Amsterdamsche Bank, 1 ^{er} janvier 1912.	
Hongrie	Direction der Disconto-gesellschaft de Londres, 1910.	Nederlausche Handel-Maatschappij, 1 ^{er} octobre 1911.	Transatlantic Trust Company, de New-York.
Suisse	Schweizerischer Bankverein, 1 ^{er} juin 1908 pour Londres, 1 ^{er} janv. 1909 pour toute la Grande-Bretagne.		

Il est évident que si le service a été organisé par les administrations postales au profit de leurs clients de chèques postaux, il produit en contre-partie d'égales facilités pour les tiers étrangers correspondants de ces clients.

Ce service peut se ramener aux principes suivants :

Il convient de remarquer tout d'abord que ce service comporte non seulement les virements, but essentiel de l'institution, mais les paiements en espèces. Sans doute entre l'Administration postale et la banque correspondante, les rapports se liquident ordinairement par virement sur leurs comptes courants réciproques⁽¹⁾, mais au deuxième degré, c'est-à-dire entre les titulaires de comptes courants postaux et leurs correspondants à l'étranger, les rapports peuvent aussi se liquider par virements si ces derniers possèdent un compte courant bancaire, ou bien par règlement en espèces si ces derniers n'en possèdent pas.

De plus, les rapports sont étendus non seulement à la clientèle des banques signataires de l'accord, mais à la clientèle de leurs succursales ou des autres établissements de crédit en relations avec elles. On voit que l'extension de ce régime est considérable puisque, de façon générale, toutes les banques du même pays ont des rapports entre elles.

Enfin les administrations postales en question, pour une plus grande facilité, admettent les étrangers à se faire ouvrir un compte courant postal chez elles :

Examinons maintenant les opérations :

a) *Payements effectués par les correspondants étrangers au profit des titulaires des comptes courants postaux des administrations signataires.* — Si ces correspondants sont titulaires de comptes courants bancaires ces paiements s'effectueront par chèques ou ordres de virement de leur compte courant en banque au compte courant postal de leur créancier : ce virement sera à un degré s'ils sont titulaires de compte courant à la banque même signataire de l'accord ou à ses succursales ; — il sera à deux degrés s'ils sont titulaires de

(1) La Schweizerischer Bankeverein de Londres s'est même fait ouvrir un compte courant n° V. 600 au bureau de chèques de Bâle, pour régler plus facilement ses relations avec l'administration postale suisse. A ce bureau et à ce compte seuls sont adressés les paiements de la Grande-Bretagne aux destinataires domiciliés dans n'importe quelle partie de la Suisse et le bureau de Bâle se charge de l'envoi ultérieur aux divers bureaux compétents. Au contraire, les versements pour la Grande-Bretagne peuvent s'effectuer dans tous les bureaux de chèques de la Suisse.

compte courant à une banque quelconque ayant relations de compte courant avec la banque précitée. Dans ce but et pour savoir si leur créancier est titulaire de compte courant postal, les correspondants étrangers n'ont qu'à se munir de la liste générale des abonnés aux comptes courants postaux que chaque administration délivre contre redevance déterminée ou qui se trouve au siège de la banque étrangère signataire.

Si ces correspondants ne sont pas titulaires de compte courant bancaire, ces paiements s'effectueront par versements en espèces aux guichets des banques signataires ou affiliées à ces dernières, accompagnés de bulletins ou déclarations de versement spéciales de couleur différente selon les pays : ces formules, pour l'Autriche et la Hongrie, portent imprimés le nom et la dénomination du compte courant postal à créditer et doivent par conséquent être envoyées par les titulaires de compte courant postal à leurs débiteurs, en même temps que les factures. Pour la Suisse, ces formules se trouvent en blanc au siège de la banque et les correspondants n'ont qu'à les remplir. Les correspondants étrangers d'ailleurs peuvent préférer, pour un motif quelconque, par exemple s'ils résident loin de tout établissement de banque, la transmission de fonds par voie postale, mandat international ou lettre de valeur déclarée.

b) Paiements effectués par les titulaires de comptes courants postaux au profit de correspondants étrangers. — Ils s'opèrent comme dans le service interne. Le titulaire envoie un chèque postal à son bureau de chèques, qui pourvoit à sa liquidation définitive : le montant peut être exprimé en monnaie étrangère. La liquidation s'opère par voie de banque, soit par virement de crédit si le correspondant étranger est titulaire de compte courant bancaire dans les conditions précitées, soit par l'envoi d'un chèque de la part de l'Administration postale du titulaire débiteur au bénéficiaire lui-même, qui en obtient paiement en le présentant au guichet des banques. Mais le paiement s'opère par voie postale ordinaire si le bénéficiaire réside loin de toute banque appropriée ou même si l'expéditeur a choisi ce dernier mode de paiement.

Le change pour la conversion des valeurs est déterminé par le plus récent cours du billet de banque, ou des chèques ou des devises du pays destinataire à la Bourse du pays expéditeur.

Les taxes sont spéciales : — pour l'Autriche et la Hongrie ce sont les taxes ordinaires des chèques postaux, plus une taxe addition-

nelle de 1/4 p. 1 000 jusqu'à 2 000 couronnes et 1/8 p. 1 000 au-dessus, sans compter les frais qui résulteraient de la mise à contribution de cette organisation (correspondance, etc.). Dans les rapports avec l'Angleterre et l'Amérique, l'encaissement des effets comporte des taxes particulières : 50 hellers par document jusqu'à 2 000 couronnes, et au-dessus 1/8 p. 1 000. — Pour la Suisse dans ses rapports avec la Grande-Bretagne, voici les taxes des envois de Suisse en Grande-Bretagne :

Versements : jusqu'à 100 francs	25 centimes.
De 100 à 200 —	30 —
200 à 300 —	45 —
et 15 centimes par 100 francs ou fraction.	
Virements : jusqu'à 200 francs	—
De 200 à 300 —	30 —
et 10 centimes par 100 francs ou fraction.	

Pour les envois de Grande-Bretagne en Suisse :

Mandats de paiement : 1 1/8 p. 1 000 de la somme avec minimum de	30 centimes.
Virements : 1 p. 1 000 avec minimum de	20 —

Ce service banco-postal a rencontré une très grande faveur auprès du grand public : il a eu l'avantage non seulement d'étendre le champ des règlements amétalliques, mais de divulguer les facilités du chèque postal. Organisé dans le but de suppléer au régime purement postal, impossible tant que les États n'avaient pas adhéré au régime du chèque postal, il fut maintenu même après cette adhésion : c'est que non seulement il suppléait au régime postal, mais avait une utilité propre, celle d'atteindre une catégorie spéciale de correspondants, les clients des banques qui ne sont pas forcément clients des comptes courants postaux. Par extension particulière, il mérite la faveur qui lui est faite.

Voici quelques résultats statistiques :

AUTRICHE-HONGRIE.									
Sur banques austro-hongroises :									
	1908	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1916
Nombre de chèques	47 317	48 780	50 445	52 937	50 053	42 772	29 075		"
Montant (en millions de couronnes).	455	442	496	509	469	452,4	540,5		"
Sur banques étrangères :									
Nombre de chèques	90 542	86 443	90 086	97 777	96 828	73 045	68 763	50 552	
Montant (en millions).	73,5	73,4	77,9	103,7	94	95	138,4	124,7	
Des banques étrangères sur Autriche-Hongrie :									
Nombre de versements.	68 492	76 818	84 536	92 746	95 382	57 994	9 403		"
Montant (en millions).	53	61,1	68,7	72,5	73,7	42,7	5		"
SUISSE.									
	1912	1913	1913	1914	1915	1916	1916	1917	
De Suisse sur Angleterre :									
Nombre de chèques	7 239	8 022		6 331	3 411	2 072		1 245	
Montant (en francs)	902 858	990 333		862 693	948 547	328 656		253 228	
D'Angleterre sur Suisse :									
Nombre de chèques	263	385		425	1 002	1 002		4 216	
Montant (en francs)	70 140	72 138		113 887	229 090	196 215		495 613	
De Suisse sur République Argentine :									
Nombre de chèques		54		43	79	55		45	
Montant (en francs)		45 054		9 516	72 727	32 629		14 467	
De République Argentine sur Suisse :									
Nombre de chèques		468		444	910	1 002		576	
Montant (en francs)		42 607		96 152	82 895	162 929		406 606	

c) Le service uniquement postal des virements internationaux. — Ce service suppose de la part des pays adhérents l'adoption du régime interne des chèques postaux⁽¹⁾, c'est pourquoi, dans l'attente de cette adoption progressive, les administrations dotées du chèque postal ont eu recours au procédé précédemment étudié de coopération banco-postale. C'est encore l'Autriche qui, la première, a conclu un accord de ce genre : dès que la Hongrie eut institué chez elle le chèque postal, les deux administrations de ces pays, d'ailleurs politiquement unis, signèrent un accord (1896) permettant les virements réciproques dans leurs comptes courants postaux. Il fallut attendre plusieurs années avant de songer à une plus grande extension.

En 1906, la Suisse ayant inauguré le chèque postal et l'Allemagne ayant mis son institution à l'étude, le congrès des Mittel-europäische Wirtschaftswereine, tenu à Vienne, mit cette question des virements postaux internationaux à l'ordre du jour. En 1909, ces mêmes Unions, dans leur congrès de Berlin, manifestèrent leur adhésion complète à ce projet; l'Allemagne avait d'ailleurs institué le chèque postal en 1908. La réalisation ne tarda guère; le 27 octobre 1909 un accord était ratifié en ce sens entre l'Allemagne (la Bavière et le Wurtemberg compris), l'Autriche, la Hongrie et la Suisse et était transformé en convention le 18 janvier 1910 : le 1^{er} février de cette même année, le service était ouvert dans les quatre États à la fois. L'administration belge y adhéra par l'intermédiaire de sa Banque nationale dès le 1^{er} novembre 1910 (depuis 1913, ayant un service autonome de chèques postaux, elle y participe sans intermédiaire) et le Grand-Duché de Luxembourg, le 1^{er} janvier 1912.

Le service fonctionne donc entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Suisse, la Belgique et le Luxembourg : la guerre a retardé les autres adhésions, mais elles ne tarderont pas; puisque le chèque postal a été introduit en 1918 en France, Italie et Hollande, ces pays n'ont aucun motif de différer leur adhésion à la convention de 1910.

Le principe de l'Institution est le suivant : tout titulaire de compte courant dans chacune des administrations postales inté-

(1) Seule l'Administration belge a pu, grâce à la coopération toute spéciale qu'elle a établi avec sa Banque nationale et par son intermédiaire, adhérer à la Convention postale des virements internationaux.

ressées peut ordonner des virements de crédit en faveur d'un titulaire de compte de n'importe laquelle de ces mêmes administrations : les opérations de règlement en espèces ne sont pas admises, nous avons vu pourquoi.

Cependant, l'organisation d'un pareil service présenta quelques difficultés assez délicates, par suite de la différence existant entre les divers régimes internes.

Il y avait, en effet, des divergences : au point de vue de l'organisation administrative, dans certains pays décentralisée, dans d'autres au contraire, centralisée — au point de vue des taxes particulières à chaque État — et surtout au point de vue du change à fixer pour le calcul du montant des opérations d'abord et ensuite pour le calcul des décomptes entre les administrations.

Voici les solutions intervenues dans la convention de 1910 :

1) *organisation administrative* : dans les administrations où le service était centralisé, Autriche et Hongrie, Belgique et Luxembourg, le bureau central était chargé d'effectuer les virements internationaux; dans les administrations où le service était décentralisé, des bureaux d'échange furent désignés⁽¹⁾; voir la nomenclature à la page suivante.

L'ordre de virement est donné au moyen d'un chèque postal⁽²⁾ que le titulaire de compte expéditeur expédie au bureau de chèques détenteur de son compte : ce bureau débite ce compte et s'il est un des bureaux d'échange désigné pour la destination du virement, il le transmet directement au bureau étranger compétent; s'il n'est pas bureau désigné pour cet échange, il l'envoie au bureau interne compétent qui en assure l'expédition au bureau étranger. Le même mouvement, en sens inverse, a lieu dans le pays destinataire.

Les détails du service sont déterminés suivant les mêmes règles que celles du service interne.

Les bureaux d'échange se communiquent au moins une fois par jour ouvrable, au moyen d'une *liste spéciale*, les virements à effectuer. Ces listes doivent contenir : le numéro et la désignation du

(1) On pourrait concevoir, pour la simplification du service, un service spécial pour ces virements internationaux dans un unique bureau centralisateur : le retard apporté par l'envoi des titres à ce bureau serait certainement rattrapé par la sûreté et la rapidité de la spécialisation.

(2) Une communication particulière peut y être portée, sauf pour les chèques de ou pour l'Autriche-Hongrie qui ne l'admet pas.

DANS LES RELATIONS AVEC	BUREAUX D'ÉCHANGES DÉSIGNÉS DANS LES PAYS							
	AUTRICHE	HONGRIE	BELGIQUE	LUXEMBOURG	BAVIÈRE	WURTEMBERG	ALLEMAGNE	SUISSE
Autriche . .		Budapest.	Bruxelles.	Luxembourg.	Ludwigshafen, Munich.	Stuttgart.	Berlin opérant pour bureaux de Cologne Dantzig, Hambourg.	Bâle. Zurich. Saint-Gall.
Hongrie. . .	Vienne.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Leipzig opérant pour bureaux de Franc- fort, Hanovre.	Bâle. Zurich.
Belgique . .	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Berlin. Cologne. Karlsruhe.	Bâle.
Luxembourg.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Cologne. Frankfort-sur-le-Mein.	Bâle.
Bavière . . .	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Tous les bureaux.	Bâle. Zurich.
Wurtemberg.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Tous les bureaux.	Zurich.
Allemagne	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.		Bâle. Berne. Zurich.
Suisse . . .	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Berlin opérant pour bureau de Dantzig. Karlsruhe opérant pour Cologne, Franc- fort-s.-le-Mein, Ham- bourg, Hanovre. Leipzig opérant pour Breslau.	

compte titulaire envoyeur ainsi que celui du titulaire bénéficiaire⁽¹⁾, l'indication du montant du virement après réduction sur le pays destinataire, la date d'expédition, le timbre et la griffe du bureau envoyeur. Les administrations se communiquent les signatures des fonctionnaires autorisés à signer, afin de contrôler l'authenticité de ces listes.

2) Quant aux taxes, le paragraphe 4 de la convention s'exprime ainsi : « Chaque administration a la compétence de fixer pour ses titulaires de compte, le cours de réduction ainsi que la taxe spéciale et les autres conditions de virement. Toutefois, cette taxe ne doit pas dépasser le taux de 1/2 p. 1000. Le minimum peut être fixé à 25 centimes, soit à une somme approximativement équivalente en monnaie de chaque pays et l'on peut arrondir les montants de la plus petite unité de monnaie au prochain nombre divisible par 5. La taxe reste acquise à l'administration qui tient le compte du mandant. L'inscription au crédit ne doit pas être soumise à une taxe supérieure à celle perçue pour une même opération dans le service intérieur. »

Par application de ces principes, voici les taxes perçues dans les différents pays :

AUTRICHE-HONGRIE . . .	1/4 p. 1 000 jusqu'à 2 000 couronnes et 1/8 p. 1 000 au-dessus. Taxe minima : 5 hellers.
ALLEMAGNE	1/2 — avec taxe minima : 20 pf.
SUISSE	1/2 — — 25 centimes.
BELGIQUE	1/2 — — 25 —
LUXEMBOURG	1/2 — — 25 —

Ces taxes sont prélevées sur le compte envoyeur.

Le principe qui a présidé à leur établissement a été, d'une part, empêcher qu'elles deviennent, par leur élévation, prohibitives du service; d'autre part, cependant, permettre de couvrir les frais du service, et, cas échéant, les pertes du change.

3) Reste la question du change : le cours doit en être fixé d'abord pour la conversion des montants de virement; ensuite pour le calcul des décomptes entre les administrations : a) La conversion des montants des chèques a été laissée à la compétence de chaque admi-

(1) Ce numéro du compte bénéficiaire est indiqué par l'envoyeur sur son chèque : à cet effet il peut obtenir contre redevance, à son bureau de chèques, les différentes listes de titulaires de comptes courants dans les administrations étrangères.

nistration. Il y avait le système des mandats internationaux pour lesquels la conversion s'opère d'après un taux de change fixe : ce système pouvait suffire aux mandats internationaux soumis à un maximum très faible, 1 000 francs, mais nullement aux virements internationaux dont le montant peut atteindre des sommes très importantes. Le système du taux fixe amènerait la spéculation de la clientèle qui pourrait ainsi imposer à l'administration de fortes pertes de change. Il fallait de toute nécessité suivre de près le change véritable de la Bourse.

Cependant, comme la notation de la cote ne s'établit pas partout de la même façon, la question reste délicate. Voici les diverses solutions intervenues :

AUTRICHE-HONGRIE. — Virements sur l'Allemagne : réduction au cours de vente du billet de banque allemand coté la veille à la Bourse de Vienne ou de Budapest.

— Virements sur la Suisse : réduction au cours des devises (chèques et papier court) sur Zurich et Bâle, coté la veille à la Bourse de Vienne, ou au cours de la lettre de change sur les places suisses, coté la veille à la Bourse de Budapest.

— Virements sur la Belgique : réduction au cours des devises sur Paris et les autres places françaises coté à la Bourse de Vienne, ou au cours de la lettre de change sur Bruxelles coté la veille à Budapest.

SUISSE. — Le cours de réduction le plus voisin possible du cours de change de la Bourse : il est publié dans la *Feuille officielle du commerce*.

ALLEMAGNE. — Son cours de réduction, basé également sur le cours de la Bourse, est fixé périodiquement par l'Administration.

LUXEMBOURG. — Virement sur Allemagne : la réduction se fait sur la base 100 francs = 80 marks.

— Virement sur Suisse et Belgique : la réduction est basée sur le cours du change à la Bourse de Berlin sur la Suisse et la Belgique. La guerre aura renversé probablement cette dépendance germanique.

BELGIQUE. — La réduction est basée sur le cours moyen du change à la Bourse de Bruxelles sur Berlin, Bâle ou Vienne.

b) Le calcul des décomptes entre les administrations en correspondance, crédit et débit, est commandé par les principes suivants énoncés par le paragraphe 6 de la convention : « 1) Les virements effectués réciproquement sont compensés chaque jour jusqu'à concurrence des sommes équivalentes. A cet effet, la créance la plus faible est réduite en monnaie de la créance la plus forte en prenant pour base les cours de la bourse du jour précédent. Les dispositions de détail à cet effet feront l'objet d'une entente spéciale entre les

administrations contractantes; 2) Le solde non compensé est porté en compte à l'administration débitrice, sans nouvelle réduction de monnaie. Le solde débiteur est passible d'intérêt à partir d'un délai à fixer. (Il a été décidé que l'intérêt serait calculé à la fin de chaque trimestre et que son taux serait inférieur de 1 p. 100 au taux officiel de l'escompte dans le pays créditeur; toutefois, il ne peut être inférieur à 3,50 p. 100 ni supérieur à 4,50 p. 100. Les fractions de 1,000 unités monétaires sont négligées pour le calcul des intérêts); 3) L'administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes qui lui sont dues.

(Chaque administration a aussi la faculté de verser à une autre administration — en prévoyant une compensation que celle-là supportera — des sommes qui restent comme dépôt, ne portant pas intérêt.)

Un paiement réclamé doit être effectué dans les trois jours qui suivent la réception de la demande.

Ces paiements s'effectuent en versant le montant de la dette sur le compte courant que l'administration créancière possède dans une banque déterminée, à savoir :

a) Pour l'administration suisse, sur son compte courant, à la Schweizerisché Nationalbank, à Berne;

b) Pour l'administration impériale allemande, sur le compte courant de la caisse postale, à la Reichsbank, à Berlin;

c) Pour l'administration bavaroise, sur le compte courant de la Caisse postale d'arrondissement de Munich, à la Königliche Filialbank, de Munich;

d) Pour l'administration du Wurtemberg, sur le compte courant de la Caisse principale des postes, à la Reichsbank, de Stuttgart;

e) Pour l'administration autrichienne, sur le compte courant de la Caisse d'épargne postale, à la (Esterreichische-Ungarische-Bank, à Vienne;

f) Pour l'administration hongroise, sur le compte courant de la Caisse d'épargne postale, à la (Esterreichische-Ungarische-Bank, à Budapest;

g) Pour l'administration du Luxembourg, au profit de la Caisse/du percepteur des postes de Luxembourg-ville ou à la Direction générale des Finances ou (de la part de l'Allemagne), sur le compte courant de la caisse principale du Grand-Duché, à la Banque Internationale de Luxembourg;

h) Pour l'administration belge, en faveur de son compte courant, à la Banque Nationale, à Bruxelles.

Responsabilité (§ 7). — Chaque administration est responsable du dommage causé dans son service. Si le dommage est imputable à plusieurs administrations, chaque administration n'est responsable que pour le dommage causé dans son service. S'il n'est pas possible de fixer la responsabilité de chacune des administrations en cause, celles-ci supportent le dommage par parts égales. Ce sont les prescriptions en vigueur dans le service intérieur qui font règle pour établir si et dans quelle mesure une administration est responsable de l'exécution des ordres de virements reçus.

Tels sont les principes essentiels que la convention du 18 janvier 1910 a établis pour ce service postal international. Quelques statistiques, que nous avons pu découvrir dans *Le Journal de l'Union postale universelle*, vont nous donner une idée des résultats obtenus.

Ces résultats prendront une ampleur plus remarquable quand, dès la signature de la paix, les États qui viennent d'instituer le service interne du chèque postal adhéreront au service des virements internationaux.

Ces rapports postaux de virement sont destinés, semble-t-il, à rendre les plus grands services aux échanges internationaux. « La généralisation du système en Europe, disait M. H. Denis, dans son discours à la Chambre, en 1912, serait d'une portée incalculable. » Et M. Janssen, à la Conférence internationale de l'Union économique internationale, tenue à Bruxelles, s'écriait : « Une fois le service postal des chèques et virements introduit dans les Grands États, son fonctionnement dans les relations internationales aura atteint toute son importance et provoquera un changement complet dans le service des paiements. »

Il est évident que l'adhésion d'un nouvel État accroît l'ensemble des virements postaux internationaux non plus dans la proportion du simple, comme dans le service interne, mais dans la proportion du multiple représenté par le chiffre des autres États.

Conclusion. — Le chèque postal international, qu'il se présente sous la forme banco-postale ou bien sous la forme purement postale, est donc appelé à rendre les plus grands services.

Virements postaux internationaux.

PAYS	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917
AUTRICHE.								
Virements.	19 468	25 758	?	32 450	22 205	8 615	8 090	
recettes.	9,4	42,9		46,8	44,4	3	4,4	
Virements.	46 925	73 937	?	107 522	81 542	80 487	73,713	
dépenses.	25,5	37,3		53,6	44,8	58,8	52,4	
SUISSE.								
Virements.	4 901	7 696	10 276	43 847	9 889	6 386	15 782	34 641
recettes.	2 307 956	4 177 573	5 888 617	7 581 663	5 743 809	4 343 007	43 267 738	18 586 697
Virements.	22 372	46 726	64 452	79 806	56 459	29 557	21 146	13 199
dépenses.	5 483 448	10 259 377	14 232 827	17 721 364	11 785 367	4 452 598	4 437 312	2 879 915
ALEMAGNE.								
Virements.	63 924	109 392					525 000 000 ¹⁾	
recettes.	29 701 837	47 456 216					163 000 000 ¹⁾	
Virements.	18 819	25 968						
dépenses.	7 476 136	11 452 548						
BELGIQUE.								
Virements.	467	1 091	?					
recettes.	289 069	1 899 741	?	4 625 499	2 147 571			
Virements.					jusqu'au			
dépenses.					30 avril.			
LUXEMBOURG.								
Virements sur Allemagne, mon-								
tant.					8 900 000	13 800 000	19 306 691	49 564 294

(1) A décomposer ainsi qu'il suit :

Virements avec l'Autriche.	Recettes.	60 368	pour 30 1/3 millions de marks.
Virements avec la Hongrie.	Dépenses.	6 574	— 2 1/3
	Recettes.		pour 5 1/5 millions de marks.
	Dépenses.		— 300 000 marks.

Virements avec le Luxembourg.	Recettes.		pour 13 1/3 millions de marks.
Virements avec la Suisse.	Dépenses.	2 1/2	—
	Recettes.	3,6	—
	Dépenses.	11 1/2	—

On peut résumer les avantages du service international des chèques postaux :

a) Il permet de régler les échanges entre pays divers de la façon la plus sûre et la plus économique : puisque le virement est en principe et sera toujours davantage avec l'adhésion probable et successive de la généralité des États, son aboutissement normal ;

b) Il est susceptible de permettre l'atténuation des crises du change commercial : pour cela il faudra envisager la réduction de ses taxes, le taux de 1/2 p. 100 étant trop élevé pour permettre son utilisation dans l'opération, si pratiquée en bourse, de l'arbitrage.

c) En facilitant les rapports internationaux, il contribue à la meilleure utilisation des forces productrices spéciales à chaque nation : il devient un des instruments de la grande solidarité économique qui, loin de tout antagonisme, jaloux et malsain, doit devenir le support d'une émulation dans le travail et l'invention. Peut-être même, un jour, se placera-t-il dans le cadre économique de la Société des Nations dont l'idéalisme bienfaisant du président Wilson vient de jeter les fondements mondiaux.

Mais il faut, pour lui communiquer le maximum d'avantages, que les services postaux se solidarisent avec les services bancaires : les administrations postales doivent quitter leur tour d'ivoire de l'isolement administratif et ne pas craindre de pénétrer dans le réseau aussi vaste que compliqué des institutions de banque : tous les comptes courants qu'ils soient postaux ou bancaires, doivent se souder. La plupart des administrations l'ont d'ailleurs compris et en partie réalisé : nous avons loué l'admirable extension du service précurseur austro-hongrois, l'avantageuse entente banco-postale pour les relations de la Suisse et de la Grande-Bretagne, et en particulier l'étroite solidarité nationale autant qu'internationale qui lie l'administration belge à sa grande Banque nationale. L'administration française ne doit pas rester en arrière de tout progrès : sur tous les tons, par ses ministres, par ses syndicats, elle clame qu'elle veut se commercialiser, les actes doivent suivre les promesses. Cela d'ailleurs sera d'autant plus utile que les deux plus grands et plus actifs pays du monde, l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique, qui ont été les alliés de la France pendant la guerre et resteront pour tous et pour elle surtout, les grands centres économiques, seront vraisemblablement dépourvus longtemps encore d'un service de chèques postaux : ces pays jouissent, nous l'avons vu, d'un régime de clearing

bancaire total qui les dispense de recourir à la formule postale. Aussi, pour participer aux grands mouvements d'échange qui se feront avec ces pays, le chèque postal français devra accepter, à l'imitation du chèque postal autrichien et suisse la coopération bancaire. Il y a là tout un programme : la force même des choses en nécessitera l'adoption.

Nous ne pouvons enfin clore cette étude sans parler d'un projet qui fut présenté en 1914 à la section hongroise de l'association d'économie politique de l'Europe centrale par le directeur de la Caisse d'épargne de Budapest, M. Alexandre de Halast. Il contient une idée nouvelle, susceptible d'apporter des facilités inédites au chèque postal international. Au lieu de la formule ordinaire du service intérieur, il serait créé une formule spéciale aux rapports internationaux : ces formules seraient établies pour un montant rond, 50, 100, 200 francs et livrées en carnets de 10 chèques. Elles auraient une validité de quatre mois et seraient uniquement nominatives. Par leur valeur ronde et leur authenticité, elles représentent comme un billet de banque à l'usage international : aussi seraient-elles valables et payables dans tous les bureaux de poste des pays signataires.

Les taxes seraient celles des droits en vigueur dans le service du trafic des virements internationaux, plus un droit fixe d'émission.

Il y a là une idée féconde : l'emploi d'une formule unique réduirait les difficultés qui peuvent résulter des différences d'exécution dans les divers services. Il est utile d'arriver, dans un service international à une unité d'exécution.

L'avenir est plein de promesses ⁽⁴⁾.

(1) En 1917, M. Stübing, sous-directeur des Postes à Strashourg, produisit devant la Faculté de droit de cette ville, une thèse de doctorat en sciences politiques : « Ein Post Ueberweisung und scheckverkehr im bereiche des Weltpostvereins » (*Service International de chèques postaux*).

En 1918, M. Lüzatti a fait paraître une brochure : *Le chèque postal international*.

APPENDICE

LE COMPTABILISME SOCIAL ET LES PROCÉDÉS AMONÉTAIRES EN PARTICULIER LE CHÈQUE POSTAL

L'évolution amonétaire que nous venons d'analyser et qui nous apparaît se perfectionner sans cesse et s'étendre progressivement à tous les domaines d'échange, a servi de point de départ à une doctrine nouvelle, le comptabilisme social. On peut la classer dans la série des systèmes socialistes d'échange, dont elle constitue une adaptation plus moderne et plus scientifique. Elle se présente comme la systématisation méthodique et synthétique des procédés modernes de virement et de compensation, de la substitution du crédit à la monnaie et se réclame surtout du service des comptes courants et virements postaux dont elle n'est, au fond, que l'extension obligatoire à tous les mouvements pécuniaires des individus.

Cette doctrine nouvelle, qui a pris naissance en Belgique et a été formulée par un grand et riche industriel, M. Solvay, est du plus haut intérêt. Chapitre nouveau du matérialisme historique, elle transforme, d'après les récentes données de la science économique, la vieille théorie socialiste de l'amétallisme.

Nous nous contenterons d'en indiquer les principes fondamentaux. Pour de plus amples détails, il faut consulter les ouvrages remarquables de ces théoriciens, MM. Solvay, le fondateur; H. Denis, de Greef et l'exposé si lumineux qu'en a fait M. Roche-Augussol dans sa thèse : *Essai sur le clearing system*, que M. Just Harissoy a reproduit in extenso dans l'ouvrage : *Des virements en banque et des chambres de compensation*. M. Aucuy dans sa thèse : *Systèmes*

socialistes d'échange a également consacré un chapitre remarquable au comptabilisme social, avec une documentation particulièrement abondante.

BASE HISTORIQUE ⁽¹⁾

Le *comptabilisme social* est la généralisation de deux tendances : 1° Le patrimoine mobilier prend de plus en plus la forme d'un compte chez un banquier ; 2° L'organisation des sociétés modernes tend à condenser la substance des comptes de toute grande nation sur les livres d'un banquier suprême. Les banques d'Owen et de Proudhon n'étaient que des ébauches : elles étaient plutôt des magasins généraux donnant warrants sur des produits apportés dans la mutualité. Ici aucun dépôt ; les instruments d'échange sont gagés sur l'hypothèque universelle des immeubles, meubles et capacités des individus, et les meubles garantis contre la fuite clandestine et frauduleuse par la publicité sociale.

Cette hypothèque universelle est le signe de l'évolution future de l'organisation : l'État propriétaire universel après avoir été créancier universel.

Comme Law, les comptabilistes pensent que la circulation d'un pays doit être l'émanation pure et simple, adéquate de la richesse dans le pays. C'est la mobilisation de toute valeur. La circulation virtuelle y trouve sa limite dans l'avoir même des individus et la circulation réelle, dans l'activité même des transactions. Si Law et les assignats aboutirent à un échec c'est que le système monétaire jetait, inutilement et hors de proportion des transactions, le volume de la circulation virtuelle dans le mouvement de la circulation réelle.

Comment seront exprimés les crédits sur le compte ? C'est le point capital. De même que les anciennes banques publiques d'Amsterdam, de Hambourg contrôlaient et estimaient les anciennes monnaies rognées, usées, etc., de même la Banque comptabiliste contrôlera les marchandises, meubles, immeubles, etc., confondra tous ces biens dans une langue commune, les réduira en unités abstraites de compte en même temps qu'elle concentrera, comme en un creuset commun au compte social, toute leur intensité et leur énergie de valeur.

La monnaie de compte des anciennes banques représentait une

(1) Cet exposé est fait d'après l'ouvrage déjà cité de M. Roche-Augustol.

fixité parmi le torrent confus des monnaies plus ou moins loyales; l'unité comptabiliste doit aller plus loin dans cette voie : elle est plus qu'un simple arbitrage entre pièces de monnaie, elle doit être encyclopédique et arbitrer toutes les richesses. La valeur fixe ne consiste pas dans une marchandise toujours sujette aux variations des marchés (les métaux précieux) mais dans un rapport abstrait des choses, mathématique : ceci concorde avec la nouvelle théorie de la valeur de l'utilité-limite.

La théorie de la valeur. — D'après les comptabilistes, la valeur n'est plus objective comme d'après Karl Max (travail contenu dans les choses) mais subjective et moderne : la valeur n'est pas substantielle aux choses, elle n'est qu'un simple rapport perpétuellement mobile où s'exprime l'utilité-limite de chaque quantité d'objets déterminés. Ainsi s'évitera la surproduction et la crise qui en découle,

Monnaie. — A ces rapports hétérogènes, il faut donner un dénominateur commun pour les comparer en vue de l'échange. Ce dénominateur commun, langue et arithmétique des valeurs, doit être l'*unité de compte*. Mais cette unité de compte n'est-elle pas approximativement trouvée avec la monnaie métallique? La monnaie métallique représente, en effet, un travail de nomenclature : x vaut 1 franc, y vaut 20 francs, donc y vaut 20 fois plus que x . Substituons le franc comptabiliste au franc de métal : celui-là prendrait la signification exacte que possède aujourd'hui le franc d'or mais la garderait dans une fixité meilleure. En effet, la fixité de la monnaie actuelle n'est que relative : sa valeur varie beaucoup avec le temps et même peut varier brusquement (crises). On le voit aujourd'hui. Ces crises viennent d'une mauvaise lecture des valeurs, aussi verrait-on disparaître la plupart des malentendus dont elles vivent, si notre langue des valeurs devenait plus claire, plus analytique, plus abstraite.

L'unité comptabiliste c'est donc le franc actuel immatérialisé et mis dans la suite en concordance avec les variations mêmes des choses par le moyen d'« Index numbers » non plus tenus comparativement à l'or, disparu, mais à chaque marchandise comparée analytiquement avec les autres marchandises ou valeurs. La formule de M. Solvay est la suivante : $\text{valeur} = U \frac{dh}{o}$ (d représente la demande d'une marchandise donnée; h le nombre de personnes qui l'exercent; o l'offre de la marchandise; U représente l'unité comptabiliste neutre, multiplicateur abstrait).

Donc les variations individuelles, assez lentes, seraient notées à mesure dans toute l'exactitude et la délicatesse de leurs contours; l'unité générale de compte deviendrait un instrument de précision, une monnaie en quelque sorte éternelle.

Ainsi le comptabilisme assure à l'assise monétaire toute l'ampleur de la circulation des banques modernes en même temps que la loyauté des banques anciennes. Plus de malentendu entre le crédit et la monnaie. La contraction monétaire ou l'inflation fait place à un état d'équilibre.

Les dettes actuelles sont obscures, irrécouvrables faute de monnaie : or, avec le comptabilisme, la monnaie suit le mouvement des richesses et s'y adapte automatiquement.

Conséquences. — Elles sont grandes, dans le domaine social. Réalisant la publicité universelle, synthétique, personnelle du patrimoine, la doctrine comptabiliste voit, dans le Registre des comptes, l'assise la plus ferme d'un régime fiscal simple, par l'impôt unique sur le patrimoine symbolisé par un compte, au moment où il forme non plus la projection changeante d'une activité juridique, mais l'universalité aux contours définitifs qu'est la succession des actes.

Pour assurer la rectitude des évaluations, l'État devra prendre de plus en plus le caractère commercial.

Les transactions seront simplifiées. Seul l'échange en nature réalise l'unité d'opération : avec la monnaie actuelle, l'acte d'échange n'est pas économiquement clos; la monnaie n'est pas acceptée pour elle-même, mais comme moyen d'acquisition. Elle n'a pas force acquisitive parce qu'elle est un métal, mais parce qu'elle est monnaie; c'est donc que l'intervention de l'État n'est pas seulement déclarative de valeur mais aussi attributive. La monnaie engage la société, puisque légalement la monnaie a force acquisitive; elle est un crédit ouvert sur la société entière. Le métal cependant remplit mal sa fonction de dette sociale, car il est sujet à de brusques variations par suite des crises ou générateur de systèmes monétaires différents d'un État à l'autre.

L'organisation comptabiliste consistera essentiellement à libérer les contrats des formes de l'échange. Tout transfert de richesse appellera un transfert de crédit sur la société : les contrats synallagmatiques entre acheteurs et vendeurs deviendront unilatéraux vis-à-vis de la société. La monnaie actuelle est une dette contre la société mais abstraite non réalisée; au contraire, avec la monnaie comptabi-

liste elle est réalisée, car sa personnalité se confond avec l'État, universel débiteur. Le droit de monnaie se trouve ainsi développé sous forme de devoir.

La garantie de la monnaie actuelle est le métal, encombrant, incertain : celle de l'unité comptabiliste est, au contraire, l'hypothèque universelle sur les richesses nationales. La monnaie de métal est une langue synthétique, symbolique, inconstante ; la monnaie comptabiliste est une langue analytique, abstraite, constante.

Le carnet de chèques est le casier de l'état économique du titulaire, document complet de publicité personnelle. En résumé, l'organisation comptabiliste future a pour base fondamentale le *compte courant* légal et obligatoire de chaque individu où viendront automatiquement s'inscrire, se fondre et se compenser les résultats actifs ou passifs de son activité économique. Ce compte courant légal sera monnayé au moyen de *chèques* tirés par chacun sur son avoir total. Leur valeur, par suite de la suppression de la monnaie métallique, l'actuel étalon, trouvera sa mesure dans l'*unité comptabiliste*, calculée elle-même par les « Index numbers » comparatifs des choses.

Ce système comporte donc tout d'abord l'élimination de la monnaie comme instrument effectif des échanges. Par là, il se rattache à l'évolution amonétaire moderne dont il se réclame et se prétend l'aboutissement fatal et logique. Il est la systématisation légale et synthétique de tous les procédés en vigueur dans la pratique des banques. Aussi bien le chèque postal, sorti lui-même de ces procédés, constitue-t-il, par son cadre légal de service public, le prototype de la réforme ; sans doute il est encore réduit, craintif, emprisonné dans d'étroites limites, mais il ne faut pas oublier que nous sommes à la période de formation et de transition. Ces restrictions d'ailleurs, loin de compromettre l'évolution, la servent : le chèque postal est une institution toute récente, du *xx^e* siècle ; peut-on dire ; elle a besoin de s'adapter, de se mettre au point par une pratique longue et patiente ; il est donc nécessaire de laisser jouer librement, sans concurrence néfaste, les institutions bancaires qui assurent la grosse masse des liquidations, habituent le public et perfectionnent les procédés. Le chèque postal en bénéficiera. Le progrès est une marche lente mais fatale (*non fecit saltus*). Aussi bien la rapide extension du service des comptes courants postaux est significative : en une dizaine d'années, la plupart des grands États du continent l'ont adopté et même l'ont étendu à leurs rapports internationaux ;

c'est là un nouveau titre à la faveur que lui font les comptabilistes. Tel qu'il est actuellement le chèque postal ne saurait prétendre cependant liquider l'immense volume des transactions; il doit donc respecter la libre efficacité des instruments bancaires et même s'y associer. Mais le temps et la liberté lui permettront également de grandir et de s'étendre.

La vieille monnaie, elle aussi, fut libre, certifiée même par des banques avant de constituer un droit régalien : la nouvelle monnaie ou plus exactement le moderne procédé de règlement nécessitera aussi le jour de sa pleine et totale expansion, le contrôle et la garantie de l'État. Toutes les autres institutions sociales d'ailleurs l'y contraindront : impôts, salaires, etc. Ainsi que le fait remarquer M. Brouillhet⁽¹⁾, cette emprise est dans la logique de l'évolution : l'État n'abandonnera pas son droit régalien de monnayage, qu'il reste le vieux droit de battre monnaie ou qu'il devienne le nouveau droit de règlement amonétaire.

C'est pour toutes ces raisons que les comptabilistes se sont toujours montrés les ardents défenseurs du chèque postal : ils y ont vu l'acheminement à leur système. Nous savons quelle fut l'action prépondérante de M. H. Denis dans l'introduction de son institution postale en Belgique.

Ainsi le comptabilisme social, comme tous les procédés bancaires et postaux dont il se réclame aboutit à l'élimination complète de la monnaie en tant qu'instrument des échanges.

Mais il va plus loin que ces derniers. Absolument oubliée comme moyen d'échange, la monnaie, d'après ce système, doit également être abandonnée comme mesure des valeurs et garantie des procédés nouveaux. Ceci est plus grave : c'est la transformation complète de la base des valeurs que les procédés amonétaires avaient jusqu'ici respectée : les dépôts et provisions préalables, garanties des nouveaux titres, sont leur lien de vassalité envers la vieille monnaie princesse. Le comptabilisme social rejette toute indépendance : le vieux cadre métallique doit éclater de toutes parts. La logique de la première évolution emporte la nécessité de la seconde. Quelles seront alors et la nouvelle mesure et la nouvelle garantie? L'exposé du système nous l'a appris : la garantie des titres comptabilistes sera, vis-à-vis de l'État, l'hypothèque universelle sur tous les

(1) *Cours d'économie politique.*

biens, meubles, immeubles et capacités du tireur, vis-à-vis des tiers la garantie même de l'État qui transforme le titre de dette individuelle en titre de dette sociale; la mesure des valeurs sera l'unité comptabiliste, mesure abstraite, constante, analytique, extraite de la valeur comparée des choses elles mêmes. Remarquons bien que cette valeur n'est pas créée ex nihilo par la puissance publique, elle est la traduction des rapports effectifs des choses, mais l'État en garantit l'exactitude.

C'est cette deuxième évolution, sorte de monnayage officiel qui nécessite surtout l'intervention de l'État.

Dans le premier stade (élimination du métal comme instrument d'échange), l'intervention de l'État répondait à une tendance vers une organisation meilleure et plus coordonnée, mais dans ce deuxième stade, elle devient une impérieuse nécessité. La base métallique ruinée jusque dans son rôle de mesure et de garantie, le procédé moderne exige un nouveau monnayage. Aucune institution privée n'est capable de remplir cette fonction publique, nul autre que l'État ne peut opérer cet estampillage officiel et cette garantie universelle. A ce point de vue surtout le service public des chèques postaux méritait la préférence des comptabilistes : il constitue, en effet, un cadre tout préparé à la complète transposition des valeurs; d'autre part, son organisation à peu près identique dans les différents États (nous l'avons vu chapitre v) facilitera bien plus que le procédé bancaire, trop différent de pays à pays, l'adhésion universelle. Au surplus, son extension rapide et ses succès sont une éclatante promesse pour la nouvelle doctrine.

C'est la transformation radicale de l'édifice économique : mieux qu'Owen et Proudhon, ils sapent l'injustice de la monnaie métallique. Or, comme la circulation détermine la répartition qui règle à son tour la consommation, et par cette dernière la production, c'est tout l'équilibre social instauré par l'humble réforme monétaire. Que faut-il penser de ce système? L'évolution amonétaire actuelle et surtout l'extension rapide du service public des chèques postaux y aboutiront-ils? Nous avons déjà vu (p. 62) les difficultés que présentent l'élimination de la monnaie en tant que commune mesure des valeurs⁽¹⁾ : — difficultés de réalisation des nouveaux gages (dans le système comptabiliste, il est vrai, les tiers en sont

(1) Voir la pénétrante critique qu'en a faite M. Marc Aucuy : *Systèmes socialistes d'échange*.

déchargés puisque l'État se substitue aux débiteurs, mais ces difficultés n'en subsistent pas moins à la charge de l'État surtout pour la réalisation du gage immatériel et psychologique des capacités); — difficultés d'estimation (malgré le système habile des « Index numbers » comptabilistes, rien d'autre que la capacité commerciale de l'État ne garantit la rectitude des évaluations; c'est un peu arbitraire). A ces deux points de vue, la monnaie actuelle offre la supériorité d'un gage dont elle est elle-même la réalisation, et d'une évaluation qui, pour n'être ni parfaite, ni toujours équitable, a l'avantage d'être automatiquement réalisée par le jeu des marchés.

Quoi qu'il en soit, ce système ouvre un horizon nouveau qui, pour être lointain et encore imprécis, n'en constitue pas moins une donnée scientifique basée sur les faits et surtout pleine de grandes promesses. Peut-être un jour les efforts coordonnés des progrès sociaux réaliseront-ils ce meilleur équilibre social, insaisissable chimère et redoutable énigme, que tant de grands esprits ont vainement travaillé à résoudre au profit de l'humanité. Il serait curieux de le voir surgir de l'élimination même de l'antique signe de la richesse, de ce « maudit argent », comme dit Bastiat, source de tant de convoitises et de tant de malentendus.

En tout cas, on doit rendre au « comptabilisme social » cette justice de n'invoquer qu'une évolution progressive, bienfaisante, en harmonie avec les intérêts mêmes de la production au lieu de la reprise révolutionnaire des instruments de travail, hérissée d'écueils, d'arbitraire et de risques pour le rendement économique.

CONCLUSION

Ce qu'on ne peut nier, c'est le grand fait économique d'une évolution monétaire de plus en plus accélérée.

Prenant ses racines dans la plus lointaine pratique des Banques, habituelles dispensatrices de monnaie et de crédit, le mouvement s'est, après quelques vaines tentatives retentissantes (Law), méthodiquement fixé en un système d'ensemble dans le cours du XIX^e siècle. Sous la poussée irrésistible de forces multiples, surgies de l'application des grandes inventions du transport matériel et de la pensée, le champ des échanges a progressivement débordé le champ de la monnaie : le crédit est apparu non plus seulement comme un moyen d'ajourner les règlements mais aussi et surtout un moyen de les dénouer. La vieille monnaie devenue insuffisante pour un marché indéfiniment étendu et pour des relations sans cesse multipliées et accélérées, a progressivement cédé sa fonction aux procédés d'un crédit, rationnellement élargi par une puissante publicité sociale. Le métal cependant a gardé son dernier privilège, celui de mesure et de garantie des valeurs nouvelles, se cachant pour le maintenir, dans les mystérieuses caves de la Banque centrale.

Le XX^e siècle, dans ses quinze premières années, a vu le mouvement prendre une extension et une vitesse jusqu'alors inconnues. Les grands clearing-houses ont doublé, en ce laps de temps, les résultats atteints au cours du siècle précédent :

Londres	{ 1902		10 milliards liv. st.
	{ 1918		21 — —
New-York	{ 1902		118 milliards dollars.
	{ 1918		272 — —

Les virements des grandes banques centrales ont pris une allure encore plus accentuée :

Reichsbank . . .	{ 1912	371 milliards.
	{ 1914	1 062 —
Banque de France	{ 1900	102 —
	{ 1918	478 —

Du domaine bancaire, les nouveaux procédés ont envahi le domaine financier et commercial de l'État : la plupart des pays de l'Europe continentale ont adopté le chèque postal et ce service a, dès les premières années, enregistré des résultats extraordinaires.

Clearing postal autrichien	{ 1884	3 millions couronnes.
	{ 1916	43 milliards —
allemand.	{ 1909	4 — de marks.
	{ 1917	72 — —
suisse . . .	{ 1906	91 millions de francs.
	{ 1917	7 905 —

Il est légitime de souligner combien l'instrument postal, quoique trop réduit, trop timide, trop administratif acquiert d'importance et d'efficacité : il est permis d'espérer que la pratique l'assouplira et l'adaptera au clearing général. Nous assisterons peut-être alors à un rythme nouveau de la grande évolution.

Enfin, il faut noter que le xx^e siècle, sous l'empire des nécessités de la plus grande guerre de l'histoire, a été le témoin de l'emprisonnement total et rigoureux de l'or. Sortira-t-il de ses geôles? Il semble, tout au moins, ne devoir plus servir qu'aux règlements internationaux.

Tel est, en quelques mots, le sens du mouvement amonétaire de l'époque actuelle. D'immenses richesses sont consignées sur quelques chiffons de papier, voire même en quelques lignes d'un compte courant : les grands pays arrivent à liquider 9/10 de leurs transactions sans aucune intervention de monnaie. L'édifice du crédit s'élève sans cesse, la pyramide renversée de Claudio Janet étend toujours sa base envahissante, la toupie de Mac Leod accélère sa rotation vertigineuse. Sans doute, l'or garde sa primauté et reste le soutien de ces modernes procédés, mais combien se fait étroite et délicate la base qu'il offre au crédit!

Où s'arrêtera ce mouvement? Il peut suivre longtemps sa progression méthodique sur les bases classiques de l'organisation

actuelle, c'est-à-dire en maintenant son fondement métallique : l'emprisonnement de l'or répond à ce dessein. Mais si le crédit, c'est-à-dire la confiance trouve dans le métal son fondement premier, il faut reconnaître que ce gage est singulièrement débordé. Au fond, ce qui devient l'ultime garantie, c'est moins le bloc métallique par trop insuffisant que la solidarité des échanges et surtout le régime d'État assurant le respect des contrats et la sanction des manquements. La monnaie métallique, portant en elle-même sa valeur et sa garantie, offrait cet avantage social de réduire le risque de contestations et l'intervention de l'État. On peut le regretter, mais on doit avouer qu'elle est inapte à résoudre le flot grandissant des affaires. C'est l'absence du régime d'État qui explique la prédominance des règlements en or dans les relations internationales. La nouvelle Société des Nations arrivera-t-elle à introduire ce régime bienfaisant dans ce domaine difficile ? Il faut le souhaiter, puisque tel est le grand but idéaliste de la grande guerre. A la garantie du métal, serait peu à peu substituée dans ce cas, la garantie de l'engagement cautionné par la solidarité internationale. Droit de monnayage international, que de nombreux économistes ont déjà annoncé !

Mais cette moderne garantie est grosse de dangers : l'État moderne, au moins dans le régime intérieur, a des convoitises et des tentations menaçantes : aura-t-il la vertu et le courage de résister aux exigences d'un budget sans cesse obéré et à la facilité de surfaire son propre crédit ? Trop d'antécédents nous en font douter. D'autre part, la Ligue des Nations arrivera-t-elle à imposer à tous ses membres le respect de ses propres résolutions ? L'avenir seul répondra et l'avenir, selon la juste expression de M. Poincaré, c'est la création continue des efforts coordonnés des générations. Du reste, il nous paraît superflu de rechercher ce que sera le régime monétaire des temps futurs, « autant dire la bonne aventure ». Aux forces économiques se joignent les forces sociales et politiques qui, jetant dans le creuset de l'expérimentation des éléments nouveaux et imprévus démentent tous les pronostics. Constater l'évolution monétaire des temps modernes était notre seul but, heureux sommes-nous si nous l'avons atteint.

ANNEXES

LOI du 7 janvier 1918 portant création d'un Service de comptes courants et de Chèques postaux.

(Modifiée par la loi du 28 juillet 1919.)

ART. 1^{er}. — Il est institué, sous l'autorité du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, un service de comptes courants et de chèques postaux dont la gestion est confiée à l'Administration des Postes et des Télégraphes.

ART. 2. — Le service organisé et dirigé par l'Administration centrale des Postes et des Télégraphes est assuré par des bureaux régionaux qui ont pour fonctions de tenir les comptes courants des chèques postaux.

Les bureaux régionaux sont établis dans les villes désignées par décret.

ART. 3. — Peuvent se faire ouvrir des comptes courants toute personne, association, société, maison de commerce, et tout groupement de fait ou de droit dont la demande a été agréée par l'Administration.

Les personnes et les collectivités désignées à l'alinéa précédent, qui ont été admises à se faire ouvrir des comptes courants, effectuent un dépôt de garantie dont le montant est fixé par le décret prévu à l'article 9.

Des décrets spéciaux déterminent dans quelles conditions des comptes peuvent être ouverts à l'État, aux personnes morales administratives et aux services publics. (Voir décret du 12 janvier 1918 dans le texte, p. 255.)

ART. 4 (modifié par la loi du 28 juillet 1919). — Sont portés au crédit des comptes courants les versements effectués, soit par les titulaires à leur propre compte, soit par des tiers, et le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants postaux.

Sont portées au débit des comptes courants postaux les sommes qui font l'objet, de la part des titulaires :

1^o de chèques nominatifs payables à leur profit; 2^o de chèques au porteur; 3^o de chèques dont le montant est payable à des personnes dénommées, autres que les titulaires de comptes; et 4^o de chèques ou d'ordres de virement au profit d'autres titulaires de comptes courants postaux.

ART. 5 (modifié par la loi du 28 juillet 1919). — Les versements sur les comptes courants postaux sont opérés au moyen de formules de mandats et

soumis au paiement, par la partie versante, d'un droit fixe de quinze centimes (0 fr. 15) représenté sur la formule de versement au moyen de timbre-poste.

Les retraits opérés au moyen de chèques nominatifs émis par les titulaires, à leur profit, donnent lieu à la perception d'un droit fixe de quinze centimes (0 fr. 15) pour chaque opération.

Les chèques payables au porteur ou à des personnes dénommées sont assujettis aux droits ordinaires des mandats-cartes, la taxe de factage exceptée.

Les virements donnent lieu à la perception d'une taxe fixe d'écriture de dix centimes (0 fr. 10).

Les droits et taxes indiqués aux 2^e, 3^e et 4^e alinéas du présent article sont à la charge des titulaires de comptes courants et prélevés sur le compte débité.

ART. 6. — Le chèque postal n'est pas soumis à la loi du 14 juin 1865 et autres dispositions concernant le chèque ordinaire.

ART. 7. — L'Administration sera responsable des sommes qu'elle aura reçues pour être portées au crédit des comptes courants; elle ne sera pas responsable des retards qui pourront se produire dans l'exécution du service.

Aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus de un an de date (paragr. modifié par la loi du 28 juillet 1919).

En cas de changement dans la condition civile ou la situation légale du titulaire d'un compte courant, avis devra en être donné au bureau détenteur de ce compte.

L'Administration ne pourra être tenue responsable des conséquences pouvant résulter des modifications qui ne lui auraient pas été notifiées.

ART. 8. — Sera acquis au Trésor public le solde de tout compte courant postal sur lequel aucune opération n'aura été faite depuis dix ans.

ART. 9. — Les conditions dans lesquelles fonctionnera le service des comptes courants et chèques postaux, les redevances pour prestations diverses, ainsi que les mesures d'ordre général destinées à assurer l'exécution de la présente loi, seront déterminées, dans le délai maximum de deux mois, par un décret rendu sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et sur celui du ministre des Finances.

DÉCRET du 7 janvier 1918 portant réglementation du fonctionnement du Service des comptes courants et chèques postaux.

(Modifié par décret du 28 juillet 1919.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et du ministre des Finances;

Vu la loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux, et notamment l'article 9 de ladite loi, ainsi conçu :

« Les conditions dans lesquelles fonctionnera le service des comptes courants et chèques postaux, les redevances pour prestations diverses, ainsi que les mesures d'ordre général destinées à assurer l'exécution de la présente loi seront déterminées, dans le délai maximum de deux mois, par un décret rendu sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et celui du ministre des Finances. »

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. — Le service des comptes courants et chèques postaux, créé par la loi du 7 janvier 1918, est rattaché au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et prend le titre de *Service des chèques postaux*.

ART. 2. — Tous les bureaux de poste de plein exercice de la France continentale, de la Corse et de la Principauté de Monaco participent aux opérations du service des chèques postaux.

Les établissements secondaires des postes et les bureaux situés en dehors de la métropole peuvent également participer à ces opérations, dans les conditions et dans les limites fixées par arrêtés du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande.

ART. 3. — Les receveurs des postes encaissent les sommes versées au crédit des comptes courants postaux et ils effectuent les paiements préalablement autorisés par les bureaux détenteurs des comptes courants.

ART. 4. — Les comptes courants individuels sont tenus par les bureaux spéciaux, dits *bureaux de chèques postaux*.

Des décrets rendus sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande désignent les villes où sont institués des bureaux de chèques postaux.

TITRE II.

OUVERTURE DES COMPTES COURANTS.

ART. 5. — Une même personne peut demander l'ouverture de plusieurs comptes courants dans un même bureau de chèques ou dans des bureaux différents.

ART. 6. — La demande d'ouverture de compte doit être déposée ou envoyée au bureau de poste de la résidence du signataire, elle peut être aussi remise entre les mains d'un facteur en cours de tournée. La demande formulée par une personne domiciliée hors du territoire de la France continentale, de la Corse ou de la Principauté de Monaco est adressée au directeur du département dans lequel est situé le bureau de chèques ou le compte demandé doit être ouvert.

Toute demande doit mentionner les nom et prénoms, ou la raison sociale du signataire, son adresse, sa profession, le bureau de chèques où doit être tenu le compte dont l'ouverture est demandée, et, s'il y a lieu, l'indication de la personne ou des personnes autres que le titulaire du compte, autorisées par lui à signer les chèques tirés au débit de son compte.

Une demande distincte doit être présentée pour chacun des comptes à ouvrir au nom d'une même personne.

En outre, il doit être produit, pour être mis à l'appui des demandes, un spécimen de la signature habituelle du titulaire du compte courant et de ses représentants autorisés.

Les indications fournies à l'origine sont considérées comme valables jusqu'au moment où leur modification a été demandée par les intéressés. L'Administration est en droit de requérir, en cas de besoin, un nouveau spécimen des signatures produites lors de l'ouverture des comptes.

ART. 7. — L'Administration examine la demande d'ouverture, de compte notamment au point de vue de l'exactitude des déclarations du signataire. Elle en notifie l'acceptation au demandeur en même temps que le numéro d'ordre du compte courant.

Dès réception de cet avis, le titulaire doit effectuer dans les conditions indiquées ci-après, pour les versements au crédit des comptes, un dépôt de garantie fixé à cinquante francs (50 fr, par compte). Ce dépôt de garantie est indisponible pour le titulaire du compte courant jusqu'à la clôture de ce compte.

A défaut de versement du dépôt de garantie dans le délai d'un mois à dater de la notification faite au signataire, la demande d'ouverture de compte courant est considérée comme nulle et non avenue.

ART. 8. — L'Administration publie une liste des titulaires de comptes courants. Cette liste est livrée à toute personne qui en fait la demande, aux conditions fixées par un arrêté ministériel et déterminées d'après le prix de revient; elle peut être consultée gratuitement par le public dans tous les bureaux de poste.

TITRE III.

CRÉDIT DES COMPTES COURANTS.

ART. 9. — Les comptes courants sont crédités : 1° du montant des versements effectués, soit par le titulaire, soit par des tiers à son profit; 2° du montant des virements ordonnés au profit du titulaire par d'autres titulaires de comptes courants postaux.

Aucune limite n'est fixée pour l'actif des comptes courants.

ART. 10 (modifié par le décret du 28 juillet 1919). — Les versements en numéraire sont acceptés dans tous les bureaux de poste participant au service des chèques postaux; ils sont effectués au moyen de mandats-cartes.

Aucune limite n'est fixée pour le montant des versements opérés dans les bureaux de plein exercice de la métropole.

ART. 11. — Les facteurs qui desservent des localités ne possédant pas de bureau de poste ou des sections écartées de la commune siège du bureau, sont tenus de recevoir, en cours de tournée, dans les conditions et les limites fixées par l'Administration, les versements destinés aux titulaires de comptes courants. Ils perçoivent à leur profit, pour ces opérations, un droit de commission égal à celui qu'ils sont autorisés à recevoir pour les autres opérations du service postal.

ART. 12. — Des mandats-cartes en nombre, portant imprimés le nom et le numéro sous lesquels le compte courant a été ouvert, ainsi que le lieu où ce compte est tenu, sont fournis au titulaire, sur sa demande, contre rembourse-

ment des frais de fabrication et des frais d'impressions supplémentaires qu'il a demandées.

ART. 13. — Lorsque, pour une cause quelconque, l'inscription d'une opération n'a pu être faite à un compte courant, soit que le titulaire du compte n'ait pas été clairement indiqué sur le mandat-carte, soit que le compte désigné n'existe pas, le mandat est renvoyé au bureau d'origine pour être complété par la partie versante ou le montant en être remboursé à celle-ci selon le cas.

ART. 14. — Les mandats et bons de poste français et les mandats internationaux sont reçus à titre de versement au crédit du compte courant du destinataire, sur la production des titres accompagnés d'un bordereau d'envoi établi par le titulaire et adressés par lui, sous pli fermé, au bureau détenteur de son compte.

ART. 15. — Les virements sont portés au crédit des comptes courants au vu du bordereau de virement émanant du bureau de chèques où est tenu le compte débité.

Aucune limite n'est fixée pour le montant des virements.

TITRE IV.

DÉBIT DES COMPTES COURANTS.

ART. 16 (modifié par le décret du 28 juillet 1919). — Les opérations portées au débit des comptes courants peuvent provenir :

- 1° De retraits ordonnés au moyen de chèques tirés par le titulaire de compte, soit à son profit, soit au profit de tiers, soit au porteur ;
- 2° De virements au crédit d'autres comptes courants ;
- 3° De taxes et de redevances pour prestations diverses.

ART. 17. — A l'exception des taxes et redevances diverses et, le cas échéant, du montant de l'avoir à rembourser en cas de clôture d'un compte courant, aucune somme ne peut être portée au débit d'un compte qu'au vu d'un chèque postal tiré par le titulaire du compte ou par ses représentants autorisés.

ART. 18 (modifié par le décret du 28 juillet 1919). — Le chèque postal peut servir à trois catégories d'opérations ; il porte, suivant le cas, les dénominations ci-après :

- 1° Chèque nominatif, lorsqu'il est émis par le titulaire de compte et à son profit ;
- 2° Chèque d'assignation, quand il est tiré au profit de tiers spécialement désignés ;
- 3° Chèque au porteur, lorsqu'il est établi sans nom de bénéficiaire.
- 4° Chèque de virement, lorsque son montant doit être inscrit au crédit d'autres comptes courants.

ART. 19 (modifié par le décret du 28 juillet 1919). — L'Administration fournit aux titulaires de comptes deux sortes de formules de chèques ; la première est destinée à l'émission des chèques nominatifs, des chèques d'assignation et des chèques au porteur ; la seconde est spéciale aux virements. Le nom et le numéro sous lesquels le compte est ouvert, ainsi que le lieu où ce compte est tenu, sont imprimés par les soins du bureau de chèques postaux sur chaque formule.

Dans aucun cas, les formules destinées aux chèques de paiement (chèques nominatifs d'assignation ou au porteur, ne doivent être utilisés pour donner des ordres de virement; réciproquement, les chèques de virement ne peuvent comporter aucun ordre de paiement en espèces.

Les formules de chèques sont réunies en carnets qui sont livrés aux titulaires suivant un tarif fixé par arrêté ministériel.

ART. 20. — Le titulaire d'un compte est seul responsable des conséquences résultant de l'emploi abusif, de la perte ou de la disparition des formules de chèques qui lui ont été remises par l'Administration.

ART. 21. — Le chèque postal est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré. Il indique le lieu d'où il est émis ainsi que la somme pour laquelle il est tiré. Cette dernière indication doit être libellée en toutes lettres et en chiffres.

ART. 22 (modifié par le décret du 28 juillet 1919). — Les chèques nominatifs et les chèques d'assignation sont transformés en mandats-cartes par les bureaux de chèques.

Le chèque au porteur est mis en circulation par le tireur; il ne peut être acheminé par la poste que sous pli fermé soumis à la formalité de la recommandation.

Le paiement du chèque au porteur a lieu à vue et exclusivement au siège du bureau de chèques postaux détenteur du compte; il est effectué sans acquit et sans justification d'identité d'aucune sorte.

Lorsque le possesseur d'un chèque au porteur ne peut pas ou ne veut pas se rendre au siège du bureau de chèques pour en encaisser le montant, il lui suffit d'inscrire au verso le nom et l'adresse de la personne entre les mains de qui il désire que le paiement soit effectué et d'envoyer le chèque au bureau détenteur du compte courant, sous enveloppe ordinaire circulant en franchise. Ce bureau fait payer le montant du chèque au bénéficiaire dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un chèque d'assignation.

ART. 23. — Le titulaire d'un compte peut assigner des paiements au profit d'une ou de plusieurs personnes déterminées, soient en espèces au moyen de la conversion de son chèque en un ou plusieurs mandats-cartes payables à des bénéficiaires distincts par un ou plusieurs bureaux de poste, soit par un ou plusieurs virements; dans ces deux cas, les indications nécessaires doivent être fournies au verso du chèque ou, le cas échéant, sur un bordereau descriptif annexe portant la signature du titulaire.

Lorsqu'un chèque postal est assigné en paiement au profit de plusieurs bénéficiaires, le tireur est tenu d'établir lui-même les mandats-cartes représentatifs du montant de ce chèque et de les adresser, en même temps que le chèque correspondant, au bureau détenteur du compte courant à débiter.

ART. 24. — Lorsque les mentions figurant sur le chèque postal sont incomplètes ou illisibles, ou encore lorsque le chèque contient des ratures, surcharges, grattages, lavages, etc., l'Administration est en droit de retarder ou de ne pas exécuter les ordres de paiement ou de virement.

ART. 25. — Le chèque postal ne peut être tiré pour une somme supérieure à l'avoir net porté au compte, déduction faite du dépôt de garantie.

L'Administration est en droit de clore d'office le compte de tout titulaire qui a méconnu cette prescription.

Aucun mandat n'est établi ou aucun ordre de virement n'est exécuté lorsque le chèque a été émis pour une somme supérieure à l'avoir net porté en compte.

ART. 26 (modifié par le décret du 28 juillet 1919). — Les chèques nominatifs, d'assignation et de virement sont adressés sous pli fermé ou remis directement au bureau de chèques détenteur du compte courant.

ART. 27. — Le titulaire d'un compte courant postal peut demander par écrit que lorsque ses fonds en dépôt atteindront une somme qu'il fixe lui-même, le surplus en soit viré d'office par le bureau de chèques au compte d'un autre titulaire désigné. Il indique, en même temps, le montant minimum de ce virement.

ART. 28 (modifié par décret du 28 juillet 1919). — Le chèque postal qui n'est pas suivi d'effet pour une cause quelconque ne peut donner lieu à protêt. Il est renvoyé au tireur avec toutes explications utiles. Lorsqu'il s'agit d'un chèque au porteur tiré sans provision ou avec une provision insuffisante, un certificat sur papier libre et relatant les causes de non-paiement, peut être délivré au porteur, sur sa demande expresse, par le bureau détenteur du compte courant du titulaire.

ART. 29. — Le délai de validité du chèque postal est uniformément de dix jours.

Ce délai court depuis la date d'émission inclusivement jusques et y compris la date à laquelle le chèque parvient au bureau de chèques.

Au regard de l'Administration le chèque postal périmé est nul et de nul effet, il est renvoyé au titulaire du compte.

ART. 30 (modifié par décret du 28 juillet 1919). — Le montant des chèques de paiement n'est soumis à aucune limitation (décret du 14 janvier 1919).

Tout chèque nominatif émis pour une somme supérieure à dix mille francs (10 000 fr.) doit faire l'objet d'un préavis adressé, par écrit, au bureau de chèques, quarante-huit heures, au moins, avant que le chèque ne parvienne à ce bureau.

Il en est de même pour le chèque à convertir en un ou plusieurs mandats-cartes au profit de tiers, lorsque la somme à payer par un même bureau dépasse dix mille francs (10 000 fr.) et pour le chèque au porteur d'un montant supérieur à la même somme qui aura été transformé en chèque d'assignation dans les conditions indiquées à l'article 22. L'avis donné au bureau de chèques par le tireur d'un chèque d'assignation ou par le possesseur d'un chèque au porteur qui aura transformé son titre en chèque d'assignation, devra faire connaître le ou les bureaux de poste dont l'intervention sera demandée pour une somme supérieure à dix mille francs.

A défaut de préavis, l'Administration peut retarder de quarante-huit heures la suite à donner aux chèques de l'espèce.

ART. 31. — Les mandats-cartes du service des chèques postaux font, de même que les mandats-cartes ordinaires, l'objet d'une deuxième présentation s'ils ne sont pas payés lors de la première présentation au domicile du bénéficiaire. Si le paiement n'a pu avoir lieu, les mandats sont conservés en instance au bureau de poste jusqu'à ce que l'intéressé en réclame le paiement au guichet, ou que le délai de validité en soit expiré. Faute de paiement dans ce délai, le montant en est réimputé au compte du titulaire.

ART. 32. — Le chèque postal peut être assigné sur un ou plusieurs bureaux de poste français ne participant pas au service des mandats-cartes, ainsi que sur les

bureaux de poste étrangers, dans les limites et les conditions où fonctionne avec ces bureaux le service des mandats ordinaires.

Les droits et taxes afférents à ces mandats sont prélevés sur le compte courant du tireur.

ART. 33 (modifié par décret du 28 juillet 1949). — La responsabilité d'un faux paiement résultant d'indications d'assignation inexactes ou incomplètes incombe au tireur.

La seule possession par l'Administration d'un chèque au porteur suffit pour valoir libération au regard du titulaire du compte.

TITRE V.

AVIS DE CRÉDIT ET DE DÉBIT.

ART. 34. — Le titulaire d'un compte courant est informé chaque jour des opérations qui ont été portées au crédit ou au débit de son compte.

Il reçoit, à cet effet, les coupons des mandats-cartes de versement et des avis notifiatifs des virements passés au crédit de son compte.

Il reçoit également avis du montant des chèques enregistrés chaque jour au débit de son compte.

ART. 35. — Le titulaire d'un compte reçoit gratuitement, à l'issue de chaque quinzaine, notification de l'avoir net figurant à son compte le dernier jour de ladite quinzaine, déduction faite des taxes et redevances liquidées au cours de cette période.

ART. 36. — En dehors de l'avis concernant la situation de son compte, qui lui est transmis dans les conditions fixées à l'article 35, le titulaire d'un compte courant peut demander à être informé, par des avis hebdomadaires, bi-hebdomadaires ou quotidiens, de l'avoir net porté à son compte.

Ces communications supplémentaires donnent lieu aux redevances mensuelles suivantes :

0 fr. 25 pour l'avis hebdomadaire ;

0 fr. 75 pour l'avis bi-hebdomadaire ;

2 fr. 50 pour l'avis quotidien.

En outre, le titulaire d'un compte courant peut demander notification du solde de son compte à une date déterminée moyennant une redevance de 0 fr. 25, ou la copie de son compte pendant une période déterminée moyennant une redevance de 1 franc par cent opérations ou fraction de cent opérations comprises dans cette copie.

TITRE VI.

TRANSFERT OU CLÔTURE DES COMPTES COURANTS.

ART. 37. — Le titulaire d'un compte courant peut demander le transfert d'un bureau de chèques à un autre bureau de chèques, du compte courant ouvert à son nom. L'opération est soumise à la taxe d'un virement ordinaire.

ART. 38. — Le titulaire d'un compte peut demander à toute époque la clôture de ce compte.

La demande doit faire l'objet d'une déclaration écrite datée et signée, adressée au bureau de chèques détenteur du compte courant.

INSTRUCTION GÉNÉRALE sur le service des Postes.

ART. 803 *bis*. — Les correspondances ordinaires adressées sous une raison sociale, avec l'indication d'un domicile, sont présentées à l'adresse désignée et livrées si elles y sont acceptées.

Lorsque ces correspondances ne portent aucune indication de domicile, elles ne peuvent être distribuées que si la société destinataire possède dans la localité un domicile ou un établissement commercial notoirement connus.

Les mêmes règles sont applicables pour la remise des objets chargés ou recommandés. Il convient, en outre, d'exiger dans ce cas la production des pièces justificatives suivantes, qui sont conservées dans les archives du bureau :

A. — Sociétés françaises.

1° Un extrait sur timbre de l'acte de société contenant les indications essentielles⁽¹⁾. Cet extrait doit porter la signature légalisée de tous les associés si l'acte a été fait sous seing privé. Si l'acte a été passé devant le notaire, un extrait délivré par le notaire est suffisant;

2° S'il s'agit d'une société commerciale ou de la succursale d'une société commerciale, la production de l'extrait de l'acte constitutif doit être complétée par celle du certificat de dépôt de cet acte au greffe du Tribunal de commerce ou de la Justice de paix du lieu dans lequel est établie la société ou la succursale, soit par celle du numéro du journal de l'arrondissement dans lequel l'extrait de l'acte de société a été inséré.

B. — Sociétés étrangères.

Une expédition authentique de l'acte de société délivrée par un officier public du pays d'origine. La signature de ce dernier doit être légalisée par une autorité diplomatique ou consulaire dans le pays où est le siège de la société et celle de cette autorité doit l'être à son tour par le ministre des Affaires étrangères.

ART. 803 *ter*. — Les correspondances ordinaires portant pour suscription une marque de commerce ou de fabrique, avec désignation d'un domicile, sont présentées à l'adresse indiquée et livrées si elles y sont acceptées.

Lorsque ces correspondances ne portent aucune indication de domicile, elles ne peuvent être distribuées que si la marque de commerce ou de fabrique est exploitée dans la localité à un domicile ou un établissement commercial notoirement connu. Les mêmes règles sont applicables pour la remise des objets chargés ou recommandés. Il convient, en outre, d'exiger dans ce cas, de la personne qui réclame les correspondances adressées sous cette marque, la

(1) L'extrait doit contenir les noms des associés autres que les actionnaires ou les commanditaires, la raison de commerce ou la désignation adoptée par la société et l'indication du siège social; la désignation des associés autorisés à gérer, administrer et signer pour la société; l'époque où la société commence et celle où elle doit finir... (Art. 75, loi du 24 juillet 1867).

production du certificat de dépôt de cette marque au greffe d'un Tribunal de commerce (1).

Cette pièce est conservée dans les archives du bureau.

INSTRUCTION GÉNÉRALE

sur le service de la Caisse nationale d'épargne.

ART. 169. — Toute société ou association doit fournir, à l'appui de sa demande de livret à laquelle ils demeureront annexés :

1° Deux exemplaires ou extraits de son acte constitutif ou de ses statuts, certifiés exacts et signés par le directeur ou président. Les extraits doivent reproduire les dispositions indiquant l'objet, le mode de constitution et d'administration de la société ainsi que, le cas échéant, celles qui régissent la gestion des fonds;

2° Deux exemplaires de la pièce mentionnée au tableau ci-après, suivant la nature de la société ou de l'association, constatant qu'elle est régulièrement constituée et qu'elle a satisfait aux conditions de publicité prévues par la loi. Cette pièce est certifiée par le directeur ou le président de la société ou de l'association.

NATURE DE LA SOCIÉTÉ.

PIÈCES À PRODUIRE.

1° Associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Copie du récépissé de déclaration préalable délivré par la préfecture ou la sous-préfecture. (Art. 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901.)

2° Unions d'associations.

Idem.

3° Associations culturelles.

Copie du récépissé de déclaration préalable délivré par la préfecture ou la sous-préfecture. (Art. 18 de la loi du 9 décembre 1905.) A Paris, la déclaration doit être faite à la Préfecture de police.

4° Syndicats professionnels.

Copie du certificat du maire (à Paris, du préfet de la Seine) constatant le dépôt légal des statuts. (Art. 4 de la loi du 21 mars 1884.)

5° Sociétés civiles.

Néant. (Les sociétés civiles ne sont soumises à aucune publicité particulière.)

6° Sociétés commerciales.

Copie du certificat du greffier de la justice de paix ou du tribunal de commerce constatant le dépôt légal de l'acte constitutif de la société. (Art. 55 de la loi du 24 juillet 1807.)

7° Sociétés commerciales étrangères.

Copie du certificat de coutume délivré par les agents consulaires étrangers, attestant que la société a été constituée régulièrement, conformément aux lois de pays.

(1) Pour les marques de commerce déposées à l'étranger, le certificat est délivré par le greffe du Tribunal de commerce de la Seine. (Art. 6 de la loi du 23 juin 1857.)

NATURE DE LA SOCIÉTÉ.

8° Sociétés coopératives de consommation, de production, de construction, de crédit. Sociétés d'ouvriers français.

9° Comité de patronage des habitations à bon marché et de prévoyance sociale.

10° Sociétés de secours mutuels.

11° Unions des sociétés de secours mutuels.

12° Sociétés d'assurances sur la vie et entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine (à primes fixes, mutuelles ou tontinières).

13° Sociétés de prévoyance à partage et à durée illimitée qui existaient lors de la promulgation de la loi du 3 février 1902.

14° Sociétés d'assurances autres que celles sur la vie (contre l'incendie, la grêle, le vol, etc.) :

1° A primes fixes;

2° Mutuelles.

15° Sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

16° Syndicats de garantie.

17° Sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles.

18° Lorsque les mêmes sociétés sont administrées gratuitement et ne réalisent aucun bénéfice.

19° Sociétés de crédit agricole.

20° Caisses régionales de crédit agricole mutuel.

PIÈCES À PRODUIRE.

Ces sociétés sont ou civiles ou commerciales, suivant la nature de leurs opérations. Dans le premier cas, elles n'ont aucune pièce à produire; dans le second, elles produisent la justification exigée des sociétés commerciales. (Voir ci-dessus.)

Copie du décret d'institution. (Art. 2 de la loi du 12 avril 1906.)

Copie du récépissé de déclaration de constitution délivré par la préfecture ou la sous-préfecture (à Paris, par la Préfecture de police). [Art. 4 de la loi du 1^{er} avril 1898.]

Idem.

Copie de la décision ministérielle portant notification de l'enregistrement prescrit par la loi. (Art. 2 de la loi du 17 mars 1903.)

Comme pour les associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901. (Voir plus haut.)

Comme pour les sociétés commerciales. (Voir ci-dessus.)

Copie des certificats du greffier de la justice de paix et, s'il en existe, du tribunal civil du lieu où est établie la société, constatant le dépôt légal de l'acte constitutif.

Copie de la décision ministérielle portant admission de la société à pratiquer les assurances des risques du travail. (Loi du 9 avril 1898.)

Copie de l'arrêté ministériel portant enregistrement ou du décret approuvant les statuts. (Art. 6 de la loi du 12 avril 1906.)

Copie des certificats du greffier de la justice de paix et, s'il en existe, du tribunal civil du lieu où est établie la société, constatant le dépôt légal de l'acte constitutif.

Comme pour les syndicats professionnels.

Copie du récépissé du greffe de la justice de paix ou certificat du greffier du tribunal de commerce attestant le dépôt légal des statuts. (Art. 5 de la loi du 5 novembre 1894.)

Copie du récépissé du greffe de la justice de paix (ou certificat du greffier) faisant foi que les conditions de publicité pres-

NATURE DE LA SOCIÉTÉ.

PIÈCES À PRODUIRE.

21° Sociétés de crédit maritime.

crites par la loi ont été observées. (Loi du 31 mars 1899.)

Copie du récépissé du greffe de la justice de paix (ou certificat du greffier) faisant foi que les conditions de publicité prescrites par la loi ont été observées. (Loi du 23 avril 1906.)

22° Comices agricoles.

Copie du règlement approuvé par le préfet.

23° Sociétés de courses de chevaux.

Statuts approuvés par le Ministre de l'Agriculture.

24° Associations syndicales constituées conformément aux lois des 21 juin 1865-22 décembre 1888 :

1° Libres;

Certificat du directeur ou président de l'association attestant que l'acte d'association a été publié dans un journal d'annonces légales et inséré au Recueil des actes de la préfecture. (Décret du 9 mars 1894, art. 4.)

2° Autorisées.

Copie de l'arrêté ministériel portant autorisation.

3° Contre le phylloxera s'étendant sur plusieurs départements.

Copie de l'arrêté du Ministre de l'Agriculture. (Décret du 19 février 1890.)

25° Sociétés d'assistance aux blessés des armées de terre et de mer (Société française de secours aux blessés; Union des femmes de France; Association des dames françaises).

Néant. (Décret du 19 octobre 1892.)

26° Caisses des écoles.

Néant.

27° Groupements militaires (mess, cercles, coopératives régimentaires, etc.).

Statuts approuvés par le général commandant le corps d'armée s'il s'agit d'un cercle d'officiers ou de sous-officiers appartenant aux diverses armes ou services en garnison dans la même ville.

Statuts approuvés par le chef de corps, lorsqu'il s'agit d'un mess, d'un cercle ou d'une bibliothèque d'officiers ou de sous-officiers appartenant au même régiment ou au même service.

BIBLIOGRAPHIE

Partie générale.

Les cours professés à la Faculté de Droit de Paris de 1909 à 1913. Thaller, Lyon-Caen, Percerou, *Droit Commercial*; Gide, Souchon, Deschamps, Cauwès, Truchy, Hitier, *Econ. Pol.* — Larnaude, Berthelemy, Jeze, Jacquelin, Jouffre de la Pradelle, *Droit administratif et public*.

Rapport Landry à la Chambre des Députés 22 juin 1916 et Chassenet au Sénat 14 novembre 1916, sur le projet de loi relative à la domiciliation du chèque.

Arnauné, *La monnaie, le crédit et le change*. Paris, 5^e éd., 1913.

Aucuy Marc, *Systèmes socialistes d'échange*. Paris, Alcan, 1908.

Bagénot, *Lombard Street*. Paris, 1874.

Bamberger Louis, *La Banque du Peuple de Proudhon*.

Bellom M., *Le chèque moderne*, Paris, 1909; — Le chèque de compensation (*Revue politique et parlementaire*, 1910, p. 527). — Paiements des dépenses de l'État et des départements par virements de banque (*Économiste français*, 1916, 2^e sem. p. 188); — Service des comptes courants du Trésor (*Économiste français*, 1916, 2^e sem. p. 449 et 522); — La circulation fiduciaire et les paiements par chèques de virement (*Économiste français*, 1917, 2^e sem. p. 75).

Berteaux, *Étude sur la chambre de compensation*.

Blondel, *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*, Paris, 3^e éd., 1900.

Bourguin, *La mesure de la valeur et la monnaie*.

Les systèmes socialistes et l'évolution économique. Paris, Colin.

Bourquelot, *Études sur les foires de Champagne et de Lyon sur la nature et les règles du commerce qui s'y faisait au XIII^e et XIV^e siècle*.

Chamberland, *Le commerce d'exportation en France au milieu du XVI^e siècle*. (*Revue de Géographie*).

Chastenet, *Des chèques*. Paris, 1882.

Coquant, *Monnaie et banque*, trad. R.-G. Levy. Paris, 1908.

Courcelle-Seneuil, *Traité théorique et pratique des opérations de Banque*, Paris, 7^e éd.

Le chèque et le service d'encaissement (*Journal des Économistes*), août 1864.

Une banque d'échange à Marseille (*Journal des Économistes*, 1853).

- Courtois, *Histoire des banques en France*. Paris, 1881.
- Decharme, *Les petites coupures de billets de banque*, Paris, Alcan, 1911.
- Duverger, *Le Rôle économique du chèque*, Bordeaux, 1913.
- H. Denis, *La coopération comme fondement de la réforme monétaire*.
 • *La transformation du régime monétaire*, Bruxelles, 1896.
Discours philosophiques, préface de M. de Greef.
- Dolléans Ed., *La monnaie et les prix*.
 La rapidité de la circulaire monétaire (*Revue d'économie politique*, 1905).
- de Foville, *La monnaie*, Paris, 1907.
- François. Les chambres de compensation et les caisses de liquidation (*Journal des Économistes*, 1897).
- Trobert, *Orientation actuelle de l'activité des Banques de Dépôt*. Paris, 1903.
- Gide, *Cours d'économie politique*, éd. de 1919.
- Haristoy Just, *Virements en banque et chambre de compensation*, Paris, 1906.
- Jevons Stanley, *La monnaie et le mécanisme de l'échange*, Paris, 1877.
- Juglar, *Des crises commerciales*, 2^e éd., Paris, 1889.
- Janet Claudio, *La circulation fiduciaire, ses avantages et ses inconvénients*.
- Leroy-Beaulieu, Articles hebdomadaires de *l'Économiste français* : notamment exagération de la circulation fiduciaire, 1906, 27 janvier.
- Levasseur, *Précis d'économie politique*, Paris, Hachette.
 La monnaie et la circulation monétaire en France depuis 1789 (*Revue d'Économie politique*, 1911).
- Leod Mac, *The theory of credit*, Londres, 1893-1897.
- Levy (R.-C.). La monnaie de l'avenir et l'avenir de la monnaie (*Académie des sciences morales et politiques*, janvier 1908).
Le péril financier, Paris, 1888.
- Neymarck, Le développement économique commercial, industriel et financier depuis un siècle (*Journal de la Société de statistique de Paris*, 10 janvier 1913).
- Martin (G.), *Les problèmes du Crédit en France*, Paris, Payot, 1919.
- Novicow, *Le gaspillage des sociétés modernes*.
- Picot (Ch. G.), Pourquoi le chèque n'est-il pas plus répandu en France (*Finances-univers*, 17 juin 1911).
- Rapport à l'Académie des sciences morales et politiques, 20 mai 1916.
- Proudhon, *Ses œuvres* : société de l'exposition universelle; — Banque d'échange
 — Solution du problème social et organisation du crédit.
- Roche-Augussol, *Essai sur le clearing-system*. Montpellier, 1903.
- Sayous, *Banques de Dépôt et Banques de Crédit*, 2^e éd., Paris, 1907.
- Say (J.-B.), *Cours d'Économie Politique*, éd. 1828, 6 vol.
- Savary, *Le Parfait négociant*, éd. des frères Étienne la Vertu, Paris, 1763.
- Solvay, *Principes d'orientation sociale*. Bruxelles, 1904.
Notes sur le productivisme et le comptabilisme, 1900.
- Tarde, *Psychologie économique*, Paris, 1902.
- Tillier, Organisation du Clearing-House (*Revue économique internationale*, 1907, t. I).
- Thaller, *Traité élémentaire du Droit commercial*, 4^e éd., 1910.
- Annuaire de statistique du ministère du Travail*.
- Journal de la société statistique de Paris*.
- Bulletin de statistique et législation comparée*.
- Économiste français*. — *Économiste européen*. — *The Economist*.

Partie spéciale.

- Documents Parlementaires sur le chèque postal :
 Rapports Chastenet 1906, 1908, 1910 et propositions de loi.
 Rapport Millerand 1909 et projet de loi.
 Rapport Clémentel-Ribot 1916 et projet de loi.
 Rapport Amiard 1916 (30 juin 1916) sur le projet Clémentel-Ribot.
 Rapport E. Dupont au Sénat : 25 janvier 1917 sur le projet Clémentel-Ribot.
 Rapport de la Batut Sénateur : proposition de loi pour l'admission du système de M. Issanchou.
 La loi sur le chèque postal du 7 janvier 1918.
 Le décret de la même date.
 L'instruction à l'usage des bureaux de Postes, mai 1918.
 L'Instruction à l'usage des titulaires de comptes courants postaux, 1918.
 Conférences à l'école professionnelle supérieure par M. Blin, mars-mai 1918.
 Bellom M., Le chèque postal (*Journal des Économistes*, 15 juillet 1916, et *Information*, 12 avril 1916).
 Bruneau, *Les chèques et virements postaux*, Paris, 1909.
 Chevauchez, *Traité des chèques postaux*. Paris, 1907.
 Chastenet, Les chèques postaux (*Revue politique et parlementaire*, 10 février 1910).
 H. Denis, Études sur le chèque postal autrichien (*Annales de l'Institut de Sociologie Solway*, 1896).
 Th. Terneuil, Le projet de loi sur les chèques postaux (*Revue politique et parlementaire*, janvier 1910-mars 1910).
 Gariel, Chèques et virements postaux en Suisse (*Revue économique internationale*, 1907, p. 80).
 Giannini, Nuove attribuzione dell' azienda postale (*Riv. di legisl. e sbatistica comparata*, 1908, n° 6).
 Servizio postale di « chèques » e « clearings » (*Riv. comunicazioni*, 1912).
 La prossima istituzione di assegni o « chèques » postali (*Soc. per. azioni*, Roma, 1917).
 Conti correnti e assegni postali (*Riv. comunicazioni*, 1917, XI).
 La struttura e la fuerzione delli assegni o « chèques » postali (Conférence au cercle juridique de Rome, 1918).
 H. Guida, Le service postal des chèques et virements (*Riv. comunicazioni*, trad. par M. Léon Cazes dans les *Annales des postes et télégraphes*).
 H. Issanchou, *Un système de comptes-courants et chèques postaux infiniment plus pratique que le système austro-allemand*, 1916.
 Haristoy, Le chèque postal (*Revue politique et parlementaire*, 10 février 1909, janvier, février, mars 1910).
 Jalade, *Les chèques et virements postaux*. Paris, 1908.
 Kirschberg, *Der Postscheck*. Leipzig, 1906.
 Kœchlin, *Postcheck und Postgiro*. Basel, 1906.
 Lequesne, *Virements et chèques postaux*, Paris, 1906.
 Lewinski, *Der Postsparkassenscheck*, Vienne, 1907.
 Luzzati, *Le chèque postal international*, 1918.
 Menard, *Guide des chèques postaux*, 1918.

- Mez, *Internationale Postscheckverkehr*, Tübingen, 1910.
Der Deutsche post. überweisungs und scheckverkehr, Stuttgart, 1909.
 Norberg Jean, Le chèque postal français (*Revue économie politique*, 1918, n° 5-6).
 Nussbaum (Charles), Le chèque postal, étude parue dans les *Annales de la Régie directe*, février 1917.
 Perrone, député italien, Rapport sur le chèque postal à la Chambre des députés, 22 juin 1917.
 Raffalovicht, Les chèques et virements postaux en Allemagne (*Economiste européen*, 1-8 mai 1908).
 Riesser, *Die wirtschaftliche ziele des scheck und Postscheckverkehr*, Berlin, 1908.
 Robyns, *Les chèques et virements postaux*, Bruxelles, 1913.
 Rolland, Le chèque postal (*Revue des sciences financières*, 1909).
 Sanlaville, *Responsabilité civile de l'État en matière de Postes et Télégraphes*. Berger-Levrault, 1887.
 Taffin, Le chèque postal (*Annales des Postes et Télégraphes*), 1913, 1918.
 Thery, *Des chèques postaux*, Paris, 1909.
 Vaillié, Chèques et comptes courants postaux (*Exportateur français*, 23 mai 1918-15 août 1918).
 Walras, La caisse d'épargne postale de Vienne et le comptabilisme (*Revue économique politique*, 1898).
 Union postale universelle de Berne (*Journal de l'*) : Comptes rendus et statistiques annuelles.

VU

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

VU

Le Président,

H. TRUCHY.

VU

et permis d'imprimer.

Le vice-recteur de l'Académie de Paris.

L. POINCARÉ.

